

SEANCES DU JEUDI 7 DECEMBRE 1989
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 7 DECEMBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion et votes):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. de Wasseige, rapporteur, Moens, M. Maystadt, ministre des Finances, M. le Président, M. Cooreman, p. 860.

Discussion et vote d'articles, p. 862.

A l'article 250: *Orateur*: M. Buchmann, p. 908.A l'article 275: *Orateurs*: M. Hatry, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 917.A l'article 283bis (nouveau): *Orateurs*: M. Hatry, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 921.A l'article 304: *Orateurs*: Mme Dardenne, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 928.A l'article 307: *Orateurs*: M. Hatry, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 929.A l'article 332: *Orateurs*: M. Hatry, M. Maystadt, ministre des Finances, p. 941.

Vote sur les amendements et sur les articles réservés, p. 943.

Vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 950.

Explication de vote: *Orateur*: M. Van Hooland, p. 950.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 943.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging en stemmingen):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren de Wasseige, rapporteur, Moens, de heer Maystadt, minister van Financiën, de Voorzitter, de heer Cooreman, blz. 860.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 862.

Bij artikel 250: *Spreker*: de heer Buchmann, blz. 908.Bij artikel 275: *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 917.Bij artikel 283bis (nieuw): *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 921.Bij artikel 304: *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 928.Bij artikel 307: *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 929.Bij artikel 332: *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Maystadt, minister van Financiën, blz. 941.

Stemming over de amendementen en over de aangehouden artikelen, blz. 943.

Stemming over het geheel van het ontwerp van wet, blz. 950.

Stemverklaring: *Spreker*: de heer Van Hooland, blz. 950.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 943.

13 feuilles/vellen

120

VOTE SUR LA MOTION PURE ET SIMPLE DEPOSEE EN CONCLUSION DE L'INTERPELLATION DE M. DIERICKX AU PREMIER MINISTRE, DEVELOPPEE LE 6 DECEMBRE 1989:

Page 951.

VOTE SUR LA MOTION MOTIVEE DEPOSEE EN CONCLUSION DU DEBAT SUR LA COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT:

Page 952.

VOTE SUR LA MOTION PURE ET SIMPLE DEPOSEE EN CONCLUSION DE L'INTERPELLATION DE MME AELVOET AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNES, DEVELOPPEE LE 6 DECEMBRE 1989:

Page 953.

Explications de votes: *Orateurs*: M. Pataer, Mme Aelvoet, M. De Belder, p. 954.

INTERPELLATION (Discussion):

Interpellation de M. Van Hooland au ministre de la Fonction publique sur «la politique gouvernementale en matière de fonction publique».

Orateurs: MM. Van Hooland, De Belder, M. Langendries, ministre de la Fonction publique, p. 955.

STEMMING OVER DE EENVOUDIGE MOTIE INGEDIEND TOT BESLUIT VAN DE OP 6 DECEMBER 1989 GEHOUDEN INTERPELLATIE VAN DE HEER DIERICKX TOT DE EERSTE MINISTER:

Bladzijde 951.

STEMMING OVER DE GEMOTIVEERDE MOTIE INGEDIEND TOT BESLUIT VAN HET DEBAT OVER DE MEDEDELING VAN DE REGERING:

Bladzijde 952.

STEMMING OVER DE EENVOUDIGE MOTIE INGEDIEND TOT BESLUIT VAN DE OP 6 DECEMBER 1989 GEHOUDEN INTERPELLATIE VAN MEVROUW AELVOET TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND:

Bladzijde 953.

Stemverklaringen: *Sprekers*: de heer Pataer, mevrouw Aelvoet, de heer De Belder, blz. 954.

INTERPELLATIE (Bespreking):

Interpellatie van de heer Van Hooland tot de minister van Openbaar Ambt over «het regeringsbeleid inzake het openbaar ambt».

Sprekers: de heren Van Hooland, De Belder, de heer Langendries, minister van Openbaar Ambt, blz. 955.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

M. Vannieuwenhuyze, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Vannieuwenhuyze, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 21 h 15 m.
De vergadering wordt geopend te 21 h 15 m.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Reprise de la discussion générale

Examen et vote d'articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Hervatting van de algemene beraadslaging

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi portant des dispositions fiscales.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

La parole est à M. de Wasseige, rapporteur.

M. de Wasseige, rapporteur. — Monsieur le Président, la commission a examiné les amendements déposés par le gouvernement, qui figurent dans le document 9 déjà distribué. Le premier concerne les articles 259, 266 et 288 qui ont la même portée. Cet amendement est plutôt formel: les sociétés d'assurances étant obligées de suivre un plan comptable spécial, il tend à adapter dans le texte de la loi les mots qui correspondent à ce plan comptable, de manière telle que les sociétés d'assurances se trouvent sur le même pied que toutes les autres sociétés en ce qui concerne l'immunité de la quotité monétaire, des plus-values et d'autres mesures de ce genre. L'amendement à ces trois articles a été adopté par 16 voix et 2 abstentions.

L'article 311 permet de distribuer exceptionnellement, pour une année, une partie des réserves immunisées d'impôts, avec une taxation faible. L'amendement du gouvernement à cet article vise à préciser qu'on ne peut distribuer que des réserves réalisées et non pas des réserves exprimées mais non réalisées. Cet amendement a été approuvé par 13 voix et 5 abstentions.

L'amendement du gouvernement portant inscription d'un nouvel article 304bis et modification à l'article 332 vise à adapter des dispositions non pas du Code des impôts sur les revenus, mais de la loi du 7 décembre 1988, aux modifications apportées précisément au Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les administrateurs et les associés de sociétés. En réalité nous aurions pu nous dispenser formellement de cet amendement puisqu'un autre article donne au Roi la possibilité de coordonner l'ensemble. Par précaution, nous avons préféré le prévoir dans le texte.

Un quatrième amendement vise à ajouter à l'article relatif à la mise en vigueur un point évitant tout doute quant à la non-rétroactivité en cas de cessation ou de réduction d'activité. Il est préférable de le mentionner dans le texte de la loi, ce qui fut décidé par 13 voix contre 5.

La commission a examiné ensuite les deux amendements de notre collègue, M. de Clippele.

Le premier, se rapportant à l'article 326, a été retiré par son auteur et le second, relatif à l'article 313, a été rejeté par 15 voix contre 5.

J'en viens à l'amendement introduit par notre collègue, M. Boël, amendement qui a d'ailleurs été longuement discuté. M. Boël a, en effet, avancé des arguments qui ont retenu l'attention de la commission. Celle-ci s'est finalement accordée sur un nouvel amendement dont je vais vous donner lecture. Il n'a pas encore pu être dactylographié et distribué, mais il le sera pendant l'examen des premiers amendements de sorte qu'au moment où nous en traiterons, il se trouvera sur les bancs.

Il constitue une mesure supplémentaire introduite à l'article 311 portant sur les dispositions transitoires.

Je vous en donne lecture: « Pour l'exercice d'imposition 1991 et pour l'application de l'article 112 du Code des impôts sur les revenus, l'usufruitier est assimilé à un plein propriétaire lorsqu'il apporte la preuve matérielle que ce démembrement de propriété existait avant le 1^{er} décembre 1989. »

Vous savez que lorsqu'une société est propriétaire de parts sociales — le texte de la loi ne mentionne pas s'il s'agit d'une nue ou d'une pleine propriété — elle peut déduire ses revenus définitivement taxés.

Le projet en question introduit une modification stipulant que pour pouvoir bénéficier de cette mesure fiscale, il faut être plein propriétaire. Cette mesure vise à mettre fin à des abus qui pourraient découler d'une décision récente de la Cour de cassation; celle-ci a jugé que l'usufruitier permanent était assimilé à un plein propriétaire.

Toutefois, comme il existe déjà des conventions séparant nue propriété et usufruit, justifiées au plan économique, il faut accorder un délai pour l'adaptation de ces conventions à la condition que la preuve matérielle puisse être apportée qu'elles existaient bien avant le 1^{er} décembre 1989. La mesure fiscale continuera donc à jouer pour l'exercice d'imposition 1991 en faveur des conventions dont la preuve matérielle peut être apportée qu'elles existaient antérieurement au 1^{er} décembre 1989.

Cet amendement nouveau de la commission a été adopté à l'unanimité de ses membres.

A l'article 311, il faut apporter une correction. En effet, le texte néerlandais ne correspond pas au texte français, lequel doit être pris comme référence. A la page 150 du rapport, il faut insérer, dans le texte néerlandais: « met ingang van het aanslagjaar 1991. »

A la ligne suivante, le mot « inbreng » doit être remplacé par « verrichting », le texte français restant inchangé.

Tel est donc le texte que la commission vous propose en complément au rapport initial et qu'elle vous invite à adopter. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Moens.

De heer Moens. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag de minister, opdat het toch heel duidelijk zou zijn voor de vergadering, te bevestigen dat het fiscaal voordeel dat volgt uit het amendement dat door de commissie werd aangenomen, alleen maar kan slaan op de inkomsten die verworven werden tijdens het jaar 1989.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, l'amendement voté par la commission précise que cette disposition transitoire, qui vise à maintenir le régime existant, en ce qui concerne le traitement fiscal des revenus de l'usufruitier, sera encore d'application pour l'exercice d'imposition 1991, c'est-à-dire pour les revenus de 1990. C'est en ce sens qu'il s'agit d'une disposition transitoire; sinon quel aurait été l'intérêt de l'amendement? En effet, par hypothèse, la loi sera, en principe, d'application, sauf dérogation explicite, à partir du 1^{er} janvier 1990.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Moens.

De heer Moens. — Wanneer u het toestaat, mijnheer de Voorzitter, wil ik daarover toch graag de mening vragen van de oorspronkelijke indiener van het amendement, de heer Boël. Ik vraag dat hij zich daarover klaar en duidelijk uitsprekt.

De Voorzitter. — Het is nogal ongebruikelijk, mijnheer Moens, dat iemand wordt ondervraagd over een amendement dat in de commissie werd aangenomen.

De heer Moens. — Maar de heer Boël is de inspirator van het amendement, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Dat weet ik, mijnheer Moens, maar het is de commissie die uiteindelijk het amendement heeft aanvaard en de minister brengt hier de interpretatie naar voren die hij klaarblijkelijk ook in de commissie heeft gegeven.

De heer Moens. — Voor alle duidelijkheid zouden wij toch graag de mening van de heer Boël horen, mijnheer de Voorzitter, opdat wij niet stemmen over iets waarin wij niet klaar zien.

M. le Président. — Vous pouvez, si vous le souhaitez, monsieur Boël, répondre à la question de M. Moens, mais quoi qu'il en soit, c'est l'interprétation de la commission qui prime et pas nécessairement celle de l'auteur de l'amendement original.

La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, l'interprétation du ministre est bien la suivante: nous disposons d'un an pour aviser.

M. Moens. — Ce n'est pas une réponse à ma question, monsieur le Président.

M. le Président. — Le rapporteur, M. de Wasseige, n'étant pas présent pour l'instant, je demande au président de la commission de confirmer éventuellement l'interprétation que vient de donner M. le ministre en réponse à la question de M. Moens.

Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, op een bepaald ogenblik werd in de commissie twee jaar voorgesteld. Tijdens de discussie zijn die twee jaar teruggebracht op één jaar. De interpretatie die de minister heeft gegeven, is helemaal correct en ik meen die namens de hele commissie te mogen onderschrijven. Uiteindelijk heeft de commissie deze tekst eenparig aangenomen.

M. le Président. — Je suppose que vous confirmez les propos de M. Cooreman, monsieur de Wasseige?

M. de Wasseige. — Je les confirme, monsieur le Président. Une période d'un an est effectivement prévue.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Avant de passer à l'examen des articles, j'attire l'attention du Sénat sur le fait que celui-ci a lieu sur la base du texte adopté par la commission, texte qui englobe donc les amendements du gouvernement.

Nous abordons l'examen des articles.

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Artikel 1 luidt:

TITEL I. — *Bepalingen inzake indirecte belastingen*

Hoofdstuk I. — Douane en accijnzen

Afdeling 1. — Bekrachtiging van koninklijke besluiten

Artikel 1. Met uitwerking op de data van hun respectieve inwerkingtreding, zijn bekrachtigd:

1° Het koninklijk besluit van 12 juli 1978 houdende coördinatie van de wettelijke bepalingen betreffende het accijnsregime van alcohol;

2° Het koninklijk besluit van 15 april 1985 houdende de verplichting tot het stellen van een borgtocht in het kader van de regeling behandeling onder douanetoezicht;

3° Het koninklijk besluit van 5 mei 1986 inzake de vrijstelling van rechten bij invoer en van accijns in het internationale reizigersverkeer;

4° Het koninklijk besluit van 11 februari 1987 houdende de verplichting tot het stellen van een borgtocht in het kader van de regeling actieve veredelingsstelsel inzake schorsing.

TITRE I^{er}. — *Dispositions en matière d'impôts indirects*

Chapitre I^{er}. — Douanes et accises

Section I. — Confirmation d'arrêtés royaux

Article 1^{er}. Sont confirmés avec effet aux dates de leur entrée en vigueur respective:

1° L'arrêté royal du 12 juillet 1978 portant coordination des dispositions législatives relatives au régime d'accises des alcools;

2° L'arrêté royal du 15 avril 1985 imposant, dans le cadre du régime de transformation sous douane, la constitution d'un cautionnement;

3° L'arrêté royal du 5 mai 1986 concernant la franchise des droits à l'importation et des accises accordée dans le trafic international des voyageurs;

4° L'arrêté royal du 11 février 1987 imposant, dans le cadre du régime du perfectionnement actif — système de la suspension — la constitution d'un cautionnement.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 2. — Wijziging van accijnzen

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk I van de wet betreffende het accijnsregime van alcohol, gecoördineerd op 12 juli 1978 wordt vervangen door het volgende opschrift:

« Hoofdstuk I. — Vestiging van de accijnzen. — Vrijstelling »

Section 2. — Modifications des droits d'accises

Art. 2. L'intitulé du chapitre I^{er} de la loi relative au régime d'accise des alcools, coordonnée le 12 juillet 1978, est remplacé par l'intitulé suivant:

« Chapitre I^{er}. — Fixation des droits d'accise. — Exemption »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 1, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift:

« Afdeling 1. — Vestiging van de accijnzen »

Art. 3. L'intitulé du chapitre I^{er}, section 1, de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant:

« Section 1. — Fixation des droits d'accise »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Artikel 1 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 1. § 1. Van de hier te lande vervaardigde of ingevoerde ethylalcohol en ethylalcoholhoudende produkten worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die per hectoliter en per percent alcoholgehalte als volgt worden vastgesteld:

1° Accijns: 90 frank;

2° Bijzondere accijns: 545 frank.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is niet van toepassing op:

1° Bier;

2° Gegiste dranken van druiven, krenten of rozijnen, al dan niet mousserend, waarvan het alcoholgehalte niet meer dan 22 percenten bedraagt, voor zover deze dranken niet geheel zijn ontzuurd en voor zover zij niet, wegens kleurloosheid, het uiterlijk aanzien hebben van overgehaalde alcohol;

3° Gegiste dranken van andere vruchten dan druiven, krenten of rozijnen en andere daarmee gelijkgestelde dranken, al dan niet mousserend, waarvan het alcoholgehalte niet meer dan 15 percenten bedraagt, voor zover deze dranken niet geheel zijn ontzuurd en voor zover zij niet, wegens kleurloosheid, het uiterlijk aanzien hebben van overgehaalde alcohol.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 moet onder ethylalcoholhoudende produkten worden verstaan, produkten waarvan het alcoholgehalte meer bedraagt dan 0,3 pct. »

Art. 4. L'article 1^{er} de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1^{er}. § 1^{er}. L'alcool éthylique et les produits contenant de l'alcool éthylique, indigènes ou importés, sont soumis à un droit d'accise et à un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre et par pour cent de titre alcoométrique:

1° Droit d'accise: 90 francs;

2° Droit d'accise spécial: 545 francs.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables:

1° A la bière;

2° Aux boissons fermentées de raisins frais ou de raisins secs, mousseuses ou non, dont le titre alcoométrique n'est pas supérieur à 22 pour cent, pour autant que ces boissons ne soient pas complètement désacidifiées et qu'elles n'aient pas, par suite de l'absence de coloration, l'aspect d'un alcool rectifié;

3° Aux boissons fermentées de fruits autres que de raisins frais ou secs et aux boissons y assimilées, mousseuses ou non, dont le titre alcoométrique n'est pas supérieur à 15 pour cent, pour autant que ces boissons ne soient pas complètement désacidifiées et qu'elles n'aient pas, par suite de l'absence de coloration, l'aspect d'un alcool rectifié.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, on entend par produit contenant de l'alcool éthylique les produits dont le titre alcoométrique est supérieur à 0,3 p.c.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 2, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 5. L'intitulé du chapitre I^{er}, section 2, de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2. Voor de toepassing van deze wet dient te worden verstaan onder alcoholgehalte: het aantal volumepercenten absolute alcohol dat in een produkt aanwezig is bij een temperatuur van 20 graden Celsius. »

Art. 6. L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par titre alcoométrique le nombre de pour cent en volume d'alcool absolu qui se trouve dans un produit à la température de 20 degrés Celsius. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 3. Het alcoholgehalte van de produkten belastbaar met de bij artikel 1 vastgestelde accijns en bijzondere accijns wordt uitgedrukt in percenten tot op een tiende van percent nauwkeurig, waarbij delen van een tiende van percent wegvallen. Het volume wordt uitgedrukt in hectoliter tot op een deciliter nauwkeurig, waarbij delen van deciliter wegvallen. »

Art. 7. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 3. Le titre alcoométrique des produits passibles du droit d'accise et du droit d'accise spécial fixés par l'article 1^{er} est exprimé en pour cent et en dixièmes de pour cent, les fractions de dixième de pour cent étant négligées. Le volume est exprimé en hectolitres, litres et décilitres, les fractions de décilitre étant négligées. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 4. Behalve bij toepassing van artikel 300 van de algemene wet inzake douane en accijnzen worden de accijns en de bijzondere accijns betaald op het ogenblik van de aangifte tot verbruik. »

Art. 8. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. Sauf en cas d'application de l'article 300 de la loi générale sur les douanes et accises, le droit d'accise et le droit d'accise spécial sont acquittés au moment du dépôt de la déclaration de mise à la consommation. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 3, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift:

« Afdeling 2. — Vrijstelling »

Art. 9. L'intitulé du chapitre I^{er}, section 3, de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant:

« Section 2. — Exemption »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 5. § 1. Vrijstelling van de bij artikel 1 vastgestelde accijns en bijzondere accijns wordt verleend voor inlandse of ingevoerde ethylalcohol bestemd tot ander gebruik dan het inwendig gebruik door de mens. »

§ 2. Vrijstelling van de bij artikel 1 vastgestelde accijns en bijzondere accijns wordt verleend bij de invoer van ethylalcoholhoudende produkten bestemd tot ander gebruik dan het inwendig gebruik door de mens. »

Art. 10. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 5. § 1^{er}. Exemption du droit d'accise et du droit d'accise spécial fixés par l'article 1^{er} est accordée pour l'alcool éthylique indigène ou importé destiné à un usage autre que la consommation humaine. »

§ 2. Exemption du droit d'accise et du droit d'accise spécial fixés par l'article 1^{er} est accordée lors de l'importation de produits contenant de l'alcool éthylique destinés à des usages autres que la consommation humaine. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 11. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 6. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden en formaliteiten waaraan het verlenen van de bij artikel 5 bedoelde vrijstellingen zijn onderworpen. Hij kan hierbij voorschrijven dat de alcohol moet worden gedenatureerd door toevoeging van door hem voorgeschreven denatureringsmiddelen. »

Art. 11. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 6. Le ministre des Finances fixe les conditions et formalités auxquelles sont subordonnées les exemptions visées à l'article 5. Il peut notamment prescrire que l'alcool doit être dénaturé au moyen de dénaturants désignés par lui. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 4, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 12. L'intitulé du chapitre I^{er}, section 4, de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 7. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden waaraan de werkzaamheden zijn onderworpen van de fabrieken waar likeuren worden vervaardigd met veraccijnsde alcohol. »

Art. 13. L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 7. Le ministre des Finances fixe les conditions auxquelles sont soumis les travaux de fabrication dans les fabriques où sont produites des liqueurs au moyen d'alcool ayant acquitté l'accise. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 5, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 14. L'intitulé du chapitre 1^{er}, section 5, de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 8. De minister van Financiën bepaalt eveneens de voorwaarden waaraan de werkzaamheden zijn onderworpen van de fabrieken waar, door distillatie, essences uit planten en vruchten worden gewonnen zonder dat daarbij alcohol wordt voortgebracht. »

Art. 15. L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 8. Le ministre des Finances fixe également les conditions auxquelles sont soumis les travaux de fabrication dans les fabriques où sont extraites, par distillation, des essences de plantes et de fruits, sans production d'alcool. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. De artikelen 9 tot 11 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 16. Les articles 9 à 11 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. Het opschrift van hoofdstuk I, afdeling 6, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 17. L'intitulé du chapitre 1^{er}, section 6, de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. De artikelen 12, 13 en 37 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 18. Les articles 12, 13 et 37 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. In de artikelen 38, 4^o, en 40, 3^o, van dezelfde wet worden de woorden « ethylalcohol aan 50 graden bij de temperatuur van 15 graden » vervangen door de woorden « absolute ethylalcohol bij een temperatuur van 20 graden Celsius ».

Art. 19. Dans les articles 38, 4^o, et 40, 3^o, de la même loi, les mots « alcool éthylique à 50 degrés à la température de 15

degrés » sont remplacés par les mots « alcool éthylique absolu à la température de 20 degrés Celsius ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. In artikel 45 van dezelfde wet worden de woorden « 2 hectoliter ethylalcohol aan 50 graden bij de temperatuur van 15 graden » vervangen door de woorden « 1 hectoliter absolute ethylalcohol bij een temperatuur van 20 graden Celsius ».

Art. 20. Dans l'article 45 de la même loi, les mots « 2 hectolitres d'alcool éthylique à 50 degrés à la température de 15 degrés » sont remplacés par les mots « 1 hectolitre d'alcool éthylique absolu à la température de 20 degrés Celsius ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 21. In artikel 56 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In § 1, 5^o, worden de woorden « herleid tot 50 graden bij temperatuur van 15 graden Celsius » vervangen door de woorden « herleid tot de hoeveelheid absolute ethylalcohol bij een temperatuur van 20 graden Celsius »;

2^o Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 2. Bij het einde van elke werkaangifte maken de bij § 1 bedoelde ambtenaren een afrekening op waarin zij de door hen vastgestelde totale hoeveelheid voortgebrachte ethylalcohol vermelden. De afrekeningsakte wordt aan de ontvanger medegegeeld teneinde de definitieve aanschrijving in de rekening te kunnen doen op grond van de door de ambtenaren vastgestelde hoeveelheid »;

3^o Paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 21. A l'article 56 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Dans le § 1^{er}, 5^o, les mots « ramenés à 50 degrés à la température de 15 degrés Celsius » sont remplacés par les mots « convertis en alcool éthylique absolu à la température de 20 degrés Celsius »;

2^o Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. A l'expiration de chaque déclaration de travail, les agents visés au § 1^{er} dressent un décompte dans lequel ils mentionnent la quantité totale d'alcool éthylique produite qu'ils ont constatée. L'acte de décompte est communiqué au receveur, qui effectue la prise en charge définitive dans les comptes, sur la base de la quantité constatée par les agents »;

3^o Le paragraphe 3 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. In artikel 78 van dezelfde wet worden de woorden « zowel van de accijns op ethylalcohol vastgesteld bij artikel 1, § 1, als van de bijzondere verbruikstaks voorzien bij de artikelen 2 en 3 » vervangen door de woorden « van de accijns en bijzondere accijns gevestigd bij artikel 1, ».

Art. 22. Dans l'article 78 de la même loi, les mots « tant du droit d'accise sur l'alcool éthylique établi par l'article 1^{er}, § 1^{er}, que des taxes de consommation établies par les articles 2 et 3 » sont remplacés par les mots « du droit d'accise et du droit d'accise spécial fixés par l'article 1^{er}, ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. In artikel 79 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het eerste lid worden het woord « verbruikstaks » en de vermelding « § 1 » respectievelijk vervangen door de woorden « bijzondere accijns » en « artikel 78 »;

2° In het tweede lid wordt de vermelding « § 1 » vervangen door de woorden « artikel 78 ».

Art. 23. A l'article 79 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « aux taxes de consommation » et « au § 1^{er} » sont remplacés respectivement par les mots « au droit d'accise spécial » et « à l'article 78 »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « du § 1^{er} » sont remplacés par les mots « de l'article 78 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. In artikel 80 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « van reukwerk » geschrapt;

2° In dezelfde § 1 worden de woorden « slijterij van ter plaatse te verbruiken dranken » vervangen door de woorden « drankgelegheid van gegiste of van geestrijke dranken »;

3° In § 2 worden de woorden « van reukwerk » geschrapt;

4° In dezelfde § 2 wordt in de Nederlandse tekst het woord « drankslijterij » vervangen door het woord « drankgelegheid »;

5° In § 3 worden in de Nederlandse tekst de woorden « zijn winkel of zijn slijterij » vervangen door de woorden « zijn handelszaak of zijn drankgelegheid ».

Art. 24. A l'article 80 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, les mots « ou d'eaux de senteur » sont supprimés;

2° Dans le même § 1^{er}, les mots « un débit de boissons à consommer sur place » sont remplacés par les mots « un débit de boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place »;

3° Au § 2, les mots « , d'eaux de senteur » sont supprimés;

4° Dans le texte néerlandais du même § 2, le mot « drankslijterij » est remplacé par le mot « drankgelegheid »;

5° Dans le texte néerlandais du § 3 les mots « zijn winkel of zijn slijterij » sont remplacés par les mots « zijn handelszaak of zijn drankgelegheid ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 25. In het opschrift van hoofdstuk V, afdeling 3, van dezelfde wet worden de woorden « of reukwater » geschrapt.

Art. 25. A l'intitulé du chapitre V, section 3, de la même loi, les mots « ou d'eaux de senteur » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 26. Artikel 91 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 91. De bij artikel 1 vastgestelde accijns en bijzondere accijns zijn niet verschuldigd bij de vaststelling van een tekort bij opneming van de ethylalcohol voorhanden in de magazijnen van de stokers, op voorwaarde dat dit tekort niet meer bedraagt dan 2 pct. van de inlastnemingen in de magazijnrekening sedert de vorige opneming, de overdracht op de nieuwe rekening inbegrepen. »

Art. 26. L'article 91 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. Le droit d'accise et le droit d'accise spécial fixés par l'article 1^{er} ne sont pas dus lors de la constatation d'un manquant à l'occasion du recensement de l'alcool éthylique se trouvant dans les magasins du distillateur, à condition que ce manquant ne dépasse pas 2 p.c. des quantités prises en charge, au compte

de magasin depuis le dernier recensement, y compris le report à nouveau. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 27. In artikel 92, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « of van reukwater » geschrapt.

Art. 27. A l'article 92, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « ou d'eaux de senteur » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 28. § 1. Het opschrift van hoofdstuk VI, afdeling 1, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Afdeling 1. — Uitvoer van ethylalcohol met ontheffing van de accijnzen »

§ 2. Artikel 93 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 93. Ontheffing van accijns en van bijzondere accijns wordt verleend bij uitvoer van ethylalcohol. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden waaraan die ontheffing onderworpen is. »

§ 3. Artikel 94 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 1980, dat bekrachtigd werd bij wet van 21 mei 1985, wordt opgeheven.

Art. 28. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre VI, section 1, de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1. — Exportation d'alcool éthylique avec décharge des droits d'accise »

§ 2. L'article 93 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. Décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée lors de l'exportation d'alcool éthylique. Le ministre des Finances fixe les conditions auxquelles est soumise ladite décharge. »

§ 3. L'article 94 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1980 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 29. Hoofdstuk VI, afdeling 2, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Afdeling 2. — Uitvoer van ethylalcoholhoudende produkten met ontheffing van de accijnzen.

Art. 95. Ontheffing van accijns en bijzondere accijns wordt verleend bij uitvoer van ethylalcoholhoudende produkten bestemd tot het inwendig gebruik door de mens. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden waaraan de fabrikanten van de alcoholhoudende produkten zich moeten onderwerpen om bedoelde ontheffing te bekomen. »

Art. 29. Le chapitre VI, section 2, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Section 2. — Exportation de produits contenant de l'alcool éthylique avec décharge des droits d'accise.

Art. 95. Décharge du droit d'accise et du droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique est accordée lors de l'exportation de produits contenant de l'alcool éthylique destinés à la consommation humaine. Le ministre des Finances fixe les conditions auxquelles les fabricants des produits contenant de l'alcool sont tenus de se soumettre pour obtenir ladite décharge. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 30. In artikel 97, 1°, van dezelfde wet wordt het woord «verbruikstaks» vervangen door de woorden «bijzondere accijns».

Art. 30. Dans l'article 97, 1°, de la même loi, les mots «la taxe de consommation» sont remplacés par les mots «l'accise spéciale».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 31. In artikel 109 van dezelfde wet worden de woorden «hoogste opbrengst waarvan sprake in artikel 56, § 2,» vervangen door de woorden «door de ambtenaren in de afrekeningsakte opgenomen totale opbrengst».

Art. 31. Dans l'article 109 de la même loi, les mots «le produit le plus élevé dont il est parlé à l'article 56, § 2,» sont remplacés par les mots «le rendement total repris par les agents dans l'acte de décompte».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 32. In artikel 114 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De vermelding «§ 1» wordt geschrapt;

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 32. A l'article 114 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1° La mention «§ 1^{er}» est supprimée;

2° Le paragraphe 2 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 33. In de artikelen 120, § 1, en 127, § 1, van dezelfde wet worden de woorden «of van reukwater» geschrapt.

Art. 33. Aux articles 120, § 1^{er}, et 127, § 1^{er}, de la même loi, les mots «ou d'eaux de senteur» sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 34. In artikel 131 van dezelfde wet worden de woorden «of reukwaters» geschrapt.

Art. 34. A l'article 131 de la même loi, les mots «ou d'eaux de senteur» sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 35. Artikel 132 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 132. Een boete van vijfmaal de accijns en bijzondere accijns op hetgeen als ondermaat of overmaat bevonden wordt, is verschuldigd voor de hierna vermelde verschillen door opnemings vastgesteld in de stokerijen, overhaalfabrieken, likeurfabrieken en andere inrichtingen:

1° Produkten in kleinhandelsverpakkingen: elk verschil ongeacht de hoegrootheid;

2° Produkten in andere verpakkingsmiddelen dan kleinhandelsverpakkingen:

a) In stokerijen of overhaalfabrieken: overmaat boven 1 pct. en ondermaat boven 2 pct.;

b) In likeurfabrieken of andere inrichtingen: overmaat boven 1 pct. en ondermaat boven 3 pct.

Onverminderd die straf, is de betaling op die hoeveelheden van de accijns en bijzondere accijns steeds opvorderbaar. Indien, voor de produkten bedoeld onder 1°, de inhoud der teveel of

tekort bevonden verpakkingsmiddelen, alsmede het alcoholgehalte niet juist gekend zijn, worden de opvorderbare rechten vastgesteld volgens de door de minister van Financiën bepaalde regels.»

Art. 35. L'article 132 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 132. Sont passibles d'une amende égale au quintuple des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux afférents aux quantités trouvées en plus ou en moins, les différences ci-après, constatées par les recensements dans les distilleries, usines de rectification, fabriques de liqueurs et autres établissements:

1° Produits logés en emballages de vente au détail: toute différence, quelle qu'en soit l'importance;

2° Produits non logés en emballages de vente au détail:

a) Se trouvant dans les distilleries ou usines de rectification: différence en plus dépassant 1 p.c. et différence en moins excédant 2 p.c.;

b) Se trouvant dans les fabriques de liqueurs ou les autres établissements: différence en plus dépassant 1 p.c. et différence en moins excédant 3 p.c.

Indépendamment de cette pénalité, le paiement de l'accise et de l'accise spéciale afférentes auxdites quantités est toujours exigible. Si, pour les produits visés sub 1°, la contenance des récipients trouvés en plus ou en moins de même que le titre alcoométrique ne sont pas exactement connus, les quantités passibles de droits sont déterminées d'après les règles fixées par le ministre des Finances.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 36. In de artikelen 138 en 139 van dezelfde wet worden de woorden «of van reukwater» geschrapt.

Art. 36. Aux articles 138 et 139 de la même loi, les mots «ou d'eaux de senteur» sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 37. De artikelen 141 en 142 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 37. Les articles 141 et 142 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 38. Artikel 1 van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnsregime van bier, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Artikel 1. Van het hier te lande vervaardigde bier worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die, per hectolitergraad wort van het brouwsel, als volgt zijn vastgesteld:

	Accijns	Bijzondere accijns
	—	—
1° Voor de eerste 10 000 hectolitergraden	31,90	36,10
2° Van 10 001 tot en met 50 000 hectolitergraden	38,10	43,20
3° Van 50 001 tot en met 300 000 hectolitergraden	46,00	52,30
4° Van 300 001 tot en met 1 250 000 hectolitergraden	46,00	54,20
5° Voor de hectolitergraden boven 1 250 000	52,20	55,00

Art. 38. L'article 1^{er} de la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1^{er}. Les bières fabriquées dans le pays sont soumises à un droit d'accise et à un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre-degré de moût du brassin:

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
1 ^o Pour les premiers 10 000 hectolitres-degré	31,90	36,10
2 ^o De 10 001 à 50 000 hectolitres-degré	38,10	43,20
3 ^o De 50 001 à 300 000 hectolitres-degré	46,00	52,30
4 ^o De 300 001 à 1 250 000 hectolitres-degré	46,00	54,20
5 ^o Plus de 1 250 000 hectolitres-degré	52,20	55,00

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 39. Artikel 11, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 11, § 1. Bij invoer van bier worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die per hectolitergraad bier, als volgt zijn samengesteld:

Bier voortgebracht in een brouwerij met een totale jaarproductie van	Accijns	Bijzondere accijns
a) Niet meer dan 20 000 hectolitergraden wort	33,49	37,90
b) 20 001 tot 50 000 hectolitergraden wort	36,75	41,63
c) 50 001 tot 60 000 hectolitergraden wort	38,70	43,87
d) 60 001 tot 75 000 hectolitergraden wort	40,30	45,71
e) 75 001 tot 100 000 hectolitergraden wort	41,90	47,55
f) 100 001 tot 150 000 hectolitergraden wort	43,50	49,39
g) 150 001 tot 300 000 hectolitergraden wort	45,10	51,23
h) 300 001 tot 700 000 hectolitergraden wort	46,70	53,07
i) 700 001 tot 900 000 hectolitergraden wort	47,61	55,27
j) 900 001 tot 1 200 000 hectolitergraden wort	47,77	55,63
k) 1 200 001 tot 2 000 000 hectolitergraden wort	47,90	55,95
l) 2 000 001 tot 5 000 000 hectolitergraden wort	50,50	56,65
m) Meer dan 5 000 000 hectolitergraden wort	53,09	57,31

Art. 39. L'article 11, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

« Art. 11. § 1^{er}. A l'importation, les bières sont soumises à un droit d'accise et à un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre-degré de bière:

Bièrre fabriquée dans une brasserie ayant une production annuelle totale	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
a) Qui n'est pas supérieure à 20 000 hectolitres-degré de moût	33,49	37,90
b) De 20 0001 à 50 000 hectolitres-degrés de moût	36,75	41,63
c) De 50 001 à 60 000 hectolitres-degré de moût	38,70	43,87
d) De 60 001 à 75 000 hectolitres-degré de moût	40,30	45,71
e) De 75 001 à 100 000 hectolitres-degré de moût	41,90	47,55
f) De 100 001 à 150 000 hectolitres-degré de moût	43,50	49,39
g) De 150 001 à 300 000 hectolitres-degré de moût	45,10	51,23
h) De 300 001 à 700 000 hectolitres-degré de moût	46,70	53,07
i) De 700 001 à 900 000 hectolitres-degré de moût	47,61	55,27
j) De 900 001 à 1 200 000 hectolitres-degré de moût	47,77	55,63
k) De 1 200 001 à 2 000 000 d'hecto-litres-degré de moût	47,90	55,95
l) De 2 000 001 à 5 000 000 d'hecto-litres-degré de moût	50,50	56,65
m) Supérieure à 5 000 000 d'hecto-litres-degré de moût	53,09	57,31

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 40. De artikelen 11bis, 11ter en 11quater, luidend als volgt, worden in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 11bis. Voor de toepassing van artikel 11, § 1, is het te belasten aantal hectolitergraden bier het produkt van de hoeveelheid ingevoerd bier en het verschil tussen de dichtheid, bij een temperatuur van 17,5 graden Celsius, van het wort waaruit dat bier is vervaardigd en van zuiver water bij een temperatuur van 4 graden Celsius.

De hoeveelheid ingevoerd bier wordt uitgedrukt in hectoliters, met verwaarlozing van gedeelten van een honderdste hectoliter.

Het verschil in dichtheid wordt uitgedrukt in graden en tienden van graden met verwaarlozing van gedeelten van een tiende graad. Iedere graad vertegenwoordigt een honderdste gedeelte van de dichtheid van zuiver water bij een temperatuur van 4 graden Celsius.

Het aantal hectolitergraden bier wordt uitgedrukt in een geheel getal, met verwaarlozing van delen van een hectolitergraad.

Art. 11ter. § 1. Voor de toepassing van artikel 11, § 1, wordt als jaarproductie aangemerkt, de produktie in hectolitergraden wort die voor de accijnsheffing in aanmerking zou worden genomen, indien de brouwerij die het bier heeft voortgebracht in de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie was gevestigd.

§ 2. Indien de jaarproductie van de brouwerij die het bier heeft voortgebracht niet aangegeven is, wordt zij geacht meer dan 5 000 000 hectolitergraden te bedragen.

Art. 11^{quater}. § 1. De bij artikel 11, § 1, gevestigde accijnzen worden geheven op grond van een referentieproductie berekend volgens de regels bepaald door de minister van Financiën.

§ 2. Indien de werkelijke produktie van de brouwerij die het bier heeft voortgebracht gedurende een kalenderjaar verschilt van de voor de accijnsheffing in aanmerking genomen referentieproductie en voor zover deze referentieproductie vastgesteld is overeenkomstig de door de minister van Financiën bepaalde regels:

1° Wordt teruggaaf van het eventueel teveel betaalde verleend op verzoek van de importeur, ingediend voor 1 juli van het volgende kalenderjaar, indien wordt aangetoond dat de werkelijke produktie lager is dan de referentieproductie;

2° Wordt geen naheffing van accijnzen gedaan te laste van de importeur, indien de werkelijke produktie hoger is dan de referentieproductie.»

Art. 40. Des articles 11^{bis}, 11^{ter} et 11^{quater}, rédigés comme suit, sont insérés dans la même loi:

« Art. 11^{bis}. Pour l'application de l'article 11, § 1^{er}, le nombre d'hectolitres-degré de bière à imposer est le produit du volume de la bière importée et de la différence entre la densité du moût dont procède cette bière, à la température de 17,5 degrés Celsius, et celle de l'eau pure à la température de 4 degrés Celsius.

Le volume de la bière importée est exprimé en hectolitres, les fractions de centième d'hectolitre étant négligées.

La différence de densité est exprimée en degrés et en dixièmes de degré, les fractions de dixième de degré étant négligées. Chaque degré représente la centième partie de la densité de l'eau pure à la température de 4 degrés Celsius.

Le nombre d'hectolitres-degré de bière est exprimé sous la forme d'un nombre entier, toute fraction d'hectolitre-degré étant négligée.

Art. 11^{ter}. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 11, § 1^{er}, est considérée comme production annuelle, la production en hectolitres-degré de moût qui serait retenue pour la perception de l'accise si la brasserie productrice de la bière était établie dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

§ 2. Si la production annuelle de la brasserie qui a fabriqué la bière n'est pas déclarée, elle est réputée être supérieure à 5 000 000 d'hectolitres-degré.

Art. 11^{quater}. § 1^{er}. Les droits d'accise fixés à l'article 11, § 1^{er}, sont perçus sur la base d'une production de référence, calculée conformément aux règles arrêtées par le ministre des Finances.

§ 2. Quand, pour une année civile, la production réelle de la brasserie qui a fabriqué la bière diffère de la production de référence retenue pour la perception des droits d'accise, et pour autant que cette production de référence ait été établie conformément aux règles arrêtées par le ministre des Finances:

1° Restitution du trop-perçu éventuel est accordée à l'importateur, sur demande introduite par lui avant le 1^{er} juillet de l'année suivante, s'il est prouvé que la production réelle est inférieure à la production de référence;

2° Aucun supplément d'accise n'est perçu à charge de l'importateur si la production réelle est supérieure à la production de référence.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 41. Het opschrift van de wet van 15 juli 1938 betreffende het fiscaal regime van wijn, van met wijn gelijkgestelde dranken en van sommige alcoholhoudende vloeistoffen, wordt vervangen door het volgende opschrift:

«Wet betreffende het accijnsstelsel van gegiste vruchten-dranken»

Art. 41. L'intitulé de la loi du 15 juillet 1938 relative au régime fiscal des vins et boissons y assimilées et de certains liquides alcooliques est remplacé par l'intitulé suivant:

«Loi relative au régime d'accise des boissons fermentées de fruits»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 42. Artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1982, dat werd bekrachtigd bij de wet van 21 mei 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2. § 1. Van hier te lande vervaardigde of ingevoerde gegiste dranken van druiven, krenten of rozijnen worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die per hectoliter als volgt zijn vastgesteld:

1° Accijns: 600 frank;

2° Bijzondere accijns: 871 frank.

§ 2. Indien de dranken bij een temperatuur van 20 graden Celsius een alcoholgehalte hebben van meer dan 12 volume-percenten is voor elk tiende van volumepercent boven 12 volume-percenten een aanvullende accijns verschuldigd van:

1° 13,30 frank per hectoliter, indien zij een alcoholgehalte hebben van niet meer dan 15 volume-percenten;

2° 21 frank per hectoliter, indien zij een alcoholgehalte hebben van meer dan 15 volume-percenten.»

Art. 42. L'article 2 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1982, confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 2. § 1^{er}. Les boissons fermentées de raisins frais ou de raisins secs, fabriquées dans le pays ou importées, sont passibles d'un droit d'accise et d'un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre:

1° Droit d'accise: 600 francs;

2° Droit d'accise spécial: 871 francs.

§ 2. Si ces boissons ont un titre alcoométrique supérieur à 12 pour cent en volume à la température de 20 degrés Celsius, elles sont en outre passibles, pour chaque dixième de pour cent en volume excédant 12 pour cent en volume, d'un droit d'accise supplémentaire:

1° De 13,30 francs par hectolitre, si leur titre alcoométrique ne dépasse pas 15 pour cent en volume;

2° De 21 francs par hectolitre, si leur titre alcoométrique dépasse 15 pour cent en volume.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 43. Artikel 2^{bis}, §§ 1 en 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 februari 1982 dat werd bekrachtigd bij de wet van 21 mei 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2^{bis}. § 1. Van hier te lande vervaardigde of ingevoerde gegiste dranken van andere vruchten dan druiven, krenten of rozijnen en van daarmee gelijkgestelde gegiste dranken worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die per hectoliter als volgt zijn samengesteld:

1° Accijns: 600 frank;

2° Bijzondere accijns: 871 frank.

§ 2. Indien de dranken bij een temperatuur van 20 graden Celsius een alcoholgehalte hebben van meer dan 12 volume-percenten is voor elk tiende van volumepercent boven 12 volume-percenten een aanvullende accijns verschuldigd van 13,30 frank per hectoliter.»

Art. 43. L'article 2bis, §§ 1^{er} et 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1982 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 2bis. § 1^{er}. Les boissons fermentées de fruits autres que de raisins frais ou de raisins secs et les boissons fermentées y assimilées, fabriquées dans le pays ou importées, sont passibles d'un droit d'accise et d'un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre:

1^o Droit d'accise: 600 francs;

2^o Droit d'accise spécial: 871 francs.

§ 2. Si ces boissons ont un titre alcoométrique de plus de 12 pour cent en volume à la température de 20 degrés Celsius, elles sont en outre passibles, pour chaque dixième de pour cent en volume excédant 12 pour cent en volume, d'un droit d'accise supplémentaire de 13,30 francs par hectolitre. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 44. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 3. Het bepaalde in de artikelen 2 en 2bis is niet van toepassing op:

1^o Gegiste dranken van druiven, krenten of rozijnen, waarvan het alcoholgehalte meer bedraagt dan 22 volumepercenten bij een temperatuur van 20 graden Celsius;

2^o Gegiste dranken van andere vruchten dan druiven, krenten of rozijnen en daarmee gelijkgestelde dranken, waarvan het alcoholgehalte meer bedraagt dan 15 volume-percenten bij een temperatuur van 20 graden Celsius;

3^o Gegiste vruchtendranken en daarmee gelijkgestelde dranken, ongeacht hun alcoholgehalte, die geheel zijn ontzuurd of die wegens kleurloosheid het uiterlijk aanzien hebben van overgehaalde alcohol.

Deze dranken zijn onderworpen aan de accijns en de bijzondere accijns op ethylalcohol. »

Art. 44. L'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 3. Les dispositions des articles 2 et 2bis ne sont pas applicables:

1^o Aux boissons fermentées de raisins frais ou de raisins secs, dont le titre alcoométrique est supérieur à 22 pour cent en volume à la température de 20 degrés Celsius;

2^o Aux boissons fermentées de fruits autres que de raisins frais ou secs et aux boissons y assimilées, dont le titre alcoométrique est supérieur à 15 pour cent en volume à la température de 20 degrés Celsius;

3^o Aux boissons fermentées de fruits et aux boissons y assimilées, quel que soit leur titre alcoométrique, qui sont complètement désacidifiées ou qui, par l'absence de coloration, ont l'aspect d'un alcool rectifié.

Ces boissons sont passibles de l'accise et de l'accise spéciale sur l'alcool éthylique. »

— Aangenomen.

Adopté

Art. 45. Artikel 2, § 1, van de wet van 12 februari 1937 tot wijziging van het fiscaal regime van gegiste schuimdranken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 februari 1982 dat werd bekrachtigd bij de wet van 21 mei 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2. § 1. Van hier te lande mousserend gemaakte of vanzelf mousserend geworden gegiste dranken en van ingevoerde mousserende gegiste dranken, die onder de toepassing vallen van de wet van 15 juli 1938 betreffende het accijnsstelsel van

gegiste vruchtendranken, worden benevens de bij die wet vastgestelde accijnzen, een accijns en een bijzondere accijns geheven, die per hectoliter als volgt zijn vastgesteld:

	Accijns	Bijzondere accijns
	—	—
a) Mousserende gegiste dranken die bij een temperatuur van 20 graden Celsius, een alcoholgehalte hebben van niet meer dan 6 volume-percenten en die voldoen aan de door de minister van Financiën gestelde voorwaarden	150	34
b) Mousserende gegiste dranken van andere vruchten dan druiven, krenten of rozijnen en daarmee gelijkgestelde dranken die bij een temperatuur van 20 graden Celsius een alcoholgehalte hebben van meer dan 6 volumepercenten en die voldoen aan de door de minister van Financiën gestelde voorwaarden	750	169
c) Andere mousserende gegiste dranken	1 500	2 178

Art. 45. L'article 2, § 1^{er}, de la loi du 12 février 1937 modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1982 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 2. § 1^{er}. Les boissons fermentées rendues ou devenues mousseuses dans le pays et les boissons fermentées mousseuses importées, qui tombent sous l'application de la loi du 15 juillet 1938 relative au régime d'accise des boissons fermentées de fruits, sont soumises en plus des droits d'accise fixés par ladite loi, à un droit d'accise et à un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre:

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
	—	—
a) Boissons fermentées mousseuses dont le titre alcoométrique n'excède pas 6 p.c. en volume à la température de 20 degrés Celsius et qui satisfont aux conditions fixées par le ministre des Finances	150	34
b) Boissons fermentées mousseuses de fruits autres que de raisins frais ou secs et boissons y assimilées, dont le titre alcoométrique excède 6 p.c. en volume à la température de 20 degrés Celsius et qui satisfont aux conditions fixées par le ministre des Finances	750	169
c) Autres boissons fermentées mousseuses	1 500	2 178

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 46. Een artikel 2bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 2bis. Voor de toepassing van artikel 2 worden als mousserend aangemerkt, gegiste dranken die:

a) Zijn verpakt in flessen gesloten door middel van een champignonvormige kurk die geborgd is door draden of banden;

b) Anders zijn verpakt en een overdruk in de recipiënt hebben van meer dan 2 bar bij een temperatuur van 20 graden Celsius.»

Art. 46. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 2bis. Pour l'application de l'article 2, sont considérées comme boissons fermentées mousseuses, les boissons fermentées qui sont :

a) Conditionnées dans des bouteilles fermées par un bouchon « champignon » maintenu à l'aide d'attaches ou de liens;

b) Autrement conditionnées, lorsque la surpression dans le récipient dépasse 2 bars à la température de 20 degrés Celsius.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 47. Het opschrift van het koninklijk besluit nr. 44 van 28 september 1939 betreffende het fiscaal regime van mineraalwater en gashoudende of schuimende limonade, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit nr. 44 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken »

Art. 47. L'intitulé de l'arrêté royal n° 44 du 28 septembre 1939 relatif au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses, confirmé par la loi du 16 juin 1947, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal n° 44 relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 48. Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 24 november 1972, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. § 1. Van hier te lande vervaardigde of ingevoerde alcoholvrije dranken wordt een accijns geheven die als volgt is vastgesteld :

1° Natuurlijk of kunstmatig mineraalwater; gashoudend of gesteriliseerd water; enigerlei water dat in flessen is afgetapt of anderszins is verpakt om als drinkwater te worden verkocht of geleverd : 200 frank per hectoliter;

2° Limonade en andere alcoholvrije dranken : 300 frank per hectoliter.

§ 2. Het volume van de dranken te belasten met de bij § 1 vastgestelde accijzen, wordt uitgedrukt in hectoliter tot op een liter nauwkeurig, waarbij delen van een liter wegvallen.

§ 3. Onder de door de minister van Financiën bepaalde voorwaarden wordt vrijstelling of ontheffing van de accijns verleend voor de produkten die :

1° Worden geleverd met diplomatieke vrijdom;

2° Onder accijnsverband worden verzonden van een fabriek naar een andere fabriek, naar een entrepot, naar het groothertogdom Luxemburg of naar Nederland;

3° Worden uitgevoerd buiten het Beneluxdouanegebied of geleverd voor een daarmede gelijkgestelde bestemming;

4° Ongeschikt geworden zijn voor menselijk gebruik en die onder ambtelijk toezicht worden vernietigd.»

Art. 48. L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par la loi du 24 novembre 1972, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Les boissons non alcoolisées qui sont fabriquées dans le pays ou importées, sont passibles d'un droit d'accise fixé comme suit :

1° Eaux minérales naturelles ou artificielles; eaux gazéifiées ou stérilisées; eaux de toute espèce, soutirées en bouteilles ou autrement conditionnées pour être vendues ou livrées comme eaux de boisson : 200 francs par hectolitre;

2° Limonades et autres boissons non alcoolisées : 300 francs par hectolitre.

§ 2. Le volume des boissons passibles des droits d'accise fixés par le § 1^{er} est exprimé en hectolitres et litres, les fractions de litre étant négligées.

§ 3. Aux conditions fixées par le ministre des Finances, franchise ou exonération de l'accise est accordée pour les produits :

1° Livrés sous le régime des franchises diplomatiques;

2° Expédiés sous régime d'accise d'une fabrique vers une autre fabrique, vers un entrepôt, vers le grand-duché de Luxembourg ou les Pays-Bas;

3° Exportés hors du territoire douanier du Benelux ou livrés pour une destination y assimilée;

4° Devenus impropres à la consommation et détruits sous surveillance administrative.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 49. Artikel 2, 3°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1966, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° De produkten te specificeren die, met het oog op de heffing van de bij artikel 1 vastgestelde accijns, als drinkwater dan wel als limonade of andere alcoholvrije dranken zijn aan te merken.»

Art. 49. L'article 2, 3°, du même arrêté, modifié par la loi du 29 juin 1966, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° A spécifier les produits compris sous les appellations eaux de boissons, limonades et autres boissons non alcoolisées, en vue de la perception du droit d'accise fixé par l'article 1^{er}. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 50. § 1. Het opschrift van hoofdstuk I van de wet van 21 augustus 1903 betreffende de vervaardiging en de invoer van suiker wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Hoofdstuk I. — Grondslag en bedrag van de accijns. — Vrijstellingen »

§ 2. Het opschrift van hoofdstuk I, sectie I, van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 3. De artikelen 1 tot 4 van dezelfde wet worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1. De hier te lande van beetwortels of van suikerriet vervaardigde suiker is onderworpen aan een accijns die, per 100 kilogram nettogewicht als volgt is vastgesteld :

1° Suiker in vaste vorm : 60,00 frank

2° Suiker in deegvorm of in vloeibare staat, waarvan hetzij de kleur lichter is dan kleur 6 van de Union Colorimeter, hetzij de zuiverheidsfactor hoger is dan 90 : 0,60 frank per percent suikergehalte.

Art. 2. Ingevoerde suiker en ingevoerde produkten waaraan suiker is toegevoegd, zijn onderworpen aan een op het nettogewicht gevestigde accijns die, per 100 kilogram, als volgt is vastgesteld :

1° Saccharosesuiker in vaste vorm : 60,00 frank;

2° Andere saccharosesuiker waarvan hetzij kleur lichter is dan kleur 6 van de Union Colorimeter, hetzij de zuiverheidsfactor hoger is dan 90, karamel, invertsuiker en kunsthonig : 0,60 frank per gehalte percent aan suiker;

3° Produkten waaraan saccharosesuiker, karamel, invertsuiker of kunsthonig zijn toegevoegd in de verhouding van :

a) 5 pct. tot 15 pct. : 6,00 frank;

b) Meer dan 15 pct. tot 25 pct. : 12,00 frank;

c) Meer dan 25 pct. tot 40 pct. : 19,50 frank;

- d) Meer dan 40 pct. tot 60 pct.: 30,00 frank;
- e) Meer dan 60 pct. tot 75 pct.: 40,50 frank;
- f) Meer dan 75 pct. tot 90 pct.: 49,50 frank;
- g) Meer dan 90 pct.: 57,00 frank.

Art. 3. § 1. Voor de berekening van de accijns vastgesteld bij de artikelen 1 en 2 worden delen van een kilogram voor een gehele kilogram gerekend.

§ 2. In de zin van de artikelen 1 en 2 wordt verstaan onder:

1° Gehalte: het aantal gewichtspersenenten saccharose, vermeerderd met 95 pct. van het aantal gewichtspersenenten invertsuiker, met dien verstande dat de som wordt uitgedrukt in persenenten en halve persenenten waarbij delen van een half percent worden verwaarloosd;

2° Zuiverheidsfactor: het resultaat bekomen door het quotiënt van de deling van het suikergehalte door het gewichtspersenent droog extract aangegeven door de brix-dichtheidsmeter te vermenigvuldigen met 100.

Art. 4. § 1. Ontheffing van accijns wordt verleend voor suiker die bestemd is voor industrieel gebruik of voor dierenvoeding.

§ 2. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden en de formaliteiten waaraan het verlenen van de ontheffing is onderworpen. Hij kan hierbij voorschrijven dat de suiker moet worden gedenuerend door toevoeging van door hem voorgeschreven denatureringsmiddelen.

§ 3. Voor de kosten van verificatie en eventueel toezicht op de denaturering, in verband met de verleende ontheffing van de suikercijns, is een retributie verschuldigd ten bate van de Staat, onder de voorwaarden en volgens de bedragen vastgesteld door de minister van Financiën.

Art. 50. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre I^{er} de la loi du 21 août 1903 relative à la fabrication et à l'importation des sucres est remplacé par l'intitulé suivant:

« Chapitre I^{er}. — Base et montant des droits d'accise. — Exemptions »

§ 2. L'intitulé du chapitre I^{er}, section I, de la même loi est abrogé.

§ 3. Les articles 1^{er} à 4 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Article 1^{er}. Les sucres fabriqués dans le pays au moyen de betteraves ou de canne sont soumis à une accise fixée comme suit, par 100 kilogrammes net:

1° Sucre à l'état solide: 60,00 francs;

2° Sucres à l'état pâteux ou liquide, dont la couleur est moindre que la couleur 6 de l'Union colorimètre ou dont le degré de pureté est supérieur à 90: 0,60 francs par pour cent de la richesse en sucre.

Art. 2. A l'importation, les sucres et les produits additionnés de sucre sont soumis à une accise établie sur le poids net et fixée comme suit, par 100 kilogrammes:

1° Sucre, saccharose à l'état solide: 60,00 francs;

2° Sucre, saccharose autrement présenté, dont la couleur est moindre que la couleur 6 de l'Union colorimètre ou dont le degré de pureté est supérieur à 90, sucres caramélisés, sucres invertis et miel artificiel: 0,60 franc par pour cent de la richesse en sucre;

3° Produits additionnés de sucre saccharose, de sucres caramélisés, de sucres invertis ou de miel artificiel, dans la proportion:

a) De 5 p.c. à 15 p.c.: 6,00 francs;

b) De plus de 15 p.c. à 25 p.c.: 12,00 francs;

c) De plus de 25 p.c. à 40 p.c.: 19,50 francs;

d) De plus de 40 p.c. à 60 p.c.: 30,00 francs;

e) De plus de 60 p.c. à 75 p.c.: 40,50 francs;

f) De plus de 75 p.c. à 90 p.c.: 49,50 francs;

g) De plus de 90 p.c.: 57,00 francs.

Art. 3. § 1^{er}. Pour le calcul de l'accise fixée par les articles 1^{er} et 2, les fractions de kilogramme sont comptées pour un kilogramme entier.

§ 2. Au sens des articles 1^{er} et 2, on entend par:

1° Richesse: le pourcentage en poids de saccharose augmenté de 95 p.c. du pourcentage en poids de sucre réducteur, la somme obtenue étant exprimée en pour cent et en demi pour cent et les fractions inférieures à un demi pour cent étant négligées;

2° Degré de pureté: le résultat de l'opération qui consiste à diviser la richesse en sucre par le pourcentage en poids d'extrait sec indiqué par le densimètre brix et à multiplier le quotient par 100.

Art. 4. § 1^{er}. Sont exonérés du droit d'accise, les sucres destinés à des usages industriels ou à l'alimentation des animaux.

§ 2. Le ministre des Finances détermine les conditions et les formalités auxquelles est subordonné l'octroi de l'exonération. Il peut notamment prescrire que les sucres doivent être dénaturés au moyen de dénaturants désignés par lui.

§ 3. Pour couvrir les frais de vérification et éventuellement de surveillance de la dénaturation prescrite en vue de l'octroi de l'exonération du droit d'accise sur les sucres, une rétribution au profit de l'Etat est due aux conditions et d'après les montants fixés par le ministre des Finances.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 51. § 1. Worden opgeheven in dezelfde wet:

1° Het opschrift van hoofdstuk I, sectie II;

2° Artikel 5;

3° Het opschrift van hoofdstuk I, sectie III;

4° Artikel 6;

5° Het opschrift van hoofdstuk II, sectie I;

6° De artikelen 7 tot 9;

7° Het opschrift van hoofdstuk II, sectie III;

8° Artikel 10.

§ 2. Artikel 11 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 11. Al wie bezitter of huurder is van een fabriek waar suiker van beetwortels of van suikerriet wordt voortgebracht, is gehouden daarvan aangifte te doen bij de ontvanger der accijnzen van het gebied, op een formulier naar het door de minister van Financiën voorgeschreven model. »

§ 3. In artikel 52 van dezelfde wet, worden de woorden « 7 tot 14 » vervangen door de woorden « 11 tot 14 ».

§ 4. In artikel 59, § 3, 1°, van dezelfde wet, wordt de rubriek b) opgeheven.

§ 5. Worden opgeheven in dezelfde wet:

1° Het opschrift van hoofdstuk III, afdeling IV;

2° Artikel 62.

§ 6. In artikel 63, § 2, 2°, van dezelfde wet, wordt de rubriek c) opgeheven.

§ 7. In artikel 67 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 6 juli 1978, worden de woorden « de artikelen 10, § 1, littera a, en 66, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 66, § 1 ».

§ 8. In artikel 71, § 1, van dezelfde wet, wordt de rubriek c) opgeheven.

§ 9. In artikel 80, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « de artikelen 10, § 1, littera a, en 66 » vervangen door de woorden « artikel 66 ».

§ 10. In artikel 84 van dezelfde wet, worden de woorden « de artikelen 10, § 1, littera a, en 66 » vervangen door de woorden « artikel 66 ».

§ 11. In artikel 98 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 6 juli 1978, worden de woorden « de artikelen

10, § 1, lettre a, en 66 » vervangen door de woorden « artikel 66 ».

Art. 51. § 1^{er}. Sont abrogés dans la même loi :

- 1° L'intitulé du chapitre I^{er}, section II;
- 2° L'article 5;
- 3° L'intitulé du chapitre I^{er}, section III;
- 4° L'article 6;
- 5° L'intitulé du chapitre II, section I;
- 6° Les articles 7 à 9;
- 7° L'intitulé du chapitre II, section II;
- 8° L'article 10.

§ 2. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Tout possesseur ou détenteur d'une fabrique de sucre de betteraves ou de canne est tenu d'en faire la déclaration au receveur des accises du ressort, sur un formulaire conforme au modèle prescrit par le ministre des Finances. »

§ 3. Dans l'article 52 de la même loi, les mots « 7 à 14 » sont remplacés par les mots « 11 à 14 ».

§ 4. Dans l'article 59, § 3, 1^o, de la même loi, la rubrique b) est abrogée.

§ 5. Sont abrogés dans la même loi :

- 1° L'intitulé du chapitre III, section IV;
- 2° L'article 62.

§ 6. Dans l'article 63, § 2, 2^o, de la même loi, la rubrique c) est abrogée.

§ 7. Dans l'article 67 de la même loi, modifié par l'article 2 de la loi du 6 juillet 1978, les mots « aux articles 10, § 1^{er}, lettre a, et 66, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 66, § 1^{er} ».

§ 8. Dans l'article 71, § 1^{er}, de la même loi, la rubrique c) est abrogée.

§ 9. Dans l'article 80, § 2, de la même loi, les mots « aux articles 10, § 1^{er}, lettre a, et 66 » sont remplacés par les mots « à l'article 66 ».

§ 10. Dans l'article 84 de la même loi, les mots « aux articles 10, § 1^{er}, lettre a, et 66 » sont remplacés par les mots « à l'article 66 ».

§ 11. Dans l'article 98 de la même loi, modifié par l'article 2 de la loi du 6 juillet 1978, les mots « aux articles 10, § 1^{er}, lettre a et 66 » sont remplacés par les mots « à l'article 66 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 52. Artikel 1 van de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1. § 1. Van hier te lande voortgebrachte of ingevoerde tabaksfabrikaten worden een *ad valorem* accijns en een *ad valorem* bijzondere accijns geheven die als volgt zijn vastgesteld :

1° Sigaren wegende 3 kg of meer per 1 000 stuks :

- a) Accijns : 11,50 pct van de kleinhandelsprijs volgens een schaal vastgesteld door de minister van Financiën;
- b) Bijzondere accijns : 5,00 pct. van dezelfde kleinhandelsprijs;
- 2° Andere sigaren (cigarillo's) :

a) Accijns : 16,00 pct. van de kleinhandelsprijs volgens een schaal vastgesteld door de minister van Financiën;

b) Bijzondere accijns : 5,00 pct. van dezelfde kleinhandelsprijs;

3° Sigaretten :

a) Accijns : 55,55 pct. van de kleinhandelsprijs volgens een schaal vastgesteld door de minister van Financiën;

b) Bijzondere accijns : 4,98 pct. van dezelfde kleinhandelsprijs;

4° Rooktabak, snuif- en droge pruimtabak :

a) Accijns : 31,50 pct. van de kleinhandelsprijs volgens een schaal vastgesteld door de minister van Financiën;

b) Bijzondere accijns : 6,05 pct. van dezelfde kleinhandelsprijs.

§ 2. Van hier te lande voortgebrachte of ingevoerde sigaretten worden, naast de bij § 1, 3^o, vastgestelde *ad valorem* accijns en *ad valorem* bijzondere accijns, een specifieke accijns en een specifieke bijzondere accijns geheven, die als volgt zijn vastgesteld :

a) Accijns : 48 frank per 1 000 stuks;

b) Bijzondere accijns : 146 frank per 1 000 stuks.

§ 3. Voor sigaretten mag het totaal van de *ad valorem* accijns geheven overeenkomstig § 1, a, en de specifieke accijns geheven overeenkomstig § 2, a, niet minder bedragen dan 420 frank per 1 000 stuks. Voorts mag het totaal van de overeenkomstig de §§ 1 en 2 geheven accijnzen en bijzondere accijnzen niet minder bedragen dan 2 005 frank per 1 000 stuks.

§ 4. De minister van Financiën bepaalt welke produkten onder elk van de in § 1 bedoelde categorieën vallen. Hij bepaalt tevens wat voor de toepassing van deze wet onder kleinhandelsprijs moet worden verstaan.

§ 5. Ruwe tabak en nog niet geheel tot verbruik bereide tabak die aan de controle van de administratie der douane en accijnzen worden onttrokken, zijn onderworpen aan de accijns en bijzondere accijns van rooktabak, geheven over de kleinhandelsprijs die door de minister van Financiën forfaitair wordt vastgesteld krachtens artikel 6, § 4, laatste lid. »

Art. 52. L'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1. § 1^{er}. Un droit d'accise *ad valorem* et un droit d'accise spécial *ad valorem*, fixés comme suit, sont perçus sur les tabacs fabriqués indigènes ou importés :

1° Cigares pesant 3 kg ou plus par 1 000 pièces :

a) Accise : 11,50 pour cent du prix de vente au détail suivant un barème établi par le ministre des Finances;

b) Accise spéciale : 5,00 pour cent du même prix de vente au détail;

2° Autres cigares (cigarillos) :

a) Accise : 16,00 pour cent du prix de vente au détail suivant un barème établi par le ministre des Finances;

b) Accise spéciale : 5,00 pour cent du même prix de vente au détail;

3° Cigarettes :

a) Accise : 55,55 pour cent du prix de vente au détail suivant un barème établi par le ministre des Finances;

b) Accise spéciale : 4,98 pour cent du même prix de vente au détail;

4° Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher sec :

a) Accise : 31,50 pour cent du prix de vente au détail suivant un barème établi par le ministre des Finances;

b) Accise spéciale : 6,05 pour cent du même prix de vente au détail.

§ 2. Les cigarettes indigènes ou importées sont passibles, en plus du droit d'accise *ad valorem* et du droit d'accise spécial *ad valorem* prévus au § 1^{er}, 3^o, d'un droit d'accise spécifique et d'un droit d'accise spécial spécifique fixés comme suit :

a) Accise : 48 francs par 1 000 pièces;

b) Accise spéciale : 146 francs par 1 000 pièces.

§ 3. Pour les cigarettes, le total du droit d'accise *ad valorem* perçu conformément au § 1^{er}, a, et du droit d'accise spécifique perçu conformément au § 2, a, ne peut être inférieur à 420 francs par 1 000 pièces. En outre, le total des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux perçus conformément aux §§ 1^{er} et 2 ne peut être inférieur à 2 005 francs par 1 000 pièces.

§ 4. Le ministre des Finances spécifie les produits compris dans chacune des catégories établies au § 1^{er}. Il détermine également ce qu'il faut entendre par prix de vente au détail pour l'application de la présente loi.

§ 5. Les tabacs bruts et les tabacs semi-fabriqués qui sont soustraits au contrôle de l'administration des douanes et accises sont soumis au droit d'accise et au droit d'accise spécial pour tabac à fumer. Ces droits sont perçus sur la base du prix de vente au détail déterminé forfaitairement par le ministre des Finances en vertu de l'article 6, § 4, dernier alinéa.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 53. Artikel 3, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 maart 1951, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 3. De accijnzen en bijzondere accijnzen worden geheven door middel van fiscale bandjes of sluitzegels aangebracht door de fabrikant of de importeur op elke verpakking. »

Art. 53. L'article 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 19 mars 1951, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 3. Les accises et les accises spéciales sont perçues au moyen de bandelettes ou de timbres fiscaux apposés par le fabricant ou l'importateur sur chaque emballage. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 54. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 4. Vrijstelling of ontheffing van accijns en van bijzondere accijns wordt verleend voor produkten die:

1° Worden uitgevoerd buiten het Benelux-douanegebied of verzonden naar Nederland;

2° Worden geleverd voor een met uitvoer gelijkgestelde bestemming;

3° Worden geleverd met diplomatieke vrijdom;

4° Worden opgeslagen in entrepot met het oog op uitvoer of levering voor een daarmee gelijkgestelde bestemming, of verzending naar Nederland;

5° Worden vernietigd of gedenatureerd.

De naar het groothertogdom Luxemburg verzonden gefabriceerde tabak geniet slechts vrijstelling van bijzondere accijns. »

Art. 54. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. Franchise ou exonération du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée pour les produits:

1° Exportés hors du territoire douanier du Benelux ou expédiés aux Pays-Bas;

2° Livrés pour une destination assimilée à une exportation;

3° Livrés sous le régime des franchises diplomatiques;

4° Déposés en entrepôt en vue de l'exportation, d'une livraison assimilée, ou d'une expédition aux Pays-Bas;

5° Détruits ou dénaturés.

Les tabacs fabriqués expédiés au grand-duché de Luxembourg ne sont exonérés que du droit d'accise spécial. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 55. Artikel 1 van de op 20 november 1963 gecoördineerde wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van minerale olie, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 1. Van hier te lande vervaardigde of ingevoerde minerale olie verkregen door de verwerking van aardolie, van bruinkool, van turf, van olielei of van soortgelijke produkten,

worden een accijns en een bijzondere accijns geheven die per hectoliter bij 15 graden Celsius als volgt zijn vastgesteld:

	Accijns	Bijzondere accijns
1° Lichte en halfzware minerale olie:		
a) Ongelode benzine	896	896
b) Andere	896	896
2° Gasolie	430	275
3° Andere minerale olie	nihil	nihil »

Art. 55. L'article 1^{er} des dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales coordonnées le 20 novembre 1963, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1^{er}. Les huiles minérales provenant du traitement des huiles de pétrole, du lignite, de la tourbe, du schiste, ou des produits analogues, fabriquées dans le pays ou importées, sont passibles d'un droit d'accise et d'un droit d'accise spécial fixés comme suit, par hectolitre à 15 degrés Celsius:

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial
1° Huiles minérales légères et moyennes:		
a) Essence sans plomb	896	896
b) Autres	896	896
2° Gas-oil	430	275
3° Autres huiles minérales	nihil	nihil »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 56. Artikel 4 van dezelfde wetsbepalingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 4. De minister van Financiën omschrijft welke minerale oliën tot elk van de in artikel 1 vastgestelde categorieën behoren. »

Art. 56. L'article 4 des mêmes dispositions légales, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. Le ministre des Finances spécifie les huiles minérales comprises dans chacune des catégories établies à l'article 1^{er}. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 57. In dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven:

1° Artikel 6, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973;

2° Artikel 6bis, ingevoegd door de wet van 6 juli 1967.

Art. 57. Sont abrogés, dans les mêmes dispositions légales:

1° L'article 6, modifié par la loi du 16 juin 1973;

2° L'article 6bis, y inséré par la loi du 6 juillet 1967.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 58. Artikel 7 van dezelfde wetsbepalingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 7. § 1. Vrijstelling van accijns en van bijzondere accijns wordt verleend voor lichte minerale olie indien deze produkten bestemd zijn voor ander gebruik dan motoraandrijving.

§ 2. Vrijstelling van accijns en van bijzondere accijns wordt verleend voor halfzware minerale oliën voor gasolie die niet bestemd zijn voor het aandrijven van motoren van voertuigen op de openbare weg, andere dan landbouwmachines of -tractors of bosbouwmachines of -tractors.

§ 3. De minister van Financiën bepaalt de voorwaarden en formaliteiten die moeten worden vervuld voor het bekomen van de bij de §§ 1 en 2 bedoelde vrijstellingen. Hij kan, onder meer, voorschrijven dat aan de minerale oliën herkenningmiddelen moeten worden toegevoegd, dan wel produkten die de olie ongeschikt maken voor motoraandrijving.

Art. 58. L'article 7 des mêmes dispositions légales, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 7. § 1^{er}. Franchise du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée pour les huiles minérales légères destinées à un usage autre que l'alimentation des moteurs.

§ 2. Franchise du droit d'accise et du droit d'accise spécial est accordée pour les huiles minérales moyennes et pour le gasoil qui ne sont pas destinés à l'alimentation de moteurs de véhicules circulant sur la voie publique autres que les machines et tracteurs agricoles ou que les engins et tracteurs forestiers.

§ 3. Le ministre des Finances détermine les conditions et formalités qui doivent être remplies pour l'obtention des franchises visées aux §§ 1^{er} et 2. Il peut, en outre, prescrire que des agents d'identification ou des produits qui rendent les huiles impropres à l'alimentation des moteurs, soient ajoutés à ces huiles minérales. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 59. Artikel 8 van dezelfde wetsbepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 8. Voor ingevoerde minerale olie zijn de in artikel 1 bepaalde accijns en bijzondere accijns onafhankelijk van het recht vastgesteld door het tarief van invoerrechten. »

Art. 59. L'article 8 des mêmes dispositions légales est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 8. Pour les huiles minérales importées, le droit d'accise et le droit d'accise spécial établis par l'article 1^{er} sont indépendants du droit fixé par le tarif des droits d'entrée. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 60. In artikel 9, eerste lid, van dezelfde wetsbepalingen worden de woorden « artikel 1, 212 » vervangen door de woorden « artikel 1, 1^o ».

Art. 60. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, des mêmes dispositions légales, les mots « l'article 1^{er}, 212 » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er}, 1^o ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 61. In artikel 11 van dezelfde wetsbepalingen worden de woorden « de artikelen 1 en 6 ingestelde accijns » vervangen door de woorden « artikel 1 vastgestelde accijnzen ».

Art. 61. Dans l'article 11 des mêmes dispositions légales, les mots « établis par les articles 1^{er} et 6 » sont remplacés par les mots « fixés par l'article 1^{er} ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 62. In artikel 12, eerste lid, van dezelfde wetsbepalingen worden de woorden « het recht bepaald in de artikelen 1 en 6 » vervangen door de woorden « de bij artikel 1 vastgestelde accijnzen ».

Art. 62. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, des mêmes dispositions légales, les mots « du droit fixé par les articles 1^{er} et 6 » sont remplacés par les mots « des droits d'accise fixés par l'article 1^{er} ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 63. Artikel 16 van dezelfde wetsbepalingen, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 16. De minister van Financiën kan voorschrijven aan welke voorwaarden minerale olie moet voldoen om te mogen worden gebruikt voor het aandrijven van motoren van voertuigen die op de openbare weg rijden, andere dan landbouwmachines of -tractors of bosbouwmachines of -tractors. »

Art. 63. L'article 16 des mêmes dispositions légales, modifié par la loi du 16 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 16. Le ministre des Finances peut prescrire les conditions auxquelles l'huile minérale doit satisfaire pour pouvoir être utilisée à l'alimentation de moteurs de véhicules circulant sur la voie publique autres que les machines ou tracteurs agricoles ou que les engins ou tracteurs forestiers. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 64. In artikel 1 van de wet van 7 februari 1961 betreffende het accijnsregime van benzol en van soortgelijke produkten, gewijzigd bij de wet van 26 januari 1976, worden de bedragen « 535 frank » en « 235 frank » respectievelijk vervangen door de bedragen « 896 frank » en « 384 frank ».

Art. 64. Dans l'article 1^{er} de la loi du 7 février 1961 concernant le régime d'accise des benzols et des produits analogues, modifié par la loi du 26 janvier 1976, les montants « 535 francs » et « 235 francs » sont remplacés respectivement par les montants « 896 francs » et « 384 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 3. — Bekrachtiging van voorlopige accijnsheffingen

Art. 65. De accijns en de bijzondere accijns van bier, voorlopig vastgesteld bij het koninklijk besluit van 14 december 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier, worden definitief voor de periode waarin dit besluit van kracht is geweest.

Section 3. — Ratification des perceptions provisoires de droits d'accise

Art. 65. Les taux des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux sur les bières établis provisoirement par l'arrêté royal du 14 décembre 1981 modifiant le régime d'accise de la bière sont rendus définitifs pour la période pendant laquelle cet arrêté a été en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 66. De bijzondere accijns van ethylalcohol, voorlopig vastgesteld bij het koninklijk besluit van 15 december 1988 betreffende de bijzondere accijns van ethylalcohol, wordt definitief voor de periode waarin dit besluit van kracht is geweest.

Art. 66. Le taux du droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique, établi provisoirement par l'arrêté royal du 15 décembre 1988 relatif au droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique, est rendu

définitif pour la période pendant laquelle cet arrêté a été en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 67. De bijzondere accijnzen op tabak, voorlopig vastgesteld bij de koninklijke besluiten van 15 december 1988 en van 20 september 1989 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak, worden definitief voor de perioden gedurende welke die besluiten van kracht zijn geweest.

Art. 67. Les taux des droits d'accise spéciaux sur le tabac, établis provisoirement par les arrêtés royaux des 15 décembre 1988 et 20 septembre 1989 modifiant le régime d'accise du tabac, sont rendus définitifs pour les périodes pendant lesquelles ces arrêtés ont été en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 68. De bijzondere accijnzen op minerale olie, voorlopig vastgesteld bij de koninklijke besluiten van 15 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten, van 30 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie en van 1 augustus 1989 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten, worden definitief voor de perioden waarin die besluiten van kracht zijn geweest.

Art. 68. Les taux des droits d'accise spéciaux sur les huiles minérales, établis provisoirement par l'arrêté royal du 15 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues, par l'arrêté royal du 30 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales et par l'arrêté royal du 1^{er} août 1989 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues, sont rendus définitifs pour les périodes pendant lesquelles ces arrêtés ont été en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 69. De bijzondere accijnzen op benzol en op soortgelijke produkten, voorlopig vastgesteld bij de koninklijke besluiten van 15 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten en van 1 augustus 1989 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten, worden definitief voor de perioden waarin die besluiten van kracht zijn geweest.

Art. 69. Les taux du droit d'accise spécial sur les benzols et les produits analogues, établis provisoirement par l'arrêté royal du 15 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues et par l'arrêté royal du 1^{er} août 1989 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues, sont rendus définitifs pour les périodes pendant lesquelles ces arrêtés ont été en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 4. — Wijzigingen aan de algemene wet inzake douane en accijnzen

Art. 70. § 1. Het opschrift van hoofdstuk I van de algemene wet inzake douane en accijnzen, vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1981, bekrachtigd door de

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

wet van 21 mei 1985, wordt vervangen door het volgende opschrift:

« Hoofdstuk I. — Definities, douaneschuld en boeking, algemene bepalingen »

§ 2. In de Nederlandse tekst wordt het opschrift van hoofdstuk I, sectie I, van dezelfde wet, vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1981, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, vervangen door het volgende opschrift:

« Afdeling I. — Definities »

Section 4. — Modifications à la loi générale sur les douanes et accises

Art. 70. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre I^{er} de la loi générale sur les douanes et accises, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 août 1981, confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par l'intitulé suivant:

« Chapitre I^{er}. — Définitions, dette douanière et prise en compte, généralités »

§ 2. Dans le texte néerlandais, l'intitulé du chapitre I^{er}, section I, de la même loi, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 août 1981, confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par l'intitulé suivant:

« Section I. — Définitions »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 71. In artikel 1 van dezelfde wet, vervangen bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1981 en gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1983, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, worden de rubrieken 4^o, 6^o, 7^o, 8^o en 12^o, respectievelijk vervangen door de volgende rubrieken:

« 4^o Rechten bij invoer:

a) De invoerrechten;

b) Het variabel element van de belastingen ingesteld door de akten uitgaande van de Europese Gemeenschappen tot vaststelling van de handelsregeling die van toepassing is op bepaalde goederen verkregen door verwerking van landbouwprodukten;

c) De belastingen ingesteld door de akten uitgaande van de Europese Gemeenschappen betreffende een gemeenschappelijke regeling van het handelsverkeer voor ovaalalbumine en lactoalbumine;

d) De anti-dumpingrechten en compenserende rechten ingesteld door of ter uitvoering van de akten uitgaande van de Europese Gemeenschappen betreffende beschermende maatregelen tegen invoer met dumping of subsidiëring;

6^o Boeking: de inschrijving door de douane, in de comptabiliteitsgeschriften of met gebruikmaking van enige andere vervangende drager, van het bedrag aan rechten bij invoer dat overeenkomt met een douaneschuld;

7^o Douaneregeling: een van de hierna volgenderegelingen:

a) Het plaatsen in een vrije zone;

b) De regeling douane-entrepots;

c) De regeling tijdelijke invoer;

d) De regeling doorvoer;

e) De regeling actieve veredeling;

f) De regeling behandeling onder douanetoezicht;

g) De regeling passieve veredeling en het systeem van uitwisselingsverkeer;

h) Uitvoer;

8° Douanegebied van de Gemeenschap: het gebied bepaald in de verordeningen van de Europese Gemeenschappen;

12° Communautaire goederen:

a) Goederen die geheel zijn verkregen in het douanegebied van de Gemeenschap, zonder toevoeging van goederen afkomstig uit derde landen of uit gebieden die geen deel uitmaken van het douanegebied van de Gemeenschap;

b) Goederen die afkomstig zijn uit landen of gebieden die geen deel uitmaken van het douanegebied van de Gemeenschap en die zich in een lid-staat in het vrije verkeer bevinden;

c) Goederen die in het douanegebied van de Gemeenschap zijn verkregen, uitgaande van de hetzij uitsluitend in het tweede streepje, hetzij in het eerste en tweede streepje bedoelde goederen.»

Art. 71. Dans l'article 1^{er} de la même loi, remplacé par l'article 2 de l'arrêté royal du 26 août 1981 et modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 mars 1983 confirmés par la loi du 21 mai 1985, les rubriques 4°, 6°, 7°, 8° et 12° sont remplacées respectivement par les rubriques suivantes:

« 4° Droits à l'importation:

a) Les droits d'entrée;

b) L'élément mobile des impositions instauré par des actes émanant des Communautés européennes déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles;

c) Les impositions instaurées par des actes émanant des Communautés européennes relatifs à un régime commun d'échanges pour l'ovalbumine et la lactalbumine;

d) Les droits antidumping et les droits compensateurs instaurés par ou en application d'actes émanant des Communautés européennes relatifs à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions;

6° Prise en compte: l'inscription par la douane, dans les registres comptables ou sur tout autre support qui en tient lieu, du montant des droits à l'importation correspondant à une dette douanière;

7° Régime douanier: un des régimes ci-après:

a) Le placement en zone franche;

b) Le régime de l'entrepôt douanier;

c) Le régime de l'admission temporaire;

d) Le régime de transit;

e) le régime de perfectionnement actif;

f) Le régime de transformation sous douane;

g) Le régime de perfectionnement passif et le système des échanges standard;

h) L'exportation;

8° Territoire douanier de la Communauté: le territoire défini dans les règlements des Communautés européennes;

12° Marchandises communautaires:

a) Les marchandises entièrement obtenues sur le territoire douanier de la Communauté, sans apport de marchandises en provenance de pays tiers ou de territoires ne faisant pas partie du territoire douanier de la Communauté;

b) Les marchandises en provenance de pays ou territoires ne faisant pas partie du territoire douanier de la Communauté et qui sont en libre pratique dans un Etat membre;

c) Les marchandises obtenues, sur le territoire douanier de la Communauté, soit à partir des marchandises visées exclusivement au deuxième tiret, soit à partir des marchandises visées aux premier et deuxième tiret.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 72. In hoofdstuk I van dezelfde wet worden de secties II tot V, bestaande uit de artikelen 2 tot 4^{quater}, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1981, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, door de volgende bepalingen vervangen:

« Afdeling II.— Douaneschuld en boeking

Art. 2. De regels betreffende het ontstaan van de douaneschuld, de vaststelling van het bedrag ervan en het tenietgaan ervan zijn bepaald in de verordeningen van de Europese Gemeenschappen.

Art. 3. De regels betreffende de boeking en de betalingsvoorwaarden van uit hoofde van een douaneschuld te vereffenen bedragen bij invoer zijn bepaald in de verordeningen van de Europese Gemeenschappen.

Afdeling III.— Algemene bepalingen

Art. 4. § 1. De administratie der douane en accijnzen is belast met de inning van de rechten bij invoer en van de accijnzen.

§ 2. De bepalingen van deze wet die betrekking hebben op de invoerrechten, zijn ook toepasselijk op de overige rechten bij invoer.»

Art. 72. Dans le chapitre I^{er} de la même loi, les sections II à V comprenant les articles 2 à 4^{quater}, insérés par l'article 2 de l'arrêté royal du 26 août 1981 confirmé par la loi du 21 mai 1985, sont remplacées par les dispositions suivantes:

« Section II.— Dette douanière et prise en compte

Art. 2. Les règles relatives à la naissance de la dette douanière, à la détermination de son montant et à son extinction sont fixées dans les règlements des Communautés européennes.

Art. 3. Les règles relatives à la prise en compte et aux conditions de paiement des montants de droits à l'importation résultant d'une dette douanière sont fixées dans les règlements des Communautés européennes.

Section III.— Généralités

Art. 4. § 1^{er}. L'administration des douanes et accises est chargée de la perception des droits à l'importation et des accises.

§ 2. Les dispositions de la présente loi qui ont trait aux droits d'entrée, sont également applicables aux autres droits à l'importation.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 73. Artikel 9 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt:

« 3° De gegevens die, onverminderd het bepaalde in artikel 139, moeten voorkomen in deze aangiften.»

Art. 73. L'article 9 de la même loi est complété comme suit:

« 3° Les données qui, sans préjudice des dispositions de l'article 139, doivent figurer sur ces déclarations.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 74. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 10. De minister van Financiën:

1° Mag opleggen dat de gegevens die moeten voorkomen in de aangiften inzake douane in het geautomatiseerd systeem van de douaneaangiften worden ingebracht door de aangever;

2° Bepaalt de modaliteiten volgens welke de gegevens bedoeld in 1° moeten worden ingebracht in het geautomatiseerd systeem van de douaneaangiften;

3° Bepaalt de bijzondere formaliteiten die de aangever moet vervullen om ontslagen te worden van de verplichting tot het inbrengen van de gegevens van de aangifte in het geautomatiseerd systeem van de douaneaangiften.»

Art. 74. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 10. Le ministre des Finances:

1° Peut imposer que les données à faire figurer sur les déclarations en matière de douane soient introduites par le déclarant dans le système informatisé de traitement des déclarations en douane;

2° Fixe les modalités selon lesquelles les données visées au 1° doivent être introduites dans le système informatisé de traitement des déclarations en douane;

3° Détermine les formalités particulières à remplir par le déclarant pour être dispensé de l'obligation d'introduire les données de la déclaration dans le système informatisé de traitement des déclarations en douane.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 75. Artikel 11, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 30 november 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. Onverminderd de verordeningen en beschikkingen van algemene aard, door de Raad of door de Commissie van de Europese Gemeenschappen genomen inzake douane, mag de Koning, bij wege van een besluit waarover door de in Raad vergaderde ministers is beraadslaagd, alle maatregelen treffen inzake douane en accijnzen om de goede uitvoering te verzekeren van internationale akten, beslissingen, aanbevelingen en afspraken, hieronder begrepen zijnde het opheffen of het wijzigen van wetsbepalingen.»

Art. 75. L'article 11, § 1^{er}, de la même loi, modifié par l'article 2 de la loi du 30 novembre 1979, est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Sans préjudice des règlements et des décisions de caractère général du Conseil ou de la Commission des Communautés européennes pris en matière de douane, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre toutes mesures en matière de douane et d'accise, propres à assurer la bonne exécution d'actes, décisions, recommandations ou arrangements internationaux, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 76. Artikel 12 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 76. L'article 12 de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 77. Een hoofdstuk IIbis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Hoofdstuk IIbis. — Vrijstelling van rechten bij invoer

Art. 19-2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder « vrijstelling » de vrijstelling van rechten bij invoer.

Art. 19-3. De Koning:

1° Stelt de voorwaarden en beperkingen vast waaraan de in dit hoofdstuk genoemde vrijstellingen zijn onderworpen, met inbegrip van de voorwaarden waaronder van deze vrijstellingen kan worden afgezien;

2° Stelt aanvullende bepalingen, voorwaarden en beperkingen vast voor de toepassing van de vrijstellingen ingesteld door

verordeningen van de Europese Gemeenschappen of door andere bepalingen die kracht van wet hebben.

Art. 19-4. De begunstigde aan wie een vrijstelling is verleend onder de voorwaarden dat de goederen weder worden uitgevoerd of een bepaalde bestemming volgen, moet op verzoek van de douane de met vrijstelling ingevoerde goederen die nog aanwezig moeten zijn, vertonen.

Behoudens in de wettelijk bepaalde gevallen, moeten die goederen zich bevinden in de staat waarin zij werden ingevoerd.

Art. 19-5. § 1. Bij misbruik van een verleende vrijstelling of bij poging daartoe, kan de vrijstelling worden ingetrokken.

§ 2. Misbruik is onder meer:

1° Het verrichten van handelingen welke verboden zijn door de verordeningen van de Europese Gemeenschappen of door andere bepalingen bedoeld in artikel 19-3, 2°, of krachtens dit hoofdstuk of krachtens de tot uitvoering van dit hoofdstuk genomen besluiten;

2° Het niet-nakomen van de voorwaarden en verplichtingen vastgesteld door de verordeningen van de Europese Gemeenschappen of door andere bepalingen bedoeld in artikel 19-3, 2°, of krachtens dit hoofdstuk of krachtens de tot uitvoering van dit hoofdstuk genomen besluiten.

§ 3. De intrekking van de vrijstelling is van toepassing op de ingevoerde goederen, welke op het tijdstip van de intrekking niet zijn wederuitgevoerd of niet de bestemming hebben gevolgd met het oog waarop de vrijstelling is verleend.

§ 4. Aan degene, te wiens laste een vrijstelling is ingetrokken wegens misbruik of poging daartoe, kan een nieuwe vrijstelling worden geweigerd.

Art. 19-6. Het is verboden:

1° Onjuiste of onvolledige gegevens te verstrekken waardoor een vrijstelling zou worden verleend, zonder dat daarop aanspraak bestaat;

2° Goederen een andere bestemming te geven dan waarvoor de vrijstelling is verleend;

3° Behoudens in de wettelijk bepaalde gevallen, andere goederen in de plaats te stellen van die waarvoor de vrijstelling is verleend.

Art. 19-7. Vrijstelling wordt verleend:

1° Voor goederen welke bestemd zijn voor het persoonlijk gebruik — gebruik door inwonende gezinsleden daaronder begrepen — van diplomatieke ambtenaren, van consulaire beroepsambtenaren, van leden van het administratief en technisch personeel van de diplomatieke zendingen en van consulaire bedienden, in functie in het land, voor zover de belanghebbende geen Belgische onderdanen zijn of geen permanent verblijf houden in België en er geen beroeps- of handelsactiviteiten uitoefenen tot hun persoonlijk voordeel;

2° Voor goederen welke bestemd zijn voor de officiële behoeften — bouwen en herstellen daaronder begrepen — van in het land gevestigde diplomatieke zendingen en consulaire posten, op voorwaarde dat de consulaire posten worden geleid door consulaire beroepsambtenaren;

3° Voor kanselarijbenodigdheden bestemd voor het officieel gebruik van in het land gevestigde consulaire posten die worden geleid door consulaire ere-ambtenaren.

Art. 19-8. Vrijstelling wordt verleend voor goederen welke bestemd zijn voor internationale organisaties en voor personen die tot deze organisaties behoren voor zover een dergelijke vrijstelling is bepaald door een overeenkomst waar België deel van uitmaakt.

Art. 19-9. Vrijstelling wordt verleend:

1° Voor de uitrusting, voor redelijke hoeveelheden proviand, materieel en andere goederen, uitsluitend ten behoeve van de buitenlandse strijdkrachten van de NAVO, met uitsluiting van de Nederlandse strijdkrachten;

2° Voor persoonlijke goederen en meubelen bestemd voor de leden van de in 1° bedoelde strijdkrachten en voor de leden van het burgerlijk element van bedoelde strijdkrachten, met

uitsluiting van de leden van de Nederlandse strijdkrachten en van de leden van het burgerlijk element van de Nederlandse strijdkrachten.

Art. 19-10. Vrijstelling wordt verleend voor de gronduitrusting welke door een vreemde luchtvaartmaatschappij wordt ingevoerd om te worden gebruikt, binnen het gebied van een douaneluchthaven, met het oog op de inwerkingstelling of de uitbating van een internationale luchtvaartdienst door deze maatschappij.

Art. 19-11. Vrijstelling wordt verleend:

1° Voor de provisie en scheepsbehoeften aan boord van binnenkomende schepen en boten, met uitzondering van woonboten;

2° Voor de provisie aanwezig in treinen in internationaal verkeer;

3° Voor de provisie aanwezig in luchtvaartuigen van lijndiensten in internationaal verkeer;

4° Voor de brandstoffen en smeermiddelen aanwezig in de 1° tot 3° bedoelde binnenkomende vervoermiddelen — woonboten inbegrepen — en bestemd voor de voortdrijving of de smering daarvan.

Art. 19-12. Vrijstelling wordt verleend voor de vervoermiddelen en de paletten welke tijdelijk worden ingevoerd en die worden wederuitgevoerd.

De vrijstelling strekt zich uit tot wisselstukken, onderdelen en normale uitrustingsstukken:

1° Welke worden ingevoerd met de vervoermiddelen en die hiermee zullen worden wederuitgevoerd;

2° Welke afzonderlijk van de vervoermiddelen worden ingevoerd waarvoor ze bestemd zijn».

Art. 77. Un chapitre *IIbis*, rédigé comme suit est inséré dans la même loi:

« Chapitre *IIbis*. — Franchise des droits à l'importation

Art. 19-2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « franchise » la franchise des droits à l'importation.

Art. 19-3. Le Roi:

1° Arrête les conditions et les limites auxquelles sont subordonnées les franchises énumérées dans le présent chapitre, y compris les conditions auxquelles il peut être renoncé à ces franchises;

2° Arrête des dispositions complémentaires, des conditions et des limites pour l'application des franchises instaurées par les règlements des Communautés européennes ou par d'autres dispositions ayant force de loi.

Art. 19-4. Le bénéficiaire d'une franchise accordée sous condition de réexportation ou en vue d'une destination déterminée, est tenu, sur demande de la douane, de représenter les marchandises admises en franchise qu'il doit encore détenir.

Sauf dans les cas déterminés par la loi, ces marchandises doivent se trouver dans l'état où elles ont été importées.

Art. 19-5. § 1^{er}. Le bénéfice de la franchise peut être retiré en cas d'abus ou de tentative d'abus.

§ 2. Constituent notamment des abus:

1° Tout acte interdit par les règlements des Communautés européennes ou autres dispositions visées à l'article 19-3, 2°, par le présent chapitre ou par les arrêtés pris pour l'exécution de celui-ci;

2° La non-observation des conditions et des obligations fixées par les règlements des Communautés européennes ou autres dispositions visées à l'article 19-3, 2°, par le présent chapitre ou par les arrêtés pris pour l'exécution de celui-ci.

§ 3. Le retrait de la franchise s'applique aux marchandises importées qui, au moment du retrait, ne sont pas réexportées ou n'ont pas reçu la destination pour laquelle la franchise a été accordée.

§ 4. Une nouvelle franchise peut être refusée à celui à qui une franchise a été retirée pour abus ou tentative d'abus.

Art. 19-6. Il est défendu:

1° De fournir des indications inexactes ou incomplètes de nature à provoquer l'octroi d'une franchise à laquelle on n'aurait pas droit;

2° De donner aux marchandises une autre destination que celle pour laquelle la franchise est accordée;

3° De substituer, en dehors des cas prévus légalement, d'autres marchandises à celles pour lesquelles la franchise a été accordée.

Art. 19-7. Franchise est accordée:

1° Pour les marchandises qui sont destinées à l'usage personnel — en ce compris l'usage par les membres de leur famille qui font partie de leur ménage — des agents diplomatiques et des fonctionnaires consulaires de carrière, des membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques et des employés consulaires, en fonction dans le pays, pour autant que les intéressés ne soient pas ressortissants ou résidents permanents de la Belgique et qu'ils n'y exercent aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel;

2° Pour les marchandises qui sont destinées à l'usage officiel — en ce compris la construction et la réparation — des missions diplomatiques et des postes consulaires établis dans le pays à condition que les postes consulaires soient dirigés par des fonctionnaires consulaires de carrière;

3° Pour les fournitures de chancellerie destinées à l'usage officiel des postes consulaires établis dans le pays et dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires.

Art. 19-8. Franchise est accordée pour les marchandises destinées aux organisations internationales et aux personnes appartenant à ces organisations dans la mesure où une telle franchise est prévue par une convention à laquelle la Belgique est partie.

Art. 19-9. Franchise est accordée:

1° Pour l'équipement, les quantités raisonnables d'approvisionnement, le matériel et les autres marchandises destinées à l'usage exclusif des forces étrangères de l'OTAN, à l'exclusion des forces néerlandaises;

2° Pour les effets et le mobilier personnels destinés aux membres des forces visées au 1° et aux membres de l'élément civil desdites forces, à l'exclusion des membres des forces néerlandaises et des membres de l'élément civil des forces néerlandaises.

Art. 19-10. Franchise est accordée pour l'équipement au sol importé par une entreprise étrangère de transport aérien pour être utilisé, à l'intérieur des limites d'un aéroport douanier, en vue de la mise en oeuvre ou de l'exploitation d'un service aérien international par ladite entreprise.

Art. 19-11. Franchise est accordée:

1° Pour les provisions et fournitures se trouvant, à l'entrée, à bord des navires et bateaux, non compris les habitations flottantes;

2° Pour les provisions se trouvant à bord des trains en service international;

3° Pour les provisions se trouvant à bord des aéronefs assurant le service de lignes régulières internationales;

4° Pour les combustibles et lubrifiants se trouvant, à l'entrée, à bord des moyens de transport visés aux 1° à 3° — y compris les habitations flottantes — et destinés à leur propulsion ou à leur graissage.

Art. 19-12. Franchise est accordée pour les moyens de transport et les palettes qui sont importés temporairement et qui seront réexportés.

La franchise s'étend aux pièces de rechange, accessoires et équipements normaux:

1° Importés avec les moyens de transport et qui seront réexportés avec ceux-ci;

2° Importés séparément des moyens de transport auxquels ils sont destinés».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 78. § 1. Het opschrift van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt door het volgende opschrift vervangen:

« Hoofdstuk III. — Vrijstellingen en teruggaven
inzake accijnzen »

§ 2. De artikelen 20 en 21 van dezelfde wet worden vervangen door de volgende bepalingen:

« Art. 20. Onder door de Koning te bepalen voorwaarden en eventuele beperkingen wordt vrijstelling van accijnzen verleend:

1° Voor goederen die worden ingevoerd om één of meer veredelingshandelingen te ondergaan en daarna weder te worden uitgevoerd;

2° Voor goederen die worden ingevoerd in de persoonlijke bagage van reizigers;

3° Voor goederen die worden ingevoerd in kleine zendingen zonder handelskarakter;

4° Voor provisie, benodigdheden, brandstoffen en smeermiddelen voorhanden in binnenkomende vervoermiddelen;

5° Voor monsters en stalen met een onbeduidende handelswaarde die worden ingevoerd voor het opnemen van bestellingen;

6° Voor andere monsters en stalen dan bedoeld onder 5°, ingevoerd voor het opnemen van bestellingen en die daarna weder worden uitgevoerd;

7° Voor goederen welke bestemd zijn voor het persoonlijk gebruik — gebruik door inwonende gezinsleden daaronder begrepen — van diplomatieke ambtenaren, van consulaire beroepsambtenaren, van leden van het administratief en technisch personeel van de diplomatieke zendingen en van consulaire bedienden, in functie in het land, voor zover de belanghebbenden geen Belgische onderdanen zijn of geen permanent verblijf houden in België en er geen beroeps- of handelsactiviteiten uitoefenen tot hun persoonlijk voordeel;

8° Voor goederen welke bestemd zijn voor de officiële behoeften — bouwen en herstellen daaronder begrepen — van in het land gevestigde diplomatieke zendingen en consulaire posten, op voorwaarde dat de consulaire posten worden geleid door consulaire beroepsambtenaren;

9° Voor kanselarijbenodigdheden bestemd voor het officieel gebruik van in het land gevestigde consulaire posten die worden geleid door consulaire ere-ambtenaren;

10° Voor goederen welke bestemd zijn voor internationale organisaties en voor personen die tot deze organisaties behoren voor zover een dergelijke vrijstelling is bepaald door een overeenkomst waar België deel van uitmaakt;

11° a) Voor redelijke hoeveelheden proviand, uitsluitend ten behoeve van de buitenlandse strijdkrachten van de NAVO, met uitsluiting van de Nederlandse strijdkrachten wat de gemeenschappelijke accijnzen betreft vastgesteld in het raam van de Benelux Economische Unie;

b) Voor persoonlijke goederen bestemd voor de leden van de in letter a bedoelde strijdkrachten en voor de leden van het burgerlijk element van bedoelde strijdkrachten, met uitsluiting van de leden van de Nederlandse strijdkrachten en van de leden van het burgerlijk element van de Nederlandse strijdkrachten wat de gemeenschappelijke accijnzen betreft vastgesteld in het raam van de Benelux Economische Unie;

12° Voor goederen bestemd voor organisaties die door vreemde regeringen belast zijn met de aanleg, de inrichting of het onderhoud van de kerkhoven, begraafplaatsen en gedenktekens voor de leden van hun strijdkrachten die in oorlogstijd zijn overleden;

13° Voor goederen die bij de invoer wegens bederf niet meer geschikt zijn en ook niet meer geschikt te maken zijn voor het gebruik waarvoor ze normaal worden aangewend;

14° Voor onmisbare voedingsmiddelen en geneesmiddelen geschonken aan liefdadigheidsinstellingen met algemeen karakter om door deze instellingen kosteloos te worden uitgedeeld aan de bevolking of ter beschikking gesteld van soortgelijke instellingen;

15° Voor goederen ingevoerd om op openbare internationale handelstentoonstellingen of jaarbeurzen te worden tentoongesteld en die daarna weder worden uitgevoerd;

16° Voor goederen die in de volgende gevallen uit een lidstaat van de Europese Gemeenschappen worden binnengebracht:

a) Persoonlijke goederen binnengebracht door een particulier, naar aanleiding van de verandering van zijn gewone verblijfplaats;

b) Goederen die door personen die hun gewone verblijfplaats hebben in een lidstaat van de Europese Gemeenschappen, als huwelijksgeschenk worden geschonken aan een particulier die, naar aanleiding van zijn huwelijk, zijn gewone verblijfplaats uit een lidstaat van de Europese Gemeenschappen overbrengt;

c) Persoonlijke goederen van een erflater die uit een lidstaat van de Europese Gemeenschappen worden overgebracht naar de verblijfplaats van een particulier, die de goederen door erfopvolging (*causa mortis*) in eigendom heeft verkregen.

Art. 21. Onder de door de Koning te bepalen voorwaarden en eventuele beperkingen wordt teruggaaf van accijnzen verleend voor ingevoerde goederen waarvoor teruggaaf van invoerrecht wordt verleend of zou worden verleend indien de goederen niet vrij van invoerrecht waren krachtens hun aard of herkomst.»

§ 3. Artikel 22 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 78. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre III de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant:

« Chapitre III. — Franchises et restitutions
en matière d'accises »

§ 2. Les articles 20 et 21 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Art. 20. Franchise des droits d'accise est accordée aux conditions et dans les limites éventuelles à déterminer par le Roi:

1° Pour les marchandises importées pour subir une ou plusieurs opérations de perfectionnement et être ensuite réexportées;

2° Pour les marchandises importées dans les bagages personnels des voyageurs;

3° Pour les marchandises importées dans les petits envois sans caractère commercial;

4° Pour les provisions, fournitures, combustibles et lubrifiants se trouvant, à l'entrée, à bord des moyens de transport;

5° Pour les échantillons de valeur commerciale négligeable importés pour la recherche de commandes;

6° Pour les échantillons, autres que ceux visés au 5°, importés pour la recherche de commandes et qui seront ensuite réexportés;

7° Pour les marchandises qui sont destinées à l'usage personnel — en ce compris l'usage par les membres de leur famille qui font partie de leur ménage — des agents diplomatiques et des fonctionnaires consulaires de carrière, des membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques et des employés consulaires, en fonction dans le pays, pour autant que les intéressés ne soient pas ressortissants ou résidents permanents de la Belgique et qu'il n'y exercent aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel;

8° Pour les marchandises qui sont destinées à l'usage officiel — en ce compris la construction et la réparation — des missions diplomatiques et des postes consulaires établis dans le pays à condition que les postes consulaires soient dirigés par des fonctionnaires consulaires de carrière;

9° Pour les fournitures de chancellerie destinées à l'usage officiel des postes consulaires établis dans le pays et dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires;

10° Pour les marchandises destinées aux organisations internationales et aux personnes appartenant à ces organisations dans la mesure où une telle franchise est prévue par une convention à laquelle la Belgique est partie;

11° a) Pour les quantités raisonnables d'approvisionnement destinées à l'usage exclusif des forces étrangères de l'OTAN, à l'exclusion des forces néerlandaises en ce qui concerne les accises communes fixées dans le cadre de l'Union économique Benelux;

b) Pour les biens personnels destinés aux membres des forces visées à la lettre a et aux membres de l'élément civil desdites forces, à l'exclusion des membres des forces néerlandaises et des membres de l'élément civil des forces néerlandaises en ce qui concerne les accises communes fixées dans le cadre de l'Union économique Benelux;

12° Pour les marchandises destinées aux organisations chargées par des gouvernements étrangers de la construction, de l'aménagement ou de l'entretien des cimetières, sépultures et monuments commémoratifs des membres de leurs forces armées décédés en temps de guerre;

13° Pour les marchandises qui, lors de leur importation, par suite d'avarie, ne sont plus propres et ne peuvent plus être rendues propres aux usages auxquels elles sont destinées normalement;

14° Pour les denrées alimentaires de première nécessité et médicaments qui sont reçus en don par des organisations philanthropiques d'intérêt général pour être distribués gratuitement par elles à la population ou pour être mis gratuitement par elles à la disposition d'organisations similaires;

15° Pour les marchandises importées pour figurer dans des expositions et foires commerciales internationales et qui seront ensuite réexportées;

16° Pour les marchandises en provenance d'un Etat membre des Communautés européennes, qui sont introduites dans les cas ci-après:

a) Biens personnels introduits par un particulier à l'occasion du transfert de sa résidence normale;

b) Biens offerts comme cadeaux de mariage par des personnes ayant leur résidence normale dans un Etat membre des Communautés européennes à un particulier ayant également sa résidence normale dans un Etat membre desdites Communautés et qui, à l'occasion de son mariage, transfère sa résidence normale;

c) Biens personnels d'un *de cujus* qu'un particulier transfère d'un Etat membre des Communautés européennes à sa résidence après en avoir acquis la propriété par voie successorale (*causa mortis*).

Art. 21. Restitution des droits d'accise est accordée, aux conditions et dans les limites éventuelles à déterminer par le Roi, pour les marchandises importées à l'égard desquelles la restitution des droits à l'importation est accordée ou serait accordée si elles n'étaient pas libres de droits à l'importation en raison de leur nature ou de leur provenance.»

§ 3. L'article 22 de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 79. In artikel 70-2 van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1982, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, worden de woorden «artikel 1, 7°, b tot f» vervangen door de woorden «artikel 1, 7°, a tot g».

Art. 79. Dans l'article 70-2 de la même loi, inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 août 1982, confirmé par la loi du 21 mai 1985, les mots «article 1^{er}, 7°, b à f» sont remplacés par les mots «articles 1^{er}, 7°, a à g».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 80. In de Franse tekst van artikel 70-17, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1982, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, worden de woorden «les droits à l'importation» vervangen door de woorden «le calcul des droits à l'importation».

Art. 80. Dans le texte français de l'article 70-17, § 3, de la même loi, inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 août 1982 confirmé par la loi du 21 mai 1985, les mots «les droits à l'importation» sont remplacés par les mots «le calcul des droits à l'importation».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 81. Artikel 70-25 van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1982, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, wordt opgeheven.

Art. 81. L'article 70-25 de la même loi, inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 août 1982 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 82. Artikel 78-16 van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1983, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, wordt opgeheven.

Art. 82. L'article 78-16 de la même loi, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1983 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 83. § 1. Het opschrift van hoofdstuk XI van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift:

«Hoofdstuk XI. — Bijzondere bepalingen betreffende de uitvoer van goederen met ontheffing van accijnzen»

§ 2. De artikelen 79 tot en met 82 van dezelfde wet worden vervangen door de volgende bepalingen:

«Art. 79. De overbrenging naar een douanekantoor van goederen die met ontheffing van accijnzen worden uitgevoerd, moet onder accijnsverband geschieden met een te zuiveren accijnsdocument.

Art. 80. Op het douanekantoor kunnen de ambtenaren op zicht van het accijnsdocument en van de aangifte ten uitvoer inzake douane, overgaan tot een grondige verificatie van de onder accijnsverband overgebrachte goederen.

Art. 81. Na verificatie zuiveren de ambtenaren het accijnsdocument en tekenen terzeldertijd hun bevindingen aan in het vak *ad hoc* van de aangifte ten uitvoer. Vanaf dat ogenblik bevinden de goederen zich onder douaneregeling.

Art. 82. De accijnsgoederen onder douaneregeling mogen slechts aan deze regeling onttrokken worden mits zij op de gewone wijze ten uitvoer worden aangegeven.»

§ 3. De artikelen 83 en 84 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 83. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre XI de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant:

«Chapitre XI. — Dispositions particulières concernant l'exportation de marchandises avec décharge des droits d'accise»

§ 2. Les articles 79 à 82 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes:

«Art. 79. L'acheminement vers un bureau de douane des marchandises qui sont exportées avec décharge de l'accise doit être effectué sous régime d'accise sous couvert d'un document d'accise à apurer.

Art. 80. Au bureau de douane les agents peuvent procéder à la vérification détaillée des marchandises reçues sous régime d'accise, au vu du document d'accise et de la déclaration à l'exportation en matière de douane.

Art. 81. Après vérification, les agents apurent le document d'accise et consignent en même temps leurs constatations dans

la case *ad hoc* de la déclaration à l'exportation. Dès cet instant, les marchandises passent sous régime douanier.

Art. 82. Les marchandises d'accises placées sous régime douanier ne peuvent être soustraites à ce régime que moyennant déclaration à l'importation de la manière habituelle.

§ 3. Les articles 83 et 84 de la même loi sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 84. In artikel 88 van dezelfde wet worden de woorden «drie» en «van vier weken tot vier weken» en «in de nieuwsbladen aangewezen» respectievelijk vervangen door de woorden «twee», «van twee weken tot twee weken» en «in twee nieuwsbladen aangewezen».

Art. 84. Dans l'article 88 de la même loi, les mots «trois», «dans les journaux désignés» et «de quatre en quatre semaines» sont remplacés respectivement par les mots «deux», «dans deux journaux désignés» et «de deux en deux semaines».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 85. In de Franse tekst van artikel 119 van dezelfde wet worden de woorden «à la richesse alcoolique» vervangen door de woorden «au titre alcoométrique».

Art. 85. Dans le texte français de l'article 119 de la même loi, les mots «à la richesse alcoolique» sont remplacés par les mots «au titre alcoométrique».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 86. In artikel 136, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden «gedurende zes maanden, te rekenen vanaf» vervangen door de woorden «gedurende één jaar te rekenen vanaf».

Art. 86. Dans l'article 136, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots «durant les six mois qui suivent» sont remplacés par les mots «durant l'année qui suit».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 87. In artikel 139, 5^o, van dezelfde wet worden de woorden «en voor het gedistilleerd ook de graden van sterkte;» vervangen door de woorden «en voor alcohol en alcoholhoudende produkten ook het alcoholgehalte;».

Art. 87. Dans l'article 139, 5^o, de la même loi, les mots «et pour les boissons distillées, les degrés de force;» sont remplacés par les mots «et pour l'alcool et les produits contenant de l'alcool, également le titre alcoométrique;».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 88. Artikel 141 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 141. Behoudens in geval van doorverzending van de goederen onder accijnsverband naar een geoorloofde bestemming of behoudens in geval van voorwaardelijke vrijstelling van accijnzen, worden de accijnzen bij invoer voldaan bij de geldigmaking van de aangifte tot verbruik inzake douane, tenzij toepassing wordt gemaakt van artikel 300.»

Art. 88. L'article 141 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 141. Sauf en cas d'acheminement des marchandises sous régime d'accise vers une destination autorisée ou en cas de franchise conditionnelle de l'accise, les droits d'accise établis sur les marchandises importées sont acquittés au moment de la

validation de la déclaration de mise à la consommation, à moins qu'il ne soit fait application de l'article 300.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 89. In artikel 143 van dezelfde wet worden de §§ 2 en 3 vervangen door de volgende bepalingen:

«§ 2. De rechtsoverdracht tot invordering van bijkomende accijns, verschuldigd wegens onvoldoende inning voor regelmatig aangegeven accijnsgoederen, verjaart na drie jaar te rekenen van de datum van de aangifte.

§ 3. Onverminderd andere termijnen vastgesteld bij andere wets- of verordeningsoverdrachten, verjaart het recht om terug te geven van de te veel betaalde accijnzen te vorderen na drie jaar te rekenen van de datum van de aangifte.»

Art. 89. Dans l'article 143 de la même loi, les §§ 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes:

«§ 2. L'action en recouvrement d'un supplément de droits d'accise dû par suite d'une perception insuffisante pour des marchandises d'accises, régulièrement déclarées, est prescrite après trois années à partir de la date de déclaration.

§ 3. Sans préjudice de délais différents fixés par d'autres dispositions légales ou réglementaires, la faculté de réclamer la restitution des droits d'accise payés en trop est prescrite après trois années à partir de la date de la déclaration.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 90. In artikel 160 van dezelfde wet worden de woorden «ten ware het verschil mocht bestaan in de graden van sterkte van het gedistilleerd» vervangen door de woorden «tenzij het zou gaan om een verschil in alcoholgehalte».

Art. 90. Dans l'article 160 de la même loi, les mots «à moins que la divergence ne consiste dans le degré de force des eaux-de-vie ou liqueurs spiritueuses» sont remplacés par les mots «à moins que la divergence ne porte sur le titre alcoométrique».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 91. In artikel 188 van dezelfde wet worden de woorden «en van de verbruiksbelastingen» geschrapt.

Art. 91. A l'article 188 de la même loi, les mots «et de taxes de consommation» sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 92. In artikel 189 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In de Nederlandse tekst wordt het woord «beambten» vervangen door het woord «ambtenaren»;

2^o De woorden «indien zij houder zijn van het aanstellingsbewijs als technisch klerk, of zo zij de rang van ambtenaar hebben» worden vervangen door de woorden «indien zij de graad van adjunct-verificateur der douane en accijnzen of een hogere graad hebben».

Art. 92. A l'article 189 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Dans le texte néerlandais, le mot «beambten» est remplacé par le mot «ambtenaren»;

2^o Les mots «s'ils ont obtenu le brevet de commis technique ou s'ils ont rang de fonctionnaire» sont remplacés par les mots «s'ils ont le grade de vérificateur adjoint des douanes et accises ou un grade plus élevé».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 93. Artikel 202 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 202. § 1. Wanneer, na het afsluiten van het certificaat van verificatie, de ambtenaren binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de dag waarop het oorspronkelijk van de belastingschuldige opgeëiste bedrag is geboekt, of, indien geen boeking heeft plaatsgevonden, vanaf de dag waarop de belastingschuld is ontstaan, vaststellen dat de rechten bij invoer of de accijnzen, wettelijk verschuldigd op ten verbruik aangegeven goederen, niet of niet volledig werden geïnd wegens een strafrechtelijk vervolgbare handeling, moeten de ontdoken rechten bij invoer of accijnzen worden betaald of wel door de belastingschuldige die, hetzij primair, hetzij subsidiair gehouden is tot de betaling van die belastingen, of wel door zijn rechtverkrijgenden.

§ 2. De in § 1 bedoelde personen worden gestraft met een geldboete van tienmaal de ontdoken belastingen. Bij herhaling worden zij bovendien gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand, zonder dat toepassing mag worden gemaakt van artikel 228. »

Art. 93. L'article 202 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 202. § 1^{er}. Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette d'impôts, que par suite d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives, les droits à l'importation ou les droits d'accise légalement dus sur des marchandises déclarées à la consommation, n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits à l'importation ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

§ 2. Les personnes visées au § 1^{er} sont punies d'une amende égale au décuple des droits éludés. En cas de récidive, elles sont en outre punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 94. Artikel 206, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. De ambtenaren mogen bij de verificatie van goederen onder douane- of accijnsverband kosteloos monsters nemen. Eveneens mogen zij, in de aan hun toezicht onderworpen fabrieken, kosteloos monsters nemen van de grondstoffen, van de in bewerking zijnde stoffen en van de bekomen produkten. »

Art. 94. L'article 206, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Les agents peuvent prélever gratuitement des échantillons lors de la vérification de marchandises se trouvant sous régime de douane ou d'accise. Ils peuvent également prélever gratuitement dans les usines soumises à leur surveillance, des échantillons des matières destinées à la fabrication, des matières en cours de travail et des produits obtenus. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 95. In artikel 207, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « accijns of aan een speciale verbruikstaks » vervangen door het woord « accijnzen ».

Art. 95. Dans l'article 207, § 1^{er}, de la même loi, les mots « un droit d'accise ou à une taxe spéciale de consommation » sont remplacés par les mots « des droits d'accise ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 96. In artikel 208, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « accijns of van speciale verbruikstaks » vervangen door het woord « accijnzen ».

Art. 96. Dans l'article 208, § 1^{er}, de la même loi, les mots « un droit d'accise ou à une taxe spéciale de consommation » sont remplacés par les mots « des droits d'accise ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 97. Artikel 232 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 97. L'article 232 de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 98. In artikel 233, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « duizend frank » vervangen door de woorden « tienduizend frank ».

Art. 98. Dans l'article 233, § 1^{er}, de la même loi, les mots « mille francs » sont remplacés par les mots « dix mille francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 99. In de Franse tekst van artikel 236, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « marchandises d'accise » vervangen door de woorden « marchandises d'accises ».

Art. 99. Dans le texte français de l'article 236, § 2, de la même loi, les mots « marchandises d'accise » sont remplacés par les mots « marchandises d'accises ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 100. Artikel 239 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 239. § 1. Wanneer bij de verificatie van accijnsgoederen die onder accijnsverband worden vervoerd naar een geoorloofde bestemming, een tekort wordt bevonden ten opzichte van de aangifte inzake accijnzen of van het afgegeven accijnsdocument, verbeurt de aangever of de houder van het afgegeven document, uit dien hoofde, een boete van tienmaal de accijnzen op het tekort bevonden gedeelte.

§ 2. De bij § 1 vastgestelde boete is beperkt tot tweemaal de accijnzen op het tekort bevonden gedeelte, indien dat tekort niet meer bedraagt dan een twaalfde van de aangegeven of in het document vermelde hoeveelheid.

§ 3. Ongeacht de bij de §§ 1 en 2 opgelegde boete, moeten de accijnzen op het tekort bevonden gedeelte worden betaald. »

Art. 100. L'article 239 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 239. § 1^{er}. Lorsqu'à la vérification en détail de marchandises d'accises acheminées sous régime d'accise vers une destination autorisée, il sera constaté un manquant par rapport à la déclaration en matière d'accise ou au document d'accise délivré, le déclarant ou le titulaire du document délivré encourra, de ce chef, une amende égale au décuple de l'accise due sur la quantité manquante.

§ 2. L'amende prévue au § 1^{er} sera réduite au double de l'accise due sur la quantité reconnue manquante lorsque celle-ci n'excèdera pas un douzième de la quantité déclarée ou mentionnée au document.

§ 3. Indépendamment des amendes prévues aux §§ 1^{er} et 2, les droits d'accise sur la quantité reconnue manquante devront être acquittés. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 101. Artikel 244 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 244. De kapiteins, voerlieden en aangevers, die bij de uitvoer verzuimen de documenten van de vervoerde goederen op het laatste kantoor te vertonen en af te geven, ter verificatie en inhouding, lopen een boete op van tweeduizend frank, voor elk niet overgelegd document. »

Art. 101. L'article 244 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 244. Les capitaines, conducteurs et déclarants qui, à la sortie, négligeront d'exhiber et de remettre au dernier bureau, pour être vérifié et retirés, les documents relatifs aux marchandises qu'ils transportent, encourront une amende de deux mille francs pour chaque document retenu. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 102. In artikel 261, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « op de verordeningen en beschikkingen bedoeld bij artikel 10 » vervangen door de woorden « op verordeningen en beschikkingen van algemene aard van de Raad of van de Commissie van de Europese Gemeenschappen ».

Art. 102. Dans l'article 261, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « aux règlements et décisions visés à l'article 10 » sont remplacés par les mots « aux règlements et décisions de caractère général du Conseil ou de la Commission des Communautés européennes ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 103. Een artikel 261-2, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 261-2. De in de wetten inzake douane en accijnzen bepaalde straffen zijn niet toepasselijk:

1^o Op de douane-expediteur die zich bevindt in het geval bepaald in artikel 135;

2^o Op degene die spontaan de fraude of de onregelmatigheid signaleert aan de minister van Financiën of aan zijn afgevaardigde en het supplement van de verschuldigde rechten bij invoer en accijnzen voldoet. »

Art. 103. Un article 261-2, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 261-2. Les peines prévues par les lois en matière de douane et accises ne sont pas applicables:

1^o A l'agent en douane qui se trouve dans le cas déterminé par l'article 135;

2^o A celui qui signale spontanément la fraude ou l'irrégularité au ministre des Finances ou à son délégué et acquitte le supplément des droits à l'importation et des droits d'accise dus. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 104. Artikel 275, § 5, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen:

« § 5. Bij handlichting onder borgtocht van naar de waarde belaste goederen dient de overeengekomen waarde tevens voor het berekenen van de opgelopen boete. »

Art. 104. L'article 275, § 5, de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« § 5. En cas de mainlevée sous caution de marchandises imposées d'après la valeur, l'estimation convenue servira en même temps de base pour la fixation de l'amende encourue. »

— Aangenomen.

Adopté.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Art. 105. In artikel 277, § 2, van dezelfde wet wordt het woord « tweeduizend » vervangen door het woord « tienduizend ».

Art. 105. Dans l'article 277, § 2, de la même loi, les mots « deux mille » sont remplacés par les mots « dix mille ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 106. Artikel 299 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 106. L'article 299 de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 107. Artikel 306 van dezelfde wet, vervangen door artikel 6 van het koninklijk besluit van 26 augustus 1981, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 306. Kwijtschelding van accijnzen wordt door de minister van Financiën of door zijn afgevaardigde verleend voor goederen die onder douane- of accijnstoezicht zijn opgeslagen of onder douane- of accijnstoezicht worden vervoerd en die ingevolge toeval of overmacht worden vernietigd ».

Art. 107. L'article 306 de la même loi, remplacé par l'article 6 de l'arrêté royal du 26 août 1981 confirmé par la loi du 21 mai 1985, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 306. Dispense de paiement des droits d'accise est accordée par le ministre des Finances ou par son délégué pour les marchandises qui sont emmagasinées sous contrôle de douane ou d'accise ou qui sont transportées sous contrôle de douane ou d'accise et qui sont détruites par suite d'un cas fortuit ou de force majeure ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 108. In de Nederlandse tekst wordt het opschrift van hoofdstuk XXVII van dezelfde wet vervangen door het volgende opschrift:

« Dadelijke uitwinning, voorrecht en wettelijke hypotheek »

Art. 108. Dans le texte néerlandais, l'intitulé du chapitre XXVII de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant:

« Dadelijke uitwinning, voorrecht en wettelijke hypotheek »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 109. In artikel 313 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen:

« § 1. De ontvangers hebben, namens de administratie:

1^o Het recht van dadelijke uitwinning;

2^o Een voorrecht op de roerende goederen van degenen die rechten bij invoer of accijnzen verschuldigd zijn; dat voorrecht neemt rang onmiddellijk na de voorrechten vermeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheeken en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van koophandel;

3^o Een wettelijke hypotheek op alle onroerende goederen van degenen die rechten bij invoer of accijnzen verschuldigd zijn.

Daar recht, dat voorrecht en die hypotheek zijn ingesteld voor het betalen van de rechten bij invoer, de accijnzen en de eventueel verschuldigde verwiijlinteressen, voor de kosten van opslag, bewaring en verificatie van de aan de rechten onderworpen

goederen, alsook voor de kosten voor het invorderen van de aan de administratie verschuldigde sommen»;

2° In § 4 worden de woorden « één jaar » vervangen door de woorden « drie jaar »;

3° In § 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In de Nederlandse tekst worden de woorden « parate executie » vervangen door de woorden « dadelijke uitwinning »;

b) De woorden « met het verlopen van een jaar » worden vervangen door de woorden « drie jaar ».

Art. 109. A l'article 313 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante: « § 1^{er}. Les receveurs ont, au nom de l'administration:

1° Le droit d'exécution parée;

2° Un privilège sur les biens meubles des redevables de droits à l'importation ou droits d'accise; ce privilège prend rang immédiatement après les privilèges mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire et à l'article 23 du livre II du Code de commerce;

3° Une hypothèque légale sur tous les biens immeubles des redevables de droits à l'importation ou droits d'accise.

Ce droit, ce privilège et cette hypothèque sont institués pour le paiement des droits à l'importation, des droits d'accise et des intérêts de retard éventuellement dus, pour les frais d'emmagasinage, de garde et de vérification des marchandises soumises aux droits, ainsi que pour les frais de recouvrement des sommes dues à l'administration »;

2° Dans le paragraphe 4, les mots « une année » sont remplacés par les mots « trois années »;

3° Au paragraphe 5, sont apportées les modifications suivantes:

a) Dans le texte néerlandais, les mots « parate executie » sont remplacés par les mots « dadelijke uitwinning »;

b) Les mots « lorsqu'une année sera écoulée » sont remplacés par les mots « lorsque trois années se seront écoulées ».

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 5. — Wijziging aan de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag

Art. 110. Artikel 37, d), van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« d) Voor de rechten een borg stellen, waarvan het bedrag volgens de door de Koning gestelde regels wordt bepaald. »

Section 5. — Modification à la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire

Art. 110. L'article 37, d), de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, est remplacé par la disposition suivante:

« d) Fournir pour les droits, une caution dont le montant est déterminé suivant les règles fixées par le Roi. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 6. — Opheffingsbepaling

Art. 111. Opgeheven worden:

1° De wet van 15 april 1896 betreffende de fabricatie en de invoer van alcohol, gewijzigd bij:

— De wet van 17 juni 1896,

— De wet van 28 juli 1902,

— De wet van 18 februari 1903,

— De wet van 28 december 1904,

— De wet van 29 december 1909,

— De wet van 12 december 1912,

— De wet van 28 december 1912,

— Het koninklijk besluit nr. 24 van 27 oktober 1934, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1936,

— Het koninklijk besluit van 16 januari 1935,

— Het koninklijk besluit van 23 juli 1935,

— De wet van 10 juni 1947,

— De wet van 5 september 1947,

— De wet van 10 augustus 1948,

— De wet van 19 maart 1951, gewijzigd bij de wet van 22 december 1964,

— De wet van 29 juni 1964,

— De wet van 22 december 1964,

— De wet van 6 juli 1967,

— De wet van 10 oktober 1967,

— De wet van 18 juli 1977,

— De wet van 6 juli 1978;

2° Artikel 9 van de wet van 24 december 1906 houdende de begroting van 's lands middelen voor het dienstjaar 1907;

3° De artikelen 6 tot 14, 26 en 27 van de wet van 12 december 1912, waarbij het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken wordt afgeschaft en bijzondere taxes op de binnen- en buitenlandse brandewijn, alsmede een openingstaks op de slijterijen van geestrijke en gegiste dranken worden vastgesteld, gewijzigd bij:

— Het koninklijk besluit nr. 24 van 27 oktober 1934, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936,

— De wet van 29 juni 1964,

— De wet van 18 juli 1977;

4° De artikelen 5 tot 7 van de wet van 30 december 1913 houdende de begroting van 's lands middelen voor het dienstjaar 1914;

5° Artikel 4 van de wet van 26 juli 1924 tot wijziging in het fiscaal stelsel van de brandewijn;

6° De artikelen 8 tot 8^{quater} van de wet van 7 juni 1926 tot wijziging van het toltarief en van sommige accijnzen, en tot vestiging of herziening der verbruikstaxes, gewijzigd bij:

— De wet van 10 augustus 1948,

— De wet van 22 december 1964,

— De wet van 29 juni 1966,

— De wet van 2 juli 1969,

— Het koninklijk besluit van 15 december 1975;

7° Het koninklijk besluit van 23 juli 1935 betreffende het fiscaal regime van brandewijn;

8° De artikelen 2 tot 5, 7 en 24, § 2, van de wet van 10 juni 1947 betreffende de accijnzen en douanen;

9° De wet van 11 december 1959 betreffende de heffing van sommige accijnzen bij invoer;

10° De wet van 7 februari 1961 betreffende het accijnzenstelsel van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgasen, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1970, 26 januari 1976 en 6 juli 1978;

11° Artikel 2 van de wet van 2 juli 1969 tot wijziging van artikel 2 van de wet van 11 december 1959 betreffende de heffing van sommige accijnzen bij invoer en artikel 8^{bis} van de wet van 7 juni 1926 tot wijziging van het toltarief en van sommige accijnzen, en tot vestiging of herziening der verbruikstaxes;

12° Het koninklijk besluit van 21 oktober 1971 betreffende de uitvoering van de verordening 170/67 van de Raad van de Europese Gemeenschap en van de verordeningen (EEG) nr. 459/68 en (EEG) nr. 1059/69 van de Raad van de Europese Gemeenschappen;

13° Het koninklijk besluit van 26 september 1974 tot wijziging van de verbruikstaks op ethylalcohol;

14° Het koninklijk besluit van 29 oktober 1974 betreffende de verbruikstaks op ethylalcohol;

15° Het koninklijk besluit van 28 november 1974 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier;

16° Het koninklijk besluit van 15 december 1975 tot wijziging van de verbruikstaks op ethylalcohol;

17° Het koninklijk besluit van 29 december 1975 tot regeling, inzake actieve veredeling, van de vrijstelling van de rechten bij invoer, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, gewijzigd bij:

- Het ministerieel besluit van 13 mei 1977,
- Het ministerieel besluit van 5 juni 1978,
- Het ministerieel besluit van 1 juli 1979,
- Het ministerieel besluit van 3 oktober 1980,
- Het ministerieel besluit van 28 september 1981,
- Het ministerieel besluit van 3 januari 1984,
- Het ministerieel besluit van 1 februari 1984,
- Het ministerieel besluit van 22 mei 1984,
- Het ministerieel besluit van 25 april 1985;

18° Het koninklijk besluit van 18 juni 1976 tot regeling, inzake passieve veredeling, van de gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de rechten bij invoer, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985, gewijzigd bij:

- Het ministerieel besluit van 19 juni 1979,
- Het ministerieel besluit van 3 oktober 1980,
- Het ministerieel besluit van 31 december 1983;

19° Het koninklijk besluit van 21 december 1977 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

20° Artikel 2, §§ 1, 3 en 4, van de wet van 6 juli 1978 inzake douane en accijnzen;

21° Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 juli 1978 tot wijziging van het fiscaal stelsel van tabak;

22° Het koninklijk besluit van 2 augustus 1978 tot wijziging van het accijnsstelsel voor suiker vervaardigd in den lande;

23° Het koninklijk besluit van 28 september 1979 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

24° Het koninklijk besluit van 27 november 1979 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

25° Het koninklijk besluit van 16 mei 1980 betreffende het accijnsstelsel van alcohol;

26° Het koninklijk besluit van 27 juni 1980 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

27° Het koninklijk besluit van 4 juli 1980 betreffende de bijzondere accijns van ethylalcohol;

28° Het koninklijk besluit van 29 juli 1980 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

29° Het koninklijk besluit van 23 september 1980 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten en van het accijnsstelsel van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstof-gassen;

30° Artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 november 1980 tot invoering van een speciale taks op luxe-produkten;

31° Het koninklijk besluit van 15 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

32° Het koninklijk besluit van 18 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie, alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

33° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 betreffende de bijzondere accijns van ethylalcohol;

34° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier;

35° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken;

36° Het koninklijk besluit van 24 juni 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van vloeibaar gas;

37° Het koninklijk besluit van 14 december 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

38° Het koninklijk besluit van 14 december 1981 tot wijziging van het accijnsstelsel van bier;

39° Het koninklijk besluit van 12 maart 1982 tot wijziging van het fiscaal stelsel van tabak;

40° Het koninklijk besluit van 18 maart 1982 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

41° Het koninklijk besluit van 21 september 1982 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

42° Het koninklijk besluit van 15 december 1982 tot regeling, inzake uitwisselingsverkeer van voor herstelling uitgevoerde goederen, van de gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de rechten bij invoer, bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985;

43° Het koninklijk besluit van 30 december 1982 tot wijziging van het fiscaal stelsel van tabak;

44° Het koninklijk besluit van 25 maart 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

45° Het koninklijk besluit van 8 juni 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

46° Het koninklijk besluit van 21 juni 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

47° Het koninklijk besluit van 21 juni 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van vloeibaar gas;

48° Het koninklijk besluit van 29 december 1983 tot wijziging van het accijnsstelsel van gegiste vruchtendranken en van mousserende gegiste dranken;

49° Het koninklijk besluit van 15 februari 1984 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

50° Het koninklijk besluit van 18 december 1984 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

51° Het koninklijk besluit van 15 december 1988 betreffende de bijzondere accijns van ethylalcohol;

52° Het koninklijk besluit van 15 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak;

53° Het koninklijk besluit van 15 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

54° Het koninklijk besluit van 30 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie;

55° Het koninklijk besluit van 1 augustus 1989 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten;

56° Het koninklijk besluit van 20 september 1989 tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak.

Section 6. — Disposition abrogatoire

Art. 111. Sont abrogés:

1° La loi du 15 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools, modifiée par:

- La loi du 17 juin 1896,
- La loi du 28 juillet 1902,
- La loi du 18 février 1903,
- La loi du 28 décembre 1904.

— La loi du 29 décembre 1909,
— La loi du 12 décembre 1912,
— La loi du 28 décembre 1912,
— L'arrêté royal n° 24 du 27 octobre 1934, confirmé par la loi du 4 mai 1936,
— L'arrêté royal du 16 janvier 1935,
— L'arrêté royal du 23 juillet 1935,
— La loi du 10 juin 1947,
— La loi du 5 septembre 1947,
— La loi du 10 août 1948,
— La loi du 19 mars 1951, modifiée par la loi du 22 décembre 1964,
— La loi du 29 juin 1964,
— La loi du 22 décembre 1964,
— La loi du 6 juillet 1967,
— La loi du 10 octobre 1967,
— La loi du 18 juillet 1977,
— La loi du 6 juillet 1978;
2° L'article 9 de la loi du 24 décembre 1906 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1907;
3° Les articles 6 à 14, 26 et 27 de la loi du 12 décembre 1912 abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux-de-vie indigènes et étrangères, ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées, modifiés par:
— L'arrêté royal n° 24 du 27 octobre 1934, confirmé par la loi du 4 mai 1936,
— La loi du 29 juin 1964,
— La loi du 18 juillet 1977;
4° Les articles 5 à 7 de la loi du 30 décembre 1913 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1914;
5° L'article 4 de la loi du 26 juillet 1924 modifiant le régime fiscal des eaux-de-vie;
6° Les articles 8 à 8^{quater} de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise, et établissant ou révisant des taxes de consommation, modifiés par:
— La loi du 10 août 1948,
— La loi du 22 décembre 1964,
— La loi du 29 juin 1966,
— La loi du 2 juillet 1969,
— L'arrêté royal du 15 décembre 1975;
7° L'arrêté royal du 23 juillet 1935 concernant le régime fiscal des eaux-de-vie;
8° Les articles 2 à 5, 7 et 24, § 2, de la loi du 10 juin 1947 concernant les accises et les douanes;
9° La loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise;
10° La loi du 7 février 1961 concernant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés, modifiée par les lois du 6 février 1970, du 26 janvier 1976 et du 6 juillet 1978;
11° L'article 2 de la loi du 2 juillet 1969 modifiant l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise et l'article 8^{bis} de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou révisant des taxes de consommation;
12° L'arrêté royal du 21 octobre 1971 relatif à l'exécution du règlement 170/67 du Conseil de la Communauté économique européenne et des règlements (CEE) n° 459/68 et (CEE) n° 1059/69 du Conseil des Communautés européennes;
13° L'arrêté royal du 26 septembre 1974 modifiant la taxe de consommation sur l'alcool éthylique;

14° L'arrêté royal du 29 octobre 1974 relatif à la taxe de consommation sur l'alcool éthylique;
15° L'arrêté royal du 28 novembre 1974 modifiant le régime d'accise de la bière;
16° L'arrêté royal du 15 décembre 1975 modifiant la taxe de consommation sur l'alcool éthylique;
17° L'arrêté royal du 29 décembre 1975 réglant, en matière de perfectionnement actif, la franchise des droits à l'importation, confirmé par la loi du 21 mai 1985, modifié par:
— L'arrêté ministériel du 13 mai 1977,
— L'arrêté ministériel du 5 juin 1978,
— L'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1979,
— L'arrêté royal du 3 octobre 1980,
— L'arrêté ministériel du 28 septembre 1981,
— L'arrêté royal du 3 janvier 1984,
— L'arrêté ministériel du 1^{er} février 1984,
— L'arrêté ministériel du 22 mai 1984,
— L'arrêté royal du 25 avril 1985;
18° L'arrêté royal du 18 juin 1976 réglant, en matière de perfectionnement passif, la franchise partielle ou totale des droits à l'importation, confirmé par la loi du 21 mai 1985, modifié par:
— L'arrêté ministériel du 19 juin 1979,
— L'arrêté royal du 3 octobre 1980,
— L'arrêté royal du 31 décembre 1983;
19° L'arrêté royal du 21 décembre 1977 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;
20° L'article 2, §§ 1^{er}, 3 et 4, de la loi du 6 juillet 1978 concernant les douanes et accises;
21° L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 juillet 1978 modifiant le régime fiscal du tabac;
22° L'arrêté royal du 2 août 1978 modifiant le régime d'accise des sucres fabriqués dans le pays;
23° L'arrêté royal du 28 septembre 1979 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;
24° L'arrêté royal du 27 novembre 1979 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;
25° L'arrêté royal du 16 mai 1980 relatif au régime d'accise de l'alcool;
26° L'arrêté royal du 27 juin 1980 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;
27° L'arrêté royal du 4 juillet 1980 relatif au droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique;
28° L'arrêté royal du 29 juillet 1980 modifiant le régime d'accise du tabac;
29° L'arrêté royal du 23 septembre 1980 modifiant le régime d'accise des huiles minérales, le régime d'accise des benzols et des produits analogues et le régime d'accise des gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux liquéfiés;
30° L'article 6 de l'arrêté royal du 10 novembre 1980 instaurant une taxe spéciale sur les produits de luxe;
31° L'arrêté royal du 15 juin 1981 modifiant le régime d'accise du tabac;
32° L'arrêté royal du 18 juin 1981 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;
33° L'arrêté royal du 24 juin 1981 relatif au droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique;
34° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise de la bière;

35° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise des boissons non alcoolisées;

36° L'arrêté royal du 24 juin 1981 modifiant le régime d'accise des gaz liquéfiés;

37° L'arrêté royal du 14 décembre 1981 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

38° L'arrêté royal du 14 décembre 1981 modifiant le régime d'accise de la bière;

39° L'arrêté royal du 12 mars 1982 modifiant le régime fiscal du tabac;

40° L'arrêté royal du 18 mars 1982 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

41° L'arrêté royal du 21 septembre 1982 modifiant le régime d'accise du tabac;

42° L'arrêté royal du 15 décembre 1982 réglant, en matière d'échanges standard de marchandises exportées pour réparation, l'exemption totale ou partielle des droits à l'importation, confirmé par la loi du 21 mai 1985;

43° L'arrêté royal du 30 décembre 1982 modifiant le régime fiscal du tabac;

44° L'arrêté royal du 25 mars 1983 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

45° L'arrêté royal du 8 juin 1983 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

46° L'arrêté royal du 21 juin 1983 modifiant le régime d'accise du tabac;

47° L'arrêté royal du 21 juin 1983 modifiant le régime d'accise des gaz liquéfiés;

48° L'arrêté royal du 29 décembre 1983 modifiant le régime d'accise des boissons fermentées de fruits et des boissons fermentées mousseuses;

49° L'arrêté royal du 15 février 1984 modifiant le régime d'accise du tabac;

50° L'arrêté royal du 18 décembre 1984 modifiant le régime d'accise du tabac;

51° L'arrêté royal du 15 décembre 1988 relatif au droit d'accise spécial sur l'alcool éthylique;

52° L'arrêté royal du 15 décembre 1988 modifiant le régime d'accise du tabac;

53° L'arrêté royal du 15 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

54° L'arrêté royal du 30 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales;

55° L'arrêté royal du 1^{er} août 1989 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues;

56° L'arrêté royal du 20 septembre 1989 modifiant le régime d'accise du tabac.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk II. — Belasting over de toegevoegde waarde

Art. 112. Artikel 6, eerste lid, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt vervangen door het volgende lid:

« De Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provinciën, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen zijn geen belastingplichtige. »

Chapitre II. — Taxe sur la valeur ajoutée

Art. 112. L'article 6, alinéa 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée est remplacé par l'alinéa suivant:

« L'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements publics ne sont pas des assujettis. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 113. In artikel 24 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 4 juli 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 2, eerste zin, van de Franse tekst, worden de woorden « les biens sortent régulièrement de ce régime et sont déclarés pour la consommation » vervangen door de woorden « les biens sortent régulièrement de ce régime et sont mis à la consommation »;

2° In paragraaf 2, eerste zin, van de Nederlandse tekst, worden de woorden « niet meer op regelmatige wijze onder deze regeling vallen en ten verbruik worden aangegeven » vervangen door de woorden « op regelmatige wijze aan die regeling worden onttrokken en tot verbruik worden aangegeven »;

3° Paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 4. Wanneer de goederen bedoeld in § 3 ten verbruik worden aangegeven en de importeur een niet-belastingplichtige is dan wel een belastingplichtige die niet het recht op volledige aftrek geniet, kan, door of vanwege de minister van Financiën, ten einde aanzienlijke concurrentievervalsing tegen te gaan, ervan uitgegaan worden dat het belastbaar feit heeft plaatsgevonden op het tijdstip waarop de goederen het land werden binnengebracht. »

Art. 113. A l'article 24 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 4 juillet 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le paragraphe 2, première phrase, du texte français, les mots « les biens sortent régulièrement de ce régime et sont déclarés pour la consommation » sont remplacés par les mots « les biens sortent régulièrement de ce régime et sont mis à la consommation »;

2° Dans le paragraphe 2, première phrase, du texte néerlandais, les mots « niet meer op regelmatige wijze onder deze regeling vallen en ten verbruik worden aangegeven » sont remplacés par les mots « op regelmatige wijze aan die regeling worden onttrokken en ten verbruik worden aangegeven »;

3° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante:

« § 4. Lorsque les biens visés au § 3 sont mis à la consommation et que l'importateur est un non-assujetti ou un assujetti qui ne bénéficie pas du droit à déduction totale, le ministre des Finances ou son délégué peuvent, afin de faire face à des distorsions de concurrence importantes, considérer que le fait générateur s'est produit au moment où les biens ont été introduits dans le pays. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 114. Artikel 27 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 27. Indien gegevens voor het bepalen van de maatstaf van heffing zijn uitgedrukt in een vreemde munteenheid, bepaalt de Koning de toe te passen wisselkoers, rekening houdend met de verordeningen en richtlijnen ter zake uitgevaardigd door de Europese Gemeenschappen. »

Art. 114. L'article 27 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 27. Lorsque des éléments servant à déterminer la base d'imposition sont exprimés dans une monnaie étrangère, le Roi fixe le taux de change à appliquer, en tenant compte

des règlements et des directives édictés en la matière par les Communautés européennes.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 115. In artikel 44, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 27 december 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In 1°, wordt het woord « ziekenwagens » vervangen door de woorden « speciaal daartoe uitgeruste vervoermiddelen »;

2° In 2°, worden de woorden « ingevolge de wet van 12 juli 1966 » vervangen door de woorden « door de bevoegde overheid »;

3° In 9°, worden de woorden « het ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur » vervangen door de woorden « de bevoegde overheid ».

Art. 115. A l'article 44, § 2, du même Code, modifié par l'article 23 de la loi du 27 décembre 1977, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le 1°, le mot « ambulance » est remplacé par les mots « des moyens de transport spécialement équipés à ces fins »;

2° Dans le 2°, les mots « en vertu de la loi du 12 juillet 1966 » sont remplacés par les mots « par l'autorité compétente »;

3° Dans le 9°, les mots « le ministère de l'Education nationale et de la Culture » sont remplacés par les mots « l'autorité compétente ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 116. Artikel 51, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid:

« Bij invoer of poging tot invoer zonder aangifte kunnen de goederen en de ervoor gebezigde vervoermiddelen, in de gevallen en overeenkomstig de regelen inzake invoerrecht, in beslag genomen worden en, voor zover zij niet voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 9 en 10 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, verbeurd verklaard en vervolgens verkocht of teruggegeven worden, ook al zijn die goederen wegens hun aard of hun herkomst of om enige andere reden niet aan invoerrecht onderworpen; de genoemde regelen vinden eveneens toepassing voor de schadeloosstelling van de persoon wiens goederen onrechtmatig in beslag zijn genomen. De inbeslagneming, de verbeurdverklaring, de verkoop of de teruggaaf worden verricht door of op verzoek van de administratie der douane en accijnzen of de administratie van de BTW, registratie en domeinen. »

Art. 116. L'article 51, § 2, alinéa 2, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant:

« Les biens faisant l'objet d'une importation ou d'une tentative d'importation sans déclaration, ainsi que les moyens servant à les transporter, peuvent être saisis et, s'ils ne satisfont pas aux conditions prévues par les articles 9 et 10 du Traité instituant la Communauté économique européenne, confisqués et ensuite vendus ou restitués, dans les cas et selon les règles applicables en matière de droits d'entrée, même lorsqu'il s'agit de biens qui ne sont pas passibles de droits d'entrée en raison de leur nature, de leur provenance, ou pour tout autre motif; ces règles sont également suivies en ce qui concerne l'indemnisation du propriétaire dont les biens ont été saisis illégalement. La saisie, la confiscation, la vente ou la restitution sont effectuées par ou à la requête soit de l'administration des douanes et accises, soit de l'administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 117. In artikel 53 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 27 december 1977 en bij artikel 62 van de wet van 8 augustus 1980, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 3. De belasting is verschuldigd door de ontvanger van de dienst indien de plaats van de dienst op basis van artikel 21, § 3, 7°, geacht wordt zich in België te bevinden en indien de dienstverrichter een in het buitenland gevestigde belastingplichtige is. Deze belastingplichtige is hoofdelijk gehouden tot de betaling van de belasting. »

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor de betaling van deze belasting. »

Art. 117. Dans l'article 53 du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 27 décembre 1977 et par l'article 62 de la loi du 8 août 1980, il est inséré un § 3, rédigé comme suit:

« § 3. La taxe est due par le preneur de services si le lieu de la prestation de services est réputé se situer en Belgique sur la base de l'article 21, § 3, 7°, et si le prestataire de services est un assujetti établi à l'étranger. Cet assujetti est solidairement tenu au paiement de la taxe. »

Le Roi règle les modalités d'application du paiement de la taxe. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 118. Artikel 55, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid:

« Wanneer een belastingplichtige niet in België is gevestigd, moet hij, behalve in het geval bepaald in artikel 53, § 3, alvorens hier te lande enige handeling te verrichten, door of vanwege de minister van Financiën een hier te lande gevestigde aansprakelijke vertegenwoordiger laten erkennen die met zijn lastgever hoofdelijk gehouden is tot voldoening van de ter zake van die handelingen verschuldigde belasting, interesten en geldboeten en die in de plaats van zijn lastgever is gesteld ten aanzien van alle rechten die aan de laatstgenoemde zijn verleend of van alle verplichtingen die hem zijn opgelegd door of ter uitvoering van dit Wetboek. »

Art. 118. L'article 55, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant:

« Lorsqu'un assujetti n'est pas établi en Belgique, il est tenu, sauf dans le cas visé à l'article 53, § 3, de faire agréer par le ministre des Finances ou son délégué, avant toute opération dans le pays, un représentant responsable domicilié dans le pays, qui est solidairement tenu avec son commettant au paiement de la taxe, des intérêts et des amendes dont ces opérations entraînent la déduction et qui est substitué à ce commettant pour tous les droits accordés ou toutes les obligations imposées à ce dernier par le présent Code ou en exécution de celui-ci. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 119. In artikel 59, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de minister van Financiën » vervangen door de woorden « de Koning ».

Art. 119. Dans l'article 59, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « le ministre des Finances » sont remplacés par les mots « le Roi ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 120. In artikel 60, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « op straffe van een geldboete van duizend frank tot tienduizend frank, » geschrapt.

Art. 120. A l'article 60, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « sous peine d'une amende de mille francs à dix mille francs », sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 121. In artikel 61 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 63 van de wet van 8 augustus 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1, eerste lid van de Nederlandse tekst, worden de woorden «ter plaatse waar ze berusten» vervangen door de woorden «zonder verplaatsing»;

2° In § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd:

«Voor de toepassing van het eerste en tweede lid kan de Koning besluiten dat de boeken en stukken die Hij aanduidt, zonder verplaatsing, ter inzage worden voorgelegd op ieder verzoek van ambtenaren of beambten van andere fiscale administraties van het ministerie van Financiën»;

3° Paragraaf 4 en het derde lid van paragraaf 6 worden opgeheven.

Art. 121. A l'article 61 du même Code, modifié par l'article 63 de la loi du 8 août 1980, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du texte néerlandais, les mots «ter plaatse waar ze berusten» sont remplacés par les mots «zonder verplaatsing»;

2° Dans le § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3:

«Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, le Roi peut décider que les livres et documents qu'il désigne, soient communiqués, sans déplacement, à toute réquisition de fonctionnaires et agents d'autres administrations fiscales du ministère des Finances»;

3° Le paragraphe 4 et le paragraphe 6, alinéa 3, sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 122. Artikel 63, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid:

«Belastingplichtigen en andere personen die een beroepswerkzaamheid uitoefenen moeten, op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang verlenen tot hun beroepslokaliteiten aan ambtenaren en beambten, in het bezit van hun aanstellingsbewijs, die bevoegd zijn voor de controle op de juiste toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, dit met de bedoeling de boeken en stukken die zich aldaar bevinden te onderzoeken, de aard en de belangrijkheid van de aldaar uitgeoefende werkzaamheid en van het daarvoor aangestelde personeel vast te stellen, alsook het bestaan, de aard en de hoeveelheid van de aldaar aanwezige goederen, met inbegrip van de productie- en vervoermiddelen, te onderzoeken. Als beroepslokaliteiten moeten inzonderheid worden beschouwd de fabrieken, werkplaatsen, opslagplaatsen, bergplaatsen en garages alsmede de als fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikte terreinen.»

Art. 122. L'article 63, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant:

«Les assujettis et les autres personnes qui exercent une activité professionnelle sont tenus d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès de leurs locaux professionnels aux fins de permettre aux fonctionnaires et agents habilités à contrôler l'exacte application de la taxe sur la valeur ajoutée et munis de leur commission, d'examiner tous les livres et documents qui s'y trouvent, de constater la nature et l'importance de l'activité qui s'y exerce et le personnel qui y est affecté ainsi que de vérifier l'existence, la nature et la quantité des marchandises et de tous les biens qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport. Sont notamment des locaux professionnels, les fabriques, usines, ateliers, magasins, remises, garages et les terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 123. Artikel 64, § 4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid:

«Behoudens tegenbewijs wordt ieder pas opgericht gebouw geacht door een belastingplichtige geleverd te zijn ter uitvoering van één of meer dienstverrichtingen met betrekking tot een werk in onroerende staat.»

Art. 123. L'article 64, § 4, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant:

«Tout bâtiment nouvellement construit est présumé jusqu'à preuve du contraire, avoir été livré par un assujetti en exécution d'une ou plusieurs prestations de services ayant pour objet des travaux immobiliers.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 124. In artikel 70, § 4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 34 van de wet van 27 december 1977, worden de woorden «62 en 64, § 4» vervangen door de woorden «60 tot 63 en 64, § 4».

Art. 124. Dans l'article 70, § 4, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 34 de la loi du 27 décembre 1977, les mots «62 et 64, § 4» sont remplacés par les mots «60 à 63 et 64, § 4».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 125. Artikel 80 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 37 van de wet van 27 december 1977 en bij artikel 49 van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 80. De Koning bepaalt de formaliteiten en voorwaarden waaraan de teruggaaf onderworpen is, de wijze waarop ze geschiedt en de ambtenaar die ze verricht.»

Hij stelt de minima vast die bereikt moeten zijn opdat op het verzoek om teruggaaf kan worden ingegaan. Wanneer het gaat om teruggaven aan iedere andere persoon dan een belastingplichtige gehouden tot het indienen van periodieke aangiften, stelt Hij deze minima vast overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de achtste richtlijn, nr. 79/1072, van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 6 december 1979.

Hij kan bepalen dat geen teruggaaf plaatsvindt als de medecontractant van de leverancier of van de dienstverrichter, of als degene op wiens naam de wegens invoer verschuldigde belasting werd voldaan, een belastingplichtige is die periodieke aangiften indient en de belasting volledig in aftrek mag brengen.»

Art. 125. L'article 80 du même Code, modifié par l'article 37 de la loi du 27 décembre 1977 et par l'article 49 de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 80. Le Roi détermine les formalités et les conditions auxquelles les restitutions sont subordonnées, le fonctionnaire compétent pour les effectuer, ainsi que le mode selon lequel elles sont opérées.»

Il fixe les minima en dessous desquels il n'est pas donné suite aux demandes de restitution. Lorsqu'il s'agit de restitutions à toute autre personne qu'un assujetti tenu au dépôt de déclarations périodiques, Il fixe ces minima conformément aux règles contenues à l'article 7 de la huitième directive n° 79/1072, du Conseil des Communautés européennes, du 6 décembre 1979.

Il peut prévoir que la restitution n'aura pas lieu lorsque, soit le cocontractant du fournisseur ou du prestataire de services, soit la personne dans le chef de qui le paiement de la taxe due pour l'importation a été effectué, est un assujetti qui dépose des déclarations périodiques et qui peut déduire intégralement la taxe.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 126. In artikel 85bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 68 van de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden « Na de in artikel 85, § 1, genoemde kennisgeving » vervangen door de woorden « Na de in artikel 85 genoemde kennisgeving of betekening ».

Art. 126. Dans l'article 85bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 68 de la loi du 8 août 1980, les mots « Après la notification visée à l'article 85, § 1^{er} », sont remplacés par les mots « Après la notification ou la signification visées à l'article 85 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 127. In artikel 93ter, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 72 van de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden « artikel 73, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 73 ».

Art. 127. Dans l'article 93ter, § 2, du même Code, inséré par l'article 72 de la loi du 8 août 1980, les mots « articles 73, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « article 73 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 128. In hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XIX ingevoegd, luidend als volgt:

« Hoofdstuk XIX. — Aan alle belastingen gemene bepalingen »

Art. 93quaterdecies. § 1. De bestuursdiensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies der hoven en rechtbanken, de besturen van de Gemeenschappen, de Gewesten, de provinciën, de agglomeraties en de gemeenten, evenals de openbare organismen en instellingen, zijn gehouden wanneer ze daartoe aangezocht zijn door een ambtenaar van één der rijksbesturen belast met de aanslag in, of de invordering van de belastingen, hem alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hem, zonder verplaatsing, van alle in hun bezit zijnde akten, stukken, registers en om 't even welke bescheiden inzage te verlenen en hem alle inlichtingen, afschriften of uittreksels te laten nemen welke bedoelde ambtenaar ter verzekering van de aanslag in, of de heffing van de door de Staat geheven belastingen nodig acht.

Naar de geest van deze wet dienen onder openbare organismen verstaan te worden, de instellingen, maatschappijen, verenigingen, inrichtingen en diensten welke de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten medebeheren, waaraan de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten een waarborg verstrekken, op de bedrijvigheid waarvan de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten toezicht uitoefenen of waarvan het bestuurspersoneel aangewezen wordt door de regering of de Executieven, op haar voordracht of mits haar goedkeuring.

Van de akten, stukken, registers en bescheiden of inlichtingen in verband met gerechtelijke procedures, mag evenwel geen inzage worden verleend zonder uitdrukkelijke toelating van de procureur-generaal of de auditeur-generaal.

Het eerste lid is niet van toepassing op het Bestuur der postchecks, het Nationaal Instituut voor de statistiek, noch op de kredietinstellingen. Andere afwijkingen van deze bepaling kunnen worden ingevoerd bij door de minister van Financiën mede ondertekende koninklijke besluiten.

§ 2. Alle inlichtingen, stukken, processen-verbaal of akten ontdekt of bekomen in het uitoefenen van zijn functie, door een ambtenaar van een fiscaal rijksbestuur, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van een der hierboven aangeduide diensten, kunnen door de Staat ingeroepen worden voor het opsporen van elke krachtens de belastingwetten verschuldigde som.

Desondanks kan het aanbieden tot registratie van de processen-verbaal en van de verslagen over expertises betreffende gerechtelijke procedures, het bestuur dan alleen toelaten die

akten in te roepen mits het daartoe de in het derde lid van § 1 bepaalde toelating heeft bekomen.

§ 3. Elke ambtenaar van een belastingbestuur van de Staat, regelmatig belast met een controle of een onderzoek in verband met de toepassing van een bepaalde belasting bij een natuurlijk of een rechtspersoon, is van rechtswege gemachtigd alle inlichtingen op te zoeken of in te zamelen welke de juiste heffing van alle door deze personen verschuldigde andere belastingen kunnen verzekeren. »

Art. 128. Un chapitre XIX, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Chapitre XIX. — Disposition commune à tous les impôts »

Art. 93quaterdecies. § 1^{er}. Les services administratifs de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et tribunaux, les administrations des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations et des communes, ainsi que les organismes et établissements publics sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire de l'une des administrations de l'Etat chargées de l'établissement et du recouvrement des impôts, de lui fournir tous renseignements en leur possession, de lui communiquer, sans déplacement, tous actes, pièces, registres et documents quelconques qu'ils détiennent et de lui laisser prendre tous renseignements, copies ou extraits, que ledit fonctionnaire juge nécessaires pour assurer l'établissement ou la perception des impôts perçus par l'Etat.

Par organismes publics, il faut entendre, au vœu de la présente loi, les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels l'Etat, les Communautés ou les Régions participent, auxquels l'Etat, les Communautés ou les Régions fournissent une garantie, sur l'activité desquels l'Etat, les Communautés ou les Régions exercent une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement ou les Exécutifs, sur leur proposition ou moyennant leur approbation.

Toutefois, les actes, pièces, registres et documents ou renseignements relatifs à des procédures judiciaires, ne peuvent être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'Office des chèques postaux, à l'Institut national de statistique, ni aux établissements de crédit. D'autres dérogations à cette disposition peuvent être apportées par des arrêtés royaux contresignés par le ministre des Finances.

§ 2. Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions, par un agent d'une administration fiscale de l'Etat, soit directement, soit par l'entremise d'un des services désignés ci-dessus, peut être invoqué par l'Etat pour la recherche de toute somme due en vertu des lois d'impôts.

Néanmoins, la présentation à l'enregistrement des procès-verbaux et des rapports d'expertise relatifs à des procédures judiciaires ne permet à l'administration d'invoquer ces actes que moyennant l'autorisation prévue à l'alinéa 3 du § 1^{er}.

§ 3. Tout agent d'une administration fiscale de l'Etat, régulièrement chargé d'effectuer chez une personne physique ou morale un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application d'un impôt déterminé, est, de plein droit, habilité à prendre, rechercher ou recueillir tous renseignements propres à assurer l'exacte perception de tous autres impôts dus par cette personne. »

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk III. — Met het zegel gelijkgestelde taken

Afdeling 1. — Inschrijvingstaks

Art. 129. In artikel 7, § 1, 4^o, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken, gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 27 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit

van 17 oktober 1980 en bij artikel 3 van de wet van 31 juli 1984, worden tussen de woorden « bestemd is om te worden gebruikt » en « door degene » de woorden « voor de behoeften van deze onderneming » ingevoegd.

Chapitre III. — Taxes assimilées au timbre

Section 1. — Taxe à l'immatriculation

Art. 129. Dans l'article 7, § 1^{er}, 4^o, du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 41 de la loi du 27 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal du 17 octobre 1980 et par l'article 3 de la loi du 31 juillet 1984, les mots « pour les besoins de cette entreprise, » sont insérés entre les mots « destiné à être utilisé » et « par la personne ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 130. Artikel 9 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 27 december 1977 en bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 17 oktober 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 9. Onder de door of vanwege de minister van Financiën te stellen voorwaarden en binnen de door of namens hem te bepalen perken, zijn eveneens van de inschrijvingstaks vrijgesteld, de inschrijving van een motorvoertuig en een luchtvaartuig alsmede de eerste ingebruikneming van een kampeerwagen en een pleziervaartuig bestemd:

1^o Voor de diplomatieke zendingen van vreemde Staten en voor consulaire posten, in dienst in België, en voor de volgende aan die zendingen of posten verbonden personen: leden van het diplomatieke personeel, consulaire beroepsambtenaren, leden van het administratief en technisch personeel, consulaire bedienden;

2^o Voor internationale instellingen en daaraan verbonden ambtenaren in zover in zulke vrijstelling is voorzien door een overeenkomst waarbij België toegetreden is;

3^o Voor de krijgsmacht van de vreemde Staten toegetreden tot het Noord-Atlantisch Verdrag, in zover de desbetreffende krijgsmachten deelnemen aan de gemeenschappelijke defensie-inspanning;

4^o Voor de Noord-Atlantische Vergadering en voor de leden van het Internationaal Secretariaat van die Vergadering, in zover in de vrijstelling is voorzien door de wet van 14 augustus 1974 betreffende het statuut in België van de Noord-Atlantische Vergadering;

5^o Voor de instellingen die door een buitenlandse regering belast zijn met de aanleg, de inrichting en het onderhoud van begraafplaatsen en gedenktekens voor de in oorlogstijd overleden en hier te lande begraven leden van haar krijgsmacht. »

Art. 130. L'article 9 du même Code, modifié par l'article 41 de la loi du 27 décembre 1977 et par l'article 5 de l'arrêté royal du 17 octobre 1980, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 9. Sont également exemptées de la taxe à l'immatriculation, aux conditions déterminées et dans les limites fixées par le ministre des Finances ou son délégué, l'immatriculation d'un véhicule à moteur et d'un aéronef ainsi que la première utilisation d'une remorque de camping et d'une embarcation de plaisance destinés:

1^o Aux missions diplomatiques des Etats étrangers et aux postes consulaires, en fonction en Belgique, et aux personnes suivantes attachées à ces missions et postes: membres du personnel diplomatique, fonctionnaires consulaires de carrière, membres du personnel administratif et technique, employés consulaires;

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

2^o Aux organismes internationaux et aux fonctionnaires appartenant à ces organismes, dans la mesure où l'exemption est prévue par une convention à laquelle la Belgique est partie;

3^o Aux forces des Etats étrangers parties au Traité de l'Atlantique Nord, dans la mesure où lesdites forces sont affectées à l'effort commun de défense;

4^o A l'Assemblée de l'Atlantique Nord et aux membres du Secrétariat international de cette Assemblée, dans la mesure où l'exemption est prévue par la loi du 14 août 1974 relative au statut en Belgique de l'Assemblée de l'Atlantique Nord;

5^o Aux organismes chargés par les gouvernements étrangers de la construction, de l'aménagement et de l'entretien des cimetières, sépultures et monuments commémoratifs des membres de leurs forces armées décédés en temps de guerre et inhumés en territoire belge. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 2. — Taks op de jacht

Art. 131. Titel XIII van hetzelfde Wetboek en titel XIII van de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen worden opgeheven.

Section 2. — Taxe sur la chasse

Art. 131. Le titre XIII du même Code et le titre XIII du règlement sur les taxes assimilées au timbre sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 3. — Belasting voor aanplakking

Art. 132. In artikel 198, 6^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 12 september 1957 en bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Tussen de woorden « de door hen » en « erkende maatschappijen » worden de woorden « of door de gewestelijke maatschappijen opgericht in uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut » ingevoegd;

2^o De woorden « der samenwerkende maatschappij » « Het Woningfonds der kroostrijke gezinnen » en die van de samenwerkende maatschappij « Het Woningfonds van de bond der kroostrijke gezinnen »; worden vervangen door de woorden « der coöperatieve vennootschappen het Woningfonds van de bond der kroostrijke gezinnen van België, het Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, het Woningfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië en het Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest ».

Section 3. — Taxe d'affichage

Art. 132. A l'article 198, 6^o, du même Code, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957 et par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Les mots « ou par les sociétés régionales créées en exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public » sont insérés entre les mots « des sociétés agréées par elles » et « les affiches »;

2° Les mots « de la société coopérative « Le Fonds du logement des familles nombreuses » et celles de la société coopérative « Le Fonds du logement de la ligue des familles nombreuses; » sont remplacés par les mots « des sociétés coopératives le Fonds du logement de la ligue des familles nombreuses de Belgique, le Fonds flamand du logement des familles nombreuses, le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie et le Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise; ».

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk IV. — Registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 133. Artikel 1, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld als volgt:

« of op elke andere informatiedrager bepaald door de Koning. »

Chapitre IV. — Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 133. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété comme suit:

« ou sur tout autre support déterminé par le Roi. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 134. Artikel 8 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid:

« Indien er toepassing gemaakt wordt van de vrijstelling voorzien in artikel 8bis, wordt de vermelding van de registratie vervangen door de vermelding van de betaling die verricht moet worden volgens de modaliteiten voorzien in uitvoering van dit artikel. Deze vermelding geschiedt naar een door de minister van Financiën vastgestelde tekst. »

Art. 134. L'article 8 du même Code est complété par l'alinéa suivant:

« Lorsqu'il est fait application de la dispense prévue à l'article 8bis, la relation de l'enregistrement est remplacée par la mention du paiement à effectuer selon les modalités prévues en exécution de cet article. Cette mention se fait selon un libellé déterminé par le ministre des finances. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 135. Een artikel 8bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

« Art. 8bis. De Koning kan bepaalde categorieën van de in de artikelen 19, 1° en 6°, 26 en 29 bedoelde akten van de registratieformaliteit vrijstellen zonder dat deze vrijstelling de ontheffing van de op deze akten toepasselijke rechten meebrengt, alsook de betalingsmodaliteiten voor genoemde rechten, binnen de termijnen die Hij bepaalt, regelen, in voorkomend geval afwijkend van de bepalingen van hoofdstuk III en IX van deze titel. Indien er toepassing gemaakt wordt van deze bepaling kan de Koning het neerleggen van een afschrift van de akten voorschrijven en aanvullende regels vaststellen om de juiste heffing van de belasting te verzekeren. »

Art. 135. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

« Art. 8bis. Le Roi peut dispenser de la formalité de l'enregistrement certaines catégories des actes visés aux articles 19, 1° et 6°, 26 et 29, sans que cette dispense entraîne exemption des droits applicables à ces actes, et régler les modalités du paiement desdits droits dans les délais qu'il détermine, en dérogeant, le cas échéant, aux dispositions des chapitres III et IX du présent

titre. Lorsqu'il est fait application de cette disposition, le Roi peut prescrire le dépôt d'une copie des actes et fixer des règles complémentaires de nature à assurer l'exacte perception de l'impôt. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 136. Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door het volgende lid:

« Er zijn evenredige en vaste registratierechten. »

Art. 136. L'article 10, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant:

« Les droits d'enregistrement sont proportionnels ou fixes. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 137. In artikel 11 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

« De evenredige en de specifieke vaste rechten worden gegeven volgens het in dit Wetboek vastgestelde tarief; »

2° In het derde lid wordt het getal « 225 » vervangen door het getal « 750 ».

Art. 137. A l'article 11 du même Code, modifié par l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant:

« Les droits proportionnels ou fixes spécifiques sont perçus suivant le tarif établi par le présent Code; »

2° Dans l'alinéa 3, le nombre « 225 » est remplacé par le nombre « 750 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 138. In artikel 32, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 24 van de wet van 2 februari 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

« Voor akten van notarissen, vijftien dagen; »

2° In het tweede lid, worden de woorden « drie maand » vervangen door de woorden « vier maand ».

Art. 138. A l'article 32, 1°, du même Code, modifié par l'article 24 de la loi du 2 février 1983, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant:

« De quinze jours, pour les actes des notaires; »

2° Dans l'alinéa 2, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « quatre mois ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 139. In artikel 35 van hetzelfde Wetboek, wordt het derde lid, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 19 juni 1986, vervangen door de volgende leden:

« De verplichting tot betaling van de rechten waarvan de vorderbaarheid blijkt uit arresten en vonnissen van hoven en rechtbanken houdende veroordeling, vereffening of rangregeling rust:

1° Op de verweerders, elkeen in de mate waarin de veroordeling, vereffening of rangregeling te zijnen laste wordt uitgesproken of vastgesteld, en op de verweerders hoofdelijk in geval van hoofdelijke veroordeling;

2° Op de eisers naar de mate van de veroordeling, vereffening of rangregeling, die ieder van hen heeft verkregen, zonder evenwel de helft van de sommen of waarden die ieder van hen als betaling ontvangt te overschrijven.

Zo op een vonnis of arrest verschuldigde rechten en boeten slaan op een overeenkomst waarbij de eigendom of het vruchtgebruik van in België gelegen onroerende goederen overgedragen of aangewezen wordt, zijn die rechten en boeten ondeelbaar verschuldigd door de personen die partijen bij de overeenkomst zijn geweest.

De rechten en, in voorkomend geval, de geldboeten worden betaald binnen de termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag van de verzending van het betalingsbericht bij ter post aangetekende brief door de ontvanger der registratie.»

Art. 139. L'article 35, alinéa 3, du même Code, inséré par l'article 2 de la loi du 19 juin 1986, est remplacé par les alinéas suivants:

« L'obligation de payer les droits dont l'exigibilité résulte des arrêts et jugements des cours et tribunaux portant condamnation, liquidation ou collocation, incombe:

1° Aux défendeurs, chacun dans la mesure de la condamnation, liquidation ou collocation prononcée ou établie à sa charge, et aux défendeurs solidairement en cas de condamnation solidaire;

2° Aux demandeurs dans la mesure de la condamnation, liquidation ou collocation obtenue par chacun d'eux sans toutefois excéder la moitié des sommes ou valeurs que chacun d'eux reçoit en paiement.

Si des droits et amendes dus sur un jugement ou arrêt s'appliquent à une convention translatrice ou déclarative de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en Belgique, ces droits et amendes sont dus indivisiblement par les personnes qui ont été parties à la convention.

Les droits et, le cas échéant, les amendes sont payés dans le délai d'un mois à compter du jour de l'envoi par lettre recommandée à la poste de l'avis de paiement par le receveur de l'enregistrement.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 140. Artikel 38 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 19 juni 1986, wordt opgeheven.

Art. 140. L'article 38 du même Code, modifié par l'article 5 de la loi du 19 juin 1986, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 141. In artikel 41 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947 en bij artikel 6 van de wet van 19 juni 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden «200 frank» worden vervangen door de woorden «1 000 frank»;

2° Het 3° wordt vervangen door de volgende tekst:

« 3° De in artikel 35, derde en vierde lid aangewezen personen die de betaling bedoeld in het vijfde lid van genoemd artikel niet hebben gedaan binnen de voorgeschreven termijn.»

Art. 141. A l'article 41 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et par l'article 6 de la loi du 19 juin 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° Les mots «200 francs» sont remplacés par les mots «1 000 francs»;

2° Le 3° est remplacé par la disposition suivante:

« 3° Les personnes désignées à l'article 35, alinéas trois et quatre, qui n'ont pas fait, dans le délai prescrit, le paiement prévu par l'alinéa cinq dudit article.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 142. Een artikel 41bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde Wetboek:

« Art. 41bis. De personen die de rechten, verschuldigd op de akten die van de formaliteit der registratie zijn vrijgesteld niet betaald hebben op de voorgeschreven wijze en binnen de voorgeschreven termijn of die geen afschrift van deze akten neergelegd hebben in uitvoering van artikel 8bis, verbeuren ondeelbaar een boete van 1 000 tot 10 000 frank per overtreding.

Het bedrag van de boete wordt, binnen deze grenzen, vastgesteld door de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen.

De in het eerste lid bedoelde personen verbeuren ondeelbaar een boete gelijk aan de ontdoken rechten voor elke akte waarop zij ten onrechte de vrijstelling van de formaliteit bedoeld in artikel 8bis, toegepast hebben.»

Art. 142. Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

« Art. 41bis. Les personnes qui n'ont pas acquitté, de la manière et dans le délai prescrits, les droits dus pour les actes dispensés de la formalité de l'enregistrement ou qui n'ont pas déposé une copie desdits actes en exécution de l'article 8bis, encourrent indivisiblement une amende de 1 000 à 10 000 francs par infraction.

Le montant de l'amende est fixé, dans ces limites, par le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} encourrent indivisiblement une amende égale au droit éludé pour tout acte auquel elles ont appliqué à tort la dispense de la formalité prévue à l'article 8bis.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 143. In artikel 42 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 22 van de wet van 1 juli 1983, worden de woorden «200 frank» vervangen door de woorden «1 000 frank».

Art. 143. Dans l'article 42 du même Code, remplacé par l'article 22 de la loi du 1^{er} juillet 1983, les mots «200 francs» sont remplacés par les mots «1 000 francs».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 144. In artikel 43 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 7 van de wet van 19 juni 1986, worden de woorden «200 frank» vervangen door de woorden «1 000 frank».

Art. 144. Dans l'article 43 du même Code, remplacé par l'article 7 de la loi du 19 juin 1986, les mots «200 francs» sont remplacés par les mots «1 000 francs».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 145. In artikel 51, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 september 1957 en gewijzigd bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het 1° wordt aangevuld als volgt:

«, hetzij door de gewestelijke maatschappijen opgericht in uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut»;

2° Het 2° wordt aangevuld als volgt:

« , aan het Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, aan het Woningfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië en aan het Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest CV ».

Art. 145. A l'article 51, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 septembre 1957 et modifié par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le 1° est complété comme suit:

« , soit par les sociétés régionales créées en exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public »;

2° Le 2° est complété comme suit:

« , au Fonds flamand du logement des familles nombreuses, au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie et au Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise SC ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 146. In artikel 52 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 september 1957 en bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden tussen de woorden « de door hen » en de woorden « erkende maatschappijen » de woorden « of door de gewestelijke maatschappijen opgericht in uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut » ingevoegd;

2° Het derde lid wordt opgeheven.

Art. 146. A l'article 52 du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957 et par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou par les sociétés régionales créées en exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public » sont insérés entre les mots « les sociétés agréées par elles » et les mots « , les administrations »;

2° L'alinéa 3 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 147. Artikel 55, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 25 van de wet van 23 december 1958, gewijzigd bij artikel 37 van de wet van 19 juli 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 2° De akte, of een door de verkrijger gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte, moet uitdrukkelijk vermelden:

a) Dat de verkrijger en zijn echtgenoot geen andere onroerende goederen bezitten of dat zij, voor het geheel of in onverdeeldheid niet één of meer onroerende goederen bezitten waarvan het kadastraal inkomen, voor het geheel of voor het onverdeelde deel, samen met dat van het verkregen onroerend goed, meer dan het krachtens artikel 53 vastgestelde maximum bedraagt, afgezien van hetgeen zij uit de nalatenschap van hun bloedverwanten in de opgaande lijn hebben verkregen wanneer het desbetreffende kadastraal inkomen 25 pct. van evenbedoeld maximum niet overschrijdt;

b) In geval van toepassing van artikel 53, 1°, dat de landeigendom uitgebaat zal worden door de verkrijger, zijn echtgenoot of zijn afstammelingen;

c) In geval van toepassing van artikel 53, 2°, dat de verkrijger of zijn echtgenoot voor het geheel in volle of in blote eigendom geen onroerend goed bezitten dat geheel of gedeeltelijk tot bewoning is bestemd en door hen of door één van hen anders

dan uit de nalatenschap van hun bloedverwanten in de opgaande lijn werd verkregen. »

Art. 147. L'article 55, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par l'article 25 de la loi du 23 décembre 1958 et modifié par l'article 37 de la loi du 19 juillet 1979, est remplacé par la disposition suivante:

« 2° L'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par l'acquéreur doit énoncer expressément:

a) Que l'acquéreur et son conjoint ne possèdent pas d'autres immeubles, ou qu'ils ne possèdent pas en totalité ou en indivision un ou plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la part indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur au maximum fixé en vertu de l'article 53, abstraction faite de ce qu'ils ont recueilli dans la succession de leurs ascendants lorsque le revenu cadastral qui s'y rapporte n'excède pas 25 p.c. dudit maximum;

b) En cas d'application de l'article 53, 1°, que l'immeuble rural sera exploité par l'acquéreur, son conjoint ou ses descendants;

c) En cas d'application de l'article 53, 2°, que l'acquéreur ou son conjoint ne possèdent pas, pour la totalité en pleine propriété ou en nue propriété, un immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation, acquis par eux ou par l'un d'eux autrement que dans la succession de leurs ascendants. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 148. In artikel 59 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 19 juli 1979, wordt de letter « b » vervangen door de letter « a ».

Art. 148. Dans l'article 59 du même Code, modifié par l'article 38 de la loi du 19 juillet 1979, la lettre « b » est remplacée par la lettre « a ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 149. In artikel 60 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 39 van de wet van 19 juli 1979, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid:

« Het voordeel van de in artikel 53, 1°, bedoelde vermindering blijft alleen dan behouden zo de verkrijger, zijn echtgenoot of zijn afstammelingen zelf de landeigendom uitbaten. Die uitbating dient aangevangen binnen een termijn van vijf jaar ingaande op de datum van de akte van verkrijging en tenminste drie jaar zonder onderbreking voortgezet. »

Art. 149. L'article 60, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 39 de la loi du 19 juillet 1979, est remplacé par l'alinéa suivant:

« Le bénéfice de la réduction visée à l'article 53, 1°, n'est maintenu que si l'acquéreur, son conjoint ou ses descendants exploitent eux-mêmes l'immeuble rural. Cette exploitation doit être commencée dans un délai de cinq ans prenant cours à la date de l'acte d'acquisition et rester un fait acquis pendant une durée ininterrompue de trois ans au moins. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 150. In artikel 61¹ van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 40 van de wet van 19 juli 1979, worden de woorden « of bewoning » geschrapt.

Art. 150. A l'article 61¹ du même Code, remplacé par l'article 40 de la loi du 19 juillet 1979, les mots « ou d'occupation » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 151. Aangaande de goederen die verkegen werden vóór de inwerkingtreding van deze wet onder de gunstregeling van de artikelen 53, 2º, of 57 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt de bewoningsvoorwaarde afgeschaft voor zover de termijnen voor bewoning bepaald bij het oude artikel 60 van het Wetboek niet zijn verstreken op deze datum.

Art. 151. Pour ce qui concerne les biens acquis sous le bénéfice des articles 53, 2º, ou 57 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la condition d'occupation est supprimée pour autant que les délais d'occupation fixés à l'article 60 ancien du Code précité ne soient pas expirés à cette date.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 152. In artikel 68 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 3 februari 1959, worden de woorden «eerste drie maanden» vervangen door de woorden «eerste vier maanden».

Art. 152. Dans l'article 68 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 3 février 1959, les mots «trois premiers mois» sont remplacés par les mots «quatre premiers mois».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 153. Worden opgeheven in hetzelfde Wetboek:

1º Artikel 105, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 23 december 1958;

2º Artikel 106, gewijzigd bij Artikel 3, artikel 113, § 1, van de wet van 10 oktober 1967;

3º Artikel 108, vervangen door Artikel 3, artikel 113, § 2, van de wet van 10 oktober 1967.

Art. 153. Sont abrogés dans le même Code:

1º L'article 105, modifié par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1958;

2º L'article 106, modifié par l'Article 3, article 113, § 1er, de la loi du 10 octobre 1967;

3º L'article 108, remplacé par l'Article 3, article 113, § 2, de la loi du 10 octobre 1967.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 154. In artikel 119 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10 van de wet van 14 april 1965, wordt het getal «117» geschrapt.

Art. 154. A l'article 119 du même Code, remplacé par l'article 10 de la loi du 14 avril 1965, le nombre «117» est supprimé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 155. In artikel 122 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 13 van de wet van 14 april 1965, gewijzigd bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970 en bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 september 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1º Het 1º wordt aangevuld als volgt:

« , hetzij door de gewestelijke maatschappijen opgericht in uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut »;

2º Het 3º wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 3º Aan het Woningfonds van de bond der kroostrijke gezinnen in België, aan het Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, aan het Woningfonds van de kroostrijke gezinnen van

Wallonië en aan het Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest CV. »

Art. 155. A l'article 122 du même Code, remplacé par l'article 13 de la loi du 14 avril 1965, modifié par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970 et par l'article 6 de l'arrêté royal du 3 septembre 1973, sont apportées les modifications suivantes:

1º Le 1º est complété comme suit:

« , soit par les sociétés régionales créées en exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public »;

2º Le 3º est remplacé par la disposition suivante:

« 3º Au Fonds du logement de la ligue des familles nombreuses de Belgique, au Fonds flamand du logement des familles nombreuses, au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie et au Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise SC. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 156. Artikel 132¹ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 16 juni 1947, wordt opgeheven.

Art. 156. L'article 132¹ du même Code, inséré par l'article 2 de la loi du 16 juin 1947, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 157. Artikel 132¹ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5 van de wet van 14 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 145, 1º, van de wet van 8 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 132². Voor de toepassing van deze afdeling wordt er geen rekening gehouden met de verwantschapsband voortvloeiende uit de gewone adoptie.

Evenwel wordt, mits bewijs te verstrekken door de belanghebbende, met deze adoptieve afstamming rekening gehouden:

1º Wanneer het adoptief kind een kind is van de echtgenoot van de adoptant;

2º Wanneer, op het ogenblik van de adoptie, het adoptief kind onder de voogdij was van de openbare onderstand of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of wees van een voor België gestorven vader of moeder;

3º Wanneer het adoptief kind, vóór de leeftijd van éénentwintig jaar bereikt te hebben en gedurende zes onafgebroken jaren, uitsluitend van de adoptant of eventueel van hem en zijn echtgenoot tezamen, de hulp en de verzorging heeft gekregen welke kinderen normaal van hun ouders krijgen;

4º Wanneer de adoptie gedaan werd door een persoon van wie al de afstammelingen voor België gestorven zijn. »

Art. 157. L'article 132¹ du même Code, inséré par l'article 5 de la loi du 14 août 1947 et modifié par l'article 20 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 145, 1º, de la loi du 8 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 132². Pour l'application de la présente section, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption simple.

Toutefois, moyennant justification à fournir par les intéressés, il est tenu compte de cette filiation adoptive:

1º Lorsque l'enfant adoptif est un enfant du conjoint de l'adoptant;

2º Lorsque, au moment de l'adoption, l'enfant adoptif était sous la tutelle de l'assistance publique ou d'un centre public d'aide sociale, ou orphelin d'un père ou d'une mère morts pour la Belgique;

3º Lorsque l'enfant adoptif a, avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans et pendant six années ininterrompues, reçu

exclusivement de l'adoptant ou éventuellement de l'adoptant et de son conjoint ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents;

4° Lorsque l'adoption a été faite par une personne dont tous les descendants sont morts pour la Belgique.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 158. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek, vervangen door bij artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden « wettige » en « minderjarige » geschrapt;

2° In het tweede lid worden de woorden « minderjarig kind » vervangen door de woorden « kind dat de leeftijd van eenentwintig jaar niet had bereikt ».

Art. 158. A l'article 135 du même Code, remplacé par l'article 21 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, sont apportées les modifications suivantes:

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « légitimes » et « mineurs » sont supprimés;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « enfant mineur » sont remplacés par les mots « enfant n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 159. In artikel 136, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 22 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt het woord « minderjarige » geschrapt.

Art. 159. A l'article 136, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 22 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, le mot « mineurs » est supprimé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 160. In artikel 138¹ van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 160. Dans l'article 138¹ du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 161. In artikel 140, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 12 april 1957, bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 september 1957, bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 juli 1961 en bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970 worden tussen de woorden « Woningfonds van de bond der grote gezinnen van België » en de woorden « aan de naamloze of samenwerkende maatschappijen » de woorden « aan het Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, aan het Woningfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië, aan het Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest CV, » ingevoegd.

Art. 161. Dans l'article 140, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1957, par l'article 4 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957, par l'article 4 de l'arrêté royal du 27 juillet 1961 et par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, les mots « au Fonds flamand du logement des familles nombreuses, au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, au Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise SC, » sont insérés entre les mots « Le Fonds du

logement de la ligue des familles nombreuses de Belgique » et les mots « aux sociétés anonymes ou coopératives ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 162. Artikel 141 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 23 december 1958, en bij artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt opgeheven.

Art. 162. L'article 141 du même Code, modifié par l'article 12 de la loi du 23 décembre 1958 et par l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 163. In artikel 142, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 19 juni 1986, worden de woorden « afgezien van de gerechtelijke intresten » vervangen door de woorden « afgezien van de intresten waarvan het bedrag niet door de rechter is becijferd ».

Art. 163. Dans l'article 142, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 8 de la loi du 19 juin 1986, les mots « abstraction faite des intérêts judiciaires » sont remplacés par les mots « abstraction faite des intérêts dont le montant n'est pas chiffré par le juge ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 164. In artikel 143, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 19 juni 1986, worden de woorden « 50 000 frank » vervangen door de woorden « 500 000 frank ».

Art. 164. Dans l'article 143, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 9 de la loi du 19 juin 1986, les mots « 50 000 francs » sont remplacés par les mots « 500 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 165. In artikel 144 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 19 juni 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden « vijftigduizend frank » worden vervangen door de woorden « 500 000 frank »;

2° Er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

« Wanneer een vonnis of arrest een hoofdelijke veroordeling uitspreekt en de op dat vonnis of arrest verschuldigde rechten volledig of gedeeltelijk betaald werden door één van de veroordeelden, maakt de beslissing, waardoor diegene die betaald heeft, buiten zaak wordt gesteld, de rechten die deze betaald heeft opeisbaar in hoofde van de andere hoofdelijke veroordeelden; dit alles onverminderd de toepassing van de voorschriften opgenomen in het eerste lid. »

Art. 165. A l'article 144 du même Code, remplacé par l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 10 de la loi du 19 juin 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° Les mots « cinquante mille francs » sont remplacés par les mots « 500 000 francs »;

2° Il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit:

« Lorsque les droits dus sur un jugement ou arrêt prononçant une condamnation solidaire ont été payés totalement ou partiellement par un des condamnés, la décision mettant hors cause celui qui a effectué le paiement, rend exigible à charge des autres condamnés solidaires les droits qu'il a payés; le tout sans

préjudice de l'application des dispositions reprises à l'alinéa premier.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 166. In artikel 145 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 19 juni 1986, worden de woorden « vijftigduizend frank » vervangen door de woorden « 500 000 frank ».

Art. 166. Dans l'article 145 du même Code, remplacé par l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 11 de la loi du 19 juin 1986, les mots « cinquante mille francs » sont remplacés par les mots « 500 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 167. In artikel 146, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1960, worden de woorden « alsmede deze waarbij doorhaling van een in België genomen hypotheekinschrijving wordt gelast, » en « of de opheffing » geschrapt.

Art. 167. A l'article 146, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1960, les mots « ainsi que ceux qui ordonnent la radiation d'une inscription hypothécaire prise en Belgique, » et « ou la mainlevée » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 168. Artikel 157 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 14 augustus 1947, bij artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 157. Op de akten van protest en akten van non-acceptatie of van niet-betaling tot vervanging van de protesten wordt een recht van 200 frank geheven. »

Art. 168. L'article 157 du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 14 août 1947, par l'article 15 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 157. Sont assujettis à un droit de 200 francs, les actes de protêts et les actes de refus d'acceptation ou de paiement destinés à remplacer les protêts. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 169. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek wordt een 1^obis ingevoegd, luidend als volgt:

« 1^obis De vonnissen en arresten houdende veroordeling van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, van de openbare instellingen die zijn opgericht door de Staat, en van de inrichtingen van de Gemeenschappen en de Gewesten. »

Art. 169. Dans l'article 161 du même Code, il est inséré un 1^obis, rédigé comme suit:

« 1^obis Les jugements et arrêts portant condamnation de l'Etat, des Communautés et des Régions, des établissements publics de l'Etat et des organismes des Communautés et des Régions. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 170. In artikel 162 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het 13^o, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 28 juni 1948, bij Artikel 3, artikel 116, C, van de wet van 10 oktober 1967 en bij artikel 74, § 1, van de wet van 15 juli 1970,

worden de woorden « in artikel 219 van het Burgelijk Wetboek » vervangen door de woorden « in artikel 221 van het Burgelijk Wetboek »;

2^o Het 27^o, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 13 augustus 1947, bij artikel 49 van de wet van 3 juli 1956 en bij artikel 36 van de wet van 18 maart 1965, wordt opgeheven;

3^o In het 29^o, vervangen door artikel 30 van de wet van 23 december 1958 en gewijzigd bij artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980, worden de woorden « of van de koloniale schuld » geschrapt.

Art. 170. A l'article 162 du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Dans le 13^o, modifié par l'article 3 de la loi du 28 juin 1948, par l'Article 3, article 116, C, de la loi du 10 octobre 1967 et par l'article 74, § 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1970, les mots « à l'article 219 du Code civil » sont remplacés par les mots « à l'article 221 du Code civil »;

2^o Le 27^o, modifié par l'article 8 de la loi du 13 août 1947, par l'article 49 de la loi du 3 juillet 1956 et par l'article 36 de la loi du 18 mars 1965, est abrogé;

3^o Au 29^o, remplacé par l'article 30 de la loi du 23 décembre 1958 et modifié par l'article 7 de l'arrêté royal n° 3 du 24 décembre 1980, les mots « ou de la dette publique coloniale » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 171. In artikel 166, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « twintigtal » vervangen door het woord « honderdtal ».

Art. 171. Dans l'article 166, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « vingtaine » est remplacé par le mot « centaine ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 172. In artikel 170, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 172. Dans l'article 170, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 173. Artikel 171 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 171. Alle expedities, afschriften van of uittreksels uit een burgerlijke of gerechtelijke authentieke akte die aan de formaliteit onderworpen is of die in artikel 8bis bedoeld is, moeten, op straf van een boete van 1 000 frank, een afschrift van de vermelding van de registratie of van de vermelding voorzien in het tweede lid van artikel 8 bevatten. »

Art. 173. L'article 171 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 171. Toute expédition, copie ou extrait d'un acte authentique civil ou judiciaire assujéti à la formalité ou rentrant dans les prévisions de l'article 8bis doit, sous peine d'une amende de 1 000 francs, contenir la copie de la relation de l'enregistrement ou de la mention prévue au deuxième alinéa de l'article 8. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 174. In artikel 172, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, en bij artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 174. Dans l'article 172, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 175. Artikel 173, 1^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij Artikel 3, artikel 117, A, van de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1^o De expédities van akten, verleden voor Belgische notarissen, die aanleiding geven tot een hypotheaire formaliteit waarbij de bedoelde expédities door de notaris eerst aan de betrokken partijen mogen worden afgegeven nadat zij, overeenkomstig artikel 171 zijn aangevuld, met een afschrift van de vermelding van de registratie of met de in artikel 8, tweede lid, voorgeschreven vermelding. »

Art. 175. L'article 173, 1^o, du même Code, modifié par l'Article 3, article 117, A, de la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante:

« 1^o Les expéditions des actes reçus par les notaires belges donnant lieu à une formalité hypothécaire, lesdites expéditions ne pouvant être remises par le notaire aux parties intéressées qu'après avoir été complétées, conformément à l'article 171, par une copie de la relation de l'enregistrement ou de la mention prévue au deuxième alinéa de l'article 8. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 176. Artikel 177 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963, wordt aangevuld met het volgende lid:

« De Koning kan aanvullende vermeldingen voorschrijven. »

Art. 176. L'article 177 du même Code, modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963, est complété par l'alinéa suivant:

« Le Roi peut prescrire des mentions complémentaires. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 177. In artikel 178 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 50 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 177. Dans l'article 178 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 50 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 178. In artikel 180, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 50 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 178. Dans l'article 180, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 50 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 179. In artikel 182, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o De woorden « artikel 63 » worden vervangen door de woorden « artikel 63¹ »;

2^o De woorden « die het brevet van surnummerair hebben bekomen » worden geschrapt.

Art. 179. A l'article 182, alinéa 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Les mots « l'article 63 » sont remplacés par les mots « l'article 63¹ »;

2^o Les mots « ayant obtenu le brevet de surnuméraire » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 180. Artikel 184bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 14 van de wet van 19 juni 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 184bis. De notarissen, gerechtsdeurwaarders en griffiers, de vereffenaars en curatoren alsook de ambtenaren van de Deposito- en Consignatiekas mogen slechts de betaling, overschrijving of teruggave van sommen of waarden die voortkomen van een veroordeling, van een vereffening of van een rangregeling, verrichten na de aflevering, door de ontvanger van de registratie, van een getuigschrift houdende verklaring dat geen enkele som eisbaar blijft als registratierecht of als boete uit hoofde van die veroordeling, vereffening of rangregeling.

Indien de personen bepaald in het eerste lid de voorschriften van dit artikel niet zijn nagekomen, zijn zij persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de sommen die opeisbaar blijven. »

Art. 180. L'article 184bis du même Code, inséré par l'article 14 de la loi du 19 juin 1986, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 184bis. Les notaires, les huissiers de justice et les greffiers, les liquidateurs et les curateurs ainsi que les agents de la Caisse des dépôts et consignations, ne peuvent opérer aucun paiement, transfert ou restitution de sommes ou valeurs résultant d'une condamnation, liquidation ou collocation, avant la délivrance, par le receveur de l'enregistrement, d'un certificat constatant qu'aucune somme ne reste exigible à titre de droit d'enregistrement ou d'amende, du fait de cette condamnation, liquidation ou collocation.

Dans le cas où les personnes désignées à l'alinéa 1^{er} n'ont pas respecté les prescriptions du présent article, elles sont personnellement responsables du paiement des sommes qui restent exigibles. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 181. In artikel 200 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « het als boete met de helft verhoogd bijkomend recht » vervangen door de woorden « het bijkomend recht, verhoogd met de boete bepaald in artikel 201 ».

Art. 181. Dans l'article 200 du même Code, les mots « augmenté de moitié à titre d'amende » sont remplacés par les mots « augmenté de l'amende édictée par l'article 201 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 182. Artikel 201, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 182. L'article 201, alinéa 2, du même Code est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 183. In artikel 203, vierde lid, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 183. Dans l'article 203, alinéa 4, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 184. In artikel 209, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 23 december 1958, wordt een 4^o ingevoegd, luidend als volgt:

« 4^o De evenredige rechten geheven op een door een rechtspersoon gestelde rechtshandeling die door de hogere overheid nietig verklaard werd. »

Art. 184. Dans l'article 209, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 23 décembre 1958, il est inséré un 4^o, rédigé comme suit:

« 4^o Les droits proportionnels perçus du chef d'un acte juridique fait par une personne morale et infirmé par l'autorité supérieure. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 185. In artikel 212, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het enig artikel van de wet van 17 juli 1985 en bij artikel 46 van de wet van 4 augustus 1986, worden de woorden « voor verkoop gevestigde recht van 12,50 pct. » vervangen door de woorden « bij artikel 44 vastgestelde recht ».

Art. 185. Dans l'article 212, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article unique de la loi du 17 juillet 1985 et par l'article 46 de la loi du 4 août 1986, les mots « le droit de 12,50 p.c. fixé pour les ventes » sont remplacés par les mots « le droit fixé par l'article 44 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 186. In artikel 214, 1^o, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de aflevering, aan de ontvanger, van de in tweede alinea van artikel 36 voorziene uittreksels » afgeschaft.

Art. 186. A l'article 214, 1^o, alinéa 2, du même Code, les mots « la délivrance, au receveur, des extraits prévus au deuxième alinéa de l'article 36 » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 187. In de Franse tekst van de artikelen 221 en 222 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd respectievelijk bij artikel 14 en bij artikel 15 van de wet van 13 augustus 1947, wordt het woord « assignation » vervangen door het woord « citation ».

Art. 187. Dans le texte français des articles 221 et 222 du même Code, modifiés respectivement par l'article 14 et par l'article 15 de la loi du 13 août 1947, le mot « assignation » est remplacé par le mot « citation ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 188. In artikel 227 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 500 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 188. Dans l'article 227 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 500 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 189. In artikel 229 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Art. 189. Dans l'article 229 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 190. In artikel 231, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 13 augustus 1947, worden de woorden « door artikelen 77 en 78 vastgesteld » vervangen door de woorden « door artikel 77 vastgesteld ».

Art. 190. Dans l'article 231, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 17 de la loi du 13 août 1947, les mots « fixé par les articles 77 et 78 » sont remplacés par les mots « fixé par l'article 77 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 191. In artikel 232 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » en « 50 frank » respectievelijk vervangen door de woorden « 1 000 frank » en « 500 frank ».

Art. 191. Dans l'article 232 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » et « 50 francs » sont remplacés respectivement par les mots « 1 000 francs » et « 500 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 192. In artikel 233 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 200 frank » vervangen door de woorden « 1 000 frank ».

Art. 192. Dans l'article 233 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 1 000 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 193. Artikel 238 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 14, § 1, van de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 238. Voor de gewone naturalisatie bedraagt het recht 6 000 frank.

Dit recht wordt tot 2 000 frank verminderd, wanneer het verzoek om naturalisatie ingediend wordt vooraleer de belanghebbende volle tweeëntwintig jaar oud is. »

Art. 193. L'article 238 du même Code, remplacé par l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 238. Le droit est fixé à 6 000 francs pour la naturalisation ordinaire.

Ce droit est réduit à 2 000 francs lorsque la demande de naturalisation a été introduite avant que le demandeur ait vingt-deux ans accomplis. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 194. Artikel 239 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 14, § 2, van de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 239. Voor de grote naturalisatie bedraagt het recht 6 000 frank.

Dit recht wordt tot 2 000 frank verminderd, wanneer de belanghebbende reeds vroeger het recht voor de gewone naturalisatie heeft betaald. »

Art. 194. L'article 239 du même Code, remplacé par l'article 14, § 2, de la loi du 28 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 239. Le droit est fixé à 6 000 francs pour la grande naturalisation.

Ce droit est réduit à 2 000 francs si le demandeur a payé précédemment le droit établi sur la naturalisation ordinaire. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 195. Artikel 247 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5, § 3, van de wet van 17 maart 1964, wordt opgeheven.

Art. 195. L'article 247 du même Code, modifié par l'article 5, § 3, de la loi du 17 mars 1964, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 196. In artikel 262 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « op 0,20 pct. » vervangen door de woorden « op 0,30 pct. ».

Art. 196. Dans l'article 262 du même Code, les mots « à 0,20 p.c. » sont remplacés par les mots « à 0,30 p.c. ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 197. In artikel 264 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden « op het hoger twintig-tal frank afgerond » vervangen door de woorden « op het hoger hondertal frank afgerond »;

2° In het derde lid worden de woorden « niet minder dan 45 frank bedragen » vervangen door de woorden « niet minder dan 200 frank bedragen ».

Art. 197. A l'article 264 du même Code, modifié par l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « arrondie à la vingtaine de francs supérieure » sont remplacés par les mots « arrondie à la centaine de francs supérieure »;

2° Dans l'alinéa 3, les mots « inférieur à 45 francs » sont remplacés par les mots « inférieur à 200 francs ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 198. Artikel 268, 4°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 198. L'article 268, 4°, du même Code est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 199. In artikel 269¹ van hetzelfde Wetboek, vervangen door Artikel 3, artikel 121, van de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 15 juli 1970, bij artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975 en bij artikel 37, 4°, van de programmawet van 2 juli 1981, worden de getallen « 585 », « 1 170 », « 2 925 », « 6 435 » en « 390 » respectievelijk vervangen door de getallen « 1 000 », « 2 000 », « 5 000 », « 10 000 » en « 700 ».

Art. 199. Dans l'article 269¹ du même Code, remplacé par l'Article 3, article 121, de la loi du 10 octobre 1967 et modifié par l'article 69 de la loi du 15 juillet 1970, par l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975 et par l'article 37, 4°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, les nombres « 585 », « 1 170 »,

« 2 925 », « 6 435 » et « 390 » sont remplacés respectivement par les nombres « 1 000 », « 2 000 », « 5 000 », « 10 000 » et « 700 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 200. In artikel 269² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij Artikel 3, artikel 121, van de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij artikel 70 van de wet van 15 juli 1970, bij artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975 en bij artikel 37, 5°, van de programmawet van 2 juli 1981, worden de getallen « 390 » en « 780 » respectievelijk vervangen door de getallen « 700 » en « 1 400 ».

Art. 200. Dans l'article 269² du même Code, inséré par l'Article 3, article 121, de la loi du 10 octobre 1967 et modifié par l'article 70 de la loi du 15 juillet 1970, par l'article 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975 et par l'article 37, 5°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, les nombres « 390 » et « 780 » sont remplacés respectivement par les nombres « 700 » et « 1 400 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 201. In artikel 270¹ van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 27 van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 37, 6°, van de programmawet van 2 juli 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « van 1000 frank »;

2° Het derde en het vierde lid worden opgeheven.

Art. 201. A l'article 270¹ du même Code, remplacé par l'article 27 de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 37, 6°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

« Il est perçu un droit de rédaction de 1 000 francs sur les actes des greffiers des cours et tribunaux ou passés devant eux, sans l'intervention des juges »;

2° Les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 202. In artikel 270² van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en gewijzigd bij artikel 37, 7°, van de programmawet van 2 juli 1981, wordt het getal « 455 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 202. Dans l'article 270² du même Code, remplacé par l'article 25 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et modifié par l'article 37, 7°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, le nombre « 455 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 203. In artikel 270³, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 27 van de wet van 12 juli 1960 en gewijzigd bij artikel 37, 8°, van de programmawet van 2 juli 1981, wordt het getal « 845 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 203. Dans l'article 270³, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 27 de la loi du 12 juillet 1960 et modifié par l'article 37, 8°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, le nombre « 845 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 204. In artikel 272 van hetzelfde Wetboek, vervangen door Artikel 3, artikel 122, van de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973 en bij artikel 37, 10°, van de programmawet van 2 juli 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het 1° van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 1° Voor de niet-ondertekende afschriften. Indien echter bij één en hetzelfde verzoek en voor één en dezelfde zaak meer dan 1 000 afschriften worden aangevraagd, wordt het tarief vanaf het 1.001ste afschrift bepaald op 10 frank per bladzijde, zonder dat het globaal bedrag aan verschuldigde expeditierechten alsdan meer dan 100 000 frank kan bedragen »;

2° Het 4° van hetzelfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 4° Voor de uitgiften, afschriften of uittreksels van akten en stukken betreffende het handelsregister, het register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, het register van de buitenlandse vennootschappen die niet vallen onder het voorschrift van artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, het ambachtsregister, het register van de economische samenwerkingsverbanden en het register van de Europese economische samenwerkingsverbanden »;

3° In het tweede lid worden de woorden « fiscale zaken, » geschrapt.

Art. 204. A l'article 272 du même Code, remplacé par l'Article 3, article 122, de la loi du 10 octobre 1967 et modifié par la loi du 6 mars 1973 et par l'article 37, 10°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante:

« 1° Pour les copies non signées. Toutefois, si une même demande porte sur plus de 1 000 copies dans une même affaire, le tarif est fixé à 10 francs par page à partir de la 1 001^e copie, sans que le montant global des droits d'expédition dus en l'occurrence ne puisse être supérieur à 100 000 francs »;

2° L'alinéa 1^{er}, 4° est remplacé par la disposition suivante:

« 4° Pour les expéditions, copies ou extraits tirés des actes et documents concernant le registre du commerce, le registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, le registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le registre de l'artisanat, le registre des groupements d'intérêt économique et le registre des groupements européens d'intérêt économique »;

3° A l'alinéa 2, le mot « fiscale, » est supprimé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 205. Worden opgeheven in hetzelfde Wetboek:

1° Artikel 275, gewijzigd en bij artikel 37, 11°, van de programmawet van 2 juli 1981;

2° Artikel 276, gewijzigd bij artikel 37, 12°, van de programmawet van 2 juli 1981.

Art. 205. Sont abrogés dans le même Code:

1° L'article 275, modifié par l'article 37, 11°, de la loi-programme du 2 juillet 1981;

2° L'article 276, modifié par l'article 37, 12°, de la loi-programme du 2 juillet 1981.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 206. Het opschrift van titel III, hoofdstuk I, afdeling IV, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende opschrift:

« Afdeling IV. — Recht van inschrijving in het handelsregister, in het ambachtsregister en in de registers van de economische samenwerkingsverbanden »

Art. 206. L'intitulé du titre III, chapitre I^{er}, section IV, du même Code est remplacé par l'intitulé suivant:

« Section IV. — Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 207. Artikel 277 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 41 van de wet van 6 maart 1973 en gewijzigd bij artikel 37, 13°, van de programmawet van 2 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 277. De inschrijvingen in het handelsregister, in het register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, in het register van de buitenlandse vennootschappen die niet vallen onder het voorschrift van artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, in het register van de economische samenwerkingsverbanden en in het register van de Europese economische samenwerkingsverbanden zijn onderworpen aan:

1° Een recht van 1 500 frank voor iedere inschrijving van een natuurlijke persoon en een recht van 3 000 frank voor iedere inschrijving van een rechtspersoon;

2° Een recht van 1 000 frank voor iedere inschrijving tot wijziging van een natuurlijke persoon en een recht van 1 500 frank voor iedere inschrijving tot wijziging van een rechtspersoon.

De ambtshalve aangebrachte wijzigingen zijn van het recht vrijgesteld. »

Art. 207. L'article 277 du même Code, remplacé par l'article 41 de la loi du 6 mars 1973 et modifié par l'article 37, 13°, de la loi-programme du 2 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 277. Il est perçu pour les inscriptions au registre du commerce, au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, au registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au registre des groupements d'intérêt économique et au registre des groupements européens d'intérêt économique:

1° Un droit de 1 500 francs pour chaque immatriculation d'une personne physique et un droit de 3 000 francs pour chaque immatriculation d'une personne morale;

2° Un droit de 1 000 francs pour chaque inscription modificative d'une personne physique et un droit de 1 500 francs pour chaque inscription modificative d'une personne morale.

Les inscriptions modificatives faites d'office sont exemptées du droit. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 208. Artikel 278, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 37, § 3, van de wet van 18 maart 1965 en gewijzigd bij artikel 37, 14°, van de programmawet van 2 juli 1981, wordt vervangen door het volgende lid:

« Voor elke inschrijving of wijziging in het ambachtsregister wordt een recht van 500 frank geheven. »

Art. 208. L'article 278, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 37, § 3, de la loi du 18 mars 1965 et modifié par l'article 37, 14^o, de la loi-programme du 2 juillet 1981, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est perçu pour chaque immatriculation ou inscription modificative au registre de l'artisanat un droit de 500 francs. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 209. In artikel 280 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het 3^o, vervangen bij Artikel 3, artikel 124, van de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o De afschriften van verklaringen met het oog op de inschrijving of tot wijziging van een inschrijving in het handelsregister, in het register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, in het register van de buitenlandse vennootschappen die niet vallen onder het voorschrift van artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, in het ambachtsregister, in het register van economische samenwerkingsverbanden of in het register van Europese samenwerkingsverbanden ambtshalve afgegeven of toegezonden aan de personen die de inschrijving of de wijziging aanvragen; de oorzaak van de vrijstelling moet op het afschrift vermeld worden »;

2^o Er wordt een 5^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 5^o De afschriften of uittreksels van vonnissen en arresten die afgeleverd worden aan juridische tijdschriften, aangewezen door de minister van Financiën. »

Art. 209. A l'article 280 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le 3^o, remplacé par l'Article 3, article 124, de la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o Les copies de déclarations en vue de l'immatriculation ou d'une inscription modificative au registre du commerce, au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, au registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au registre de l'artisanat, au registre des groupements d'intérêt économique ou au registre des groupements européens d'intérêt économique, remises ou envoyées d'office aux personnes demandant l'immatriculation ou la modification; mention doit être faite sur la copie de la cause de l'exemption »;

2^o Il est inséré un 5^o, rédigé comme suit :

« 5^o Les copies ou extraits de jugements et arrêts délivrés aux publications juridiques désignées par le ministre des Finances. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 210. Artikel 281 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 20 van de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 31 van de wet van 12 juli 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 281. Van het inschrijvingsrecht in het handelsregister worden vrijgesteld de inschrijvingen en wijzigingen van inschrijvingen van economische samenwerkingsverbanden en van de Europese economische samenwerkingsverbanden. »

Art. 210. L'article 281 du même Code, remplacé par l'article 20 de la loi du 13 août 1947 et modifié par l'article 31 de la loi du 12 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 281. Sont exemptées du droit d'inscription au registre du commerce les immatriculations et les inscriptions modificatives des groupements d'intérêt économique et des groupements européens d'intérêt économique. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 211. Artikel 282 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980, wordt opgeheven.

Art. 211. L'article 282 du même Code, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal n^o 3 du 24 décembre 1980, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 212. In artikel 304bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij Artikel 3, artikel 18, van de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij artikel 28, § 2, van de wet van 23 december 1974 en bij artikel 37, 15^o, van de programmawet van 2 juli 1981, worden de getallen « 1 525 » en « 3 415 » respectievelijk vervangen door de getallen « 2 400 » en « 5 500 ».

Art. 212. Dans l'article 304bis du même Code, inséré par l'Article 3, article 18, de la loi du 10 octobre 1967 et modifié par l'article 28, § 2, de la loi du 23 décembre 1974 et par l'article 37, 15^o, de la loi-programme du 2 juillet 1981, les nombres « 1 525 » et « 3 415 » sont remplacés respectivement par les nombres « 2 400 » et « 5 500 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 213. De artikelen 305 tot 317 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 213. Les articles 305 à 317 du même Code sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk V. — Successierechten

Art. 214. In artikel 8, zesde lid, 3^o, van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 195 van de programmawet van 30 december 1988, worden de woorden « minderjarige kinderen » vervangen door de woorden « kinderen die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hebben bereikt ».

Chapitre V. — Droits de succession

Art. 214. Dans l'article 8, alinéa 6, 3^o, du Code des droits de succession, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967 et par l'article 195 de la loi-programme du 30 décembre 1988, les mots « enfants mineurs » sont remplacés par les mots « enfants n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 215. In artikel 42, III, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt het woord « minderjarige » geschrapt.

Art. 215. A l'article 42, III, du même Code, modifié par l'article 6 de l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967, le mot « mineurs » est supprimé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 216. Artikel 52² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 14 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 146 van de wet van 8 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 52². Voor de toepassing van dit Wetboek wordt er geen rekening gehouden met de verwantschapsband voortspuitend uit de gewone adoptie.

Evenwel wordt, mits bewijs te verstrekken door de belanghebbenden, met deze adoptieve afstamming rekening gehouden:

1° Wanneer het adoptief kind een kind is van de echtgenoot van de adoptant;

2° Wanneer, op het ogenblik van de adoptie, het adoptief kind onder de voogdij was van de openbare onderstand of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of wees van een voor België gestorven vader of moeder;

3° Wanneer het adoptief kind vóór de leeftijd van eenentwintig jaar bereikt te hebben en gedurende zes onafgebroken jaren, uitsluitend van de adoptant of eventueel van hem en zijn echtgenoot tesamen, de hulp en de verzorging heeft gekregen welke kinderen normaal van hun ouders krijgen;

4° Wanneer de adoptie gedaan werd door een persoon van wie al de afstammelingen voor België gestorven zijn.»

Art. 216. L'article 52² du même Code, inséré par l'article 6 de la loi du 14 août 1947 et modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 146 de la loi du 8 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 52². Pour l'application du présent Code, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption simple.

Toutefois, moyennant justifications à fournir par les intéressés, il est tenu compte de cette filiation adoptive:

1° Lorsque l'enfant adoptif est un enfant du conjoint de l'adoptant;

2° Lorsque, au moment de l'adoption, l'enfant adoptif était sous la tutelle de l'assistance publique ou d'un centre public d'aide sociale, ou orphelin d'un père ou d'une mère morts pour la Belgique;

3° Lorsque l'enfant adoptif a, avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans et pendant six années ininterrompues, reçu exclusivement de l'adoptant ou éventuellement de l'adoptant et de son conjoint ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents;

4° Lorsque l'adoption a été faite par une personne dont tous les descendants sont morts pour la Belgique.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 217. Artikel 54, 1°, tweede zin van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 30 van de wet van 22 december 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Dit abattement wordt ten gunste van de kinderen van de overledene die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hebben bereikt, vermeerderd met 100 000 frank voor elk vol jaar dat nog moet verlopen tot zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereiken en, ten gunste van de overlevende echtgenoot, met de helft der bijabattementen welke de gemene kinderen samen genieten.»

Art. 217. L'article 54, 1°, deuxième phrase, du même Code, modifié par l'article 10 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 30 de la loi du 22 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante:

«Cet abattement est augmenté, en faveur des enfants du défunt, qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 100 000 francs pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans et, en faveur du conjoint survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 218. In artikel 56 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden «wettige» en «minderjarige» geschrapt;

2° In het tweede lid worden de woorden «minderjarig kind» vervangen door de woorden «kind dat de leeftijd van eenentwintig jaar niet had bereikt».

Art. 218. A l'article 56 du même Code, modifié par l'article 11 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, sont apportées les modifications suivantes:

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots «légitimes» et «mineurs» sont supprimés;

2° Dans l'alinéa 2, les mots «enfant mineur» sont remplacés par les mots «enfant n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 219. In artikel 59, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 september 1957, bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juli 1961 en bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970 worden tussen de woorden «Woningfonds van de bond der kroostrijke gezinnen in België» en de woorden «aan de naamloze of samenwerkende maatschappijen» de woorden «aan het Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, aan het Woningfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië, aan het Woningfonds van de gezinnen van het Brussels Gewest CV,» ingevoegd.

Art. 219. Dans l'article 59, 1°, du même Code, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957, par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juillet 1961 et par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, les mots «au Fonds flamand du logement des familles nombreuses, au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, au Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise SC,» sont insérés entre les mots «Le Fonds du logement de la ligue des familles nombreuses de Belgique,» et les mots «aux sociétés anonymes ou coopératives».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 220. In artikel 62 van hetzelfde Wetboek wordt het woord «twintigtal» vervangen door het woord «honderdtal».

Art. 220. Dans l'article 62 du même Code, le mot «vingtaine» est remplacé par le mot «centaine».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 221. In artikel 63 van hetzelfde Wetboek wordt het woord «tiental» vervangen door het woord «honderdtal».

Art. 221. Dans l'article 63 du même Code, le mot «dizaine» est remplacé par le mot «centaine».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 222. In artikel 127 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «; evenwel, wordt deze boete met de helft verminderd in geval van schatting gedaan volgens de in artikel 113 aangeduide wijze» geschrapt.

Art. 222. A l'article 127 du même Code, les mots «; toutefois, cette amende est réduite de moitié en cas d'expertise faite selon le mode indiqué à l'article 113» sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 223. Artikel 131 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 131. De partijen worden vrijgesteld van de boeten voorzien in de artikelen 126 tot 128 indien zij bewijzen dat zij niet in fout zijn.»

Art. 223. L'article 131 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 131. Les parties sont libérées des amendes prévues aux articles 126 à 128 si elles prouvent qu'il n'y a pas eu de leur faute.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 224. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 148bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 148bis. Zijn niet aan de taxe onderworpen de inrichtingen en verenigingen zonder winstoogmerken waarvan de massa der goederen, bedoeld in artikel 150, een waarde heeft die één miljoen frank niet overschrijdt. »

Art. 224. Dans le même Code, il est inséré un article 148bis, rédigé comme suit:

« Art. 148bis. Ne sont pas soumises à la taxe les institutions et associations sans but lucratif dont la masse des biens déterminée à l'article 150 a une valeur ne dépassant pas un million de francs. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 225. In artikel 152, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord «honderdtal» vervangen door het woord «duizendtal».

Art. 225. Dans l'article 152, alinéa 2, du même Code, les mots «à la centaine» sont remplacés par les mots «au millier».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 226. Artikel 155 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, wordt opgeheven.

Art. 226. L'article 155 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 227. In artikel 156 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het eerste lid worden de woorden «honderd frank» vervangen door de woorden «5 000 frank»;

2^o In het derde lid worden de woorden «tweintig frank» vervangen door de woorden «1 000 frank».

Art. 227. A l'article 156 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les mots «cent francs» sont remplacés par les mots «5 000 francs»;

2^o Dans l'alinéa 3, les mots «vingt francs» sont remplacés par les mots «1 000 francs».

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk VI. — Zegelrecht

Art. 228. In artikel 2, derde lid, van het Wetboek der zegelrechten, ingevoegd bij artikel 9 van de wet van 9 mei 1959, worden de woorden «en, in bedoeld geval, afwijken van de bepalingen der hoofdstukken III, V, en XI van onderhavig Wetboek», vervangen door de woorden «en het mag, in bedoeld geval, afwijken van de bepalingen der hoofdstukken III, V, en XI van onderhavig Wetboek en elke regeling treffen die een juiste heffing van het zegelrecht kan verzekeren».

Chapitre VI. — Droits de timbre

Art. 228. Dans l'article 2, alinéa 3, du Code des droits de timbre, inséré par l'article 9 de la loi du 9 mai 1959, les mots «et déroger dans ce cas aux dispositions des chapitres III, V et XI du présent Code» sont remplacés par les mots «et, dans ce

cas, déroger aux dispositions des chapitres III, V et XI du présent Code et fixer toute règle de nature à assurer l'exacte perception du droit de timbre».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 229. Artikel 4 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 27 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 4. § 1. Worden onderworpen aan een recht berekend tegen 150 frank per ondeelbare groep van vier bladzijden geschrift, met uitsluiting van elk ander recht voorzien door onderhavig hoofdstuk:

1^o De akten van notarissen en de door gerechtsdeurwaarders opgemaakte processen-verbaal van openbare verkoping van lichamelijk roerende voorwerpen;

2^o De door notarissen afgeleverde uitgiften, afschriften of uittreksels en de uitgiften, afschriften van of uittreksels uit de door gerechtsdeurwaarders opgemaakte processen-verbaal van openbare verkoping van lichamelijk roerende voorwerpen.

§ 2. De oppervlakte van elk der bladzijden onderworpen aan het recht vastgesteld bij § 1, mag de bij koninklijk besluit bepaalde grens niet overschrijden. Als deze oppervlakte overschreden wordt, dan wordt het recht verdubbeld. »

Art. 229. L'article 4 du même Code, modifié par l'article 27 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. § 1^{er}. Sont assujettis, à l'exclusion de tout autre droit résultant du présent chapitre, à un droit calculé à raison de 150 francs par groupe indivisible de quatre pages d'écriture:

1^o Les actes des notaires et les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice;

2^o Les expéditions, copies ou extraits délivrés par les notaires et les expéditions, copies ou extraits des procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1^{er}, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette superficie est dépassée, le droit est porté au double. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 230. Artikel 5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 2^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 5. § 1. Worden onderworpen aan een recht berekend tegen 150 frank per ondeelbare groep van vier bladzijden geschrift:

1^o De repertoriums die notarissen en gerechtsdeurwaarders verplicht zijn te houden;

2^o Het door de notarissen op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg neer te leggen dubbel van het repertorium.

§ 2. De oppervlakte van elk der bladzijden onderworpen aan het recht vastgelegd bij § 1 mag de bij koninklijk besluit bepaalde grens niet overschrijden. Als deze oppervlakte overschreden wordt dan wordt het recht verdubbeld. »

Art. 230. L'article 5 du même Code, modifié par l'article 28 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 5. § 1^{er}. Sont assujettis à un droit calculé à raison de 150 francs par groupe indivisible de quatre pages d'écriture:

1^o Les répertoires dont la tenue est imposée aux notaires et aux huissiers de justice;

2^o Le double du répertoire déposé par les notaires au greffe du tribunal de première instance.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1^{er}, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette superficie est dépassée, le droit est porté au double. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 231. Artikel 30 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 31 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 30. Onverminderd de bepalingen spruitende uit bijzondere wetten, is de Koning ertoe gemachtigd om voor de in artikel 4, § 1, 1^o, beoogde akten en de in artikel 5, § 1, 1^o, beoogde repertoriums, de vereisten te bepalen waaraan het gebruikte papier moet voldoen, om het gebruik voor te schrijven van door het bestuur verkocht papier en om de wijze van verkoop van dit papier te regelen.

De minister van Financiën kan de prijs vaststellen van het door het bestuur verkocht papier.

De minister van Financiën of zijn afgevaardigde kan, in bijzondere gevallen, afwijkingen toestaan van de regels bepaald bij het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van het eerste lid. »

Art. 231. L'article 30 du même Code, modifié par l'article 31 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 30. Sans préjudice des dispositions résultant de lois particulières, le Roi est autorisé, pour les actes visés à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, et les répertoires visés à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, à fixer les conditions auxquelles doit satisfaire le papier utilisé, à prescrire l'emploi de papier vendu par l'administration et à régler les modalités de la vente de ce papier.

Le ministre des Finances peut fixer le prix du papier débité par l'administration.

Le ministre des Finances ou son délégué peut, dans des cas particuliers, accorder des dérogations aux règles fixées par l'arrêté royal pris en exécution de l'alinéa 1^{er}. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 232. Artikel 31 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 32 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 31. Voor de uitgiften, afschriften of uittreksels beoogd bij artikel 4, § 1, 2^o, en voor het dubbel van het repertorium beoogd bij artikel 5, § 1, 2^o, kunnen de notarissen en de gerechtsdeurwaarders papier gebruiken dat niet beantwoordt aan de voorschriften vastgesteld bij toepassing van artikel 30. De minister van Financiën kan de vereisten bepalen waaraan het gebruikte papier moet voldoen. »

Art. 232. L'article 31 du même Code, modifié par l'article 32 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 31. Pour les expéditions, copies ou extraits visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, et le double du répertoire visé à l'article 5, § 1^{er}, 2^o, les notaires et les huissiers de justice peuvent utiliser du papier ne répondant pas aux prescriptions fixées en application de l'article 30. Le ministre des Finances peut fixer les conditions auxquelles doit satisfaire le papier utilisé. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 233. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 33 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 32. Voor de toepassing van de artikelen 4, § 1, en 5, § 1, telt elke begonnen groep van vier bladzijden voor een gehele groep.

De open gebleven plaatsruimte van een groep van vier bladzijden die gediend heeft tot het opmaken van een akte beoogd in artikel 4, § 1, mag echter gebruikt worden om er een andere door dezelfde bepaling getarifeerde akte op te schrijven. »

Art. 233. L'article 32 du même Code, modifié par l'article 33 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 32. Pour l'application des articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, tout groupe de quatre pages commencé est compté pour un groupe entier.

Toutefois, l'espace demeuré libre d'un groupe de quatre pages ayant servi à la rédaction d'un acte visé à l'article 4, § 1^{er}, peut être employé pour écrire un autre acte tarifé par la même disposition. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 234. Artikel 33 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 9 mei 1959, wordt opgeheven.

Art. 234. L'article 33 du même Code, modifié par l'article 9 de la loi du 9 mai 1959, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 235. Artikel 38 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 9^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt opgeheven.

Art. 235. L'article 38 du même Code, modifié par l'article 26 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 236. Artikel 42, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963, wordt opgeheven.

Art. 236. L'article 42, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 237. In artikel 59¹ van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het 28^o, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 28 juni 1948, bij Artikel 3, artikel 126, B, van de wet van 10 oktober 1967 en bij artikel 74, § 2, van de wet van 15 juli 1970, worden de woorden « artikel 219 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek »;

2^o In het 41^o worden de woorden « of in het Grootboek van de koloniale schuld » en de woorden « en van de koloniale staatsschuld » geschrapt;

3^o In het 45^o, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 5 mei 1970 en bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980, worden de woorden « of van de koloniale schuld » geschrapt.

Art. 237. A l'article 59¹ du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Dans le 28^o, modifié par l'article 4 de la loi du 28 juin 1948, par l'Article 3, article 126, B, de la loi du 10 octobre 1967 et par l'article 74, § 2, de la loi du 15 juillet 1970, les mots « l'article 219 du Code civil » sont remplacés par les mots « l'article 221 du Code civil »;

2° Au 41°, les mots « ou au grand-livre de la dette publique coloniale » et les mots « et de la dette publique coloniale » sont supprimés;

3° Au 45°, modifié par l'article 6 de la loi du 5 mai 1970 et par l'article 10 de l'arrêté royal n° 3 du 24 décembre 1980, les mots « ou de la dette publique coloniale » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 238. In artikel 68, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het 2°, gewijzigd bij artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963, worden de woorden « gehele vellen » vervangen door de woorden « gehele groepen van vier bladzijden »;

2° Het 6°, gewijzigd bij artikel 9, 2°, van de wet van 14 juli 1951, wordt opgeheven.

Art. 238. A l'article 68, alinéa 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le 2°, modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963, les mots « les feuilles entières » sont remplacés par les mots « les groupes entiers de quatre pages »;

2° Le 6°, modifié par l'article 9, 2°, de la loi du 14 juillet 1951, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk VII. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de met het zegel gelijkgestelde taksen, de registratie-, hypotheek- en griffierechten, de successierechten en de zegelrechten

Art. 239. De Koning zal de noodzakelijke wijzigingen aanbrengen aan de bestaande bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, van het Wetboek der successierechten, van het Wetboek der zegelrechten en van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen teneinde rekening te houden met de onafhankelijkheid van de Kolonie en teneinde in de bepalingen die de Staat en de openbare staatsinstellingen betreffen, in voorkomend geval uitdrukkelijk, de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van de Gemeenschappen en de Gewesten te begrijpen.

Chapitre VII. — Dispositions communes aux taxes assimilées au timbre, aux droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux droits de succession et aux droits de timbre

Art. 239. Le Roi apportera les modifications nécessaires aux dispositions existantes du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, du Code des droits de succession, du Code des droits de timbre et du Code des taxes assimilées au timbre afin de tenir compte de l'accession de la Colonie à l'indépendance et de viser expressément, le cas échéant, les Communautés, les Régions et les organismes des Communautés et des Régions, dans les dispositions relatives à l'Etat et aux établissements publics d'Etat.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 240. De woorden « de administratie van de registratie en domeinen », « directeur-generaal van de registratie en domeinen » en « directeur van de registratie en domeinen » die voorkomen in de bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, het Wetboek der successierechten, het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen worden respectievelijk vervangen door de woorden « de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen », « directeur-generaal van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen »

en « gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen ».

Art. 240. Les mots « l'administration de l'enregistrement et des domaines », « directeur général de l'enregistrement et des domaines » et « directeur de l'enregistrement et des domaines », figurant dans des dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, du Code des droits de succession, du Code des droits de timbre et du Code des taxes assimilées au timbre, sont remplacés respectivement par les mots « l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines », « directeur général de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines » et « directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines ».

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk VIII. — Overgangsmaatregelen eigen aan de taks op de jacht

Art. 241. De taks, geheven krachtens de artikelen 184 tot 186¹ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, wordt terugbetaald indien bewezen wordt dat de houders van het verlof of van de vergunning er geen gebruik van hebben kunnen maken.

Chapitre VIII. — Dispositions transitoires spécifiques à la taxe sur la chasse

Art. 241. La taxe perçue en vertu des articles 184 à 186¹ du Code des taxes assimilées au timbre est remboursée lorsqu'il est établi que le permis ou la licence n'ont pu être utilisés par leur titulaire.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 242. De door artikel 549bis toegestane terugbetaling geschiedt in handen van de persoon die de taks gekweten heeft. Zij dient aangevraagd aan de directeur der registratie en domeinen in wiens ambtsgebied de arrondissementscommissaris gevestigd is die de verlofbrief afgeleverd of geldig gemaakt heeft, of die de vergunning afgeleverd heeft. De directeur meldt ontvangst der aanvraag de dag zelf waarop zij hem toekomt.

De aanvraag moet bij de bevoegde directeur toekomen uiterlijk de laatste werkdag van de periode van drie maanden volgend op de datum van onbruikbaarmaking van de zegels die de taks vertegenwoordigen waarvan de terugbetaling gevraagd wordt. De aanvraag vermeldt het nummer van de postrekening op naam van de belanghebbende geopend of preciseerd dat deze geen houder is van een dergelijke rekening.

De terugbetaling is ondergeschikt aan het voorleggen, ten kantore van de ontvanger van de registratie in wiens ambtsgebied de in het eerste lid van dit artikel aangeduide arrondissementscommissaris gevestigd is, van de bescheiden die van het bestaan van de oorzaak der terugbetaling laten blijken en aan de overhandiging van de verlofbrief of van de vergunning bekleed met het bovengedeelte der zegels.

Artikel 217³ van de algemene verordening op de met zegel gelijkgestelde taksen is van toepassing op de modaliteiten van terugbetaling van de taks op de jacht en op het opgelopen verval.

Bij de ordonnantie van terugbetaling wordt de verlofbrief of de vergunning gevoegd voorzien van het bovengedeelte van de plakzegels.

Art. 242. Le remboursement autorisé par l'article 549bis est effectué en mains de la personne qui a acquitté la taxe. Il doit être demandé au directeur de l'enregistrement et des domaines dans le ressort duquel est établi le commissaire d'arrondissement qui a délivré le permis ou validé celui-ci, ou qui a délivré la

licence. Le directeur accuse réception de la demande le jour même où elle lui parvient.

La demande doit parvenir au directeur compétent au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de trois mois qui suit la date de l'annulation des timbres représentatifs de la taxe dont le remboursement est sollicité. La demande mentionne le numéro du compte de chèques postaux ouvert au nom de l'intéressé ou précise que celui-ci n'est pas titulaire d'un tel compte.

Le remboursement est subordonné à la production, au bureau du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel est établi le commissaire d'arrondissement désigné à l'alinéa 1^{er} du présent article, des documents justifiant de l'existence de la cause du remboursement et à la remise du permis ou de la licence revêtus de la partie supérieure des timbres.

L'article 217³ du règlement général sur les taxes assimilées au timbre est applicable aux modalités de remboursement de la taxe sur la chasse et aux déchéances encourues.

A l'ordonnance de restitution est annexé le permis ou la licence revêtus de la partie supérieure des timbres.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk IX. — Inwerkingtreding

Art. 243. De bepalingen van artikel 72, voor zover ze het nieuwe artikel 3 van de algemene wet inzake douane en accijnzen betreffen, en van artikel 106 treden in werking op 1 juli 1990.

Chapitre IX. — Entrée en vigueur

Art. 243. Les dispositions de l'article 72, pour autant qu'elles concernent le nouvel article 3 de la loi générale sur les douanes et accises, et de l'article 106 entrent en vigueur au 1^{er} juillet 1990.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 244. De bepalingen van de afdelingen IV tot VII treden in werking op 1 januari 1990, met uitzondering van de artikelen 228 tot 236 en 238 waarvan de Koning de datum van inwerkingtreding bepaalt.

Art. 244. Les dispositions des chapitres IV à VII entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1990, à l'exception des articles 228 à 236 et 238, dont le Roi fixe la date d'entrée en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 245. Artikelen 131, 241 en 242 treden in werking op 1 juni 1990.

Art. 245. Les articles 131, 241 et 242 entrent en vigueur le 1^{er} juin 1990.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles des titres II et III en nous basant, je vous le rappelle, sur le texte adopté par la commission.

Wij gaan nu over tot de behandeling van de artikelen van titels II en III.

De tekst aangenomen door de commissie dient tot basis van de bespreking.

Artikel 246 luidt:

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

TITEL II. — Bepalingen inzake directe belastingen

Hoofdstuk I. — Inkomstenbelastingen

Afdeling 1. — Gehandicapten

Art. 246. Artikel 41, § 1, 3^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij artikel 20 van de wet van 5 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 3^o De tegemoetkomingen die, ten laste van de Schatkist, worden toegekend aan de minder-validen of aan de gehandicapten, krachtens de wetgeving betreffende het toekennen van die tegemoetkomingen. »

TITRE II. — Dispositions en matière d'impôts directs

Chapitre 1^{er}. — Impôts sur les revenus

Section 1^{re}. — Handicapés

Art. 246. L'article 41, § 1^{er}, 3^o, du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 20 de la loi du 5 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« 3^o Les allocations à charge du Trésor qui sont octroyées aux handicapés, en exécution de la législation relative à l'octroi desdites allocations. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 247. Artikel 83, 2^o, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 2^o De tegemoetkomingen die ten laste van de Schatkist worden toegekend aan de in artikel 41, § 1, 3^o, bedoelde gehandicapten of minder-validen. »

Art. 247. L'article 83, 2^o, du Code des impôts sur les revenus est remplacé par la disposition suivante:

« 2^o De allocations à charge du Trésor qui sont octroyées aux handicapés visés à l'article 41, § 1^{er}, 3^o. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 2. — Giften

Art. 248. In artikel 71 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 15 juli 1966, bij artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 9 van 18 april 1967, bij artikel 6 van de wet van 22 januari 1969, bij artikel 1 van de wet van 18 mei 1972, bij artikel 58 van de wet van 12 juli 1976, bij artikel 11 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 december 1976, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 november 1977, bij artikel 9 van de wet van 19 juli 1979, bij artikel 15 van de wet van 8 augustus 1980, bij artikel 8 van de wet van 10 februari 1981, bij artikel 54 van de wet van 2 juli 1981, bij artikel 12 van de wet van 28 december 1983, bij artikel 9 van de wet van 27 december 1984, bij artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985, bij artikel 13 van de wet van 4 augustus 1986, bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 december 1986, bij de artikelen 14 en 35 van de wet van 7 december 1988, bij artikel 171 van de wet van 30 december 1988 en bij artikel 27 van de wet van 4 juli 1989, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In § 1, 4^o, f, worden de woorden « en de Koning Boudewijnstichting » toegevoegd;

2° In de Franse tekst van § 1, 4°, 5° en 10°, worden de woorden « en espèces » telkens vervangen door de woorden « en argent »;

3° In § 2, derde lid, wordt het percentage van 5 pct. vervangen door 10 pct.

Section 2. — Libéralités

Art. 248. A l'article 71 du même Code, modifié par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1966, par l'article 4 de l'arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967, par l'article 6 de la loi du 22 janvier 1969, par l'article 1^{er} de la loi du 18 mai 1972, par l'article 58 de la loi du 12 juillet 1976, par l'article 11 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 décembre 1976, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 novembre 1977, par l'article 9 de la loi du 19 juillet 1979, par l'article 15 de la loi du 8 août 1980, par l'article 8 de la loi du 10 février 1981, par l'article 54 de la loi du 2 juillet 1981, par l'article 12 de la loi du 28 décembre 1983, par l'article 9 de la loi du 27 décembre 1984, par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, par l'article 13 de la loi du 4 août 1986, par l'article 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 1986, par les articles 14 et 35 de la loi du 7 décembre 1988, par l'article 171 de la loi du 30 décembre 1988 et par l'article 27 de la loi du 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 1^{er}, 4°, f, sont insérés les mots « et la Fondation Roi Baudouin »;

2° Dans le texte français du § 1^{er}, 4°, 5° et 10°, les mots « en espèces » sont chaque fois remplacés par les mots « en argent »;

3° Dans le § 2, alinéa 3, le pourcentage de 5 p.c. est remplacé par 10 p.c.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 249. Artikel 110 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 31 van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 7 van de wet van 1 augustus 1985, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

« Het percentage van 10 pct. en het maximumbedrag van 10 miljoen frank als bedoeld in artikel 71, § 2, derde lid, worden voor de toepassing van dit artikel respectievelijk op 5 pct. en op 20 miljoen frank gebracht. »

Art. 249. L'article 110 du même Code, modifié par l'article 31 de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1985 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit:

« Le pourcentage de 10 p.c. et le maximum de 10 millions de francs, visés à l'article 71, § 2, alinéa 3, sont fixés respectivement à 5 p.c. et à 20 millions de francs pour l'application dudit article. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 250 luidt:

Afdeling 3. — Voorafbetalingen

Art. 250. Artikel 89, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 14 van de wet van 23 december 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 6. De vermeerderingen en vergoedingen berekend overeenkomstig de vorige paragrafen komen slechts voor 90 pct. van hun bedrag in aanmerking. »

Section 3. — Versements anticipés

Art. 250. L'article 89, § 6, du même Code, inséré par l'article 14 de la loi du 23 décembre 1974, est remplacé par la disposition suivante:

« § 6. Les majorations et bonifications calculées conformément aux paragraphes qui précèdent ne sont retenues qu'à concurrence de 90 p.c. de leur montant. »

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici:

« Remplacer cet article par la disposition suivante:

« A l'article 89 du même Code, les §§ 2 à 6 sont remplacés par les dispositions suivantes:

§ 2. *Auprès de l'administration fiscale, un compte courant est créé au nom de chaque contribuable soumis au régime des versements anticipés d'impôts. Ce compte est débité du montant des impôts à régler et des intérêts sur celui-ci. Il est crédité des montants réglés par le contribuable et des intérêts valorisés sur ces montants.*

§ 3. *Les intérêts débiteurs sont calculés au taux légal sur l'impôt dû pour une année à compter du 1^{er} juillet de l'année.*

§ 4. *Les intérêts créditeurs sont calculés au même taux sur toute somme versée à compter de la date du versement.*

§ 5. *Le compte courant est soldé par paiement au profit de l'administration dans les deux mois de l'enrôlement des impôts de l'année et au plus tard au 30 juin de l'année civile qui suit. Il est soldé au profit du contribuable à la demande de celui-ci dans le même délai.*

§ 6. *Le contribuable qui justifie de la perception des trois quart au moins de ses revenus au-delà du 1^{er} juillet de l'année obtiendra, sur sa demande, que les intérêts débiteurs soient calculés pro rata temporis à compter de la date de réception des revenus justifiant l'impôt.* »

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« In artikel 89 van hetzelfde Wetboek worden de §§ 2 tot 6 vervangen als volgt:

§ 2. *Bij de administratie der belastingen wordt een rekening-courant geopend op naam van elke belastingplichtige die aan het stelsel der voorafbetalingen onderworpen is. Die rekening wordt gedebiteerd voor het bedrag van de te betalen belastingen en voor de interesten op dat bedrag. Zij wordt gecrediteerd voor de bedragen dit door de belastingplichtige worden gestort en voor de interest op die bedragen.*

§ 3. *De debetrente wordt volgens de wettelijke rentevoet berekend over de verschuldigde belasting voor een jaar, te rekenen van 1 juli van dat jaar.*

§ 4. *De creditrente wordt volgens dezelfde rentevoet berekend over elk gestort bedrag, te rekenen vanaf de datum van de storting.*

§ 5. *De rekening-courant wordt door betaling ten gunste van de administratie gesaldeerd binnen twee maanden te rekenen van de inkohiering van de belastingen voor het betrokken jaar en ten laatste op 30 juni van het daaropvolgende kalenderjaar. Zij wordt gesaldeerd ten gunste van de belastingplichtige, op diens verzoek en binnen dezelfde termijn.*

§ 6. *Aan de belastingplichtige die aantoonst dat hij minstens drie vierde van zijn jaarinkomsten heeft verkregen na 1 juli kan, op zijn verzoek, worden toegestaan dat de debetrente pro rata temporis wordt berekend vanaf de datum waarop hij de inkomsten heeft verkregen die tot de belasting aanleiding gaven.* »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Je me réfère à la justification écrite, monsieur le Président.

De Voorzitter. — De heren Buchmann en Van Thillo stellen volgende amendementen voor:

« A. In § 6 van artikel 89, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « en vergoedingen » te doen vervallen. »

« A. Au § 6 de l'article 89 proposé par cet article, supprimer les mots « et bonifications. »

« B. Aan dit artikel de volgende bepaling toe te voegen :

« Artikel 89, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Geen vermeerdering wordt toegepast op de belasting die uiterlijk op 10 april, 10 juli, 10 oktober en 20 december van het jaar vóór dat waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd en 15 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd, bij voorafbetalingen van een vijfde is voldaan. »

« B. Ajouter à cet article la disposition suivante :

« L'article 89, § 3, du même Code est modifié comme suit :

« § 3. Aucune majoration n'est applicable sur l'impôt qui a été versé anticipativement, à concurrence chaque fois d'un cinquième de son montant, au plus tard le 10 avril, le 10 juillet, le 10 octobre et le 20 décembre de l'année précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition et le 15 janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition. »

Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, even een toelichting bij ons tweede amendement dat ertoe strekt de zelfstandigen de kans te geven één vijfde voorafbetaling te doen tot 15 januari in plaats van tot 15 december. Hierdoor wordt de fiscale wetgeving aan de sociale aangepast. Ten behoeve van de zelfstandigen dringen wij aan op de goedkeuring van dit amendement.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 250 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 250 sont réservés.

Afdeling 4. — Forfaitaire bedrijfsvoorheffing

Art. 251. De artikelen 185 en 227 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Section 4. — Précompte professionnel forfaitaire

Art. 251. Les articles 185 et 227 du même Code sont abrogés.

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 5. — Invordering van de belasting

Art. 252. In artikel 299ter, § 2, van het WIB wordt na het eerste lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden en volgens de regelen die Hij bepaalt, het in het voorgaande lid vastgestelde percentage verminderen of ervan vrijstellen. »

Section 5. — Recouvrement de l'impôt

Art. 252. L'article 299ter, § 2, du CIR est complété par l'alinéa suivant, à insérer après l'alinéa premier :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions et selon les règles qu'il détermine, réduire le pourcentage fixé à l'alinéa précédent ou dispenser de celui-ci. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 253. Artikel 11bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11bis. § 1. De in artikel 11 bedoelde inkomsten van vastrentende effecten, omvatten iedere som die door de schuldenaar van de inkomsten boven het kapitaal wordt betaald of toegekend bij de terugbetaling of de inkoop van het effect, ongeacht of die al dan niet plaatsheeft op de bij de overeenkomst vastgestelde vervaldag.

Als vastrentende effecten worden aangemerkt obligaties, kasbons en andere soortgelijke effecten, met inbegrip van door effecten belichaamde leningen waarvan de interesten worden gekapitaliseerd of van effecten die geen aanleiding geven tot een periodieke uitbetaling van interest en die werden uitgegeven met een disconto dat overeenstemt met de tot op de vervaldag van het effect gekapitaliseerde interesten.

§ 2. De inkomsten van in § 1 bedoelde effecten zijn ten name van elke belastingplichtige belastbaar in verhouding tot de bezitsduur van het effect. »

Art. 253. L'article 11bis du même Code, inséré par l'article 2 de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11bis. § 1^{er}. Les revenus des titres à revenus fixes visés à l'article 11 comprennent toute somme payée ou attribuée en sus du capital par le débiteur des revenus, lors du remboursement ou du rachat du titre, que celui-ci ait lieu ou non à l'échéance conventionnellement fixée.

Sont considérés comme des titres à revenus fixes : les obligations, bons de caisse et autres titres analogues, y compris les titres représentatifs d'emprunts dont les intérêts sont capitalisés ou les titres ne donnant pas lieu à un paiement périodique d'intérêt et qui ont été émis avec un escompte correspondant aux intérêts capitalisés jusqu'à l'échéance du titre.

§ 2. Les revenus des titres visés au § 1^{er} sont imposables dans le chef de chaque contribuable en proportion de la période de détention du titre. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 6. — Vennootschapsbelasting

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 254. In artikel 15, tweede lid, 1^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 en bij artikel 2 van de wet van 4 augustus 1986, worden de woorden « onverminderd de toepassing van artikel 19, 3^o » en « bij gebreke van statutaire of conventionele bepalingen ter zake wordt de vergoeding van het door die vennoten belegde kapitaal vastgesteld volgens het vergoedingspercentage van het door de stille vennoten belegde kapitaal, of, wanneer allen werkende vennoten zijn, op 6 pct. van het belegde kapitaal » geschrapt.

Section 6. — Impôts des sociétés

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 254. Dans l'article 15, alinéa 2, 1^o, du même Code, modifié en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1985 et par l'article 2 de la loi du 4 août 1986, les mots « sans préjudice de l'application de l'article 19, 3^o » et « à défaut de règles statutaires ou conventionnelles sur l'objet, la rémunération du capital investi par ces associés est fixée suivant le taux de rémunération du capital investi par les associés non actifs ou, lorsque tous les associés sont actifs, suivant un taux de 6 p.c. du capital investi », sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 255. Artikel 19, 2°, van hetzelfde Wetboek vervangen door volgende bepaling:

« 2° De inkomsten uit aandelen of delen betaald of toegekend in geval van verdeling van maatschappelijk vermogen of inkoop van eigen aandelen door andere vennootschappen dan bedoeld in artikel 94, 1° lid. »

Art. 255. L'article 19, 2°, du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« 2° Les revenus d'actions ou parts payés ou attribués en cas de partage de l'avoir social ou de rachat d'actions propres par des sociétés autres que celles visées à l'article 94, premier alinéa. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 256 luidt:

Art. 256. Artikel 24 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 25 juni 1973, wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt:

« Bij de eigen winsten van een onderneming wordt eveneens gevoegd het bedrag van alle abnormale of goedgunstige voordelen die zij verleent aan natuurlijke of rechtspersonen, of behalve wanneer die voordelen rechtstreeks onrechtstreeks in aanmerking komen voor het bepalen van de belastbare inkomsten van de verkrijgers. »

Art. 256. L'article 24 du même Code, modifié par l'article 5 de la loi du 25 juin 1973, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit:

« Est également ajouté aux bénéfices propres d'une entreprise le montant de tout avantage anormal ou bienveillant qu'elle accorde à des personnes physiques ou morales, sauf lorsque ces avantages interviennent directement ou indirectement pour déterminer les revenus imposables des bénéficiaires. »

M. Hatry et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Hatry c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Hatry et consorts proposent également l'amendement subsidiaire que voici:

« Compléter la disposition, telle que proposée par cet article, par un alinéa nouveau, rédigé comme suit: »

« Les avantages concernés par la présente disposition sont ceux énumérés à l'article 94 quater de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus. »

« Aan de bepaling, zoals voorgesteld door dit artikel, een nieuw lid toe te voegen, luidende: »

« De hier bedoelde voordelen zijn die welke worden opgesomd in artikel 94 quater van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelasting. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le premier amendement vise à supprimer l'article. Quant à la justification de l'amendement subsidiaire, je me réfère au rapport.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 256 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 256 worden aangehouden.

Art. 257. In artikel 27, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 17 van de wet van 5 januari 1976, wordt het 3° geschrapt.

Art. 257. A l'article 27, § 1^{er}, deuxième alinéa, du même Code, inséré par l'article 17 de la loi du 15 janvier 1976, le 3° est supprimé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 258. In Titel II, hoofdstuk II, afdeling IV, onderafdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuwe rubriek I met als opschrift « Vermogensaanwassen » en omvattende de nieuwe artikelen 32quinquies en 32sexies ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 32quinquies. Voor de toepassing van de artikelen 21, eerste lid, 2°, 30, tweede lid, 1°, 31, 1°, en 32, worden beschouwd als gebruikt voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid, de goederen verworven of tot stand gebracht in het kader van die werkzaamheid en geboekt als activa-bestanddeel, alsmede die of een gedeelte daarvan waarvoor, uit fiscaal oogpunt, afschrijvingen of waardeverminderingen worden of werden aanvaard. »

In afwijking van artikel 1183 van het Burgerlijk Wetboek worden bestanddelen die het onderwerp zijn van een akte van vervreemding onder ontbindende voorwaarde, geacht voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid slechts te zijn gebruikt vanaf de datum waarop die voorwaarde is vervuld.

De verwezenlijkte meerwaarde is gelijk aan het positieve verschil tussen eensdeels de verkoopwaarde van het goed en anderdeels haar aanschaffings- of verwaardigingswaarde, verminderd met de voorheen aangenomen waardeverminderingen of afschrijvingen.

Art. 32sexies. § 1. Wanneer een bedrag gelijk aan de verkoopprijs wordt wederbelegd in de hierna vermelde vormen en termijnen, worden de verwezenlijkte meerwaarden op goederen die de aard hebben van immateriële of materiële vaste activa, zoals omschreven in de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, voor zover zij niet vrijgesteld zijn met toepassing van artikel 34, eerste lid, 2°, en tweede lid, aangemerkt als winst of baten van het belastbaar tijdperk tijdens hetwelk de wederbelegde goederen zijn verworven of tot stand gebracht en van ieder volgend belastbaar tijdperk en dat in evenredigheid tot de afschrijvingen op die goederen die respectievelijk op het einde van dat belastbaar tijdperk en tijdens ieder volgend belastbaar tijdperk worden aangenomen en in voorkomend geval, tot het beloop van het overblijvend saldo op het ogenblik dat de goederen ophouden gebruikt te zijn voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid en ten laatste bij de stopzetting van de werkzaamheid, wanneer het gaat om:

1° Meerwaarden verwezenlijkt ter gelegenheid van een schadegeval, een onteigening, een ophefing in eigendom of een andere gelijkaardige gebeurtenis;

2° Meerwaarden verwezenlijkt ter gelegenheid van de verkoop van goederen die sedert meer dan vijf jaar vóór hun verwezenlijking de aard van vaste activa hebben.

Met materiële vaste activa worden gelijkgesteld, de onroerende goederen bestemd voor belegging bedoeld in het koninklijk besluit van 12 november 1979 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen die zijn toegelaten met toepassing van de wetgeving betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

§ 2. Om in aanmerking te komen dient de wederbelegging te gebeuren in afschrijfbaar immateriële of materiële vaste activa die in België worden gebruikt voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid.

§ 3. Om geldig te zijn dient de wederbelegging te gebeuren uiterlijk bij het stopzetten van de beroepswerkzaamheid en binnen een termijn van:

1° Drie jaar na het verstrijken van het belastbaar tijdperk waarin de schadeloosstelling werd ontvangen, voor meerwaarden bedoeld in § 1, 1°;

2° Drie jaar vanaf de eerste dag van het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarden bedoeld in § 1, 2°, werden verwezenlijkt.

§ 4. Wanneer de wederbelegging gebeurt in een gebouw onroerend goed, een vaartuig of een vliegtuig, wordt in afwijking van § 3, 2°, de wederbeleggingstermijn die aanvangt, hetzij op de eerste dag van het belastbare tijdperk tijdens hetwelk de meerwaarde werd verwezenlijkt, hetzij op de eerste dag van het voorlaatste belastbaar tijdperk dat de verwezenlijking van de meerwaarde voorafgaat, op vijf jaar gebracht.

In afwijking van § 1 wordt in de gevallen bedoeld in het eerste lid, het gedeelte van de meerwaarde in evenredigheid tot de reeds op het door wederbelegging verworven bestanddeel aangenomen afschrijvingen op het ogenblik van het verwezenlijken van de meerwaarde, als winst of baten aangemerkt van het belastbaar tijdperk waarin de meerwaarde werd verwezenlijkt.

§ 5. Om het in § 1 bedoelde belastingstelsel te rechtvaardigen moet de belastingplichtige bij zijn aangifte in de inkomstenbelastingen, voor het aanslagjaar van de verwezenlijking van de meerwaarde en de erop volgende aanslagjaren tot wanneer de verwezenlijkte meerwaarde integraal belast is, een opgave voegen waarvan het model door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld.

§ 6. Indien niet wordt wederbelegd in de vormen en termijnen gesteld in de §§ 2 tot 4, wordt de verwezenlijkte meerwaarde of het gedeelte ervan dat nog niet werd belast, aangemerkt als een inkomen van het belastbaar tijdperk waarin de wederbeleggingstermijn verstreek.

Art. 258. Dans le Titre II, chapitre II, section IV, sous-section première, du même Code, il est inséré une nouvelle rubrique I intitulée « Accroissements d'avoirs » comprenant un article 32quinquies et un article 32sexies nouveaux, libellés comme suit:

« Art. 32quinquies. Pour l'application des articles 21, alinéa 1^{er}, 2°, 30, alinéa 2, 1°, 31, 1°, et 32, sont considérés comme affectés à l'exercice de l'activité professionnelle les biens acquis ou constitués dans le cadre de cette activité et figurant parmi les éléments de l'actif, ainsi que ceux ou la partie de ceux en raison desquels des amortissements ou des réductions de valeur sont ou ont été admis au point de vue fiscal.

Les éléments qui ont fait l'objet d'un acte d'aliénation soumis à une condition résolutoire sont censés, par dérogation à l'article 1183 du Code civil, n'avoir été affectés à l'exercice de l'activité professionnelle qu'à partir de la date à laquelle cette condition s'est accomplie.

La plus-value réalisée est égale à la différence positive entre, d'une part, la valeur de réalisation du bien et, d'autre part, sa valeur d'acquisition ou de revient diminuée des réductions de valeur ou amortissements admis antérieurement.

Art. 32sexies. § 1^{er}. Lorsqu'un montant égal au prix de réalisation est remployé dans les formes et délais ci-après, les plus-values réalisées sur des biens qui ont la nature d'immobilisations incorporelles ou corporelles au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, sont, dans la mesure où elles ne sont pas immunisées en vertu de l'article 34, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2, considérées comme des bénéfices ou profits de la période imposable au cours de laquelle les biens en remploi sont acquis ou constitués et de chaque période imposable subséquente et ce, proportionnellement aux amortissements afférents à ces biens qui sont admis respectivement à la fin de ladite période imposable et au cours de toute période imposable subséquente, et, le cas échéant, à concurrence du solde subsistant au moment où les biens cessent d'être affectés à l'exercice de l'activité professionnelle et au plus tard à la cessation de l'activité, lorsqu'il s'agit:

1° De plus-values réalisées à l'occasion d'un sinistre, d'une expropriation, d'une réquisition en propriété ou d'un autre événement analogue;

2° De plus-values réalisées à l'occasion de la vente de biens qui ont la nature d'immobilisations depuis plus de cinq ans avant leur réalisation.

Sont assimilés à des immobilisations corporelles, les immeubles de placement visés à l'arrêté royal du 12 novembre 1979 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées

en application de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances.

§ 2. Pour être pris en considération, le remploi doit revêtir la forme d'immobilisations incorporelles ou corporelles amortissables, utilisées en Belgique pour l'exercice de l'activité professionnelle.

§ 3. Pour être valable, le remploi doit être effectué au plus tard à la cessation de l'activité professionnelle et dans un délai:

1° Expirant trois ans après la fin de la période imposable de perception de l'indemnité s'il s'agit de plus-values visées au § 1^{er}, 1°;

2° De trois ans prenant cours le premier jour de la période imposable de réalisation des plus-values visées au § 1^{er}, 2°.

§ 4. Par dérogation au § 3, 2°, lorsque le remploi revêt la forme d'un immeuble bâti, d'un navire ou d'un aéronef, le délai de remploi est porté à cinq ans prenant cours, soit le premier jour de la période imposable de la réalisation de la plus-value, soit le premier jour de la pénultième période imposable précédant celle de réalisation de la plus-value.

Dans les cas visés à l'alinéa premier, la quotité de la plus-value se rapportant proportionnellement aux amortissements déjà admis sur l'élément acquis en remploi au moment de la réalisation de la plus-value, est, par dérogation au § 1^{er}, considérée comme un bénéfice ou profit de la période imposable de réalisation de la plus-value.

§ 5. Pour justifier du régime de taxation visé au § 1^{er}, le contribuable est tenu de joindre un relevé conforme au modèle arrêté par le ministre des Finances ou son délégué, à la déclaration aux impôts sur les revenus de l'exercice d'imposition afférent à la période imposable de réalisation de la plus-value et de chaque exercice d'imposition ultérieur jusqu'à taxation complète de la plus-value réalisée.

§ 6. A défaut de remploi dans les formes et délais prévus aux §§ 2 à 4, la plus-value réalisée ou la partie non encore imposée de celle-ci est considérée comme un revenu de la période imposable pendant laquelle le délai de remploi est venu à expiration.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 259 luidt:

Art. 259. Artikel 34 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 15 juli 1966, bij de artikelen 7 en 84, 7° en 8°, van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 4 van de wet van 3 november 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 34. In afwijking van de artikelen 21, eerste lid, 2°, 30, tweede lid, 1°, en 31, 1°, worden de meerwaarden op goederen die in de zin van artikel 32quinquies zijn gebruikt voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid, vrijgesteld wanneer het gaat om:

1° Uitgedrukte maar niet-verwezenlijkte meerwaarden op andere goederen dan voorraden en bestellingen in uitvoering, zoals omschreven in de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;

2° Meerwaarden verwezenlijkt op goederen die de aard hebben van immateriële, materiële of financiële vaste activa, zoals omschreven in de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, voor zover de verkoopprijs niet hoger is dan het bedrag dat wordt verkregen door de sommen besteed aan de aanschaffing of voortbrenging van de verwezenlijkte bestanddelen te vermenigvuldigen met de in artikel 119 bepaalde coëfficiënten, gelet op het jaar van belegging en door van dat produkt de fiscaal reeds aangenomen afschrijvingen of minderwaarden af te trekken.

Onverminderd het belasten als divers inkomen met toepassing van artikel 67, 7°, zijn de meerwaarden bedoeld in 2° van het vorig lid die voortkomen van ongebouwde onroerende goederen van landbouw- of tuinbouwondernemingen evenwel volledig en onvoorwaardelijk vrijgesteld.

Het eerste lid, 1^o, is niet van toepassing op de uitgedrukte doch niet-verwezenlijkte meerwaarden die zijn vastgesteld ter gelegenheid van de omzetting, voor dezelfde belastingplichtige, van de deelnemingsrechten in een afdeling van een investeringsvennootschap, in deelnemingsrechten in een andere afdeling van dezelfde investeringsvennootschap.»

Art. 259. L'article 34 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 15 juillet 1966, par les articles 7 et 84, 7^o et 8^o, de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 4 de la loi du 3 novembre 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 34. Par dérogation aux articles 21, alinéa 1^{er}, 2^o, 30, alinéa 2, 1^o, et 31, 1^o, les plus-values afférentes à des biens affectés à l'exercice de l'activité professionnelle au sens de l'article 32quinquies sont immunisées lorsqu'il s'agit:

1^o De plus-values exprimées mais non réalisées sur des biens autres que les stocks et commandes en cours d'exécution au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

2^o De plus-values réalisées sur des biens qui ont la nature d'immobilisations incorporelles, corporelles ou financières, au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, dans la mesure où la valeur de réalisation ne dépasse pas le montant obtenu en multipliant les sommes consacrées à l'acquisition ou à la constitution des éléments réalisés par le coefficient prévu à l'article 119, eu égard à l'année d'investissement, et en déduisant de ce produit les amortissements ou réductions de valeur admis.

Sont toutefois totalement et inconditionnellement immunisées les plus-values visées au 2^o de l'alinéa précédent qui se rapportent à des immeubles non bâtis des exploitations agricoles ou horticoles, sans préjudice toutefois de leur taxation à titre de revenus divers en application de l'article 67, 7^o.

L'alinéa 1^{er}, 1^o, ne s'applique pas aux plus-values exprimées mais non réalisées constatées à l'occasion de la conversion, dans le chef du même contribuable, de droits de participation dans un compartiment d'une société d'investissement en droits de participation dans un autre compartiment de la même société d'investissement.»

Le gouvernement a présenté l'amendement que voici:

« A l'article 34, alinéa 1^{er}, 2^o, proposé par cet article, entre les mots « des entreprises, » et les mots « dans la mesure », insérer les mots « ainsi que sur d'autres valeurs de portefeuille. »

« In artikel 34, eerste lid, 2^o, zoals voorgesteld door dit artikel, tussen de woorden « de ondernemingen » en « voor zover », de woorden « alsook op andere portefeuillewaarden » in te voegen. »

Cet amendement a été adopté en commission.

Dit amendement is in de commissie aangenomen.

De heren Buchmann en Van Thillo stellen volgend amendement voor:

« In artikel 34, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « landbouw- of tuinbouwondernemingen » te vervangen door de woorden « natuurlijke personen. »

« A l'article 34, proposé par cet article, remplacer les mots « exploitations agricoles ou horticoles » par les mots « personnes physiques. »

Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar het verslag.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 259 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 259 sont réservés.

Artikel 260 luidt:

Art. 260. Artikel 36, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 53 van de wet van 2 juli 1981 en bij artikel 2 van het koninklijk besluit n^o 48 van 22 juni 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 36. § 1. Evenzeer volledig vrijgesteld zijn de meerwaarden die verwezenlijkt worden in welke nijverheids-, handels-, of landbouwbedrijven ook, op aandelen of delen, wanneer die bestanddelen sedert meer dan vijf jaar vóór de verwezenlijking ervan voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt.

Het vorige lid vindt slechts toepassing voor zover het bedrag van de meerwaarden hoger is dan het totaal van de vroeger op de verwezenlijkte aandelen of delen aangenomen waardeverminderingen, verminderd met het totaal van de meerwaarden die overeenkomstig artikel 21, laatste lid, werden belast.

Dit artikel is evenwel niet van toepassing op de meerwaarden:

1^o Verwezenlijkt op aandelen of delen van investeringsvennootschappen;

2^o Vastgesteld ter gelegenheid van een ruiling, een schenking of een inbreng in vennootschap.

Als investeringsvennootschappen worden beschouwd, de vennootschappen die uitsluitend of hoofdzakelijk het gemeenschappelijk beleggen van roerende waarden tot doel hebben.

§ 2. De vrijstelling wordt slechts toegekend en behouden mits de belastingplichtige bewijst dat een bedrag gelijk aan de verkoopprijs van de bestanddelen waarop de meerwaarden betrekking hebben, wederbelegd werd:

1^o In België, in zijn exploitatie, in afschrijfbaar immateriële of materiële vaste activa die in nieuwe staat zijn verkregen of tot stand gebracht of in nieuwe aandelen of delen, andere dan:

a) Aandelen of delen van investeringsvennootschappen;

b) Bestanddelen die zijn verworven als wederbelegging voor de toepassing van artikel 32sexies;

2^o Binnen een termijn van drie jaar die aanvangt op de eerste dag van het jaar of boekjaar van de verwezenlijking van de meerwaarden en uiterlijk bij het stopzetten van de exploitatie.

§ 3. Wanneer de wederbelegging bedoeld in § 2 van dit artikel gedaan wordt bij wijze van inschrijving op aandelen of delen:

— Moet het gaan om nieuwe aandelen of delen uitgegeven bij de oprichting of bij de kapitaalsverhoging van in de artikelen 98, 100 en 102 bedoelde vennootschappen;

— Moeten deze aandelen of delen afbetaald worden binnen de in § 2 gestelde termijn.

§ 4. Om de gevraagde vrijstelling te rechtvaardigen moet de belastingplichtige bij zijn aangifte in de inkomstenbelasting een opgave voegen, waarvan het model door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld, voor ieder aanslagjaar waarvoor de vrijstelling wordt gevraagd en voor ieder der aanslagjaren waarin de bij § 2 van dit artikel gestelde investering moet zijn verricht.

§ 5. Bij gebrek aan wederbelegging in de vormen en termijnen gesteld in § 2, worden de voorheen vrijgestelde meerwaarden aangemerkt als winst behaald tijdens het belastbaar tijdperk waarin de investeringstermijn verstreek.

§ 6. De vrijstelling wordt ingetrokken voor het belastbaar tijdperk tijdens hetwelk de bestanddelen die als wederbelegging in aanmerking zijn genomen, worden vervreemd wanneer deze vervreemding plaatsvindt minder dan drie jaar na het verkrijgen of het totstandbrengen van deze bestanddelen, behalve wanneer de belastingplichtige bewijst dat een som gelijk aan de verkoopprijs van die bestanddelen is wederbelegd onder de voorwaarden vereist voor de oorspronkelijke wederbelegging en binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van vervreemding

van de bestanddelen die als wederbelegging verkregen of tot stand zijn gebracht.»

Art. 260. L'article 36 du même Code, modifié par l'article 53 de la loi du 2 juillet 1981 et par l'article 2 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 36. § 1^{er}. Sont aussi intégralement immunisées les plus-values qui sont réalisées dans les exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques sur des actions ou parts, lorsque ces éléments étaient affectés à l'exercice de l'activité professionnelle depuis plus de cinq ans avant leur réalisation.

L'alinéa qui précède n'est applicable que dans la mesure où le montant des plus-values dépasse le total des réductions de valeur, antérieurement admises sur les actions ou parts réalisées, diminué du total des plus-values qui ont été imposées en vertu de l'article 21, dernier alinéa.

Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux plus-values:

1° Réalisées sur des actions ou parts de sociétés d'investissement;

2° Constatées à l'occasion d'un échange, d'une donation ou d'un apport en société.

Sont considérées comme des sociétés d'investissement, les sociétés dont le but exclusif ou principal consiste en placement collectif de valeurs mobilières.

§ 2. L'immunité n'est accordée et maintenue que si le contribuable établit qu'une somme égale au prix de réalisation des éléments auxquels les plus-values se rapportent a été employée:

1° En Belgique, dans son exploitation, en immobilisations incorporelles ou corporelles amortissables acquises ou constituées à l'état neuf, ou en nouvelles actions ou parts, autres que:

a) Actions ou parts de sociétés d'investissement;

b) Éléments acquis à titre de emploi pour l'application de l'article 32sexies;

2° Dans un délai de trois ans prenant cours le premier jour de l'année ou de l'exercice comptable de la réalisation des plus-values et, au plus tard, à la cessation de l'exploitation.

§ 3. Quand le emploi prévu par le § 2 du présent article revêt la forme d'actions ou parts:

— Il doit s'agir d'actions ou parts nouvelles émises lors de la constitution ou de l'augmentation du capital des sociétés visées aux articles 98, 100 et 102;

— Ces actions ou parts doivent être libérées dans le délai prévu au § 2.

§ 4. Pour justifier l'immunité revendiquée, les contribuables sont tenus de joindre un relevé, conforme au modèle arrêté par le ministre des Finances ou son délégué, à leur déclaration aux impôts sur les revenus de l'exercice d'imposition pour lequel l'immunité est revendiquée et pour chacun des exercices d'imposition au cours desquels l'investissement prévu au § 2 doit être effectué.

§ 5. A défaut de emploi dans les formes et délais prévus au § 2, les plus-values antérieurement immunisées sont considérées comme des bénéfices obtenus au cours de la période imposable pendant laquelle le délai d'investissement est venu à expiration.

§ 6. L'immunité acquise est retirée pour la période imposable au cours de laquelle les éléments pris en considération à titre de emploi sont aliénés lorsque cette aliénation se produit moins de trois ans après l'acquisition ou la constitution desdits éléments, sauf si le contribuable établit qu'un montant égal au prix de réalisation desdits éléments est employé dans les conditions requises pour le emploi initial et dans un délai de trois mois à partir de la date d'aliénation des éléments acquis ou constitués à titre de emploi.»

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici:

« A l'article 36, proposé par cet article, supprimer le § 6. »

« In artikel 36, zoals voorgesteld door dit artikel, § 6 te doen vervallen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 260 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 260 worden aangehouden.

Art. 261. In artikel 38, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 25 juni 1973, worden de woorden « artikel 34, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 34, eerste lid, 2° ».

Art. 261. Dans l'article 38, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 9 de la loi du 25 juin 1973, les mots « article 34, § 2 » sont remplacés par les mots « article 34, alinéa 1^{er}, 2° ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 262. In artikel 40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 37, 2° tot 5°, van de wet van 12 juli 1979 en bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 48 van 22 juli 1982, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De toepassing van 1° en 3° doet evenwel geen afbreuk aan het eventueel belasting als divers inkomen, met toepassing van artikel 67, 7°, van de meerwaarden verwezenlijkt op ongebouwde onroerende goederen van landbouw- of tuinbouwondernemingen »;

2° Paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Volgens de modaliteiten en voorwaarden die erin zijn bepaald, blijven de artikelen 23, 25bis, 32sexies, 34, 36 en 38 van toepassing op de bij de vroegere belastingplichtige bestaande waardeverminderingen, voorzieningen, onderwaarderingen, overwaarderingen, subsidies, vorderingen en meerwaarden voor zover die bestanddelen zich bevinden in de activa van de nieuwe belastingplichtige; in de gevallen bedoeld in de artikelen 32sexies en 36 kan de voorzetting of inbreng van werkzaamheid niet tot gevolg hebben dat de oorspronkelijke wederbeleggingstermijn wordt verlengd »;

3° In § 3, tweede lid, worden de woorden: « artikel 34, § 1, 3°, en § 2 » vervangen door de woorden « artikel 34, eerste lid, 2° ».

Art. 262. A l'article 40 du même Code, modifié par l'article 5 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 37, 2° à 5°, de la loi du 12 juillet 1979 et par l'article 5 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juillet 1982, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante:

« L'application des 1° et 3° ne porte toutefois pas préjudice à la taxation éventuelle à titre de revenus divers en vertu de l'article 67, 7°, des plus-values réalisées sur des immeubles non bâtis des exploitations agricoles ou horticoles »;

2° Dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante:

« Les articles 23, 25bis, 32sexies, 34, 36 et 38 restent applicables, selon les modalités et aux conditions qui y sont prévues, aux réductions de valeur, provisions, sous-estimations, surestimations, subsides, créances et plus-values existant chez l'ancien contribuable dans la mesure où ces éléments se retrouvent dans les avoirs du nouveau contribuable; dans les cas visés aux articles 32sexies et 36, l'opération de continuation d'activité ou d'apport ne peut avoir pour effet une prolongation du délai de emploi au delà du terme initialement prévu »;

3° Dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « article 34, § 1^{er}, 3°, et § 2 » sont remplacés par les mots « article 34, alinéa 1^{er}, 2° ».

La parole est à M. de Seny.

M. de Seny. — Monsieur le Président, je souhaiterais savoir ce que l'on entend par gain net imposable.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Je renvoie M. de Seny à l'interprétation donnée, en commission, par Mme le secrétaire d'Etat.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 262.

Ik breng artikel 262 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 263. Artikel 43, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 25 juni 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 3° Van de beroepsinkomsten, bepaald overeenkomstig 1° en 2°, worden de tijdens de vorige belastbare tijdperken geleden bedrijfsverliezen afgetrokken; deze aftrek wordt achtereenvolgens verricht op de beroepsinkomsten van elk volgend belastbaar tijdperk. »

Art. 263. L'article 43, alinéa 1^{er}, 3°, du même Code, modifié par l'article 13 de la loi du 25 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

« 3° Des revenus professionnels déterminés conformément aux 1° et 2° sont déduites les pertes professionnelles éprouvées au cours des périodes imposables antérieures; cette déduction s'opère successivement sur les revenus professionnels de chacune des périodes imposables suivantes. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 264. Artikel 48 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982, bij artikel 37 van de wet van 31 juli 1984 en bij artikel 9 van de wet van 4 augustus 1986, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt:

« § 4. In afwijking van artikel 45, 4°, worden de immateriële vaste activa, met uitzondering van de investeringen in audiovisuele werken, afgeschreven met vaste annuïteiten waarvan het aantal niet minder dan drie mag bedragen wanneer het gaat om investeringen in onderzoek en ontwikkeling, en niet minder dan vijf in de andere gevallen. »

Art. 264. L'article 48 du même Code, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982, par l'article 37 de la loi du 31 juillet 1984 et par l'article 9 de la loi du 4 août 1986, est complété par un § 4 libellé comme suit:

« § 4. Par dérogation à l'article 45, 4°, les immobilisations incorporelles, à l'exception des investissements en œuvres audiovisuelles, sont amorties par annuités fixes dont le nombre ne peut être inférieur à trois lorsqu'il s'agit d'investissements en recherche et développement et à cinq dans les autres cas. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 265. In artikel 50, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 22 mei 1970, bij artikel 1 van de wet van 23 juni 1975 en wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, worden de eerste twee leden vervangen door de volgende bepalingen:

« De sommen die betaald zijn als inkomsten van obligaties, leningen, schuldvorderingen, deposito's en andere effecten ter vertegenwoordiging van leningen, voor zover zij een bedrag overtreffen dat overeenstemt met een rentevoet bepaald door de Koning in functie van die welke toegepast worden door de

emitterende instelling van het land waarvan de munt de leningen uitdrukt of van die welke toegepast worden op de markt van dit land, verhoogd met 3 punten.

De in aanmerking te nemen tarieven zijn:

— Ofwel die toegepast op de datum vanaf wanneer de geleende of in deposito ontvangen sommen inkomsten beginnen op te brengen, met dien verstande dat de verlenging en de stilzwijgende vernieuwing van een overeenkomst na de aanvankelijk gestelde termijn, worden gelijkgesteld met het sluiten van een nieuwe overeenkomst;

— Ofwel wanneer in de overeenkomst een veranderlijke rente of een indexering wordt bedongen, de rentevoet die wordt toegepast op de vervaldag van de inkomsten, of de voeten die eventueel achtereenvolgens zijn toegepast in de loop van het tijdvak waarop de inkomsten betrekking hebben, indien en voor zover de bijzondere bepaling gevolg heeft gehad. »

Art. 265. Dans l'article 50, 1°, du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 22 mai 1970, par l'article 1^{er} de la loi du 23 juin 1975 et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 8 de l'arrêté royal du 12 août 1985, les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Les sommes payées à titre de revenus d'obligations, de prêts, de créances, de dépôts et d'autres titres constitutifs d'emprunts, dans la mesure où elles dépassent un montant correspondant à un taux fixé par le Roi en fonction de ceux pratiqués par l'institution d'émission du pays de la monnaie dans laquelle les titres sont libellés ou de ceux pratiqués sur le marché de ce pays, majoré de 3 points.

Les taux à prendre en considération sont:

— Soit celui qui est pratiqué à la date à partir de laquelle les sommes empruntées ou reçues en dépôt produisent des revenus, la prorogation et la reconduction tacite de toute convention au-delà du terme initialement prévu étant assimilées à la conclusion d'une nouvelle convention;

— Soit lorsque la convention stipule un intérêt variable ou une clause d'indexation, le taux pratiqué à l'échéance des revenus, ou les taux qui, éventuellement, ont été successivement pratiqués au cours de la période à laquelle se rapportent les revenus, dans l'éventualité et dans la mesure où la stipulation particulière a sorti ses effets. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 266 luidt:

Art. 266. In artikel 93 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 15 juli 1966, bij de artikelen 23 en 84, 22°, van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 28 van de wet van 5 januari 1976, bij artikel 14 van de wet van 3 november 1976, bij de artikelen 8 en 33, c, van de wet van 22 december 1977, bij artikel 51 van de wet van 4 augustus 1978, bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 2 van 15 februari 1981, bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982 en bij artikel 16 van de wet van 28 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1, 2°, worden *a* en *b* vervangen door volgende bepalingen:

« a) De meerwaarden verwezenlijkt op goederen gebruikt voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid en die op het ogenblik van hun verwezenlijking sedert meer dan vijf jaar de aard hebben van materiële of financiële vaste activa, zoals omschreven in de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en waarvoor de in artikel 32sexies bedoelde uitgestelde taxatie niet is toegepast.

De in het vorige lid bedoelde voorwaarde van vijf jaar belegging is evenwel niet vereist wanneer de meerwaarden worden verwezenlijkt ter gelegenheid van de volledige en definitieve stopzetting van de beroepswerkzaamheid of van één of meer takken daarvan:

b) De meerwaarden verwezenlijkt op immateriële vaste activa ter gelegenheid van de volledige en definitieve stopzetting van de beroepswerkzaamheid en de vergoedingen bekomen als compensatie van een vermindering van de werkzaamheid, bedoeld in de artikelen 22, 6°, a, en 30, tweede lid, 2°, a, voor zover zij niet meer bedragen dan viermaal het gemiddelde van de belastbare netto-winst of -baten met betrekking tot de verdwenen werkzaamheid behaald gedurende de vier jaren die aan het jaar van de stopzetting of van de vermindering van de werkzaamheid voorafgaan;

Onder belastbare netto-winst of -baten wordt verstaan de overeenkomstig artikel 43, 1° tot 3°, vastgestelde inkomsten, maar met uitzondering van de met toepassing van artikel 93 afzonderlijk belaste inkomsten.»

2° In § 3, worden de woorden «deelnemingen en portefeuille-waarden», en «34, § 3», respectievelijk vervangen door de woorden «financiële vaste activa», en «32quinquies, tweede lid».

Art. 266. A l'article 93 du même Code, modifié par l'article 11 de la loi du 15 juillet 1966, par les articles 23 et 84, 22°, de la loi du 25 juin 1973, par l'article 28 de la loi du 5 janvier 1976, par l'article 14 de la loi du 3 novembre 1976, par les articles 8 et 33, c, de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 51 de la loi du 4 août 1979, par l'article 3 de l'arrêté royal n° 2 du 15 février 1981, par l'article 8 de l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982 et par l'article 16 de la loi du 28 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 1^{er}, 2°, les lettres *a* et *b* sont remplacés par les dispositions suivantes:

«*a*) Les plus-values réalisées sur des biens affectés à l'exercice de l'activité professionnelle qui ont la nature d'immobilisations corporelles ou financières, au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, depuis plus de cinq ans au moment de leur réalisation, pour lesquelles il n'est pas fait application de la taxation différée prévue à l'article 32sexies.

La condition de cinq ans d'immobilisation prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois pas exigée lorsque les plus-values sont réalisées à l'occasion de la cessation complète et définitive de l'activité professionnelle ou d'une ou plusieurs branches de celle-ci;

b) Les plus-values réalisées à l'occasion de la cessation complète et définitive de l'activité professionnelle sur des immobilisations incorporelles et les indemnités obtenues en compensation d'une réduction d'activité visées aux articles 22, 6°, *a*, et 30, alinéa 2, 2°, *a*, dans la mesure où elles n'excèdent pas un montant égal à quatre fois la moyenne des bénéfices ou profits nets impossibles afférents à l'activité délaissée réalisés au cours des quatre années qui précèdent celle de la cessation ou de la réduction d'activité;

Par bénéfices ou profits nets impossibles, on entend les revenus déterminés conformément à l'article 43, 1° à 3°, mais à l'exception des revenus imposés distinctement en application de l'article 93.»

2° Dans le § 3, les mots «participations et valeurs de portefeuille» et «34, § 3», sont remplacés respectivement par les mots «immobilisations financières» et «32quinquies, alinéa 2».

Le gouvernement a présenté les amendements que voici:

«*A. A l'article 93, § 1^{er}, 2°, a, proposé par cet article, entre les mots «de leur réalisation», et les mots «pour lesquelles», insérer les mots «ou sur d'autres actions ou parts acquises depuis plus de cinq ans.»*

«*B. Au § 3 de cet article, remplacer les mots «immobilisations financières» par les mots «immobilisations financières ou autres actions ou parts.»*

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

«*A. In artikel 93, § 1, 2°, a, zoals voorgesteld door dit artikel, tussen de woorden «de ondernemingen» en «en waarvoor» de woorden «en op andere aandelen of delen die sedert meer dan vijf jaar zijn verworven» in te voegen.»*

«*B. In § 3 van dit artikel, de woorden «financiële vaste activa» te vervangen door de woorden «financiële vaste activa en andere aandelen of delen.»*

Ces amendements ont été adoptés en commission.

Deze amendementen zijn in de commissie aangenomen.

Je mets aux voix l'article 266 amendé.

Ik breng het gewijzigde artikel 266 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Artikel 267 luidt:

Art. 267. Artikel 94, tweede lid, *a*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 15 van de wet van 3 november 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

«*a*) De intercommunales beheerst door de wet van 22 december 1986.»

Art. 267. L'article 94, alinéa 2, *a*, du même Code, inséré par l'article 15 de la loi du 3 novembre 1976, est remplacé par la disposition suivante:

«*a*) Les intercommunales régies par la loi du 22 décembre 1986.»

Mme Dardenne et consorts proposent l'amendement que voici:

«*Remplacer cet article par le texte suivant:*

«*L'article 94, alinéa 2, a, du même Code est remplacé par la disposition suivante:*

«*a*) Les sociétés intercommunales régies par la loi du 22 décembre 1986, à l'exclusion des sociétés intercommunales de production et/ou de distribution d'électricité.»

«*Dit artikel te vervangen als volgt:*

«*Artikel 94, tweede lid, a, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:*

«*a*) De intercommunales beheerst door de wet van 22 december 1986, met uitzondering van de intercommunales voor elektriciteitsproductie en/of elektriciteitsvoorziening.»

La parole est à Mme Dardenne.

Mme Dardenne. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 267 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 267 worden aangehouden.

Art. 268. In artikel 98 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende woorden geschrapt:

«Evenals de tantièmes en andere vaste of veranderlijke bruto-bezoldigingen verleend of toegekend aan de in artikel 20, 2°, *b*, bedoelde personen.»

Art. 268. A l'article 98 du même Code, le membre de phrase suivant est supprimé:

«Ainsi que les tantièmes et autres rémunérations brutes, fixes ou variables, alloués ou attribués aux personnes visées à l'article 20, 2°, *b*.»

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Mme Dardenne et consorts proposent l'insertion d'un article 268bis (nouveau) libellé comme suit:

« Insérer un article 268bis (nouveau), rédigé comme suit:

« Art. 268bis. Ajouter à l'article 98 du même Code un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

« Les sociétés intercommunales de production et/ou de distribution d'électricité visées à l'article 94, alinéa 2, a, sont imposables sur le montant total de leurs revenus imposables, y compris ceux distribués aux actions ou parts à l'exclusion des sommes allouées ou attribuées à l'Etat, aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux centres publics d'aide sociale, ainsi qu'à d'autres sociétés intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a, ainsi qu'aux tantièmes et autres rémunérations bruts, fixes ou variables alloués ou attribués aux personnes visées à l'article 20, 2^o, b. »

« Een artikel 268bis (nieuw) in te voegen, luidende:

« Art. 268bis. Aan artikel 98 van hetzelfde Wetboek wordt een tweede lid toegevoegd, luidende:

« De intercommunales voor de elektriciteitsproductie en/of elektriciteitsvoorziening bedoeld in artikel 94, tweede lid, a, zijn belastbaar op het totale bedrag van hun belastbare inkomsten, met inbegrip van de inkomsten uitgekeerd aan de aandelen of delen, met uitzondering van de sommen verleend of toegekend aan de Staat, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en aan andere intercommunales bedoeld in artikel 94, tweede lid, a, alsmede aan de tantièmes en andere vaste of veranderlijke brutobezoldigingen verleend of toegekend aan de in artikel 20, 2^o, b, bedoelde personen. »

La parole est à Mme Dardenne.

Mme Dardenne. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification reprise dans le document.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

Art. 269. Titel III, hoofdstuk II, afdeling II, onderafdeling IV van hetzelfde Wetboek, opgeheven door artikel 16 van de wet van 3 november 1976, wordt opnieuw ingevoerd als volgt:

« Onderafdeling IV. — Verkrijging van eigen aandelen of delen. — Gedeeltelijke verdeling van vermogen »

Art. 269. Le Titre III, chapitre II, section II, sous-section IV du même Code, abrogé par l'article 16 de la loi du 3 novembre 1976, est rétabli comme suit:

« Sous-section IV. — Acquisition de ses propres actions ou parts. — Partage partiel de l'avoir social »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 270. Artikel 103 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 16 van de wet van 3 november 1976, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing:

« Art. 103. § 1. Wanneer een vennootschap op enige wijze eigen aandelen of delen verkrijgt, wordt als een uitgekeerde winst aangemerkt als bedoeld in de artikelen 98 of 100 het verschil in meer tussen de verkrijgingsprijs of, bij ontstentenis daarvan, de waarde van die aandelen of delen, en het gedeelte van het nog terugbetaalbare werkelijk gestorte maatschappelijk kapitaal dat door de verkregen aandelen of delen wordt vertegenwoordigd, waarbij dat gedeelte vooraf wordt gerevalueerd overeenkomstig artikel 119.

In de gevallen waarin, vóór de ontbinding of invereffeningstelling van de vennootschap, de aandelen of delen worden verkregen onder de voorwaarden opgenomen in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, is het eerste lid slechts van toepassing wanneer:

a) Op de verkregen aandelen of delen waardeverminderingen worden geboekt;

b) De aandelen of delen worden vervreemd;

c) De aandelen of delen worden vernietigd of rechtens van onwaarde worden;

d) En uiterlijk bij de ontbinding of de invereffeningstelling van de vennootschap.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid, a, is het eerste lid enkel van toepassing tot beloop van de geboekte waardeverminderingen.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid, b, is het eerste lid enkel van toepassing tot beloop van het verschil in min tussen de verkoopprijs en de verkrijgingsprijs of de waarde, bedoeld in dat eerste lid.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid, b, c en d, wordt de winst in voorkomend geval verminderd met de in a van dat lid bedoelde reeds belaste waardeverminderingen.

§ 2. Wanneer het maatschappelijk vermogen van een vennootschap gedeeltelijk wordt verdeeld ten gevolge van overlijden, uittreding of uitsluiting van een vennoot wordt als een uitgekeerde winst aangemerkt als bedoeld in de artikelen 98 of 100, het verschil in meer tussen de uitkeringen of toekenningen in geld, in effecten of in enige andere vorm aan de belanghebbende of zijn rechthebbenden en zijn aandeel in het nog terugbetaalbare werkelijk gestorte maatschappelijk kapitaal, eventueel gerevalueerd overeenkomstig artikel 119.

§ 3. In geval van toepassing van de §§ 1 of 2 blijven de opnemingen van winsten van het boekjaar of van gereserveerde winsten die reeds aan de vennootschapsbelasting werden onderworpen, zonder invloed op de vaststelling van de ten name van de vennootschap belastbare winst tot beloop van de in artikel 122, 2^o, bedoelde vermindering van werkelijk gestort kapitaal die geen aanleiding heeft gegeven tot vermindering van het maatschappelijk kapitaal. »

Art. 270. L'article 103 du même Code, abrogé par l'article 16 de la loi du 3 novembre 1976, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 103. § 1^{er}. Lorsqu'une société acquiert de quelque façon que ce soit ses propres actions ou parts, l'excédent que présente le prix d'acquisition ou, à défaut, la valeur de ces actions ou parts, sur la quote-part du capital social réellement libéré restant à rembourser qui est représentée par les actions ou parts acquises, ladite quote-part étant préalablement revalorisée conformément à l'article 119, est considéré comme un bénéfice distribué visé aux articles 98 ou 100.

Dans les cas où, avant la dissolution ou la mise en liquidation de la société, les actions ou parts sont acquises dans les conditions prescrites par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement:

a) Au moment où des réductions de valeur sont actées sur les actions ou parts acquises;

b) Au moment de l'aliénation des actions ou parts;

c) Au moment où les actions ou parts sont détruites ou nulles de plein droit;

d) Et au plus tard lors de la dissolution ou de la mise en liquidation de la société.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, a, l'alinéa 1^{er} n'est applicable qu'à concurrence des réductions de valeur actées.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, b, l'alinéa 1^{er} n'est applicable qu'à concurrence de la différence négative entre le prix de réalisation et le prix d'acquisition ou la valeur visée audit alinéa 1^{er}.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, b, c et d, le bénéfice est, le cas échéant, diminué des réductions de valeur déjà taxées visées audit alinéa, a.

§ 2. En cas de partage partiel de l'avoir social d'une société par suite du décès, de la démission ou de l'exclusion d'un associé, est considéré comme un bénéfice distribué visé aux articles 98 ou 100, l'excédent que présentent les sommes allouées ou attribuées à l'intéressé ou à ses ayants droit, en espèces, en titres ou autrement sur sa quote-part du capital social réellement

libéré restant à rembourser, éventuellement revalorisée conformément à l'article 119.

§ 3. En cas d'application des §§ 1^{er} ou 2, les prélèvements opérés sur les bénéfices de l'exercice ou sur les bénéfices réservés déjà soumis à l'impôt des sociétés restent sans effet sur la détermination du bénéfice imposable dans le chef de la société à concurrence de la réduction du capital réellement libéré visée à l'article 122, 2^o, qui n'a pas donné lieu à une réduction du capital social.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 271. Artikel 105, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 57 van de wet van 2 juli 1981, wordt vervangen door volgende bepaling:

«De meerwaarden vermeld in de artikelen 34, eerste lid, 36, 38 en 40, § 1, 2^o, worden slechts vrijgesteld en de meerwaarden vermeld in artikel 32sexies worden slechts belast op de in dat artikel bedoelde wijze, voor zover zij op één of meer afzonderlijke rekeningen van het passief geboekt zijn en blijven en niet tot grondslag dienen voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enigerlei beloning of toekenning.»

Art. 271. L'article 105, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 27 de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 57 de la loi du 2 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante:

«Les plus-values visées aux articles 34, alinéa 1^{er}, 36, 38 et 40, § 1^{er}, 2^o, ne sont immunisées et les plus-values visées à l'article 32sexies ne sont taxées de la manière prévue à cet article que dans la mesure où elles sont portées et maintenues à un ou plusieurs comptes distincts du passif et où elles ne servent pas de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 272. Artikel 106 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 25 juni 1973, wordt vervangen door volgende bepaling:

«Art. 106. Artikel 34, tweede lid, betreffende de vrijstelling van verwezenlijkte meerwaarden op ongebouwde onroerende goederen van landbouw- of tuinbouwondernemingen is niet van toepassing.»

Art. 272. L'article 106 du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 25 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 106. L'article 34, alinéa 2, en matière d'immunité des plus-values réalisées sur des immeubles non bâtis des exploitations agricoles ou horticoles n'est pas applicable.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 273. Artikel 108 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 29 van de wet van 5 januari 1976 en bij artikel 21 van de wet van 27 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 108. § 1. In vennootschappen als zijn bedoeld in de artikelen 98 en 100 zijn onder meer bedrijfslasten, de bezoldigingen van de in artikel 20, 2^o, b en c, bedoelde personen en de ermede verband houdende sociale lasten.

Stortingen van sociale verzekering of voorzorg, zomede de in artikel 45, 3^o, b, bedoelde bijdragen, zijn in afwijking van het bepaalde in het eerste lid, slechts aftrekbaar indien zij betrekking hebben op bezoldigingen die regelmatig en ten minste om de maand worden betaald of toegekend vóór het einde van het belastbaar tijdperk waarin de er toe aanleiding gevende prestaties werden geleverd en mits zij op de resultaten van dat tijdperk worden aangerekend door de vennootschap.

§ 2. Tenzij die overeenkomsten enkel voorzien in voordelen bij overlijden, worden de premies van levensverzekeringen die in het voordeel van de vennootschap zijn gesloten op het hoofd van in § 1 bedoelde personen, met in artikel 45, 3^o, b, bedoelde bijdragen gelijkgesteld.

Voor de berekening van de in die bepaling bedoelde begrenzing van 80 pct., komen uitsluitend de in § 1, tweede lid, omschreven bezoldigingen in aanmerking.»

Art. 273. L'article 108 du même Code, modifié par l'article 29 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 29 de la loi du 5 janvier 1976 et par l'article 21 de la loi du 27 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 108. § 1^{er}. Dans les sociétés visées aux articles 98 et 100, constituent des charges professionnelles notamment, les rémunérations des personnes visées à l'article 20, 2^o, b et c, et les charges sociales connexes à celles-ci.

Les versements d'assurance ou de prévoyance sociales ainsi que les cotisations visées à l'article 45, 3^o, b, ne sont toutefois déduits, par dérogation à la disposition du premier alinéa du présent article, que dans la mesure où il se rapportent à des rémunérations qui sont allouées régulièrement et au moins une fois par mois attribuées avant la fin de la période imposable au cours de laquelle les prestations y donnant lieu ont été fournies et à condition qu'ils soient imputés par la société sur les résultats de cette période.

§ 2. A moins que les contrats prévoient uniquement des avantages en cas de décès, les primes d'assurances-vie qui ont été conclues au profit de la société sur la tête des personnes visées au § 1^{er}, sont assimilées aux cotisations visées à l'article 45, 3^o, b.

Les rémunérations définies au § 1^{er}, alinéa 2, sont seules prises en considération pour le calcul de la limite de 80 p.c. visée par cette disposition.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 274. In artikel 108bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 30 van de wet van 25 juni 1973, gewijzigd bij artikel 26 van de wet van 8 augustus 1980, bij artikel 40 van de wet van 31 juli 1984 en bij artikel 21 van de wet van 4 augustus 1986, worden de woorden «personen wier bezoldigingen of pensioenen krachtens artikel 108 bedrijfslasten zijn» vervangen door de woorden «in artikel 20, 2^o, b en c, bedoelde personen».

Art. 274. A l'article 108bis, alinéa premier, du même Code, inséré par l'article 30 de la loi du 25 juin 1973, modifié par l'article 26 de la loi du 8 août 1980 et par l'article 40 de la loi du 31 juillet 1984 et par l'article 21 de la loi du 4 août 1986, les mots «les personnes dont les rémunérations ou les pensions constituent des charges professionnelles en vertu de l'article 108» sont remplacés par les mots «les personnes visées à l'article 20, 2^o, b et c».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 275 luidt:

Art. 275. In artikel 111 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 25 juni 1973, en wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 en bij artikel 49 van de wet van 4 augustus 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Het enig lid wordt vervangen door een § 1, luidend als volgt:

«§ 1. Van de winst van het belastbare tijdperk worden mede afgetrokken, voor zover zij erin voorkomen:

1^o Mits ze op vaste deelnemingen betrekking hebben, de inkomsten uit aandelen of delen of uit belegde kapitalen, met inbegrip van de in artikel 12, § 1, 3^o, en in artikel 15, tweede lid, 1^o, bedoelde inkomsten, maar met uitzondering van de

inkomsten die zijn verkregen wegens de afstand aan een vennootschap van haar eigen aandelen of delen of wegens de gehele of gedeeltelijke verdeling van het vermogen van een vennootschap;

2° Mits het op vaste deelnemingen betrekking heeft en voor zover dat de bepalingen van de artikelen 103 of 118 of van gelijkaardige bepalingen naar buitenlands recht zijn toegepast, een bedrag gelijk aan het verschil in meer tussen de sommen verkregen in de in die artikelen bedoelde gevallen en de aanschaffings- of beleggingsprijs van de aandelen of delen die worden verkregen, terugbetaald of geruild door de vennootschap die ze had uitgegeven, eventueel verhoogd met de desbetreffende, voorheen uitgedrukte en niet vrijgestelde meerwaarden;

3° Interests van voorschotten die de belastingplichtige heeft toegestaan aan een vennootschap die niet een vennootschap op aandelen of een door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschap is, en in welke hij in het kapitaal een vaste deelneming bezit;

4° Inkomsten uit preferente aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen;

5° Inkomsten uit Belgische openbare fondsen of leningen van voormalig Belgisch-Kongo die werden uitgegeven onder vrijstelling van Belgische zakelijke en personele belastingen of van elke belasting;

6° Inkomsten uit effecten van leningen tot herfinanciering van de leningen gesloten door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de Nationale Landmaatschappij of door een nieuwe nationale maatschappij die de verplichtingen van de voornoemde maatschappijen zou overnemen;

2° Het wordt aangevuld met een als volgt luidende § 2:

« § 2. De in § 1, 1° tot 3°, bedoelde inkomsten zijn slechts aftrekbaar indien ze worden verleend of toegekend door vennootschappen die aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen of, wat de in het buitenland gevestigde vennootschappen betreft, die onderworpen zijn aan een belasting gelijkaardig aan de vennootschapsbelasting.

Die inkomsten zijn evenwel niet aftrekbaar indien ze worden verleend of toegekend:

1° Door vennootschappen die gevestigd zijn in een land waar de gemeenschappelijke bepalingen inzake belastingen aanzienlijk gunstiger zijn dan in België;

2° Door holding- of financieringsvennootschappen die in het land waarin ze zijn gevestigd aan een belastingstelsel zijn onderworpen dat afwijkt van het gemeen recht;

3° Door investeringsvennootschappen.

Het eerste lid is niet van toepassing op de inkomsten die worden verleend of toegekend door in artikel 94, tweede lid, a, bedoelde intercommunales.

Het tweede lid, 2° en 3°, is niet van toepassing voor zover het bewijs wordt geleverd dat de inkomsten voortkomen van door die vennootschappen verkregen inkomsten die zelf aan de voor aftrek gestelde voorwaarden voldoen »;

3° Het wordt aangevuld met een als volgt luidende § 3:

« § 3. De in § 1, 1°, bedoelde inkomsten worden niet afgetrokken voor zover dat hun toekenning of betaalbaarstelling een waardevermindering tot gevolg heeft van de aandelen of delen waarop ze betrekking hebben. »

Art. 275. Dans l'article 111 du même Code, modifié par l'article 32 de la loi du 25 juin 1973, et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 14 de l'arrêté royal du 12 août 1985 et par l'article 49 de la loi du 4 août 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa unique est remplacé par un § 1^{er}, rédigé comme suit:

« § 1^{er}. Des bénéfices de la période imposable sont également déduits, dans la mesure où ils s'y retrouvent:

1° Pour autant qu'ils se rapportent à des participations permanentes, les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis, y compris ceux qui sont visés à l'article 12, § 1^{er}, 3°, et à

l'article 15, alinéa 2, 1°, mais à l'exception de ceux qui sont obtenus en raison de la cession à une société de ses propres actions ou parts ou en raison du partage total ou partiel de l'avoir social d'une société;

2° Pour autant qu'il se rapporte à des participations permanentes et dans la mesure où les dispositions des articles 103 ou 118 ou des dispositions analogues de droit étranger sont appliquées, l'excédent que présentent les sommes obtenues dans les cas visés auxdits articles sur la valeur d'investissement ou de revient des actions ou parts acquises, remboursées ou échangées par la société qui les avait émises, éventuellement majorée des plus-values y afférentes, antérieurement exprimées et non imputées;

3° Les intérêts d'avances que le contribuable a faites à une société autre qu'une société par actions ou une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération, dans le capital social de laquelle il détient une participation permanente;

4° Les revenus des actions privilégiées de la Société nationale des chemins de fer belges;

5° Les revenus des fonds publics belges et des emprunts de l'ex-Congo belge qui ont été émis en exemption d'impôts belges, réels et personnels, ou de tous impôts;

6° Les revenus des titres d'emprunts de refinancement des emprunts conclus par la Société nationale du logement et la Société nationale terrienne ou par une nouvelle société nationale qui reprendrait les obligations des sociétés précitées »;

2° Il est complété par un § 2, rédigé comme suit:

« § 2. Les revenus visés au § 1^{er}, 1° à 3°, ne sont déductibles que s'ils sont alloués ou attribués par des sociétés assujetties à l'impôt des sociétés ou, lorsqu'il s'agit de sociétés établies à l'étranger, par des sociétés assujetties à un impôt analogue à l'impôt des sociétés.

Ces revenus ne sont toutefois pas déductibles lorsqu'ils sont alloués ou attribués:

1° Par des sociétés établies dans un pays dont les dispositions du droit commun en matière d'impôt sont notablement plus avantageuses qu'en Belgique;

2° Par des sociétés holding ou des sociétés de financement qui bénéficient, dans le pays où elles sont établies, d'un régime fiscal exorbitant du droit commun;

3° Par des sociétés d'investissement.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux revenus alloués ou attribués par les intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a.

L'alinéa 2, 2° et 3°, ne s'applique pas dans la mesure où il est établi que les revenus proviennent de revenus perçus par des sociétés qui satisfont elles-mêmes aux conditions de déduction »;

3° Il est complété par un § 3, rédigé comme suit:

« § 3. Les revenus visés au § 1^{er}, 1°, ne sont pas déduits dans la mesure où leur attribution ou mise en paiement entraîne une réduction de valeur des actions ou parts auxquelles ils se rapportent. »

De heren Buchmann en Van Thillo stellen volgend amendement voor:

« Artikel 111, § 2, tweede lid, 1°, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt:

« De minister zal bij ministerieel besluit een lijst vaststellen van de hierboven bedoelde landen. »

« Compléter le § 2, deuxième alinéa, 1°, de l'article 111, tel qu'il est proposé à cet article, par la disposition suivante:

« Le ministre établira, par voie d'arrêté ministériel, une liste des pays concernés. »

Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar het verslag.

M. le Président. — M. Hatry et consorts proposent les amendements que voici :

« Au § 2, alinéa 2, 1^o, de l'article 111, tel que proposé par cet article, ajouter les mots suivants « sauf lorsque la société prouve que le revenu distribué l'a été par une société dont l'établissement à l'étranger répond à des besoins légitimes de caractère financier ou économique. »

« Aan artikel 111, § 2, tweede lid, 1^o, zoals voorgesteld door dit artikel, toe te voegen de woorden « tenzij de vennootschap bewijst dat de inkomsten betaald zijn door een vennootschap die in het buitenland is gevestigd om tegemoet te komen aan rechtmatige behoeften van financiële of economische aard. »

Subsidiarement :

« Compléter le § 2, alinéa 2, 1^o, de l'article 111, tel que proposé par cet article, par les mots suivants :

« Sauf lorsqu'aux conditions à fixer par le ministre des Finances, les revenus distribués proviennent d'une société établie dans un pays où ces dispositions sont justifiées par la nécessité évidente de :

- a) Corriger des risques politiques et économiques;
- b) Mettre en place une imposition plus légère en vue de relancer les investissements, l'emploi, la reconversion industrielle ou le redéploiement industriel du pays concerné;
- c) Compenser les conditions désavantageuses d'exploitation imposées à la société. »

Subsidiar :

« Artikel 111, § 2, tweede lid, 1^o, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt :

« Tenzij de betaalde inkomsten, onder de voorwaarden te bepalen door de minister van Financiën, afkomstig zijn van een vennootschap gevestigd in een land waar die maatregelen gewettigd zijn omdat het om evidente redenen noodzakelijk is :

- a) Politieke en economische risico's op te vangen;
- b) De belasting te verminderen ten einde een nieuwe impuls te geven aan de investeringen, de werkgelegenheid, de industriële omschakeling of de industriële herstructurering van het betrokken land;
- c) Een compensatie te verlenen voor de ongunstige bedrijfsvoorwaarden die aan de vennootschap zijn opgelegd. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, nous estimons que les précisions concernant l'article 275, qui figurent dans le document numéro 6, sont utiles. Cependant, le ministre des Finances n'a pas jugé opportun de les introduire dans la loi. Je souhaiterais que le ministre en explique les motifs.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, par ce nouvel article 111, le gouvernement vise les sociétés installées dans les « paradis fiscaux », sociétés dont les dividendes distribués à une société actionnaire établie en Belgique ne pourront plus bénéficier du régime des revenus définitivement taxés.

J'ai annoncé deux innovations de manière à améliorer la sécurité juridique. Tout d'abord, l'administration publiera une liste des pays considérés comme « paradis fiscaux ». En second lieu, elle pratiquera ce que l'on appelle aux Pays-Bas le système du *ruling*.

L'administration s'engagera à l'avance — je réponds ainsi à une question de M. de Seny — pour une période déterminée, par exemple cinq ans, sur le traitement fiscal qui sera réservé à une opération envisagée, pour autant, bien entendu, que les conditions de cette opération restent inchangées.

Cette innovation, à mon sens importante, est de nature à renforcer la sécurité juridique. Elle me paraît préférable à l'introduction dans la loi d'une série de précisions qui pourraient très vite apparaître comme des rigidités non seulement aux yeux de l'administration, mais aussi aux yeux des entreprises concernées.

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, à la suite des explications fournies par le ministre, nous retirons nos amendements.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement van de heren Buchmann en Van Thillo en de stemming over artikel 275 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement de MM. Buchmann et Van Thillo et le vote sur l'article 275 sont réservés.

Artikel 276 luidt :

Art. 276. Artikel 112 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 17 van de wet van 3 november 1976 en wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 15 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In paragraaf 1 worden de woorden « artikel 111, 1^o en 2^o », vervangen door de woorden « artikel 111, § 1, 1^o tot 3^o »;

2^o De woorden « in eigendom » worden telkens vervangen door de woorden « in volle eigendom »;

3^o Het woord « deelnemingen » wordt telkens vervangen door de woorden « aandelen of delen », behalve in de inleidende zin van § 1 van de Nederlandse tekst;

4^o In § 2 worden de woorden « Artikel 111, 5^o » vervangen door de woorden « Artikel 111, § 1, 2^o ».

Art. 276. A l'article 112 du même Code, modifié par l'article 32 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 17 de la loi du 3 novembre 1976 et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 15 de l'arrêté royal du 12 août 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Dans le paragraphe 1^{er}, les mots « l'article 111, 1^o et 2^o », sont remplacés par les mots « l'article 111, § 1^{er}, 1^o à 3^o »;

2^o Les mots « la propriété » sont chaque fois remplacés par les mots « la pleine propriété »;

3^o Le mot « participations » est chaque fois remplacé par les mots « actions ou parts », sauf dans la phrase liminaire du § 1^{er} du texte néerlandais;

4^o Dans le § 2, les mots « L'article 111, 5^o » sont remplacés par les mots « L'article 111, § 1^{er}, 2^o ».

M. Boël avait proposé l'amendement que voici :

« A cet article, supprimer le 2^o. »

« In dit artikel het 2^o te doen vervallen. », mais il le retire.

L'amendement ayant été retiré, je mets aux voix l'article 276.

Daar het amendement werd ingetrokken, breng ik artikel 276 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 277. Artikel 113, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 33, 1^o, van de wet van 25 juni 1973, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In het eerste lid worden de woorden « De in artikel 111, 1^o tot 4^o » vervangen door de woorden « De in artikel 111, § 1, 1^o, 3^o tot 5^o »;

2^o In hetzelfde eerste lid worden de woorden « wanneer het om in artikel 111, 4^o, vermelde inkomsten gaat » vervangen door

de woorden «wanneer het om in artikel 111, § 1, 5° en 6°, vermelde inkomsten gaat»;

3° Het tweede lid wordt vervangen als volgt:

«De in artikel 111, § 1, 2°, bedoelde bedragen worden geacht in de winst van het belastbare tijdperk voor te komen tot 90 pct. van hun bedrag dat vooraf is vermeerderd ingevolge artikel 29, § 1, van de wet van 7 december 1988.»

Art. 277. A l'article 113, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 33, 1°, de la loi du 25 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots «à l'article 111, 1° à 4°» sont remplacés par les mots «à l'article 111, § 1^{er}, 1°, 3° à 5°»;

2° Dans le même alinéa 1^{er}, les mots «lorsqu'il s'agit de revenus visés à l'article 111, 4°» sont remplacés par les mots «lorsqu'il s'agit de revenus visés à l'article 111, § 1^{er}, 5° et 6°»;

3° L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante:

«Les excédents visés à l'article 111, § 1^{er}, 2°, sont censés se retrouver dans les bénéfices de la période imposable à concurrence de 90 p.c. de leur montant majoré conformément à l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1988.»

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 278 luidt:

Art. 278. In artikel 114 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 8 augustus 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

«Van de winst van het belastbare tijdperk worden eveneens de tijdens de vorige belastbare tijdperken geleden bedrijfsverliezen afgetrokken; deze aftrek wordt achtereenvolgens verricht op de winsten van elk volgend belastbaar tijdperk»;

2° Het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid:

«Wanneer een vennootschap met toepassing van artikel 40, § 1, 2°, of van artikel 124, de inbreng heeft verkregen van een tak van werkzaamheid of van een algemeenheid van de goederen of een andere vennootschap heeft opgeslorpt, zijn de bedrijfsverliezen die ze vóór die inbreng of die opslorping heeft geleden evenwel slechts aftrekbaar in verhouding van het proportioneel aandeel van haar fiscale nettowaarde vóór die verrichting in de totale fiscale nettowaarde na die verrichting.»

Art. 278. A l'article 114 du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 8 août 1980, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant:

«Des bénéfices de la période imposable sont également déduites les pertes professionnelles éprouvées au cours des périodes imposables antérieures; cette déduction s'opère successivement sur les bénéfices de chacune des périodes imposables suivantes»;

2° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant:

«Lorsqu'en application de l'article 40, § 1^{er}, 2°, ou de l'article 124, une société reçoit l'apport d'une branche d'activité ou de l'universalité des biens ou absorbe une autre société, les pertes professionnelles qu'elle a éprouvées avant cet apport ou cette absorption ne sont toutefois déductibles qu'en proportion de la part que représente son actif net fiscal avant cette opération dans le total de l'actif net fiscal après ladite opération.»

M. Hatry et consorts proposent les amendements que voici:

«A cet article, supprimer le 2°.»

«Het 2° van dit artikel te doen vervallen.»

Subsidiairement:

«Remplacer le 2° de cet article par la disposition suivante:

«Lorsqu'en application de l'article 40, § 1^{er}, 2°, ou de l'article 124, une société reçoit l'apport d'une branche d'activité ou de l'universalité des biens, ou absorbe une autre société, ou se scinde, les pertes professionnelles éprouvées avant cet apport ou cette absorption ou cette scission, ne sont toutefois déductibles qu'en proportion de l'actif net fiscal de la société absorbante et de la société absorbée avant l'opération, ou des sociétés scindées, dans le total de l'actif net après lesdites opérations.»

Subsidiair:

«Het 2°, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

«Wanneer een vennootschap, met toepassing van artikel 40, § 1, 2°, of van artikel 124, de inbreng heeft gekregen van een bedrijfstuk of van de algemeenheid van goederen, of een andere vennootschap heeft overgenomen, of zich heeft opgesplitst, zijn de bedrijfsverliezen die ze vóór die inbreng, die overname of die splitsing heeft geleden, evenwel slechts aftrekbaar in verhouding tot de fiscale nettowaarde van de overnemende vennootschap en de overgenomen vennootschap vóór die verrichting, of van de opgesplitste vennootschappen in de totale fiscale nettowaarde na die verrichtingen.»

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 278 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 278 worden aangehouden.

Art. 279. In artikel 115, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 36 van de wet van 25 juni 1973 en gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden «de artikelen 116, 118, 120, 123, 132 en 133» vervangen door de woorden «artikel 132».

Art. 279. Dans l'article 115, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 36 de la loi du 25 juin 1973 et modifié par l'article 23 de la loi du 27 décembre 1984, les mots «aux articles 116, 118, 120, 123, 132 et 133» sont remplacés par les mots «à l'article 132».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 280. Het opschrift van Titel III, hoofdstuk II, afdeling V van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door het volgende opschrift:

«Afdeling V. — Ontbinding en vereffening»

De indeling van deze afdeling V in onderafdelingen I en II vervalt.

Art. 280. L'intitulé du Titre III, chapitre II, section V du même Code est remplacé par l'intitulé suivant:

«Section V. — Dissolution et liquidation»

La subdivision de cette section V en sous-sections première et II est supprimée.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 281. Artikel 116 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 116. De bepalingen van de artikelen 96 tot 115 blijven van toepassing op de vennootschappen in vereffening, zelfs wanneer de ontbinding een einde aan de exploitatie heeft gesteld.»

Art. 281. L'article 116 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 116. Les dispositions des articles 96 à 115 restent applicables aux sociétés en liquidation, même lorsque la dissolution a mis fin à l'exploitation. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 282. Artikel 117 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 117. De winst van de in artikel 116 bedoelde vennootschappen bevat bovendien de meerwaarden die worden verwezenlijkt of vastgesteld naar aanleiding van de verdeling van hun vermogen. »

Art. 282. L'article 117 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 117. Les bénéfices des sociétés visées à l'article 116 contiennent en outre les plus-values réalisées ou constatées à l'occasion du partage de l'avoir social. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 283. Artikel 118 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 118. Wanneer het maatschappelijk vermogen van een in artikel 98 of 100 bedoelde vennootschap wordt verdeeld ten gevolge van ontbinding of om enige andere reden, wordt voor de toepassing van die artikelen als een uitgekeerde winst aangezien het verschil in meer tussen de uitkeringen in geld, in effecten of in enige andere vorm, en het nog terugbetaalbare werkelijk gestorte en eventueel gerevalueerde maatschappelijk kapitaal. »

De gedane uitkeringen worden achtereenvolgens geacht overeen te stemmen:

1° Eerst met het in het eerste lid bedoelde eventueel gerevalueerde kapitaal;

2° Vervolgens met de voorheen gereserveerde winsten die reeds aan de vennootschapsbelasting werden onderworpen, inbegrepen de meerwaarden die worden verwezenlijkt of vastgesteld naar aanleiding van de verdeling van het vermogen;

3° En tenslotte met de voorheen vrijgestelde winsten. »

Art. 283. L'article 118 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 118. En cas de partage de l'avoir social d'une société visée aux articles 98 ou 100, par suite de dissolution ou de toute autre cause, l'excédent que présentent les sommes réparties, en espèces, en titres, ou autrement sur le capital social réellement libéré restant à rembourser, éventuellement revalorisé, est considéré, pour l'application de ces articles, comme un bénéfice distribué. »

Les sommes réparties sont censées provenir successivement:

1° D'abord du capital éventuellement revalorisé visé à l'alinéa 1^{er};

2° Ensuite des bénéfices antérieurement réservés déjà soumis à l'impôt des sociétés, y compris les plus-values qui sont réalisées ou constatées à l'occasion du partage de l'avoir social;

3° Et enfin des bénéfices antérieurement immunisés. »

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — M. Hatry et consorts proposent l'insertion d'un article 283bis (nouveau), ainsi libellé:

« Insérer un article 283bis (nouveau), libellé comme suit:

« Art. 283bis. L'article 119 du même Code est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit:

« Le Roi détermine, à partir de l'exercice d'imposition 1990, les coefficients de revalorisation applicables aux années postérieures à 1950. »

Il arrête chaque année les dispositions nécessaires pour procéder à une adaptation annuelle des coefficients de revalorisation. »

« Een artikel 283bis (nieuw) in te voegen, luidende:

« Art. 283bis. Artikel 119 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende:

« De Koning bepaalt, vanaf het aanslagjaar 1990, de revalorisatiecoëfficiënten die van toepassing zijn op de jaren na 1950. »

Hij stelt elk jaar de maatregelen vast die nodig zijn voor een jaarlijkse aanpassing van de revalorisatiecoëfficiënten. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, cet article vise, en matière de plus-values en cas de liquidations, à mettre sur le même pied les investissements industriels et les participations financières, en donnant au Roi le pouvoir — sans que celui-ci soit contraint à quoi que ce soit — de procéder à l'établissement d'une nouvelle échelle de réévaluation des actifs industriels.

Cette proposition est également tout à fait conforme à la loi du 7 décembre 1988, qui prévoit l'indexation de tous les éléments chiffrés du Code des impôts sur les revenus, en ce compris les éléments relatifs aux amortissements.

J'ajouterai, pour terminer, que nous ne comprenons pas le refus du gouvernement de recevoir des pouvoirs que nous souhaitons lui donner et qui ne le contraignent nullement.

Nous aimerions beaucoup qu'il marque son accord sur ce qui représente pour lui une possibilité d'action et non une obligation.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, l'idée de revaloriser la valeur d'acquisition des biens investis mérite, en effet, d'être examinée de manière approfondie. C'est la raison pour laquelle j'ai indiqué en commission — je l'ai d'ailleurs répété en séance publique — que nous allions demander à la section « Fiscalité » du Conseil supérieur des finances d'étudier cette question dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Je voudrais toutefois attirer l'attention de M. Hatry sur le fait qu'il ne faut pas sous-estimer la difficulté du problème. En particulier, il n'est pas aisé de fixer un coefficient qui s'appliquerait à des valeurs d'investissement et dont les déterminants sont souvent extrêmement variables d'un secteur à l'autre.

Il est, par exemple, évident que l'indice ABEX donne une meilleure indication de l'évolution des prix dans le secteur de la construction que l'indice des prix à la consommation. Il faudra donc affiner l'analyse de façon à trouver les coefficients les plus adéquats.

C'est la raison pour laquelle nous ne souhaitons pas improviser en la matière et préférons attendre l'examen du Conseil supérieur des finances.

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, étant donné que M. le ministre vient d'apporter une précision complémentaire et qu'il souhaite que ce résultat soit atteint à la fin de 1990 de façon que nous puissions débattre de ce problème au début de 1991 et éventuellement voter alors un projet de loi, nous retirons cet amendement.

M. le Président. — L'amendement est donc retiré.

Derhalve is het amendement ingetrokken.

Art. 284. In artikel 122 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden « Voor de toepassing van de artikelen 118 tot 121 » worden vervangen door de woorden « Voor de toepassing van de artikelen 103 en 118 »:

2° Het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 2° Wordt, in de in artikel 103 bedoelde gevallen, het nog terugbetaalbare werkelijk gestorte maatschappelijk kapitaal verminderd met het gedeelte ervan dat door de verkregen aandelen wordt vertegenwoordigd of met het aandeel van de overleden, uitgetreden of uitgesloten vennoot in dat kapitaal »;

3° Er wordt een 5° ingevoegd luidend als volgt:

« 5° Wordt, in de gevallen bedoeld in artikel 40, § 1, 2°, het maatschappelijk kapitaal dat door de inbreng wordt volgestort slechts als werkelijk gestort kapitaal aangemerkt tot beloop van de waarde die de inbreng, uit fiscaal oogpunt, ten name van de vroegere belastingplichtige had. »

Art. 284. A l'article 122 du même Code sont apportées les modifications suivantes:

1° Les mots « Pour l'application des articles 118 à 121 » sont remplacés par les mots « Pour l'application des articles 103 et 118 »;

2° Le 2° est remplacé par la disposition suivante:

« 2° Dans les cas visés à l'article 103, le capital social réellement libéré restant à rembourser est réduit de la quote-part de celui-ci représentée par les actions ou parts acquises ou de la quote-part dans ce capital de l'associé décédé, démissionnaire ou exclu »;

3° Il est inséré un 5° rédigé comme suit:

« 5° Dans les cas visés à l'article 40, § 1^{er}, 2°, le capital social libéré par l'apport ne peut être retenu comme capital social réellement libéré qu'à concurrence de la valeur que l'apport avait, du point de vue fiscal, dans le chef de l'ancien contribuable. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 285. In artikel 123 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 13 april 1971, en wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 en bij artikel 22 van de wet van 4 augustus 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1 worden de woorden « De bepalingen van de artikelen 118 tot 122 » vervangen door de woorden « De bepalingen van de artikelen 116 tot 122 »;

2° In diezelfde § 1 wordt een 4° opnieuw opgenomen luidend als volgt:

« 4° Die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer naar het buitenland overbrengen »;

3° In § 2 worden de woorden « In de gevallen van § 1, 2° en 3° » vervangen door de woorden « In de gevallen van § 1, 2° tot 4° ».

Art. 285. A l'article 123 du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 13 avril 1971, et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 17 de l'arrêté royal du 12 août 1985 et par l'article 22 de la loi du 4 août 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 1^{er}, les mots « Les dispositions des articles 118 à 122 » sont remplacés par les mots « Les dispositions des articles 116 à 122 »;

2° Dans le même § 1^{er}, le 4° est rétabli dans la rédaction suivante:

« 4° Qui transfèrent à l'étranger leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration »;

3° Dans le § 2, les mots « Dans les cas visés au § 1^{er}, 2° et 3° » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés au § 1^{er}, 2° à 4° ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 286. In artikel 124 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 13 april 1971, bij artikel 37 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 37 van de wet van 12 juli 1979, bij artikel 16 van de wet van 10 februari 1981, bij artikel 59 van de wet van 2 juli 1981, bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 7 van 15 februari 1982, bij artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982, bij artikel 18 van de wet van 28 december 1983 en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, bij artikel 23 van de wet van 4 augustus 1986 en bij artikel 174 van de wet van 30 december 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

« § 1. In de gevallen als bedoeld in artikel 123, § 1, 1° en 2°, en op voorwaarde dat de opslorpande of de uit de fusie of de splitsing ontstane vennootschappen hun maatschappelijke zetel of hun voornaamste inrichting in België hebben:

1° Zijn de bepalingen van de artikelen 117 en 118 niet van toepassing op de voorheen uitgedrukte niet-verwezenlijkte meerwaarden als bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1°, die op het ogenblik van de verrichting van belasting waren vrijgesteld, noch op de meerwaarden die naar aanleiding van de verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld;

2° Zijn de bepalingen van artikel 118 voor het overige niet van toepassing voor zover de inbrengen worden vergoed door nieuwe aandelen of delen die ter vergoeding van de inbrengen worden uitgegeven.

Wanneer tot de ontbinding van de vennootschap niet is besloten met de directe bedoeling ze te laten fusioneren of splitsen, is het eerste lid niet van toepassing wanneer de vereffenaars te voren het maatschappelijk vermogen gedeeltelijk hebben verdeeld met vrijstelling van belasting of wanneer ze de immateriële, materiële of financiële vaste activa geheel of gedeeltelijk hebben vervreemd »;

2° In § 2 worden de woorden « zijn de bepalingen van artikel 118 evenmin van toepassing » vervangen door de woorden « zijn de bepalingen van de artikelen 117 en 118 niet van toepassing »;

3° Paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« In dezelfde gevallen en volgens de modaliteiten en voorwaarden die erin zijn bepaald, blijft het bepaalde in de artikelen 23, 25bis, 32sexies, 34, 36, 38, 105, 106 en 169, 3°, van toepassing op de waardeverminderingen, voorzieningen, onder- en overwaarderings, subsidies, vorderingen, meerwaarden en reserves die bij de gefusioneerde, gesplitste of omgezette vennootschappen bestonden, voor zover die bestanddelen worden teruggevonden in de activa van de opslorpande of uit de fusie, de splitsing of de omzetting ontstane vennootschappen; in de gevallen als zijn bedoeld in de artikelen 32sexies en 36, mag de fusie, splitsing of omzetting niet tot gevolg hebben dat de oorspronkelijke wederbeleggingstermijn wordt verlengd »;

4° In § 3, vierde lid, worden de woorden « de inbrengen van bedrijfstakken » vervangen door de woorden « de inbrengen van takken van werkzaamheid of van algemeenheden van de goederen »;

5° Er wordt opnieuw een § 6 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 6. De Koning regelt de uitvoering van dit artikel in de gevallen waarin de inbrengen niet volledig worden vergoed in nieuwe aandelen of delen die naar aanleiding van de in § 1 bedoelde verrichtingen worden uitgegeven. »

Art. 286. A l'article 124 du même Code, modifié par l'article 3 de la loi du 13 avril 1971, par l'article 37 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 37 de la loi du 12 juillet 1979, par l'article 16 de la loi du 10 février 1981, par l'article 59 de la loi du 2 juillet 1981, par l'article 2 de l'arrêté royal n° 7 du 15 février 1982, par l'article 11 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982, par l'article 18 de la loi du 28 décembre 1983, et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 18 de l'arrêté royal du 12 août 1985, par l'article 23 de la loi du 4 août 1986 et par l'article 174

de la loi du 30 décembre 1988, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 123, § 1^{er}, 1° et 2°, et à condition que les sociétés absorbantes ou nées de la fusion ou scission aient leur siège social ou leur principal établissement en Belgique :

1° Les dispositions des articles 117 et 118 ne s'appliquent pas aux plus-values antérieurement exprimées mais non réalisées visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 1° qui, au moment de l'opération, ont été immunisées d'impôt ni aux plus-values qui sont réalisées ou constatées à l'occasion de l'opération ;

2° Par ailleurs, les dispositions de l'article 118 ne s'appliquent pas dans la mesure où les apports sont rémunérés par des actions ou parts nouvelles, émises en rémunération des apports.

Lorsque la dissolution de la société n'a pas été décidée directement en vue de sa fusion ou de sa scission, l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas si les liquidateurs ont procédé antérieurement à une répartition partielle de l'avoir social en exemption d'impôt ou lorsqu'ils ont aliéné en tout ou en partie les immobilisations incorporelles, corporelles ou financières ;

2° Dans le § 2, les mots « les dispositions de l'article 118 ne sont pas non plus applicables » sont remplacés par les mots « les dispositions des articles 117 et 118 ne sont pas applicables » ;

3° Le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les mêmes éventualités, les articles 23, 25bis, 32sexies, 34, 36, 38, 105, 106 et 169, 3°, restent applicables, selon les modalités et aux conditions qui y sont prévues, aux réductions de valeur, provisions, sous-estimations, surestimations, subsides, créances, plus-values et réserves existant dans les sociétés fusionnées, scindées ou transformées, dans la mesure où ces éléments se retrouvent dans les avoirs des sociétés absorbantes ou nées de la fusion, scission ou transformation ; dans les cas visés aux articles 32sexies et 36, la fusion, scission ou transformation ne peut avoir pour effet une prolongation du délai de remploi au delà du terme initialement prévu » ;

4° Dans le § 3, alinéa 4, les mots « apports de branches d'activité » sont remplacés par les mots « apports de branches d'activité ou de l'universalité des biens » ;

5° Le § 6 est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 6. Le Roi règle l'exécution du présent article dans les cas où les apports ne sont pas entièrement rémunérés par des actions ou parts nouvelles, émises à l'occasion des opérations visées au § 1^{er}. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 287 luidt :

Art. 287. Artikel 126 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 28 december 1983 en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 19 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 en bij artikel 24 van de wet van 4 augustus 1986, wordt als volgt gewijzigd :

1° Voor het aanslagjaar 1991 worden de eerste twee leden vervangen door de volgende bepalingen :

« Het tarief van de vennootschapsbelasting is vastgesteld op 41 pct.

Wanneer het belastbaar inkomen niet meer dan 14 800 000 frank bedraagt, wordt de belasting evenwel vastgesteld als volgt :

1° Op de schijf van 0 tot 1 miljoen frank: 29 pct. ;

2° Op de schijf van 1 miljoen frank tot 3 600 000 frank: 37 pct. ;

3° Op de schijf van 3 600 000 frank tot 14 800 000 miljoen frank: 43 pct. » ;

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

2° Vanaf het aanslagjaar 1992 worden diezelfde leden vervangen door de volgende bepalingen :

« Het tarief van de vennootschapsbelasting is vastgesteld op 39 pct.

Wanneer het belastbaar inkomen niet meer dan 13 000 000 frank bedraagt, wordt de belasting evenwel vastgesteld als volgt :

1° Op de schijf van 0 tot 1 miljoen frank: 28 pct. ;

2° Op de schijf van 1 miljoen frank tot 3 600 000 frank: 36 pct. ;

3° Op de schijf van 3 600 000 frank tot 13 000 000 frank: 41 pct. » ;

3° In het derde lid, c, worden de woorden « maar met uitsluiting van de voorschotten » met ingang van het aanslagjaar 1991 vervangen door de woorden « en van de voorschotten verleend sedert tenminste één jaar ».

Art. 287. A l'article 126 du même Code, modifié par l'article 19 de la loi du 28 décembre 1983, et en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 19 de l'arrêté royal du 12 août 1985 et par l'article 24 de la loi du 4 août 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° Pour l'exercice d'imposition 1991, les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 41 p.c.

Lorsque le revenu imposable n'excède pas 14 800 000 francs, l'impôt est toutefois fixé comme suit :

1° Sur la tranche de 0 à 1 million de francs: 29 p.c. ;

2° Sur la tranche de 1 million de francs à 3 600 000 francs: 37 p.c. ;

3° Sur la tranche de 3 600 000 francs à 14 800 000 francs: 43 p.c. » ;

2° A partir de l'exercice d'imposition 1992, les deux premiers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 39 p.c.

Lorsque le revenu imposable n'excède pas 13 000 000 de francs, l'impôt est toutefois fixé comme suit :

1° Sur la tranche de 0 à 1 million de francs: 28 p.c. ;

2° Sur la tranche de 1 million de francs à 3 600 000 francs: 36 p.c. ;

3° Sur la tranche de 3 600 000 francs à 13 000 000 de francs: 41 p.c. » ;

3° Dans l'alinéa 3, c, les mots « mais non compris les avances » sont remplacés, à partir de l'exercice d'imposition 1991, par les mots « et les avances consenties depuis au moins un an ».

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« L'article 126 du même Code est modifié comme suit :

« Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 35 p.c.

Toutefois, lorsque le revenu imposable n'excède pas 13 millions de francs, l'impôt est fixé comme suit :

1° Sur la tranche de 0 à 1 million de francs: 28 p.c. ;

2° Sur la tranche de 1 million de francs à 3 600 000 francs: 36 p.c. ;

3° Sur la tranche de 3 600 000 francs à 13 000 000 de francs: 39 p.c. ;

4° En aucun cas, le taux moyen ne peut excéder 35 p.c. »

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 126 van het Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Het tarief van de vennootschapsbelasting is vastgesteld op 35 pct.

Wanneer het belastbaar inkomen niet meer dan 13 miljoen frank bedraagt, wordt de belasting evenwel als volgt vastgesteld:

1^o Op de schijf van 0 tot 1 miljoen frank: 28 pct.;

2^o Op de schijf van 1 miljoen frank tot 3 600 000 frank: 36 pct.;

3^o Op de schijf van 3 600 000 frank tot 13 000 000 frank: 39 pct.;

4^o In geen geval mag het gemiddelde tarief hoger zijn dan 35 pct.»

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Je me réfère à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 287 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 287 worden aangehouden.

Artikel 288 luidt:

Art. 288. In artikel 130 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 18 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 26 van de wet van 4 augustus 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Het in het eerste lid vermelde tarief van 21,5 pct. wordt vastgesteld op 20,5 pct. voor het aanslagjaar 1991 en op 19,5 pct. vanaf het aanslagjaar 1992;

2^o In hetzelfde eerste lid worden de woorden «wat de vermeerderingen van activa betreft als bedoeld in artikel 93, § 1, 2^o, a» vervangen door de woorden «op de meerwaarden verwezenlijkt op andere financiële vaste activa dan aandelen of delen van investeringsvennootschappen en dan schuldverzoeken en andere vastrentende effecten» en worden tussen de woorden «activa die» en «voor het» de woorden «vóór hun verwezenlijking sedert meer dan vijf jaar» ingevoegd;

3^o Tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

«Het tarief van de belasting vermeld in het vorige lid is eveneens van toepassing op de meerwaarden op andere immateriële, materiële of financiële vaste activa dan aandelen of delen van investeringsvennootschappen en dan schuldverzoeken en andere vastrentende effecten, die na de ontbinding van de vennootschap of de stopzetting van de beroepswerkzaamheid zijn verwezenlijkt»;

4^o In het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden «Het vorige lid vindt slechts toepassing op meerwaarden verwezenlijkt op deelnemingen en portefeuillewaarden» vervangen door de woorden «De vorige leden zijn slechts van toepassing op meerwaarden verwezenlijkt op financiële vaste activa».

Art. 288. A l'article 130 du même Code, modifié par l'article 41 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 18 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 26 de la loi du 4 août 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Le taux de 21,5 p.c. prévu à l'alinéa 1^{er} est fixé à 20,5 p.c. pour l'exercice d'imposition 1991 et à 19,5 p.c. à partir de l'exercice d'imposition 1992;

2^o Dans le même alinéa 1^{er}, les mots «les accroissements d'avoirs visés à l'article 93, § 1^{er}, 2^o, a» sont remplacés par les mots «les plus-values réalisées sur des immobilisations financières autres que des actions ou parts de sociétés d'investissement et des créances et autres titres à revenus fixes» et les mots «depuis plus de cinq ans avant leur réalisation» sont insérés entre les mots «affectés» et «à l'exercice»;

3^o Entre les alinéas 1^{er} et 2, il est inséré un nouvel alinéa libellé comme suit:

«Le taux de l'impôt prévu à l'alinéa précédent est également applicable aux plus-values sur des immobilisations incorporelles, corporelles ou financières, autres que des actions ou parts

de sociétés d'investissement et des créances et autres titres à revenus fixes, réalisées postérieurement à la dissolution de la société ou à la cessation de l'activité professionnelle»;

4^o Dans l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots «L'alinéa qui précède n'est applicable aux plus-values réalisées sur des participations et valeurs de portefeuille» sont remplacés par les mots «Les alinéas qui précèdent ne sont applicables qu'aux plus-values réalisées sur des immobilisations financières».

Le gouvernement a présenté les amendements que voici:

«A. Au premier alinéa de l'article 130, proposé par le 2^o de cet article, remplacer les mots «des immobilisations financières» par les mots «des immobilisations financières ou d'autres actions ou parts.»

«B. Au deuxième alinéa de l'article 130, proposé par le 3^o de cet article, remplacer les mots «immobilisations incorporelles, corporelles ou financières» par les mots «immobilisations incorporelles, financières ou d'autres actions ou parts.»

«C. Au troisième alinéa de l'article 130, proposé par le 4^o de cet article, remplacer les mots «immobilisations financières ou d'autres actions ou parts.»

«A. In het eerste lid van artikel 130, zoals voorgesteld door het 2^o van dit artikel, de woorden «financiële vaste activa» te vervangen door de woorden «financiële vaste activa of andere aandelen of delen.»

«B. In het tweede lid van artikel 130, zoals voorgesteld door het 3^o van dit artikel, de woorden «immateriële, materiële of financiële vaste activa» te vervangen door de woorden «immateriële, materiële, financiële vaste activa of andere aandelen of delen.»

«C. In het derde lid van artikel 130, zoals voorgesteld door het 4^o van dit artikel, de woorden «financiële vaste activa» te vervangen door de woorden «financiële vaste activa of andere aandelen of delen.»

Ces amendements ont été adoptés en commission.

Deze amendementen werden aangenomen in de commissie.

Je mets donc aux voix l'article 288 ainsi amendé.

Ik breng het geamendeerde artikel 288 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 289. In artikel 132, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 19, 1^o, van de wet van 3 november 1976 en in artikel 33, § 1, eerste lid, van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, worden de woorden «de artikelen 47, § 1, en 101» vervangen door de woorden «de artikelen 47, § 1, en 108bis, eerste lid».

Art. 289. Dans l'article 132, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 19, 1^o, de la loi du 3 novembre 1976 et dans l'article 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et des taxes assimilées au timbre, les mots «des articles 47, § 1^{er}, et 101» sont remplacés par les mots «des articles 47, § 1^{er}, et 108bis, alinéa 1^{er}».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 290. Artikel 135, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 46 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 21 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 29 van de wet van 4 augustus 1986, wordt door de volgende tekst vervangen:

«Art. 135. § 1. 1^o Wat de in de artikelen 98 en 100 bedoelde vennootschappen betreft, wordt ter verrekening met de belasting van de aandeelhouders een belastingkrediet toegestaan.

Dat belastingkrediet is gelijk aan zesenvestig honderdsten van het als inkomen van aandelen of delen van belegde kapitalen geïnde of verkregen bedrag, vóór aftrek van de inrichtings- en bewaringskosten of van andere soortgelijke kosten of lasten, wat betreft:

a) De inkomsten van aandelen of delen verleend of toegekend vanaf 1 januari 1991;

b) De inkomsten van belegde kapitalen die met vanaf 31 december 1990 afgesloten boekjaren verband houden of in die boekjaren uit vroeger gereserveerde winsten worden verleend of toegekend;

In afwijking van het voorgaande lid is het belastingkrediet gelijk aan drieënvestig honderdsten in geval van toepassing van artikel 174, tweede lid, 2°.

2° In het 1° worden de woorden «zesenvestig honderdsten» en «drieënvestig honderdsten» respectievelijk vervangen door de woorden «drieënvestig honderdsten» en «veertig honderdsten» wat betreft:

a) De inkomsten van aandelen of delen verleend of toegekend vanaf 1 januari 1992;

b) De inkomsten van belegde kapitalen die met vanaf 31 december 1991 afgesloten boekjaren verband houden of in die boekjaren uit vroeger gereserveerde winsten worden verleend of toegekend.»

Art. 290. L'article 135, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 46 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 21 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 29 de la loi du 4 août 1986, est remplacé par ce qui suit:

«Art. 135. § 1^{er}. 1° Il est accordé, en ce qui concerne les sociétés visées aux articles 98 et 100, un crédit d'impôt à valoir sur l'impôt des actionnaires.

Ce crédit d'impôt est égal à quarante-six centièmes du montant encaissé ou recueilli au titre de revenus d'actions ou parts ou de revenus de capitaux investis, avant déduction des frais d'encaissement, des frais de garde et autres frais ou charges analogues, en ce qui concerne:

a) Les revenus d'actions ou parts alloués ou attribués à partir du 1^{er} janvier 1991;

b) Les revenus de capitaux investis qui sont liés aux exercices comptables clos à partir du 31 décembre 1990 ou qui sont alloués ou attribués au cours de ces exercices, par prélèvement sur des bénéfices antérieurement réservés;

Par dérogation à l'alinéa précédent, le crédit d'impôt est égal à 43 centièmes en cas d'application de l'article 174, alinéa 2, 2°.

2° Au 1°, les mots «quarante-six centièmes» et «quarante-trois centièmes» sont remplacés respectivement par les mots «quarante-trois centièmes» et «quarante centièmes» en ce qui concerne:

a) Les revenus d'actions ou parts alloués ou attribués à partir du 1^{er} janvier 1992;

b) Les revenus de capitaux investis qui sont liés aux exercices comptables clos à partir du 31 décembre 1991 ou qui sont alloués ou attribués au cours de ces exercices, par prélèvement sur des bénéfices antérieurement réservés.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 291. Artikel 137 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 november 1977, bij artikel 10 van de wet van 19 juli 1979, bij artikel 22 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 24 van de wet van 27 december 1984, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt:

«§ 4. De intercommunales bedoeld in artikel 94, tweede lid, a, zijn eveneens belastbaar op het totaal bedrag van de sommen verleend of toegekend als dividenden of vergelijkbare of soortgelijke uitkeringen aan om het even welke vennootschap, vereniging, inrichting of instelling die rechtspersoonlijkheid bezit, met uitzondering van die verleend of toegekend aan de Staat, de

provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede aan andere intercommunales bedoeld in artikel 94, tweede lid, a.»

Art. 291. L'article 137 du même Code, modifié par l'article 22 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 novembre 1977, par l'article 10 de la loi du 19 juillet 1979, par l'article 22 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 24 de la loi du 27 décembre 1984, est complété par un § 4, rédigé comme suit:

«§ 4. Les intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a, sont également imposables sur le montant total des sommes allouées ou attribuées à titre de dividendes ou d'éléments analogues ou similaires à toute société, association, établissement ou organisme quelconque possédant le personnalité juridique, à l'exclusion de ceux alloués ou attribués à l'Etat, aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux communes, aux centres publics d'aide sociale, aux centres publics intercommunaux d'aide sociale, ainsi qu'à d'autres intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 292. In artikel 138, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 19 juli 1979, bij artikel 30 van de wet van 8 augustus 1980, bij artikel 25 van de wet van 27 december 1984 en bij artikel 30 van de wet van 4 augustus 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het 1° wordt aangevuld met de woorden «en § 4»;

2° In het 5° wordt het tarief van 43 pct. vervangen door:

— 41 pct. voor het aanslagjaar 1991;

— 39 pct. vanaf het aanslagjaar 1992.

Art. 292. A l'article 138, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 11 de la loi du 19 juillet 1979, par l'article 30 de la loi du 8 août 1980, par l'article 25 de la loi du 27 décembre 1984 et par l'article 30 de la loi du 4 août 1986, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le 1° est complété par les mots «et § 4»;

2° dans le 5°, le taux de 43 p.c. est remplacé par:

— 41 p.c. pour l'exercice d'imposition 1991;

— 39 p.c. à partir de l'exercice d'imposition 1992.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 293. In Titel IV, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 138bis ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 138bis. De belasting op de sommen bedoeld in artikel 137, § 4, wordt eventueel verhoogd zoals bepaald in de artikelen 89 tot 91 ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen als bedoeld in die artikelen werden gedaan.»

Art. 293. Il est inséré dans le Titre IV, Chapitre III, du même Code, un article 138bis libellé comme suit:

«Art. 138bis. L'impôt sur les sommes visées à l'article 137, § 4, est éventuellement majoré comme il est prévu aux articles 89 à 91, en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés visés auxdits articles.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 294. In artikel 164, tweede lid, b, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 26, 1°, van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 24, 1°, van de wet van 19 juli 1979, worden de woorden «en vennootschappen in vereffening» geschrapt.

Art. 294. Dans l'article 164, alinéa 2, *b*, du même Code, modifié par l'article 60 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 26, 1^o, de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 24, 1^o, de la loi du 19 juillet 1979, les mots « et de sociétés en liquidation » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 295. Artikel 170, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 29 van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« In geen geval kan Hij afzien van de inning van de roerende voorheffing op de inkomsten van door effecten belichaamde leningen waarvan de interesten worden gekapitaliseerd of van effecten die geen aanleiding geven tot een periodieke uitbetaling van interest en die werden uitgegeven met een disconto dat overeenstemt met de tot op de vervaldag van het effect gekapitaliseerde interesten. »

Art. 295. L'article 170, alinéa 3, du même Code, inséré par l'article 29 de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante:

« Il ne peut en aucun cas renoncer à la perception du précompte mobilier sur les revenus des titres représentatifs d'emprunts dont les intérêts sont capitalisés ou des titres ne donnant pas lieu à un paiement périodique d'intérêt et qui ont été émis avec un escompte correspondant aux intérêts capitalisés jusqu'à l'échéance du titre. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 296. Artikel 171 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 22 mei 1970 en bij artikel 65 van de wet van 25 juni 1973, wordt aangevuld met een zesde lid luidend als volgt:

« De in artikel 103, § 1, bedoelde inkomsten worden, voor de toepassing van de roerende voorheffing, geacht te zijn toegekend op het ogenblik dat ze op grond van die bepaling belastbaar worden in de vennootschapsbelasting. »

Art. 296. L'article 171 du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 22 mai 1970 et par l'article 65 de la loi du 25 juin 1973, est complété par un alinéa 6, rédigé comme suit:

« Les revenus visés à l'article 103, § 1^{er}, sont, pour l'application du précompte mobilier, censés être attribués au moment où ils sont imposables à l'impôt des sociétés sur la base de cette disposition ». »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 297. Artikel 192 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 30 van de wet van 3 november 1976, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 192. Geen belastingkrediet wordt afgetrokken uit hoofde van inkomsten uit aandelen of delen en inkomsten uit belegde kapitalen die ingevolge artikel 111, § 1, 1^o tot 3^o, in aftrek van de winst van het belastbaar tijdperk kunnen komen.

Geen roerende voorheffing of belastingkrediet wordt verrekend uit hoofde van inkomsten uit aandelen of delen voor zover hun toekenning of betaalbaarstelling een waardevermindering tot gevolg heeft van de aandelen of delen waarop ze betrekking hebben.

Bij belastingplichtigen die overeenkomstig artikel 151, § 1, aan de belasting der niet-verblijfhouders onderworpen zijn, wordt geen roerende voorheffing afgetrokken uit hoofde van de in het eerste lid bedoelde inkomsten. »

Art. 297. L'article 192 du même Code, modifié par l'article 69 de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 30 de la loi du 3 novembre 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 192. Aucun crédit d'impôt n'est déduit en raison des revenus d'actions ou parts et des revenus de capitaux investis qui sont susceptibles d'être déduits des bénéfices de la période imposable en vertu de l'article 111, § 1^{er}, 1^o à 3^o.

Aucun précompte mobilier ni aucun crédit d'impôt ne sont imputés en raison des revenus d'actions ou parts dans la mesure où leur attribution ou mise en paiement entraîne une réduction de valeur des actions ou parts auxquelles ils se rapportent.

Dans le chef des contribuables assujettis à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 151, § 1^{er}, aucun précompte mobilier n'est déduit en raison des revenus visés à l'alinéa 1^{er}. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 298. In artikel 196 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 71 van de wet van 25 juni 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het 2^o worden de woorden « artikel 111, 1^o en 2^o » vervangen door de woorden « artikel 111, § 1, 1^o en 3^o »;

2^o Er wordt een 3^o ingevoegd, luidend als volgt:

« 3^o Inkomsten uit aandelen of delen voor zover hun toekenning of betaalbaarstelling een waardevermindering tot gevolg heeft van de aandelen of delen waarop ze betrekking hebben. »

Art. 298. A l'article 196 du même Code, modifié par l'article 71 de la loi du 25 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Au 2^o, les mots « article 111, 1^o et 2^o » sont remplacés par les mots « article 111, § 1^{er}, 1^o et 3^o »;

2^o Il est inséré un 3^o rédigé comme suit:

« 3^o Des revenus d'actions ou parts dans la mesure où leur attribution ou mise en paiement entraîne une réduction de valeur des actions ou parts auxquelles ils se rapportent. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 299. In artikel 200 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 32 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden « de artikelen 131 tot 133 en 138, tweede lid » vervangen door de woorden « de artikelen 132 en 138, tweede lid ».

Art. 299. Dans l'article 200 du même Code, modifié par l'article 32 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 32 de la loi du 27 décembre 1984, les mots « des articles 131 à 133 et 138, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « des articles 132 et 138, alinéa 2 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 300. In artikel 211, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 11 april 1983, worden de woorden « artikel 191, 1^o, *b*, en 2^o tot 6^o » en de woorden « de artikelen 116, 120 en 132 » respectievelijk vervangen door de woorden « artikel 191, 1^o, *b*, 2^o en 3^o » en de woorden « het artikel 132 ».

Art. 300. Dans l'article 211, § 2, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 21 de la loi du 11 avril 1983, les mots « article 191, 1^o, *b*, et 2^o à 6^o, » et les mots « des articles 116, 120 et 132 » sont remplacés respectivement par les mots « article 191, 1^o, *b*, 2^o et 3^o » et les mots « de l'article 132 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 301. In artikel 306bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 24 van de wet van 10 februari 1981, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 2 juli 1981 en bij artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 48 van 22 juni 1982, worden de woorden «artikel 36, § 6» vervangen door de woorden «de artikelen 32sexies, § 6, en 36, § 5».

Art. 301. Dans l'article 306bis du même Code, inséré par l'article 24 de la loi du 10 février 1981, modifié par l'article 60 de la loi du 2 juillet 1981 et par l'article 12 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982, les mots «l'article 36, § 6» sont remplacés par les mots «les articles 32sexies, § 6 et 36, § 5».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 302. Tussen de artikelen 445 en 446 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 445bis ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 445bis. Wanneer de verkoopprijs wordt wederbelegd in de hierna vermelde vormen en termijnen, worden, in afwijking van artikel 21, eerste lid, 2°, de meerwaarden verwezenlijkt vanaf 1 januari 1990 op effecten die ten laatste op 31 december 1989 zijn uitgegeven of gewaarborgd door openbare instellingen en die op het ogenblik van de verwezenlijking sedert meer dan vijf jaar in het bezit zijn, aangezien als winsten van het belastbare tijdperk tijdens hetwelk zij zijn verwezenlijkt en voor elk van de vijf volgende belastbare tijdperken en dat ten belope van één zesde van hun bedrag voor elk van die belastbare tijdperken.

De wederbelegging van de verkoopprijs van de effecten moet worden verricht in nieuwe effecten waarvan de duur ten minste vijf jaar bedraagt en die uitgegeven of gewaarborgd zijn door openbare instellingen opgenomen onder nr. 1 van de prijscourant opgemaakt door de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936, voor het vaststellen van de waarde der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven.

De wederbelegging dient uiterlijk te zijn gedaan binnen drie maanden na de datum van de verwezenlijking van de effecten.

De als wederbelegging verkregen effecten moeten gedurende ten minste vijf jaar worden behouden.

Om het voorgaand stelsel te kunnen genieten, moeten de betrokken instellingen bij hun aangifte betreffende het belastbaar tijdperk tijdens hetwelk de effecten zijn verwezenlijkt en voor elk van de vijf volgende belastbare tijdperken een opgave voorleggen waarvan het model door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld voor de toepassing van artikel 32sexies.

In geval van overdracht van de wederbelegde effecten vóór het verstrijken van de termijn van vijf jaar of in geval van stopzetting van de werkzaamheid wordt, bij gebrek aan wederbelegging in de voorgeschreven vormen en termijnen of bij niet-voorleggen van de vereiste opgave, het nog niet belaste gedeelte van de verwezenlijkte meerwaarde aangemerkt als een belastbare winst van het belastbare tijdperk tijdens hetwelk, naar gelang het geval, de wederbeleggingstermijn is verstreken, de vereiste opgave niet wordt ingediend, de als wederbelegging verkregen effecten worden overgedragen of de werkzaamheid wordt stopgezet.»

Art. 302. Un article 445bis, rédigé comme suit, est inséré entre les articles 445 et 446 du même Code:

«Art. 445bis. Par dérogation à l'article 21, alinéa 1^{er}, 2°, lorsque le prix de réalisation est remployé dans les formes et délais ci-après, les plus-values réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990 sur des titres émis ou garantis par des organismes publics au plus tard le 31 décembre 1989 et acquis depuis plus de cinq ans au moment de leur réalisation, sont considérées comme des bénéfices de la période imposable au cours de laquelle elles sont réalisées et de chacune des cinq périodes imposables subséquentes et ce à concurrence d'un sixième de leur montant pour chacune desdites périodes imposables.

Le remploi du prix de réalisation des titres doit être effectué en titres nouveaux d'une durée d'au moins cinq ans, émis ou garantis par des organismes publics, repris sous le n° 1 du prix courant formé par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines conformément aux arrêtés royaux des 16 décembre 1926 et 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations.

Le remploi doit être effectué dans un délai expirant trois mois après la date de réalisation des titres.

Les titres acquis en remploi doivent être conservés pendant au moins cinq ans.

Pour bénéficier du régime ci-avant, les établissements concernés doivent produire à l'appui de leurs déclarations afférentes à la période imposable de réalisation des titres et à chacune des cinq périodes imposables subséquentes, un relevé conforme au modèle arrêté par le ministre des Finances ou son délégué pour l'application de l'article 32sexies.

A défaut de remploi dans les formes et délais prescrits ou de production du relevé requis, en cas de cession des titres acquis en remploi avant l'expiration du délai de cinq ans de conservation exigé ou en cas de cessation d'activité, la partie non encore imposée de la plus-value réalisée est considérée comme un bénéfice imposable, selon le cas, de la période imposable au cours de laquelle le délai de remploi est venu à expiration, pour laquelle le relevé requis n'est pas produit, au cours de laquelle les titres acquis en remploi ont été cédés ou au cours de laquelle a lieu la cessation d'activité.»

— Aangenomen.

Adopté.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 303. In artikel 59 van de herstellwet van 31 juli 1984, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986 betreffende de werking en de werkmiddelen van het Fonds voor industriële vernieuwing, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 2, 1°, wordt het percent van 13 tot 8 teruggebracht;

2° Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met de volgende drie leden:

«Voor de vóór 1 januari 1990 opgerichte vennootschappen wordt de periode van vrijstelling vermeld in het 3° van het vorige lid verlengd met vijf boekjaren.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, b, wordt voor de vanaf 1 januari 1990 opgerichte vennootschappen geen rekening gehouden met de werknemers die voorheen waren tewerkgesteld in ondernemingen waarmee de belastingplichtige zich rechtstreeks of onrechtstreeks in enigerlei band van wederzijdse afhankelijkheid bevindt.

De in vorig lid vermelde uitsluiting is eveneens van toepassing op de vennootschappen die vanaf 1 januari 1990 overgaan tot een kapitaalverhoging en zulks met betrekking tot personeel dat vanaf de datum van die kapitaalverhoging wordt tewerkgesteld ingevolge die verhoging.»

Sous-section 2. — Dispositions particulières

Art. 303. A l'article 59 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par l'arrêté royal n° 486 du 31 décembre 1986 relatif au fonctionnement et aux moyens de fonctionnement du Fonds de rénovation industrielle, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 2, 1°, le pourcentage de 13 est ramené à 8;

2° Le même paragraphe est complété par trois alinéas libellés comme suit:

«Pour les sociétés constituées avant le 1^{er} janvier 1990, la période d'immunité visée à l'alinéa précédent, 3°, est prolongée de cinq exercices comptables.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, *b*, aux sociétés constituées à partir du 1^{er} janvier 1990, il n'est pas tenu compte des travailleurs qui étaient antérieurement occupés dans des entreprises avec lesquelles le contribuable se trouve directement ou indirectement dans des liens quelconques d'interdépendance.

L'exclusion prévue à l'alinéa précédent est également applicable aux sociétés qui procèdent à une augmentation de capital à partir du 1^{er} janvier 1990 en ce qui concerne les travailleurs occupés à partir de la date de cette augmentation de capital et à raison de cette augmentation.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 304 luidt:

Art. 304. In artikel 20, § 1, *a*, van de wet van 7 december 1988, houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Met ingang van 1 januari 1990, worden de woorden « verhoogd met 3 procentpunt » en de woorden « minder dan 5 pct. of meer dan 12 pct. » respectievelijk vervangen door de woorden « verhoogd met 2 procentpunten » en de woorden « minder dan 4 pct. of meer dan 11 pct. »;

2^o Vanaf 1 januari 1991, worden dezelfde woorden « verhoogd met 3 procentpunten » en « minder dan 5 pct. of meer dan 12 pct. » respectievelijk vervangen door « verhoogd met 1,5 procentpunten » en « minder dan 3,5 pct. of meer dan 10,5 pct. ».

Art. 304. Dans l'article 20, § 1^{er}, *a*, de la loi du 7 décembre 1988, portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, sont apportées les modifications suivantes:

1^o A partir du 1^{er} janvier 1990, les mots « majorée de 3 points » et les mots « inférieur à 5 p.c. ou supérieur à 12 p.c. » sont remplacés respectivement par les mots « majorée de 2 points » et par les mots « inférieur à 4 p.c. ou supérieur à 11 p.c. »;

2^o A partir du 1^{er} janvier 1991, les mêmes mots « majorée de 3 points » et « inférieur à 5 p.c. ou supérieur à 12 p.c. » sont remplacés respectivement par les mots « majorée de 1,5 point » et « inférieur à 3,5 p.c. ou supérieur à 10,5 p.c. ».

M. Hatry et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Hatry c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Je renvoie à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Mme Dardenne et consorts proposent l'amendement que voici:

« Compléter cet article par un 3^o, libellé comme suit:

« 3^o A partir du 1^{er} janvier 1990, les taux fixés suivant le 1^o ci-dessus sont majorés de 10 points pour les investissements économiseurs d'énergie; de 20 points pour les investisseurs visant à l'élimination, au stade de la production, de toute forme de pollution des eaux, de l'air, du sol et parallèlement pour les investissements visant à la fabrication de produits non polluants pour l'eau, l'air, les décharges. »

« Aan dit artikel een 3^o toe te voegen, luidende:

« 3^o Vanaf 1 januari 1990 worden de in het 1^o bepaalde percentages met 10 procentpunten verhoogd voor energiebesparende investeringen; met 20 procentpunten voor investeringen die tot doel hebben in het produktiestadium alle vormen van water-, lucht- en bodemverontreiniging te elimineren en, daarmee gelijklopend, voor investeringen voor het vervaardigen

van producten die niet-verontreinigend zijn voor het water, de lucht en de stortplaatsen. »

La parole est à Mme Dardenne.

Mme Dardenne. — Monsieur le Président, le but de l'amendement est de favoriser, par un système de déduction fiscale, non seulement les investissements économiseurs d'énergie, mais aussi les investissements qui visent à la non-pollution des eaux, du sol et de l'atmosphère par la fabrication propre de produits propres, non seulement dans leur utilisation, mais aussi dans leur destination finale soit comme déchets ou, mieux encore, s'il existe une possibilité de recyclage.

Cela nous paraît très important au moment où tout le monde souligne l'objectif « Terre ». Cette mesure, qui évitera, à terme, la dégradation de l'environnement est, en outre, tout à fait supportable budgétairement.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Je voudrais faire observer à Mme Dardenne que la loi du 7 décembre 1988 fait déjà un pas dans le sens de nos préoccupations communes puisqu'elle a prévu que la majoration de la déduction pour investissements n'est plus accordée que s'il s'agit d'investissements qui n'ont pas d'effets sur l'environnement ou qui visent à en minimiser les effets négatifs. Désormais, avant d'accorder la majoration de déduction pour investissements, l'administration fiscale doit recevoir une attestation de l'administration régionale compétente certifiant qu'effectivement, cet investissement remplit les conditions prévues par la nouvelle disposition.

Mme Dardenne. — C'est évidemment un pas, mais il est trop petit.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 304 sont réservés.

De stemming over de amendement en de stemming over artikel 304 worden aangehouden.

Le gouvernement a proposé d'insérer un article 304bis (nouveau) ainsi libellé:

« Insérer un article 304bis (nouveau), rédigé comme suit:

« Art. 304bis. Dans l'article 26, § 2, de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, les mots « d'administrateurs chargés de fonctions réelles et permanentes et associés actifs » sont remplacés par les mots « des administrateurs et associés » et le mot « périodiquement » est inséré entre les mots « perçoivent » et « des rémunérations. »

« Een artikel 304bis (nieuw) in te voegen, luidende:

*« Art. 304bis. In artikel 26, § 2, van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, worden de woorden « bestuurders met werkelijke en vaste functies en werkende vennoten » vervangen door de woorden « bestuurders en vennoten » en worden tussen de woorden « waarvan zij » en « in artikel 20, 2^o, *b* en *c* » de woorden « periodiek » ingevoegd. »*

La commission ayant adopté cet amendement et le Sénat n'émettant pas d'objection, je mets aux voix l'article 304bis.

Ik breng artikel 304bis in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 305. In artikel 29, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « artikel 111, 1^o en 2^o » vervangen door de woorden « artikel 111, § 1, 1^o tot 3^o ».

Art. 305. Dans l'article 29, § 2, de la même loi, les mots « article 111, 1^o et 2^o » sont remplacés par les mots « article 111, § 1^{er}, 1^o à 3^o ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 306. In artikel 30, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « artikel 111, 1^o tot 4^o en 5^o » vervangen door de woorden « artikel 111, § 1, 1^o tot 5^o ».

Art. 306. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « l'article 111, 1^o à 4^o et 5^o » sont remplacés par les mots « l'article 111, § 1^{er}, 1^o à 5^o ».

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Artikel 307 luidt:

Art. 307. In artikel 31 van dezelfde wet worden de woorden « De roerende voorheffing is » vervangen door de woorden « De roerende voorheffing en het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting zijn ».

Art. 307. Dans l'article 31 de la même loi, les mots « le précompte mobilier est imputable » sont remplacés par les mots « le précompte mobilier et la quotité d'impôt étranger sont imputables ».

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici:

« Remplacer cet article par la disposition suivante:

« Dans l'article 31 de la même loi sont apportées les modifications suivantes:

1^o Les mots « le précompte mobilier est imputable » sont remplacés par les mots « le précompte mobilier et la quotité forfaitaire d'impôt étranger sont imputables ».

2^o Un alinéa libellé comme suit est ajouté:

« En cas d'application de l'alinéa précédent le précompte mobilier et la quotité forfaitaire d'impôt étranger visés à l'article 29, § 1^{er}, sont limités dans la même proportion. »

« Dit artikel te vervangen als volgt:

« In artikel 31 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o De woorden « De roerende voorheffing is » worden vervangen door de woorden « De roerende voorheffing en het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting zijn ».

2^o Er wordt een lid toegevoegd, luidende:

« In geval van toepassing van het voorgaande lid worden de roerende voorheffing en het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting bedoeld in artikel 29, § 1, beperkt in dezelfde verhouding. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, il m'a paru nécessaire d'introduire cet amendement, bien qu'un débat ait eu lieu en commission. En effet, une phrase qui me paraît particulièrement claire, bien qu'elle comporte deux néologismes, ne figurait pas dans le rapport. Il s'agit de la phrase disant « que la proratisation précédait le brutage ». Je me demande d'ailleurs s'il ne faudrait pas dire « le brutage précède la proratisation », puisque nous employons des mots n'ayant pas accès au dictionnaire... J'aimerais que le ministre répète brièvement ce qu'il a déclaré quant à la portée de cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, j'estime qu'il a été répondu aux préoccupations de M. Hatry en

insérant un nouvel article 11bis dans le Code des impôts sur les revenus, qui spécifie que les revenus des titres à revenus fixes sont imposables dans le chef de chaque contribuable, en proportion de la période de détention du titre. Par revenu, il faut entendre le revenu après impôts, majoré des éléments imputables, dont fait bien entendu partie la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

En conséquence, tant le revenu que les éléments imputables sont déterminés *pro rata temporis*. Pour reprendre les néologismes un peu barbares, je dirai que la « proratisation » s'applique aussi au « brutage ».

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, dans ces conditions, nous retirons l'amendement.

M. le Président. — L'amendement de M. Hatry et consorts est retiré.

Het amendement wordt ingetrokken.

Je mets donc aux voix l'article 307.

Ik breng artikel 307 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Artikel 308 luidt:

Onderafdeling 3. — Opheffingsbepalingen

Art. 308. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden opgeheven:

1^o Artikel 19, 3^o, gewijzigd bij artikel 3, 1^o, van de wet van 4 augustus 1986;

2^o Artikel 23, § 2, ingevoegd door artikel 1 van het koninklijk besluit n^o 7 van 15 februari 1982 en, wat de Nederlandse tekst betreft, gewijzigd bij artikel 6, 2^o, van de wet van 28 december 1983;

3^o Artikel 35, gewijzigd bij artikel 84, 9^o, van de wet van 25 juni 1973;

4^o Artikel 36bis, ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 25 juni 1973 en gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit n^o 48 van 22 juni 1982;

5^o Artikel 39, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 25 juni 1973;

6^o Artikel 40bis, ingevoegd door artikel 5 van de wet van 3 november 1976;

7^o Artikel 42ter, § 6, tweede lid, 3^o, ingevoegd door artikel 6 van het koninklijk besluit n^o 48 van 22 juni 1982;

8^o Artikel 43, tweede lid, ingevoegd door artikel 1 van de wet van 30 januari 1969 en gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 8 augustus 1980;

9^o Artikel 50, 8^o, ingevoegd door artikel 10, 2^o, van de wet van 4 augustus 1986;

10^o Artikel 97, tweede lid, ingevoegd door artikel 25 van de wet van 25 juni 1973;

11^o Artikel 99;

12^o Artikel 101, gewijzigd bij artikel 20 van de wet van 4 augustus 1986;

13^o Artikel 105, derde lid, gewijzigd bij artikel 27, 3^o, van de wet van 25 juni 1973;

14^o Artikel 120, gewijzigd wat de Nederlandse tekst betreft bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 16 augustus 1985;

15^o Artikel 121;

16^o Artikel 124, § 3, vijfde lid, ingevoegd door artikel 37, 3^o, van de wet van 25 juni 1973;

17° Artikel 125, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 25 juni 1973;

18° Artikel 131, gewijzigd bij artikel 42 van de wet van 25 juni 1973 en bij artikel 27 van de wet van 4 augustus 1986;

19° Artikel 133, gewijzigd bij artikel 20 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 28 van de wet van 4 augustus 1986;

20° Artikel 191, eerste lid, 6°, ingevoegd door artikel 68 van de wet van 25 juni 1973 en gewijzigd bij artikel 31, 2°, van de wet van 28 december 1983;

21° Artikel 219.

Sous-section 3. — Dispositions abrogatoires

Art. 308. Dans le Code des impôts sur les revenus, sont abrogés :

1° L'article 19, 3°, modifié par l'article 3, 1°, de la loi du 4 août 1986;

2° L'article 23, § 2, inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 7 du 15 février 1982 et en ce qui concerne le texte néerlandais, modifié par l'article 6, 2°, de la loi du 28 décembre 1983;

3° L'article 35, modifié par l'article 84, 9°, de la loi du 25 juin 1973;

4° L'article 36bis, inséré par l'article 8 de la loi du 25 juin 1973 et modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982;

5° L'article 39, modifié par l'article 10 de la loi du 25 juin 1973;

6° L'article 40bis, inséré par l'article 5 de la loi du 3 novembre 1976;

7° L'article 42ter, § 6, alinéa 2, 3°, inséré par l'article 6 de l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982;

8° L'article 43, alinéa 2, inséré par l'article 1^{er} de la loi du 30 janvier 1969 et modifié par l'article 11 de la loi du 8 août 1980;

9° L'article 50, 8°, inséré par l'article 10, 2°, de la loi du 4 août 1986;

10° L'article 97, alinéa 2, inséré par l'article 25 de la loi du 25 juin 1973;

11° L'article 99;

12° L'article 101, modifié par l'article 20 de la loi du 4 août 1986;

13° L'article 105, alinéa 3, modifié par l'article 27, 3°, de la loi du 25 juin 1973;

14° L'article 120, modifié en ce qui concerne le texte néerlandais par l'article 16 de l'arrêté royal du 16 août 1985;

15° L'article 121;

16° L'article 124, § 3, alinéa 5, inséré par l'article 37, 3°, de la loi du 25 juin 1973;

17° L'article 125, modifié par l'article 38 de la loi du 25 juin 1973;

18° L'article 131, modifié par l'article 42 de la loi du 25 juin 1973 et par l'article 27 de la loi du 4 août 1986;

19° L'article 133, modifié par l'article 20 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 28 de la loi du 4 août 1986;

20° L'article 191, alinéa 1^{er}, 6°, inséré par l'article 68 de la loi du 25 juin 1973 et modifié par l'article 31, 2°, de la loi du 28 décembre 1983;

21° L'article 219.

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici :

« A cet article, supprimer le 2°. »

« In dit artikel, het 2° te doen vervallen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification de l'amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 308 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 308 worden aangehouden.

M. Hatry et consorts proposent également l'insertion d'un article 308bis (nouveau), ainsi libellé :

« Insérer un article 308bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 308bis. A l'article 23, § 1^{er}, du CIR, supprimer les mots « Dans les limites et ... ».

« Een artikel 308bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 308bis. In artikel 23, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervallen de woorden « Binnen de grenzen en ... »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je renvoie également à la justification écrite.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Art. 309. Artikel 32, § 3, van de wet van 7 december 1988 wordt opgeheven.

Art. 309. L'article 32, § 3, de la loi du 7 décembre 1988 est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 310. Artikel 45, § 6, van de wet van 27 december 1984, wordt opgeheven.

Art. 310. L'article 45, § 6, de la loi du 27 décembre 1984, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 311 luidt :

Onderafdeling 4. — Overgangsbepalingen

Art. 311. § 1. Elke voorafneming of overdracht die wordt verricht op een vrijgestelde voorziening die tot en met het aanslagjaar 1990 is aangelegd met toepassing van artikel 23, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals het bestond vóór het door artikel 293, § 1, 2°, van deze wet werd opgeheven, wordt als een winst beschouwd van het belastbaar tijdperk waarin die voorafneming of overdracht plaatsheeft.

§ 2. Wanneer een vennootschap met toepassing van artikel 40, § 1, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen of van artikel 124 van hetzelfde Wetboek, vóór 1 januari 1990, de inbreng heeft verkregen van een tak van werkzaamheid of van een algemeenheid van goederen, of een andere vennootschap heeft opgeslorpt, mag, in afwijking van artikel 114, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, de aftrek van de bedrijfsverliezen die ze vóór de inbreng heeft geleden, per belastbaar tijdperk niet meer bedragen dan 20 pct. van de voormelde bedrijfsverliezen.

§ 3. In afwijking van de artikelen 126, 127, 1°, en 130 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, wordt het tarief van de vennootschapsbelasting voor het aanslagjaar 1992 bepaald op 10 pct. wat betreft de overeenkomstig artikel 105, tweede lid, van hetzelfde Wetboek bedoelde belastbare opnemingen, die niet hoger zijn dan 5 pct. van het totale bedrag van de reserves,

vrijgesteld overeenkomstig het eerste lid van vermeld artikel, die bestonden op het einde van de belastbare periode verbonden aan het aanslagjaar 1989 en die gebruikt worden voor de uitkering van dividenden of inkomsten van belegde kapitalen.

Sous-section 4. — Dispositions transitoires

Art. 311. § 1^{er}. Tout prélèvement ou transfert quelconque opéré sur la provision immunisée constituée jusqu'à l'exercice d'imposition 1990 en application de l'article 23, § 2, du Code des impôts sur les revenus tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 293, § 1^{er}, 2^o, de la présente loi, est considéré comme un bénéfice obtenu pendant la période imposable au cours de laquelle il a lieu.

§ 2. Par dérogation à l'article 114, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus, lorsqu'une société a reçu, avant le 1^{er} janvier 1990, en application de l'article 40, § 1^{er}, 2^o ou de l'article 124 du même Code, l'apport d'une branche d'activité ou de l'universalité des biens, ou a absorbé une autre société, la déduction des pertes professionnelles qu'elle a éprouvées avant cette opération ne peut, à partir de l'exercice d'imposition 1991, excéder par période imposable 20 p.c. desdites pertes.

§ 3. Par dérogation aux articles 126, 127, 1^o, et 130 du Code des impôts sur les revenus, le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 10 p.c. pour l'exercice d'imposition 1992, en ce qui concerne les prélèvements imposables en vertu de l'article 105, alinéa 2, du même Code, qui n'excèdent pas 5 p.c. du montant total des réserves immunisées aux conditions prévues à l'alinéa 1^{er} dudit article, existant, à la fin de la période imposable se rattachant à l'exercice d'imposition 1989 et qui sont affectées à la distribution de dividendes ou de revenus de capitaux investis.

Le gouvernement a présenté l'amendement que voici :

« Au § 3 de cet article, remplacer les mots « qui n'excèdent pas 5 p.c. du montant total des réserves immunisées aux conditions prévues à l'alinéa 1^{er} dudit article » par les mots « qui sont effectués sur des plus-values réalisées immunisées aux conditions prévues à l'alinéa 1^{er} dudit article, qui n'excèdent pas 5 p.c. du montant total de ces plus-values. »

« In § 3 van dit artikel de woorden « die niet hoger zijn dan 5 pct. van het totale bedrag van de reserves, vrijgesteld overeenkomstig het eerste lid van vermeld artikel » te vervangen door de woorden « die zijn verricht op de verwezenlijkte meerwaarden die zijn vrijgesteld overeenkomstig het eerste lid van vermeld artikel en niet hoger zijn dan 5 pct. van het totaal bedrag van die meerwaarden. »

De tekst van artikel 311 werd aangepast ingevolge een amendement van de regering en tevens ingevolge de bespreking van een amendement van de heer Boël in de commissie. Aangezien de gewijzigde tekst van artikel 311 nog niet is rondgedeeld en het hier toch niet om een peulschil gaat, stel ik voor de stemming over artikel 311 aan te houden tot wanneer wij over de tekst kunnen beschikken.

Je vous propose de réserver le vote sur l'article 311 jusqu'au moment où le texte aura été distribué. (*Assentiment.*)

Afdeling 7. — Belasting der niet-verblijfhouders

Art. 312. De artikelen 3 en 4 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 3. § 1. Aan de personenbelasting zijn onderworpen de rijkswoners, dat wil zeggen :

1^o De natuurlijke personen die in België hun woonplaats of de zetel van hun fortuin gevestigd hebben;

2^o De Belgische diplomatieke ambtenaren en consulaire beroepsambtenaren die in het buitenland zijn geaccrediteerd, alsmede hun inwonende gezinsleden;

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

3^o De andere leden van Belgische diplomatieke zendingen en consulaire posten in het buitenland, alsmede hun inwonende gezinsleden, daaronder niet begrepen consulaire ere-ambtenaren;

4^o De andere ambtenaren, vertegenwoordigers en afgevaardigden van de Belgische Staat of van een van de staatkundige onderdelen daarvan of van een Belgisch publiekrechtelijk lichaam, die de Belgische nationaliteit bezitten en hun werkzaamheden buitenslands uitoefenen in een land waar zij niet duurzaam verblijf houden.

§ 2. De vestiging van een woonplaats of van de zetel van het fortuin in België wordt naar de omstandigheden beoordeeld. Evenwel worden, behoudens tegenbewijs, geacht hun woonplaats of de zetel van hun fortuin in België te hebben gevestigd de natuurlijke personen die in het Rijksregister van de natuurlijke personen zijn ingeschreven.

Art. 4. Aan de personenbelasting zijn niet onderworpen :

1^o De buitenlandse diplomatieke ambtenaren en consulaire beroepsambtenaren die in België zijn geaccrediteerd;

2^o Op voorwaarde van wederkerigheid, de andere leden van buitenlandse diplomatieke zendingen en consulaire posten in België, alsmede hun inwonende gezinsleden, mits de betrokkenen de Belgische nationaliteit niet bezitten;

3^o Op voorwaarde van wederkerigheid, de ambtenaren, vertegenwoordigers en afgevaardigden van vreemde Staten of van staatkundige onderdelen daarvan of van een buitenlands publiekrechtelijk lichaam, mits de betrokkenen de Belgische nationaliteit niet bezitten en hun diensten niet verstrekken in het kader van enig handels- of nijverheidsbedrijf. »

Section 7. — Impôt des non-résidents

Art. 312. Les articles 3 et 4 du Code des impôts sur les revenus sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 3. § 1^{er}. Sont assujettis à l'impôt des personnes physiques, les habitants du royaume, c'est-à-dire :

1^o Les personnes physiques qui ont établi en Belgique leur domicile ou le siège de leur fortune;

2^o Les agents diplomatiques belges et les agents consulaires de carrière belges accrédités à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer;

3^o Les autres membres de missions diplomatiques belges et les autres membres du personnel consulaire de carrière belge, en poste à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, à l'exclusion des fonctionnaires consulaires honoraires;

4^o Les autres fonctionnaires, agents et représentants ou délégués de l'Etat belge ou d'une de ses subdivisions politiques, ainsi que d'établissements de droit public belge, qui ont la nationalité belge et exercent leurs activités à l'étranger dans un pays dont ils ne sont pas résidents permanents.

§ 2. L'établissement en Belgique du domicile ou du siège de la fortune s'apprécie en fonction des éléments de fait. Toutefois, sauf preuve contraire, sont présumées avoir établi en Belgique leur domicile ou le siège de leur fortune, les personnes physiques qui sont inscrites au Registre national des personnes physiques.

Art. 4. Ne sont pas assujettis à l'impôt des personnes physiques :

1^o Les agents diplomatiques étrangers et les agents consulaires de carrière étrangers accrédités en Belgique;

2^o Sous condition de réciprocité, les autres membres de missions diplomatiques étrangères et les autres membres du personnel consulaire de carrière étranger, en poste en Belgique, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, pour autant que les intéressés ne possèdent pas la nationalité belge;

3° Sous condition de réciprocité, les fonctionnaires, agents, représentants ou délégués d'états étrangers ou de leurs subdivisions politiques ou locales, ainsi que d'établissements de droit public étranger, pour autant que les intéressés ne possèdent pas la nationalité belge et qu'ils n'exercent pas leurs fonctions dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale.»

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 313 luidt:

Art. 313. Titel V van hetzelfde Wetboek die de artikelen 139 tot 152 bevat, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966, 7 juli 1972, 25 juni 1973, 5 januari 1976, 3 november 1976, 12 juli 1979 en 19 juli 1979, bij het koninklijk besluit nr. 10 van 15 februari 1982 en het koninklijk besluit nr. 15 van 9 maart 1982, door de wetten van 28 december 1983 en 27 december 1984, bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 wat de Nederlandse tekst betreft en bij de wet van 4 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

«Titel V. — Belasting der niet-verblijfhouders

Hoofdstuk I. — Aan de belasting onderworpen personen

Art. 139. Aan de belasting der niet-verblijfhouders zijn onderworpen:

1° De niet-rijksinwoners, met inbegrip van de in artikel 4 bedoelde personen;

2° Alle niet in het 3° bedoelde vennootschappen, verenigingen, instellingen of lichamen die rechtspersoonlijkheid bezitten of die, zonder rechtspersoonlijkheid te bezitten, zijn opgericht in een rechtsvorm vergelijkbaar met één van de rechtsvormen als bedoeld in de artikelen 98 en 100 en die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer niet in België hebben;

3° Vreemde Staten, de staatkundige onderdelen en plaatselijke gemeenschappen daarvan, alsmede alle vennootschappen, verenigingen, instellingen of lichamen die rechtspersoonlijkheid bezitten, hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer niet in België hebben en zich niet met een exploitatie of verrichtingen van winstgevend aard bezighouden of zich, zonder winst oogmerk, uitsluitend met in artikel 94, derde lid, vermelde verrichtingen bezighouden.

Hoofdstuk II. — Grondslag van de belasting

Afdeling 1. — Belastbare inkomsten

Art. 140. § 1. De in artikel 139 vermelde belastingplichtigen zijn uitsluitend op grond van de in België behaalde of verkregen inkomsten aan de belasting onderworpen.

§ 2. In die inkomsten zijn begrepen:

1° De inkomsten van in België gelegen onroerende goederen;

2° De inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen ten laste hetzij van een rijksinwoner, hetzij van enigelei vennootschap, vereniging, instelling of lichaam met maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer in België, hetzij van de Belgische Staat of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke besturen daarvan, hetzij van een inrichting waarover een in artikel 139 bedoelde belastingplichtige in België beschikt, zomede de inkomsten van dezelfde aard ten laste van een in artikel 139 bedoelde belastingplichtige wanneer zij in België worden behaald of verkregen;

3° Winst opgebracht door bemiddeling van Belgische inrichtingen als bedoeld in artikel 141, alsmede winst die, zelfs zonder bemiddeling van zulke inrichtingen, voortkomt:

a) Uit de vervreemding of de verhuring van in België gelegen onroerende goederen of uit de vestiging van een recht van erfpacht of van opstal of van gelijkaardige onroerende rechten;

b) Uit in België gedane verrichtingen van buitenlandse verzekeraars die er gewoonlijk andere contracten dan herverzekeringscontracten inzamelen;

c) Uit een in België door een podiumkunstenaar of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verrichte werkzaamheid, zelfs indien de inkomsten niet worden toegekend aan de podiumkunstenaar of aan de sportbeoefenaar zelf, maar aan een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon;

d) Uit het uitoefenen van een mandaat van bestuurder, commissaris of vereffenaar in een in artikel 98 of 102 bedoelde vennootschap, door een in artikel 139, 2°, bedoelde belastingplichtige, zomede uit de werkzaamheid uitgeoefend door die belastingplichtige in een in artikel 100 of 102 bedoelde vennootschap of in de inrichtingen waarover de in artikel 139, 2°, bedoelde belastingplichtigen in België beschikken;

e) Uit de hoedanigheid van vennoot in vennootschappen die krachtens artikel 25, § 1, tweede lid, geacht worden geen rechtspersoonlijkheid te bezitten en die hun maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer in België hebben;

4° De in artikel 20, 3°, bedoelde baten die voortkomen uit een in België uitgeoefende werkzaamheid;

5° Winsten en baten die betrekking hebben op een zelfstandige beroepswerkzaamheid die voorheen in België werd uitgeoefend door de verkrijger of door de persoon van wie hij de rechtverkrigende is;

6° De in artikel 20, 2° en 5°, bedoelde bezoldigingen, pensioenen, renten of toelagen, ten laste:

a) Van een rijksinwoner;

b) Van een vennootschap, vereniging, instelling of lichaam met maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer in België;

c) Van de Belgische Staat of van de staatkundige onderdelen of plaatselijke besturen daarvan;

d) Van een inrichting waarover een in artikel 139 bedoelde niet-verblijfhouder in België beschikt;

7° De in artikel 20, 2°, bedoelde bezoldigingen, ten laste van een in artikel 139 bedoelde niet-verblijfhouder uit hoofde van een in België uitgeoefende werkzaamheid door een verkrijger die er in de loop van een belastbaar tijdperk gedurende meer dan 183 dagen verblijft;

8° De diverse inkomsten als bedoeld in artikel 67, 1° tot 8°, ingeval het gaat om:

a) Of in België behaalde of verkregen winsten of baten;

b) Of prijzen, subsidies, renten of pensioenen ten laste van Belgische openbare besturen of officiële instellingen;

c) Of uitkeringen tot onderhoud ten laste van rijksinwoners;

d) Of inkomsten uit in België gelegen onroerende goederen of plaatsen;

e) Of loten betreffende in België uitgegeven effecten van leningen;

f) Of opbrengsten van de verhuring in België van het jacht-, vis- of vogelvangstrecht;

g) Of meerwaarden verwezenlijkt op in België gelegen ongebouwde onroerende goederen of op zakelijke rechten met betrekking tot dergelijke onroerende goederen;

h) De meerwaarden verwezenlijkt op aandelen of delen in vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen die in België hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting, hun zetel van bestuur of beheer hebben, behalve in zoverre de meerwaarden niet belastbaar zijn ingevolge artikel 67ter.

Art. 141. § 1. Voor de toepassing van artikel 140, § 2, 3°, betekent de uitdrukking «Belgische inrichting» elke vaste inrichting met behulp waarvan de beroepswerkzaamheden van een buitenlandse onderneming geheel of gedeeltelijk in België worden uitgeoefend.

Een vaste inrichting vormt in het bijzonder:

1° Een plaats waar leiding wordt gegeven;

2° Een filiaal;

3° Een kantoor;

4° Een fabriek;

5° Een werkplaats;

6° Een agentuur;

7° Een mijn, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen;

8° Een bouw- of constructiewerk waarvan de duur een ononderbroken periode van 30 dagen overschrijdt;

9° Een opslagplaats;

10° Een goederenvoorraad.

§ 2. Een Belgische inrichting is eveneens de vertegenwoordiger, niet zijnde een onafhankelijke tussenhandelaar optredend in het normale kader van zijn activiteit, die in België werkzaam is voor een niet-verblijfhoudster bedoeld in artikel 139, zelfs wanneer de vertegenwoordiger geen machtiging bezit om namens die niet-verblijfhoudster overeenkomsten te sluiten.

§ 3. Iedere vennoot of ieder lid van een burgerlijke vennootschap of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid die haar maatschappelijke zetel, haar voornaamste inrichting of haar zetel van bestuur of beheer in België heeft of die beschikt over een Belgische inrichting in de zin van de §§ 1 en 2, wordt voor de toepassing van artikel 140, § 2, 3°, geacht over een Belgische inrichting te beschikken.

Afdeling 2. — Vrijgestelde inkomsten

Art. 142. § 1. Zijn vrijgesteld:

1° Inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen niet zijnde inkomsten van aandelen of delen of van belegde kapitalen, waarvan de schuldenaar, hetzij een rijksinwoner is, hetzij een vennootschap, vereniging, instelling of lichaam met maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer in België, wanneer die inkomsten worden toegerekend op de uitkomsten van een inrichting waarover de schuldenaar in het buitenland beschikt, en door de genietster niet in België worden verkregen;

2° Inkomsten uit buitenlandse roerende waarden gedeponneerd in België, wanneer die bewaargevingen voldoen aan de voorwaarden bepaald door de minister van Financiën en voor zover de bewaargever die waarden niet voor het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid in België gebruikt;

3° Bezoldigingen als bedoeld in artikel 20, 2°, waarvan de schuldenaar, niet zijnde de Belgische Staat, de staatkundige onderdelen of plaatselijke besturen daarvan, in België aan de personenbelasting, aan de vennootschapsbelasting of aan de rechtspersonenbelasting is onderworpen, voor zover zij een door de verkrijger in het buitenland uitgeoefende werkzaamheid bezoldigen en op de resultaten van een in het buitenland gelegen inrichting worden toegerekend;

4° De bezoldigingen die in artikel 4 bedoelde personen verkrijgen in hun hoedanigheid als bepaald in dat artikel;

5° De in artikel 140, § 2, 8°, bedoelde diverse inkomsten verkregen door vreemde Staten of door staatkundige onderdelen daarvan, zomede door inrichtingen, instellingen of andere rechtspersonen zonder winsttoegmerk naar buitenlands publiek recht.

§ 2. Zijn vrijgesteld op voorwaarde van wederkerigheid:

1° De inkomsten van onroerende goederen die een vreemde Staat heeft aangewend tot de huisvesting van zijn diplomatieke of consulaire zendingen of van culturele instellingen die zich niet met verrichtingen van winstgevend aard bezighouden;

2° De bezoldigingen die ten laste van in België geaccrediteerde buitenlandse diplomatieke en consulaire zendingen of van de hoofden dezer zendingen worden verkregen door hun personeelsleden die de Belgische nationaliteit niet bezitten;

3° Winst die een niet in artikel 140, § 2, 3°, *b*, bedoelde buitenlandse onderneming in België behaalt, hetzij uit verrichtingen gedaan door bemiddeling van een vertegenwoordiger die er enkel de bestellingen van de cliënteel inzamelt en ze aan de onderneming doet toekomen zonder deze te verbinden, hetzij of de exploitatie van schepen of vliegtuigen waarvan zij eigenares of bevrachtster is en die België aandoen om er goederen of passagiers te laden of af te laden.

Hoofdstuk III. — Samenvoeging van sommige inkomsten

Afdeling 1. — Grondslag van de samenvoeging

Art. 143. Voor de belastingplichtigen bedoeld in artikel 139, 1°, wordt de belasting gevestigd:

1° Op het totaal bedrag van hun inkomsten uit in België gelegen onroerende goederen, wanneer die belastingplichtigen inkomsten verkrijgen uit verhuurde onroerende goederen of uit de vestiging of de overdracht van een recht van erfpacht of van opstal of van gelijkaardige onroerende rechten;

2° Op het totaal bedrag van hun inkomsten uit in België gelegen onroerende goederen en van de in België behaalde bedrijfsinkomsten, wanneer zij:

a) In België beschikken over één of meer inrichtingen als bedoeld in artikel 141;

b) In België inkomsten als bedoeld in het artikel 140, § 2, 3°, *a* en *e*, en 140, § 2, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°, *b*, verkrijgen.

Art. 144. Voor de belastingplichtigen vermeld in artikel 139, 2°, wordt de belasting gevestigd op het totaal bedrag van de in België behaalde bedrijfsinkomsten als bedoeld in artikel 140, § 2, 3°.

Daarenboven wordt een afzonderlijke bijzondere aanslag gevestigd op de niet-bewezen lasten en bedragen vermeld in artikel 47, § 1, die niet in de in België belastbare grondslag worden opgenomen.

Art. 145. Voor de belastingplichtigen vermeld in artikel 139, 3°, wordt de belasting gevestigd:

1° Op het gedeelte van het nettobedrag van de huurprijs en de huurvoordelen dat meer bedraagt dan het kadastraal inkomen van de in België gelegen onroerende goederen, behoudens tenzij de huurder:

— Hetzij een natuurlijke persoon is als bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, *a*;

— Hetzij een persoon, een vennootschap, een vereniging of groepering is als bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, *b*, die het gehuurde goed, zonder winsttoegmerk, gebruikt voor één van de bestemmingen vermeld in artikel 8;

2° Op de bedragen verkregen bij het vestigen of de overdracht van een recht van erfpacht of van opstal of van gelijkaardige onroerende rechten met betrekking tot een in België gelegen onroerend goed, behoudens de uitzonderingen opgenomen in het 1° hiervoren;

3° Op de bijdragen, sommen of toelagen die geen overeenkomstig artikel 45, 3°, *b*, of 6°, aftrekbare bedrijfsuitgaven zijn;

4° Op de in artikel 47, § 1, bedoelde lasten waarvoor de in dat artikel vereiste bewijzen niet worden overgelegd.

Afdeling 2. — Vaststelling van het nettobedrag van de samen te voegen inkomsten

Art. 146. Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 147 en 148 wordt het nettobedrag van de in de belasting der niet-verblijfhouders belastbare inkomsten bepaald volgens de regels toepasselijk:

1° Op de personenbelasting voor de belastingplichtigen vermeld in artikel 139, 1°, zoals deze regels voorkomen in de artikelen 7 tot 70, maar met uitzondering van artikel 10 wanneer

deze belastingplichtigen in België geen tehuis hebben behouden gedurende gans het belastbare tijdperk;

2° Op de vennootschapsbelasting voor de belastingplichtigen vermeld in artikel 139, 2°, zoals deze regels voorkomen in de artikelen 96, 97, 105 tot 116;

3° Op de rechtspersonenbelasting, voor de belastingplichtigen vermeld in artikel 139, 3°, zoals deze regels voorkomen in artikel 137.

Art. 147. § 1. De tijdelijke vrijstelling bepaald in artikel 40, § 1, 2°, is enkel van toepassing voor zover de aandelen verkregen ter vergoeding van de desbetreffende inbreng voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid in België worden gebruikt.

§ 2. Voor aftrek als bedrijfslasten komen alleen in aanmerking de lasten die uitsluitend op de overeenkomstig de artikelen 140 tot 142 in België belastbare bedrijfsinkomsten drukken.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 50, 3° of 109, 1°, wordt de belasting der niet-verblijfhouders naar het geval gelijkgesteld met de personenbelasting of met de vennootschapsbelasting.

§ 4. De afzonderlijke bijzondere aanslag ingevolge artikel 144, tweede lid, is als bedrijfslast aftrekbaar.

Art. 148. § 1. Ten name van de vennootschappen, verenigingen, instellingen of lichamen vermeld in artikel 139, 2°, omvat de belastbare winst het totale bedrag van de in België behaalde of verkregen inkomsten met als enige aftrek uit hoofde van in artikel 108 bedoelde bedrijfslasten, de bezoldigingen en de erop betrekking hebbende sociale lasten, die worden toegerekend op de uitkomsten van een inrichting waarover deze belastingplichtigen in België beschikken, wegens de in die inrichting uitgeoefende werkzaamheden.

§ 2. Bij een Belgische inrichting van de in artikel 139, 2°, vermelde belastingplichtigen wordt:

1° Een deelneming slechts dan geacht een vaste deelneming in de zin van artikel 112, § 1, te zijn, indien zij gedurende gans het belastbare tijdperk voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid in die inrichting werd gebruikt;

2° De in artikel 113, § 2, gestelde grens van 50 pct. beoordeeld naar het totale bedrag:

a) Van de winst, die van het belastbare tijdperk daarin begrepen, die in de activa van de Belgische inrichting is behouden, en

b) Van het verschil tussen de vorderingen en de schulden van de Belgische inrichting ten aanzien van de maatschappelijke zetel of van de inrichtingen welke de belastingplichtige in het buitenland bezit.

Afdeling 3. — Van het totaal van de netto-inkomsten aftrekbare uitgaven

Art. 149. § 1. Van het totaal van de in artikel 143 bedoelde netto-inkomsten zijn alleen aftrekbaar:

1° De tachtig honderdsten van de in artikel 71, § 1, 3°, vermelde uitkeringen tot onderhoud of als zodanig geldende kapitalen, voor zover de verkrijger van de uitkering een rijksinwoner is;

2° De giften betaald aan de Belgische instellingen vermeld in artikel 71, § 1, 4°, a tot h, 5° en 10°;

3° In artikel 71, § 1, 6°, vermelde termijnen en de waarde van ermee gelijkgestelde lasten, voor zover de sommen betrekking hebben op een in het land gelegen onroerend goed.

§ 2. Wanneer een in artikel 139, 1°, vermelde belastingplichtige in België een tehuis heeft behouden gedurende het volledige belastbare tijdperk, zijn de uitgaven bedoeld in Titel II, hoofdstuk II, afdeling VI, in afwijking van het bepaalde onder § 1, aftrekbaar, met uitzondering van die vermeld:

a) In artikel 71, § 1, 3°, wanneer de verkrijger van de uitkering geen rijksinwoner is;

b) In artikel 71, § 1, 6°, wanneer het recht van erfpacht of van opstal of enig ander gelijkaardig onroerend recht betrekking heeft op in het buitenland gelegen onroerende goederen.

Hoofdstuk IV. — Berekening van de belasting

Art. 150. § 1. In gevallen als bedoeld in artikel 143, wordt de belasting berekend volgens de belastingsschaal bedoeld in de artikelen 7, § 1, en 8 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1, wordt de belasting berekend volgens de in Titel II, hoofdstuk III, en in de artikel 1 tot 8 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen bepaalde regelen wanneer de belastingplichtige in België een tehuis heeft behouden gedurende het volledig belastbare tijdperk.

§ 3. De belasting gevestigd overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 wordt verhoogd met zes opcentiemen ten bate van de Staat, berekend op de wijze als bepaald in artikel 353.

Art. 151. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 144:

a) Wordt de belasting berekend tegen de aanslagvoet van 43 pct. onverminderd de toepassing van het bepaalde in de artikelen 129 en 130;

b) Wordt de afzonderlijke bijzondere aanslag berekend tegen een aanslagvoet van 200 pct.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 145, wordt de belasting berekend:

a) Tegen het tarief van 20 pct. wat betreft de inkomsten vermeld in artikel 145, 1° en 2°;

b) Tegen het tarief bedoeld in artikel 126, eerste lid, wat betreft de in artikel 145, 3°, vermelde bijdragen, sommen of toelagen;

c) Tegen het tarief van 200 pct. wat betreft de in artikel 145, 4°, vermelde niet bewezen lasten.

Art. 152. De belasting betreffende de niet in de artikelen 143, 144 en 145 vermelde inkomsten, is gelijk aan het belastingkrediet, aan de verschillende voorheffingen en aan de in artikel 208bis bedoelde bijzondere aanslag, die op die inkomsten betrekking hebben. »

Art. 313. Le titre V du même Code, comprenant les articles 139 à 152, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 7 juillet 1972, 25 juin 1973, 5 janvier 1976, 3 novembre 1976, 12 juillet 1979 et 19 juillet 1979, par l'arrêté royal n° 10 du 15 février 1982 et par l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982, par les lois du 28 décembre 1983 et du 27 décembre 1984, par l'arrêté royal du 12 août 1985 en ce qui concerne le texte néerlandais et par la loi du 4 août 1986, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Titre V. — Impôt des non-résidents

Chapitre premier. — Personnes assujetties à l'impôt

Art. 139. Sont assujettis à l'impôt des non-résidents:

1° Les non-habitants du royaume, y compris les personnes visées à l'article 4;

2° Les sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques, non visés au 3°, qui possèdent la personnalité juridique ou qui, sans posséder la personnalité juridique, sont constitués sous une forme juridique analogue à l'une de celles visées aux articles 98 et 100 et qui n'ont pas en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration;

3° Les Etats étrangers, leurs subdivisions politiques et collectivités locales ainsi que les sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques qui possèdent la personnalité juridique, n'ont pas en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration et qui ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif ou se livrent, sans but lucratif, exclusivement à des opérations visées à l'article 94, alinéa 3.

Chapitre II. — Assiette de l'impôt

Section première. — Revenus imposables

Art. 140. § 1^{er}. Les contribuables visés à l'article 139 sont soumis à l'impôt uniquement en raison des revenus produits ou recueillis en Belgique.

§ 2. Sont compris dans ces revenus :

1° Les revenus de propriétés foncières sises en Belgique;

2° Les revenus et produits de capitaux et biens mobiliers à charge soit d'un habitant du royaume, soit d'une société, association, établissement ou organisme quelconque ayant en Belgique son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration, soit de l'Etat belge ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit d'un établissement dont dispose en Belgique un contribuable visé à l'article 139 ainsi que les revenus de même nature à charge d'un contribuable visé à l'article 139, lorsqu'ils sont produits ou recueillis en Belgique;

3° Les bénéfices produits à l'intervention d'établissements belges visés à l'article 141 ainsi que ceux résultant, même sans l'intervention de tels établissements :

a) De l'aliénation ou de la location de propriétés foncières sises en Belgique ainsi que de la constitution d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires;

b) Des opérations traitées en Belgique par des assureurs étrangers qui y recueillent habituellement des contrats autres que des contrats de réassurance;

c) De l'activité exercée personnellement en Belgique par un artiste du spectacle ou un sportif en cette qualité, même lorsque les revenus sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne physique ou morale;

d) De l'exercice, par des contribuables visés à l'article 139, 2°, d'un mandat d'administrateur, de commissaire ou de liquidateur dans une société visée à l'article 98 ou à l'article 102 ainsi que de l'activité exercée par ces contribuables soit dans une société visée à l'article 100 ou à l'article 102, soit dans les établissements dont disposent en Belgique des contribuables visés à l'article 139, 2°;

e) De la qualité d'associé dans les sociétés qui sont considérées comme dénuées de la personnalité juridique en vertu de l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, et qui ont en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration;

4° Les profits visés à l'article 20, 3°, résultant de l'activité exercée en Belgique;

5° Les bénéfices ou profits qui se rattachent à une activité professionnelle indépendante antérieurement exercée en Belgique par le bénéficiaire ou par la personne dont celui-ci est l'ayant cause;

6° Les rémunérations, pensions, rentes ou allocations visées à l'article 20, 2° et 5°, à charge :

a) D'un habitant du royaume;

b) D'une société, association, établissement ou organisme quelconque ayant en Belgique son siège social, son principal établissement ou son siège d'administration ou de direction;

c) De l'Etat belge ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales;

d) D'un établissement dont dispose en Belgique un non-résident visé à l'article 139;

7° Les rémunérations visées à l'article 20, 2°, à charge d'un non-résident visé à l'article 139 en raison de l'activité exercée en Belgique par un bénéficiaire qui y séjourne plus de 183 jours au cours d'une période imposable;

8° Les revenus divers visés à l'article 67, 1° à 8°, dans le cas où il s'agit respectivement :

a) De bénéfices ou profits produits ou recueillis en Belgique;

b) De prix, subsides, rentes ou pensions à charge des pouvoirs publics ou organismes officiels belges;

c) De rentes alimentaires à charge d'habitants du royaume;

d) De revenus d'immeubles ou d'emplacements situés en Belgique;

e) De lots afférents à des titres d'emprunts émis en Belgique;

f) De produits de la location en Belgique du droit de chasse, de pêche et de tenderie;

g) De plus-values réalisées sur des immeubles non bâtis sis en Belgique ou sur des droits réels afférents à de tels immeubles;

h) De plus-values réalisées sur des actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques, qui ont en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration, sauf dans la mesure où ces plus-values ne sont pas imposables en vertu de l'article 67ter.

Art. 141. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 140, § 2, 3°, l'expression «établissement belge» désigne toute installation fixe par l'intermédiaire de laquelle une entreprise étrangère exerce tout ou partie de son activité professionnelle en Belgique.

Constituent notamment une installation fixe :

1° Un siège de direction;

2° Une succursale;

3° Un bureau;

4° Une usine;

5° Un atelier;

6° Une agence;

7° Une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles;

8° Un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse une durée non interrompue de 30 jours;

9° Un entrepôt;

10° Un stock de marchandises.

§ 2. Constitue également un établissement belge, l'agent, autre qu'un intermédiaire de commerce jouissant d'un statut autonome et agissant dans le cadre normal de son activité, qui agit en Belgique pour le compte d'un non-résident visé à l'article 139 alors même que cet agent ne dispose pas de pouvoirs lui permettant de conclure au nom de ce non-résident.

§ 3. Chaque associé ou membre dans une société civile ou une association sans personnalité juridique qui a son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration en Belgique ou qui dispose d'un établissement belge au sens des §§ 1^{er} et 2 est censé disposer d'un établissement belge pour l'application de l'article 140, § 2, 3°.

Section 2. — Revenus exonérés

Art. 142. § 1^{er}. Sont exonérés :

1° Les revenus et produits de capitaux et biens mobiliers, autres que les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis, dont le débiteur est soit un habitant du royaume, soit une société, association, établissement ou organisme quelconque ayant en Belgique son siège social, son principal établissement ou son siège de direction ou d'administration, lorsque ces revenus sont imputés sur les résultats d'un établissement dont le débiteur dispose à l'étranger et ne sont pas recueillis en Belgique par le bénéficiaire;

2° Les revenus des valeurs mobilières étrangères déposées en Belgique, lorsque ces dépôts répondent aux conditions fixées par le ministre des Finances et pour autant que le déposant n'affecte pas ces valeurs à l'exercice d'une activité professionnelle en Belgique;

3° Les rémunérations visées à l'article 20, 2°, dont le débiteur, autre que l'Etat belge, ses subdivisions politiques ou collectivités locales, est assujéti en Belgique à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des personnes morales,

dans la mesure où elles rémunèrent une activité exercée à l'étranger par le bénéficiaire et sont imputées sur les résultats d'un établissement situé à l'étranger;

4° Les rémunérations perçues par les personnes visées à l'article 4, en leur qualité prévue audit article;

5° Les revenus divers visés à l'article 140, § 2, 8°, qui sont réalisés par des Etats étrangers ou leurs subdivisions politiques, ainsi que par des établissements, organismes ou autres personnes morales sans but lucratif de droit public étranger.

§ 2. Sont exonérés sous condition de réciprocité:

1° Le revenu des propriétés foncières qu'un Etat étranger a affectées à l'installation de ses missions diplomatiques ou consulaires ou d'institutions culturelles ne se livrant pas à des opérations de caractère lucratif;

2° Les rémunérations perçues, à charge des missions diplomatiques et consulaires étrangères accréditées en Belgique ou des chefs de ces missions, par les membres de leur personnel qui n'ont pas la nationalité belge;

3° Les bénéfices qu'une entreprise étrangère non visée à l'article 140, § 2, 3°, b, retire en Belgique, soit d'opérations traitées à l'intervention d'un représentant qui se borne à y recueillir les ordres de la clientèle et à les lui transmettre sans l'engager, soit de l'exploitation de navires ou d'aéronefs dont elle est propriétaire ou affrèteur et qui font escale en Belgique pour y charger ou y décharger des marchandises ou des passagers.

Chapitre III. — Globalisation de certains revenus

Section première. — Assiette de la globalisation

Art. 143. Pour les contribuables visés à l'article 139, 1°, l'impôt est établi:

1° Sur l'ensemble de leurs revenus de propriétés foncières sises en Belgique quand ces contribuables recueillent des revenus d'immeubles donnés en location ou des revenus tirés de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires;

2° Sur l'ensemble de leurs revenus de propriétés foncières sises en Belgique et de leurs revenus professionnels d'origine belge quand ces contribuables:

a) Disposent en Belgique d'un ou de plusieurs établissements visés à l'article 141;

b) Recueillent en Belgique des revenus visés à l'article 140, § 2, 3°, a et e, et 140, § 2, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°, h.

Art. 144. Pour les contribuables visés à l'article 139, 2°, l'impôt est établi sur l'ensemble de leurs revenus professionnels d'origine belge visés à l'article 140, § 2, 3°.

Une cotisation spéciale distincte est en outre établie sur les sommes ou charges non justifiées visées à l'article 47, § 1^{er}, qui ne sont pas incorporées à la base imposable en Belgique.

Art. 145. Pour les contribuables visés à l'article 139, 3°, l'impôt est établi:

1° Sur la partie du montant net du loyer et des avantages locatifs de leurs propriétés foncières sises en Belgique qui dépasse le revenu cadastral de ces immeubles, sauf si le locataire est:

— Soit une personne physique visée à l'article 7, § 1^{er}, 2°, a;

— Soit une personne, société, association ou groupement visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°, b, qui ne poursuivant aucun but de lucre, a affecté le bien pris en location à l'une des fins prévues à l'article 8;

2° Sur les sommes obtenues à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires portant sur un immeuble sis en Belgique, sauf les exceptions prévues au 1°, ci-dessus;

3° Sur les cotisations, sommes ou allocations qui ne constituent pas des dépenses professionnelles déductibles conformément à l'article 45, 3°, b, ou 6°;

4° Sur les charges visées à l'article 47, § 1^{er}, pour lesquelles les justifications requises audit article ne sont pas produites.

Section 2. — Détermination du montant net des revenus globalisables

Art. 146. Sous réserve des dispositions prévues aux articles 147 et 148, le montant net des revenus imposables à l'impôt des non-résidents est déterminé suivant les règles applicables:

1° En matière d'impôt des personnes physiques, pour les contribuables visés à l'article 139, 1°, telles que ces règles figurent aux articles 7 à 70 mais à l'exception de l'article 10 quand ces contribuables n'ont pas maintenu un foyer d'habitation en Belgique durant toute la période imposable;

2° En matière d'impôt des sociétés, pour les contribuables visés à l'article 139, 2°, telles que ces règles figurent aux articles 96, 97, 105 à 116;

3° En matière d'impôt des personnes morales, pour les contribuables visés à l'article 139, 3°, telles que ces règles figurent à l'article 137.

Art. 147. § 1^{er}. L'immunité temporaire prévue à l'article 40, § 1^{er}, 2°, n'est applicable que dans la mesure où les actions ou parts reçues en rémunération de l'apport visé demeurent affectées à l'exercice d'une activité professionnelle en Belgique.

§ 2. Sont seules admises en déduction à titre de charges professionnelles celles qui grèvent exclusivement des revenus professionnels imposables en Belgique, conformément aux articles 140 à 142.

§ 3. Pour l'application de l'article 50, 3°, ou de l'article 109, 1°, l'impôt des non-résidents est assimilé, suivant le cas, à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des sociétés.

§ 4. La cotisation spéciale distincte prévue à l'article 144, alinéa 2, est déductible à titre de charges professionnelles.

Art. 148. § 1^{er}. Dans le chef des sociétés, associations, établissements ou organismes visés à l'article 139, 2°, le bénéfice imposable comprend l'ensemble des revenus produits ou recueillis en Belgique, sous la seule déduction, au titre de charges professionnelles visées à l'article 108, des rémunérations et charges sociales connexes qui sont imputées sur les résultats des établissements dont ces contribuables disposent en Belgique, en raison de l'activité déployée dans ces établissements.

§ 2. Dans le chef d'un établissement belge de contribuables visés à l'article 139, 2°:

1° Pour l'application de l'article 112, § 1^{er}, les participations ne sont considérées comme permanentes que dans l'éventualité où elles ont été affectées à l'exercice de l'activité professionnelle dans cet établissement pendant toute la période imposable;

2° Pour l'application de l'article 113, § 2, la limite de 50 p.c. s'apprécie par rapport à l'ensemble formé par:

a) Les bénéfices, y compris ceux de la période imposable, maintenus dans les avoirs de l'établissement belge;

b) La différence entre les créances et les dettes de l'établissement belge vis-à-vis du siège social et des établissements dont le contribuable dispose à l'étranger.

Section 3. — Dépenses déductibles de l'ensemble des revenus nets

Art. 149. § 1^{er}. Sont seuls déductibles de l'ensemble des revenus nets visés à l'article 143:

1° Les quatre-vingt centièmes des rentes alimentaires ou des capitaux en tenant lieu, visés à l'article 71, § 1^{er}, 3°, pour autant que le bénéficiaire de la rente soit un habitant du royaume;

2° Les libéralités payées aux institutions belges visées à l'article 71, § 1^{er}, 4°, a à b, 5° et 10°;

3° Les redevances et la valeur des charges y assimilées visées à l'article 71, § 1^{er}, 6°, pour autant que lesdites sommes se rapportent à un immeuble sis dans le pays.

§ 2. Par dérogation aux dispositions figurant au § 1^{er}, sont déductibles, lorsqu'un contribuable visé à l'article 139, 1°, a maintenu un foyer d'habitation en Belgique durant toute la période imposable, les dépenses visées au Titre II, chapitre II, section VI, à l'exception de celles visées :

a) A l'article 71, § 1^{er}, 3°, lorsque le bénéficiaire de la rente n'est pas un habitant du royaume;

b) A l'article 71, § 1^{er}, 6°, lorsque le droit d'emphytéose ou de superficie ou tout autre droit immobilier similaire porte sur des propriétés foncières sises à l'étranger.

Chapitre IV. — Calcul de l'impôt

Art. 150. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 143, l'impôt est calculé suivant le barème visé aux articles 7, § 1^{er}, et 8 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, l'impôt est calculé suivant les règles prévues au Titre II, chapitre III et aux articles 1^{er} à 8 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, quand le contribuable a maintenu un foyer d'habitation en Belgique durant toute la période imposable.

§ 3. L'impôt établi conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 est augmenté de six centimes additionnels au profit de l'Etat, qui sont calculés suivant les modalités fixées à l'article 353.

Art. 151. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 144:

a) L'impôt est calculé au taux de 43 p.c. sans préjudice de l'application des dispositions figurant aux articles 129 et 130;

b) La cotisation spéciale distincte est calculée au taux de 200 p.c.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 145, l'impôt est calculé:

a) Au taux de 20 p.c. en ce qui concerne les revenus visés à l'article 145, 1° et 2°;

b) Au taux prévu à l'article 126, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne les cotisations, sommes et allocations visées à l'article 145, 3°;

c) Au taux de 200 p.c. en ce qui concerne les charges non justifiées visées à l'article 145, 4°.

Art. 152. L'impôt afférent aux revenus non visés aux articles 143, 144 et 145, est égal au crédit d'impôt, aux divers précomptes et à la cotisation spéciale visée à l'article 208bis, qui s'y rapportent. »

M. de Clippele propose les amendements que voici:

« A. Compléter l'article 146, proposé par cet article, par les alinéas suivants (nouveaux), rédigés comme suit:

« Les non-résidents de nationalité belge ou citoyens d'un des onze autres pays membres de la CEE bénéficieront de la fraction affranchie de l'impôt des personnes physiques fixée par l'article 6, § 1^{er}, 1° et 2°, de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre.

Les non-résidents de nationalité belge ou citoyens d'un des onze autres pays membres de la CEE bénéficieront de la possibilité d'obtenir l'abattement sur le revenu cadastral de leur maison d'habitation si une raison sociale ou professionnelle le justifie. »

« B. Compléter l'article 149, proposé par cet article, par un § 3 (nouveau), rédigé comme suit:

« § 3. Le maintien d'un foyer d'habitation en Belgique suppose la résidence d'au moins un des membres de la famille du contribuable (conjoint, descendants ou ascendants). »

« A. Aan artikel 146, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende leden (nieuw) toe te voegen:

« Niet-verblijfhouders van Belgische nationaliteit of burgers van een van de overige elf EG-lid-staten, genieten het vrijgesteld gedeelte van de personenbelasting, zoals vastgesteld in artikel 6, § 1, 1° en 2°, van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen.

Niet-verblijfhouders van Belgische nationaliteit of burgers van een van de overige elf EG-lid-staten krijgen de mogelijkheid de aftrek voor het kadastraal inkomen te genieten, indien sociale of beroepsredenen zulks rechtvaardigen. »

« B. Aan artikel 149, zoals voorgesteld door dit artikel, een § 3 (nieuw) toe te voegen, luidende:

« § 3. Een tehuis in België behouden houdt in dat ten minste een van de familieleden van de belastingplichtige (echtgenoot, bloedverwanten in de nederdalende of de opgaande lijn) er zijn verblijf heeft. »

La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite des amendements.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 313 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 313 worden aangehouden.

Art. 314. In artikel 50, 1°, vierde lid, i, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 1 van de wet van 23 juni 1975, worden de woorden « artikel 148 » vervangen door de woorden « artikel 144 ».

Art. 314. A l'article 50, 1°, alinéa 4, i, du même Code, inséré par l'article 1^{er} de la loi du 23 juin 1975, les mots « à l'article 148 » sont remplacés par les mots « à l'article 144 ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 315. In artikel 67ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 8 van de wet van 3 november 1976 en gewijzigd bij artikel 34 van de wet van 22 december 1977 en bij artikel 66 van de wet van 31 juli 1984, worden de woorden « in artikel 139, 2° » vervangen door de woorden « in artikel 139, 2° of 3° ».

Art. 315. A l'article 67ter, § 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 8 de la loi du 3 novembre 1976 et modifié par l'article 34 de la loi du 22 décembre 1977 et par l'article 66 de la loi du 31 juillet 1984, les mots « à l'article 139, 2° » sont remplacés par les mots « à l'article 139, 2° ou 3° ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 316. In artikel 157, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 20 van de wet van 19 juli 1979, worden de woorden « in artikel 143, 1° » vervangen door de woorden « in artikel 142, § 2, 1° ».

Art. 316. A l'article 157, 2°, du même Code, remplacé par l'article 20 de la loi du 19 juillet 1979, les mots « à l'article 143, 1° » sont remplacés par les mots « à l'article 142, § 2, 1° ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 317. Artikel 180 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 33 van de wet van 5 januari 1976, wordt aangevuld als volgt:

« 3° Hen die als schuldenaar, bewaarder, mandataris of tussenpersoon in België inkomsten vermeld in artikel 140, § 2, 3°, c, betalen of toekennen. »

Art. 317. L'article 180 du même Code, modifié par l'article 33 de la loi du 5 janvier 1976, est complété comme suit:

« 3° Ceux qui, au titre de débiteur, dépositaire, mandataire ou intermédiaire, paient ou attribuent en Belgique des revenus visés à l'article 140, § 2, 3°, c. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 318. In artikel 187, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden «artikel 140, § 3» vervangen door de woorden «artikel 141».

Art. 318. A l'article 187, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 27 décembre 1984, les mots «article 140, § 3» sont remplacés par les mots «article 141».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 319. In artikel 199 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 33 van de wet van 15 juli 1966, bij artikel 74 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 26 van de wet van 19 juli 1979 en bij artikel 32 van de wet van 28 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In het eerste lid worden de woorden «in artikel 152» vervangen door de woorden «in de artikelen 150 en 151»;

b) In het tweede lid worden de woorden «in de artikelen 148, eerste lid en 149» en «artikel 152, 1° en 2°» respectievelijk vervangen door de woorden «in de artikelen 143 en 144» en «de artikelen 150 en 151, § 1»;

c) In het derde lid, worden de woorden «in artikel 149bis», «in het eerste lid van voornoemd artikel» en «artikel 152, 3°» respectievelijk vervangen door de woorden «in artikel 145», «in voornoemd artikel» en «artikel 151, § 2».

Art. 319. A l'article 199 du même Code, modifié par l'article 33 de la loi du 15 juillet 1966, par l'article 74 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 26 de la loi du 19 juillet 1979 et par l'article 32 de la loi du 28 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes:

a) A l'alinéa premier, les mots «à l'article 152» sont remplacés par les mots «aux articles 150 et 151»;

b) A l'alinéa 2, les mots «aux articles 148, alinéa 1^{er} et 149» et «à l'article 152, 1° et 2°» sont remplacés respectivement par les mots «aux articles 143 et 144» et «aux articles 150 et 151, § 1^{er}»;

c) A l'alinéa 3, les mots «à l'article 149bis», «à l'alinéa 1^{er} dudit article» et «à l'article 152, 3°» sont remplacés respectivement par les mots «à l'article 145», «audit article» et «à l'article 151, § 2».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 320. In artikel 211, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 11 april 1983 en bij artikel 33 van de wet van 28 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) De woorden «de artikelen 148, eerste lid en 149» worden vervangen door de woorden «de artikelen 143 en 144»;

b) In het 1°, worden de woorden «1° en 2° van artikel 152» vervangen door de woorden «artikel 150 of 151, § 1».

Art. 320. A l'article 211, § 2, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 21 de la loi du 11 avril 1983 et par l'article 33 de la loi du 28 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes:

a) Les mots «aux articles 148, alinéa 1^{er} et 149» sont remplacés par les mots «aux articles 143 et 144»;

b) Dans le 1°, les mots «au 1° ou au 2° de l'article 152» sont remplacés par les mots «à l'article 150 ou 151, § 1^{er}».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 321. In artikel 212, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 28 van de wet van 19 juli 1979 en bij artikel 34 van de wet van 28 december 1983, worden de woorden «de artikelen 148, eerste lid, 149 en 149bis, eerste lid» vervangen door de woorden «de artikelen 143, 144 en 145».

Art. 321. A l'article 212, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 28 de la loi du 19 juillet 1979 et par l'article 34 de la loi du 28 décembre 1983, les mots «aux articles 148, alinéa 1^{er}, 149 et 149bis, alinéa 1^{er}» sont remplacés par les mots «aux articles 143, 144 et 145».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 322. In artikel 215, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 35 van de wet van 28 december 1983, worden de woorden «geval bedoeld in artikel 150» vervangen door de woorden «geval waarin zij andere inkomsten verkrijgen dan die bedoeld in de artikelen 143, 144 of 145».

Art. 322. A l'article 215, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 35 de la loi du 28 décembre 1983, les mots «cas prévu par l'article 150» sont remplacés par les mots «cas où ils recueillent des revenus non visés aux articles 143, 144 ou 145».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 323. In artikel 216, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 3 november 1976, worden de woorden «artikel 152, 1°» vervangen door de woorden «artikel 150».

Art. 323. A l'article 216, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 3 novembre 1976, les mots «à l'article 152, 1°» sont remplacés par les mots «à l'article 150».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 324. In artikel 217, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 29 van de wet van 19 juli 1979, worden de woorden «artikel 152, 2° en 3°» vervangen door de woorden «artikel 151».

Art. 324. A l'article 217, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 29 de la loi du 19 juillet 1979, les mots «à l'article 152, 2° et 3°» sont remplacés par les mots «à l'article 151».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 325. In artikel 439, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 15 juli 1966, worden de woorden «de artikelen 150 en 151» vervangen door de woorden «artikel 152».

Art. 325. A l'article 439, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 15 juillet 1966, les mots «aux articles 150 et 151» sont remplacés par les mots «à l'article 152».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 326 luidt:

Afdeling 8. — Het kadastraal
inkomen van onroerende goederen

Art. 326. In artikel 383 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt:

«5° Tot de verbetering van het kadastraal inkomen van de onroerende goederen van welke aard ook, wanneer bij de vaststelling van dat kadastraal inkomen op onomstootbare, aantoonbare en omweerlegbare wijze een schrijf- of rekenfout werd begaan of wanneer onroerende goederen bij vergissing werden verwisseld»;

2° In § 5 wordt tussen het eerste en tweede lid, het volgende lid ingevoegd:

«De met toepassing van § 1, 5°, verbeterde kadastrale inkomens worden geacht te bestaan:

— Wanneer uit de verbetering een lager kadastraal inkomen voortspuit, vanaf 1 januari van het aanslagjaar voor hetwelk de onroerende voorheffing kan worden gevestigd, rekening houdende met de termijn van artikel 259, eerste lid;

— Wanneer uit de verbetering een hoger kadastraal inkomen voortspuit, vanaf 1 januari van het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de verbetering.»

Section 8. — Le revenu cadastral
des propriétés foncières

Art. 326. A l'article 383 du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le § 1^{er} est complété par un 5° rédigé comme suit:

«5° A la correction du revenu cadastral des immeubles de toute nature lorsque lors de l'établissement de ce revenu cadastral une erreur de plume ou de calcul incontestable, démontrable et irréfutable a été commise ou lorsque des immeubles ont été confondus»;

2° Au § 5, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

«Les revenus cadastraux corrigés en application du § 1^{er}, 5° sont censés exister:

— Lorsque la correction se traduit par une diminution du revenu cadastral, à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour lequel le précompte immobilier peut être établi, compte tenu du délai de l'article 259, alinéa 1^{er};

— Lorsque la correction se traduit par une augmentation du revenu cadastral, à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition qui suit l'année de la correction.»

M. de Clippele présente l'amendement que voici:

«A l'article 383, § 1^{er}, 5°, proposé par le 1° de cet article, remplacer les mots «incontestable, démontrable et irréfutable» par le membre de phrase «incontestable, irréfutable et démontrable sur la base des documents ayant date certaine au plus tard avant l'expiration du délai de recours accordé au contribuable.»

«In artikel 383, § 1, 5°, zoals voorgesteld in het 1° van dit artikel, na de woorden «op onomstootbare, aantoonbare en omweerlegbare wijze» in te voegen de woorden «en op basis van stukken met vaste datum uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de belastingplichtige voorziening kan instellen.»

La parole est à M. de Clippele.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

M. de Clippele. — J'ai retiré cet amendement en commission, monsieur le Président.

M. le Président. — L'amendement de M. de Clippele ayant été retiré en commission, je mets aux voix l'article 326.

Ik breng artikel 326 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Artikel 327 luidt:

Afdeling 9. — Overgangsbepaling
inzake omzettingsrenten

Art. 327. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 447, ingevoegd luidend als volgt:

«Art. 447. In afwijking van artikel 47, § 1, 4°, van de wet van 27 december 1984 houdende fiscale bepalingen:

1° Wordt de omzettingsrente van de in artikel 93, § 1, 2°, litt. f tot h, bedoelde kapitalen, afkoopwaarden en andere éénmalige toelagen die werden betaald of toegekend vóór 1 januari 1985, gezamenlijk met de andere inkomsten van de genietter belast vanaf het belastbaar tijdperk waarin het bedrag dat die rente vormt, is betaald of toegekend:

a) Wanneer de omzettingsrente, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92, 5 pct. bedraagt, gedurende tien opeenvolgende belastbare tijdperken of tot het belastbaar tijdperk waarin de genietter is overleden wanneer die gebeurtenis plaatsvindt vóór het verstrijken van deze periode van tien belastbare tijdperken;

b) Wanneer die omzettingsrente overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 minder dan 5 pct. bedraagt, gedurende dertien opeenvolgende belastbare tijdperken of tot het belastbaar tijdperk waarin de genietter is overleden wanneer die gebeurtenis plaatsvindt vóór het verstrijken van deze periode van dertien belastbare tijdperken;

2° Wordt de omzettingsrente van de vóór 1 januari 1985 betaalde of toegekende vergoedingen in kapitaal, die niet gewaarborgd zijn door een verzekeringscontract ten voordele van de schuldenaar of door het reglement van een verzorgingsfonds ingesteld ten voordele van het personeel van de onderneming en die bedoeld zijn in artikel 92, § 1, 2°, zoals de bepaling bestond alvorens te zijn gewijzigd bij artikel 16 van de wet van 27 december 1984 houdende fiscale bepalingen, gezamenlijk met de andere inkomsten van de genietter belast vanaf het belastbaar tijdperk waarin het bedrag dat die rente vormt is betaald of toegekend:

a) Wanneer overeenkomstig de bepalingen van bedoeld artikel 92, de omzettingsrente 6,57 pct. of meer bedraagt, gedurende tien opeenvolgende belastbare tijdperken of tot het belastbaar tijdperk waarin de genietter is overleden wanneer die gebeurtenis plaatsvindt vóór het verstrijken van deze periode van tien belastbare tijdperken;

b) Wanneer die omzettingsrente overeenkomstig de bepalingen van bedoeld artikel 92 minder dan 6,57 pct. bedraagt, gedurende dertien opeenvolgende belastbare tijdperken of tot het belastbaar tijdperk waarin de genietter is overleden wanneer die gebeurtenis plaatsvindt vóór het verstrijken van deze periode van dertien belastbare tijdperken.»

Section 9. — Disposition transitoire
relative aux rentes de conversion

Art. 327. Il est inséré dans le même Code un article 447, rédigé comme suit:

«Art. 447. Par dérogation à l'article 47, § 1^{er}, 4°, de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales:

1° La rente de conversion des capitaux, valeurs de rachat et autres allocations uniques visés à l'article 93, § 1^{er}, 2°, litt. f

à *h*, qui ont été payés ou attribués avant le 1^{er} janvier 1985, est imposée globalement avec les autres revenus du bénéficiaire à partir de la période imposable au cours de laquelle le montant constitutif de ladite rente est payé ou attribué:

a) Lorsque la rente de conversion s'élève à 5 p.c. conformément aux dispositions de l'article 92, pendant dix périodes imposables consécutives ou jusqu'à la période imposable au cours de laquelle le bénéficiaire est décédé lorsque cet événement se produit avant l'expiration dudit délai de dix périodes imposables;

b) Lorsque la rente de conversion est inférieure à 5 p.c. conformément aux dispositions de l'article 92, pendant treize périodes imposables consécutives ou jusqu'à la période imposable au cours de laquelle le bénéficiaire est décédé lorsque cet événement se produit avant l'expiration dudit délai de treize périodes imposables;

2° La rente de conversion des allocations en capital payées ou attribuées avant le 1^{er} janvier 1985 qui ne sont pas garanties par un contrat d'assurance au profit du débiteur ou par le règlement d'un fonds de prévoyance institué au profit du personnel de l'entreprise et qui sont visées à l'article 92, § 1^{er}, 2°, telle que la disposition existait avant d'être modifiée par l'article 16 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales, est imposée globalement avec les autres revenus du bénéficiaire à partir de la période imposable au cours de laquelle le montant constitutif de ladite rente est payé ou attribué:

a) Lorsque la rente de conversion atteint ou excède 6,57 p.c. conformément aux dispositions dudit article 92, pendant dix périodes imposables consécutives ou jusqu'à la période imposable au cours de laquelle le bénéficiaire est décédé lorsque cet événement se produit avant l'expiration dudit délai de dix périodes imposables;

b) Lorsque la rente de conversion atteint moins de 6,57 p.c. conformément aux dispositions dudit article 92, pendant treize périodes imposables consécutives ou jusqu'à la période imposable au cours de laquelle le bénéficiaire est décédé lorsque cet événement se produit avant l'expiration dudit délai de treize périodes imposables.»

De heren Buchmann en Van Thillo stellen voor dit artikel te doen vervallen.

MM. Buchmann et Van Thillo proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar het verslag.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 327 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 327 sont réservés.

Hoofdstuk II. — Bijzondere bepalingen

Afdeling 1. — Gehandicapten

Art. 328. Artikel 6, § 5, eerste lid, van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen wordt aangevuld met de volgende bepalingen:

« c) Ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 46 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 56 van dezelfde wet;

d) Ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, voor ten minste 66 pct. blijvend fysiek of psychisch gehandicapt of arbeidsongeschikt werd verklaard. »

Chapitre II. — Dispositions particulières

Section 1. — Handicapés

Art. 328. L'article 6, § 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre est complété par les dispositions suivantes:

« c) Soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 46 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 56 de la même loi;

d) Soit, par une décision administrative ou judiciaire qu'il est handicapé physiquement ou psychologiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 2. — Audiovisuele nijverheid

Art. 329. Artikel 20 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt:

« § 4. De uitsluiting bedoeld in artikel 42ter, § 6, tweede lid, 4°, is niet van toepassing op de audio-visuele werken waarvan de distributierechten, met uitsluiting van alle andere rechten, tijdelijk worden afgestaan aan derden met het oog op het uitzenden van deze werken in het buitenland. »

Onder in het vorige lid bedoeld audiovisuele werken wordt verstaan de werken die als Belgisch worden erkend en voldoen aan de vereisten gesteld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1963 tot hulpverlening aan de Belgische filmnijverheid, waarvan de rechten door hun eigenaar voor het uitoefenen van zijn beroepswerkzaamheid in België worden gebruikt en die voldoen aan de volgende criteria:

— Een dramatische film, fictie- of animatiefilm, of een documentaire filmcreatie zijn, met uitsluiting van filmjournaals en reclamefilms;

— De vertoning ervan moet minstens 60 minuten duren in een enkele projectie of door de samenvoeging van de projectietijden van een reeks episodes die samen een homogeen werk vormen. »

Section 2. — Industrie audiovisuelle

Art. 329. L'article 20 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, est complété par un § 4 libellé comme suit:

« § 4. L'exclusion prévue à l'article 42ter, § 6, alinéa 2, 4°, ne s'applique pas aux œuvres audiovisuelles dont les droits de distribution, à l'exclusion de tous autres droits, sont concédés temporairement à des tiers en vue de la diffusion de ces œuvres à l'étranger. »

Par œuvre audiovisuelle visée à l'alinéa précédent, on entend les œuvres audiovisuelles reconnues belges selon les critères fixés par l'article 3 de l'arrêté royal du 23 octobre 1963 d'aide à l'industrie cinématographique belge, dont les droits sont affectés par leur propriétaire à l'exercice de son activité professionnelle en Belgique, et qui satisfont aux critères suivants:

— Etre une œuvre dramatique, de fiction ou d'animation, ou un documentaire de création, à l'exclusion des films d'actualité et publicitaires;

— Atteindre une durée de 60 minutes au moins, soit en une seule projection, soit par l'addition des durées de projection d'une série d'épisodes formant ensemble une œuvre homogène. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen
aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen
en aan het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen
gelijkgestelde belastingen

Art. 330. In artikel 41, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De Koning coördineert, bij in Ministerraad overlegd besluit, het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 26 februari 1964 en het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen van 23 november 1965 met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zullen hebben op het ogenblik van deze coördinatie, alsook met de andere desbetreffende wetsbepalingen. »

2° Het tweede lid wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt:

« 4° De bestaande bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen aanpassen ten einde in de bepalingen die de Staat en de openbare staatsinstellingen betreffen, in voorkomend geval ook uitdrukkelijk de Gewesten, de Gemeenschappen en de openbare instellingen van de Gewesten en de Gemeenschappen te bedoelen. »

Section 3. — Dispositions communes
au Code des impôts sur les revenus
et au Code des taxes
assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 330. A l'article 41, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante:

« Le Roi coordonne par arrêté délibéré en Conseil des ministres le Code des impôts sur les revenus du 26 février 1964 et le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus du 23 novembre 1965 avec les dispositions qui les auront expressément ou implicitement modifiés au moment où la coordination sera établie, ainsi qu'avec les autres dispositions législatives relatives à la matière. »

2° L'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit:

« 4° Adapter les dispositions existantes du Code des impôts sur les revenus et du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus afin de viser expressément, le cas échéant, les Régions, les Communautés et les établissements publics des Régions et des Communautés, dans les dispositions relatives à l'Etat et aux établissements publics d'Etat. »

— Aangenomen.

Adopté.

Afdeling 4. — Intercommunales

Art. 331. De wijziging door de artikelen 291 en 292 van deze wet aangebracht aan de fiscale behandeling van de dividenden betaald of toegekend door intercommunales mag, rechtstreeks of onrechtstreeks, geen herziening tot gevolg hebben van de statuten van deze intercommunales zoals deze gelden op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet.

Meer in het bijzonder mag het bepaalde in de artikelen 291 en 292 van deze wet, noch rechtstreeks, nog onrechtstreeks leiden tot een vermindering van het aandeel in de winsten van deze intercommunales, betaald of toegekend aan de Staat, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede aan andere intercommunales bedoeld in artikel 94, tweede lid, a.

Section 4. — Intercommunales

Art. 331. La modification apportée par les articles 291 et 292 de la présente loi au traitement fiscal des dividendes payés par les intercommunales ne peut entraîner comme conséquence directe ou indirecte aucune révision des statuts de ces intercommunales tels que ceux-ci sont applicables au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Plus particulièrement, les dispositions des articles 291 et 292 de la présente loi ne peuvent occasionner ni directement ni indirectement aucune diminution de la quotité des bénéfices des dites intercommunales, payés ou attribués à l'Etat, aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux communes, aux centres publics d'aide sociale, aux centres publics intercommunaux d'aide sociale, ainsi qu'à d'autres intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 332 luidt:

Hoofdstuk III. — Inwerkingtreding

Art. 332. § 1. Deze titel is van toepassing:

1° Met betrekking tot de artikelen 246, 247, 327, 328 en 329, met ingang van het aanslagjaar 1990;

2° Met betrekking tot het artikel 248, 1°, met ingang van 1 januari 1990;

3° Met betrekking tot de artikelen 248, 2° en 3°, 249 tot 251, 256, 263, 265, 267, 273, 274, 275, 2°, 276, 2°, 278, 1°, 289, 291, 292, 1°, 293, 303, 1°, 308, 2°, 8°, 9°, 12° en 21°, 311, § 1 en 312 tot 325 met ingang van het aanslagjaar 1991;

4° Met betrekking tot artikel 254, op de inkomsten toegekend ten laste van de resultaten die vanaf het aanslagjaar 1991 aan de vennootschapsbelasting onderworpen zijn;

5° Met betrekking tot de artikelen 257, 268 en 308, 11°, op de tantièmes en andere daarmede gelijkgestelde bezoldigingen die met vanaf 31 december 1990 afgesloten boekjaren verband houden of in die boekjaren uit vroeger gereserveerde winsten worden verleend of toegekend;

6° Met betrekking tot de artikelen 258 tot 262, 266, 271, 272, 278, 2°, 286, 3°, 288, 2° en 4°, 301, 308, 3° tot 7° en 309, op de vanaf 1 januari 1990 vastgestelde, uitgedrukte of verwezenlijkte meerwaarden, op de verliezen die voortvloeien uit verrichtingen van inbreng of opslorping verwezenlijkt vanaf 1 januari 1990, alsmede op de vanaf 1 januari 1990 verkregen vergoedingen;

7° Met betrekking tot de artikelen 255, 269, 270, 275, 1° en 3°, 276, 1°, 3° en 4°, 277, 279 tot 285, 286, 1°, 2°, 4° en 5°, 288, 3°, 294 tot 300, 305, 306, 308, 1°, 10°, 13° tot 20° en 310 op de verrichtingen die vanaf 1 januari 1990 plaatsgrijpen;

8° Met betrekking tot artikel 264, op de vanaf 1 januari 1990 verworven of tot stand gebrachte immateriële vaste activa;

9° Met betrekking tot de artikelen 253, 295 en 307 op de inkomsten ontvangen vanaf 1 januari 1990.

§ 2. Elke wijziging die vanaf 1 november 1989 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van de artikelen 287 en 288, 1°.

Chapitre III. — Entrée en vigueur

Art. 332. § 1^{er}. Le présent titre est applicable:

1° En ce qui concerne les articles 246, 247, 327, 328 et 329 à partir de l'exercice d'imposition 1990;

2° En ce qui concerne l'article 248, 1°, à partir du 1^{er} janvier 1990;

3° En ce qui concerne les articles 248, 2° et 3°, 249 à 251, 256, 263, 265, 267, 273, 274, 275, 2°, 276, 2°, 278, 1°, 289, 291, 292, 1°, 293, 303, 1°, 308, 2°, 8°, 9°, 12° et 21°, § 1^{er} et 312 à 325, à partir de l'exercice d'imposition 1991;

4° En ce qui concerne l'article 254, aux revenus alloués à charge des résultats qui sont soumis à l'impôt des sociétés à partir de l'exercice d'imposition 1991;

5° En ce qui concerne les articles 257, 268 et 308, 11°, relatifs aux tantièmes et autres rémunérations y assimilées relatifs à des exercices comptables clôturés à partir du 31 décembre 1990 et alloués ou attribués au cours de ces exercices comptables à charge de bénéfices réservés antérieurement;

6° En ce qui concerne les articles 258 à 262, 266, 271, 272, 278, 2°, 286, 3°, 288, 2° et 4°, 301, 308, 3° à 7° et 309, aux plus-values constatées, exprimées ou réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990, aux pertes résultant d'opérations d'apport ou d'absorption réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990, ainsi qu'aux indemnités obtenues à partir du 1^{er} janvier 1990;

7° En ce qui concerne les articles 255, 269, 270, 275, 1° et 3°, 276, 1°, 3° et 4°, 277, 279 à 285, 286, 1°, 2°, 4° et 5°, 288, 3°, 294 à 300, 305, 306, 308, 1°, 10°, 13° à 20° et 310 aux opérations réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990;

8° En ce qui concerne l'article 264, aux immobilisations incorporelles acquises ou constituées à partir du 1^{er} janvier 1990;

9° En ce qui concerne les articles 253, 295 et 307, aux revenus recueillis à partir du 1^{er} janvier 1990.

§ 2. Toute modification apportée à partir du 1^{er} novembre 1989 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des articles 287 et 288, 1°.

Le gouvernement a présenté les amendements que voici :

« A. Au § 1^{er}, 3°, de cet article, entre les chiffres « 303, 1° » et les chiffres « 308, 2°, 8°, 9°, 12° et 21° » insérer la mention « 304bis. »

« A. In § 1, 3°, van dit artikel, tussen de cijfers « 303, 1° » en « 308, 2°, 8°, 9°, 12° en 21° » in te voegen de vermelding « 304bis. »

« B. Au § 1^{er} de cet article, apporter les modifications suivantes :

1° Insérer un 5°bis, rédigé comme suit :

« 5°bis. En ce qui concerne l'article 266, 1°, b, aux plus-values et indemnités résultant de cessations ou de réductions d'activité survenues à partir du 1^{er} janvier 1990. »

2° Remplacer le 6° par la disposition suivante :

« 6° En ce qui concerne les articles 258 à 262, 266, 1°, a, et 2°, 271, 272, 286, 3°, 288, 2° et 4°, 301, 308, 3° à 7° et 309, aux plus-values constatées, exprimées ou réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990. »

3° Insérer un 6°bis, rédigé comme suit :

« 6°bis. En ce qui concerne l'article 278, 2°, aux apports et absorptions réalisées à partir du 1^{er} janvier 1990. »

« B. In § 1 van dit artikel, de volgende wijzigingen aan te brengen :

1° Een 5°bis in te voegen, luidende :

« 5°bis. Met betrekking tot artikel 266, 1°, b, op meerwaarden en vergoedingen die voortvloeien uit stopzettingen of verminderingen van werkzaamheid vanaf 1 januari 1990. »

2° Het 6° te vervangen door de volgende bepaling :

« 6° Met betrekking tot de artikelen 258 tot 262, 266, 1°, a, en 2°, 271, 272, 286, 3°, 288, 2° en 4°, 301, 308, 3° tot 7° en 309, op vanaf 1 januari 1990 vastgestelde, uitgedrukte of verwezenlijkte meerwaarden. »

3° Een 6°bis in te voegen, luidende :

« 6°bis. Met betrekking tot artikel 278, 2°, op inbrengen en opslorpingen vanaf 1 januari 1990. »

Ces amendements ont été adoptés en commission.

Deze amendementen zijn in de commissie aangenomen.

M. Hatry et consorts proposent l'amendement que voici :

« Compléter cet article par un § 3 (nouveau), rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au § 1^{er}, 8°, la quotité forfaitaire d'impôt étranger relative aux revenus de titres négociés en 1989, restera intégralement imputable en ce qui concerne le premier coupon à échoir en 1990. »

« Aan dit artikel een § 3 (nieuw) toe te voegen, luidende :

« § 3. In afwijking van § 1, 8°, blijft met betrekking tot de inkomsten van effecten die in 1989 werden verhandeld, het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting op de eerste coupon die in 1990 vervalt, volledig verrekenbaar ten name van de verkrijger. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, l'amendement à l'article 332 a pour but d'éviter tout conflit dans le cas où une transaction sur un titre, coupon compris, aurait été effectué au cours de l'exercice 1989. Si aucune disposition n'est prévue, un conflit important peut survenir entre l'acquéreur et le vendeur.

Pour clarifier les choses, nous proposons que l'immunisation de l'application de l'article 332 s'opère jusqu'au premier coupon à échoir en 1990. L'article 332 ne prendrait effet qu'à ce moment.

Nous maintenons donc cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, compte tenu de l'importance de ce qu'il faut bien appeler les « usages impropres » qui se sont développés au cours de l'année 1989 — la Banque nationale m'a communiqué à cet égard des chiffres éloquentes — le gouvernement demande de ne pas retenir de disposition transitoire pour la « proratisation » de la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, compte tenu des informations complémentaires apportées par M. Maystadt, j'accepte de retirer cet amendement.

M. le Président. — L'amendement de M. Hatry à l'article 332 est retiré.

Le texte amendé par la commission ne faisant l'objet d'aucune observation, je mets aux voix l'article 332 amendé.

Ik breng het gewijzigde artikel 332 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

TITEL III. — Akten verwezenlijkt door de aankoopcomités

Art. 333. De minister van Financiën wordt gemachtigd om, inzake de authentieke akten houdende verwerving van onroerende domeingoederen, die sinds 1 oktober 1980 werden verleden in materies welke krachtens de artikelen 4, 5, 6 of 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, tot de uitsluitende bevoegdheid van de Gewesten en de Gemeenschappen behoren, desgevallend en voor zover de verwervingen werden gefinancierd door het bevoegde Gewest

of de bevoegde Gemeenschap, de identiteit van de aankopende rechtspersoon, in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

TITRE III. — Actes passés par les comités d'acquisition

Art. 333. Le ministre des Finances est habilité, en ce qui concerne les actes authentiques portant acquisition d'immeubles domaniaux qui ont été passés depuis le 1^{er} octobre 1980 dans les matières qui relèvent, en vertu des articles 4, 5, 6 ou 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de la compétence exclusive des Régions et des Communautés, à faire, le cas échéant et pour autant que les acquisitions aient été financées par la Région compétente ou la Communauté compétente, concorder l'identité de la personne juridique acquéreuse avec les dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Aangezien de tekst van het amendement van de regering bij artikel 311 nu is rondgedeeld, stel ik voor het te behandelen. (*Instemming.*)

Het amendement bij artikel 311 aangenomen door de commissie luidt:

«Dit artikel aan te vullen met een § 4, luidende:

«§ 4. Voor het aanslagjaar 1991 en voor de toepassing van artikel 112 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt de vruchtgebruiker gelijkgesteld met een volle eigenaar wanneer het materieel bewijs geleverd is dat de splitsing van eigendom bestond vóór 1 december 1989.»

«Ajouter à cet article un § 4, libellé comme suit:

«§ 4. Pour l'exercice d'imposition 1991 et pour l'application de l'article 112 du Code des impôts sur les revenus, l'usufruitier est assimilé à un plein propriétaire lorsqu'il apporte la preuve matérielle que ce démembrement de propriété existait avant le premier décembre 1989.»

De stemming over artikel 311 wordt aangehouden.

Le vote sur l'article 311 est réservé.

Il sera procédé dans un instant aux votes réservés et au vote sur l'ensemble.

Wij gaan straks over tot de aangehouden stemmingen en tot de stemming over het geheel van het ontwerp van wet.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — De commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden stelt voor de week van 18 tot 23 december de volgende ontwerpagenda voor.

Ontwerp van wet houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Ontwerp van programmwet. (Over te zenden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.)

Ontwerp van wet tot vaststelling van de legersterkte voor het jaar 1990.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen van het begrotingsjaar 1988.

Eventueel:

Stemmingen over de eenvormigheid van de administratieve begrotingen.

Ontwerp van wet tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1989.

Ontwerp van wet betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 19 van de nieuwe gemeentewet.

Ontwerp van wet betreffende de huurprijzen. (In te dienen door de regering of over te zenden door de Kamer van volksvertegenwoordigers?)

Andere dringende ontwerpen.

Inoverwegingneming van naturalisatieaanvragen.

La commission du Travail parlementaire vous propose l'ordre du jour suivant pour la semaine du 18 au 23 décembre 1989.

Projet de loi relatif à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Projet de loi-programme (A transmettre par la Chambre des représentants.)

Projet de loi fixant pour l'année 1990 le contingent de l'armée.

Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1988.

Eventuellement:

Votes sur la conformité des budgets administratifs.

Projet de loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile.

Projet de loi modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Communications de l'année budgétaire 1989.

Projet de loi relatif aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

Projet de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale.

Projet de loi relatif aux loyers. (A déposer par le gouvernement ou à transmettre par la Chambre des représentants?)

Autres projets urgents.

Prise en considération de demandes de naturalisations.

Le Sénat est-il d'accord sur l'ordre des travaux ainsi établi?

Is de Senaat het eens met deze regeling? (*Instemming.*)

Il en est ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Votes réservés

Vote

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Aangehouden stemmingen

Stemming

M. le Président. — Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements et articles réservés du projet de loi portant des dispositions fiscales.

Wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen en over de aangehouden artikelen van het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur l'amendement déposé par M. Hatry et consorts à l'article 250.

Wij stemmen eerst over het amendement van de heer Hatry c.s. bij artikel 250.

— Cet amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.

Dit amendement, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt niet aangenomen.

Wij moeten nu stemmen over de amendementen A en B van de heren Buchmann en Van Thillo bij artikel 250.

Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements A et B de MM. Buchmann et Van Thillo à l'article 250.

Het woord is aan de heer Buchmann.

De heer Buchmann. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag de naamstemming over deze amendementen.

De Voorzitter. — Wordt deze vraag gesteund? (*Meer dan negen leden staan op.*)

Aangezien de naamstemming reglementair is gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

Wij gaan over tot stemming.

Nous passons au vote.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

128 leden zijn aanwezig.

128 membres sont présents.

102 stemmen neen.

102 votent non.

23 stemmen ja.

23 votent oui.

3 onthouden zich.

3 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelsemeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Seeuws, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Mme Dardenne, MM. Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, M. Glibert, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, MM. Nélis, MM. Simonet, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Bock et Evers.

M. le Président. — Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

Ik verzoek de leden die zich hebben onthouden, de reden van hun onthouding mede te delen.

M. Evers. — J'ai pairé avec M. De Seranno, monsieur le Président.

M. Barzin. — J'ai pairé avec M. Dehousse, monsieur le Président, et cela vaut pour tous les votes suivants.

M. Bock. — J'ai pairé avec M. Cardoen et cela vaut également pour les votes suivants, monsieur le Président.

De Voorzitter. — Ik breng artikel 250 in stemming.

Je mets aux voix l'article 250.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Hatry tendant à la suppression de l'article 256.

Wij stemmen over het amendement van de heer Hatry dat tot doel heeft artikel 256 te doen vervallen.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

127 membres sont présents.

127 leden zijn aanwezig.

105 votent non.

105 stemmen neen.

18 votent oui.

18 stemmen ja.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelsemeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

De Voorzitter. — Ik verzoek de heer Seeuws de reden van zijn onthouding mede te delen.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, ik was afgesproken met mevrouw Herman.

M. le Président. — Puis-je considérer, monsieur Hatry, que le vote émis par le Sénat sur votre amendement à l'article 256 vaut également pour votre amendement subsidiaire? (*Assentiment.*)

Je mets aux voix l'article 256.

Ik breng artikel 256 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het amendement van de heren Buchmann en Van Thillo bij artikel 259.

Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Buchmann et Van Thillo à l'article 259.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

129 leden zijn aanwezig.

129 membres sont présents.

108 stemmen neen.

108 votent non.

17 stemmen ja.

17 votent oui.

4 onthouden zich.

4 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

De Voorzitter. — Ik breng artikel 259, zoals aangenomen in de commissie, in stemming.

Je mets aux voix l'article 259 tel qu'adopté en commission.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Nous devons nous prononcer maintenant sur l'amendement de M. Hatry et consorts à l'article 260.

Wij moeten ons nu uitspreken over het amendement van de heer Hatry c.s. bij artikel 260.

Puis-je considérer, monsieur Hatry, que le vote émis par le Sénat sur votre amendement à l'article 256 vaut également pour celui-ci?

Mag ik aannemen, mijnheer Hatry, dat de stemming door de Senaat uitgebracht over uw amendement bij artikel 256 eveneens geldt voor dit amendement? (*Instemming.*)

Cet amendement n'est donc pas adopté.

Dit amendement is bijgevolg niet aangenomen.

Je mets aux voix l'article 260.

Ik breng artikel 260 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de Mme Dardenne et consorts à l'article 267.

Wij stemmen over het amendement van mevrouw Dardenne c.s. bij artikel 267.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

128 membres sont présents.

128 leden zijn aanwezig.

119 votent non.

119 stemmen neen.

7 votent oui.

7 stemmen ja.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Barzin, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Buchmann, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Declerck, De Cooman, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Glibert, Grosjean, Guillaume, Hasquin, Hatry, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Monfils, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Seeuws, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers.

Van Aperen, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van den Broeck, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Thillo, Verhaegen, Verschueren, Waltniel, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mmes Aelvoet, Dardenne, M. de Clippele, Mmes Harnie, Nélis, MM. Simonet et Vaes.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Bock et Evers.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 267.

Ik breng artikel 267 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous devons nous prononcer maintenant sur l'amendement de Mme Dardenne et consorts tendant à insérer un article 268bis (nouveau).

Wij moeten ons nu uitspreken over het amendement van mevrouw Dardenne c.s., dat ertoe strekt een artikel 268bis (nieuw) in te voegen.

Puis-je considérer, madame, que le vote émis sur votre amendement précédent vaut également pour cet amendement ?

Mag ik aannemen, mevrouw, dat de stemming uitgebracht over uw vorig amendement eveneens geldt voor dit amendement ? (*Instemming.*)

Cet amendement n'est donc pas adopté.

Dit amendement wordt bijgevolg niet aangenomen.

Wij stemmen nu over het amendement van de heren Buchmann en Van Thillo bij artikel 275.

Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Buchmann et Van Thillo à l'article 275.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

128 leden zijn aanwezig.

128 membres sont présents.

107 stemmen neen.

107 votent non.

17 stemmen ja.

17 votent oui.

4 onthouden zich.

4 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Mme Nélis, M. Ottenbourg,

Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — L'amendement de M. Hatry et consorts au même article est retiré.

Het amendement van de heer Hatry c.s. bij hetzelfde artikel wordt ingetrokken.

Je mets aux voix l'article 275.

Ik breng artikel 275 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous passons au vote sur les amendements de M. Hatry et consorts à l'article 278.

Wij stemmen over de amendementen van de heer Hatry c.s. bij artikel 278.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

129 membres sont présents.

129 leden zijn aanwezig.

107 votent non.

107 stemmen neen.

18 votent oui.

18 stemmen ja.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

En conséquence, les amendements ne sont pas adoptés.

Derhalve zijn de amendementen niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove,

Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 278.

Ik breng artikel 278 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — A l'article 287, M. Hatry et consorts ont déposé un amendement.

Bij artikel 287 heeft de heer Hatry c.s. een amendement ingediend.

Puis-je considérer, monsieur Hatry, que le vote émis sur vos amendements à l'article 278 vaut également pour celui-ci ?

M. Hatry. — Oui, monsieur le Président.

M. le Président. — Cet amendement n'est donc pas adopté.

Dit amendement is niet aangenomen.

Je mets aux voix l'article 287.

Ik breng artikel 287 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Hatry et consorts tendant à la suppression de l'article 304.

Wij stemmen over het amendement van de heer Hatry c.s. dat ertoe strekt artikel 304 te doen vervallen.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

126 membres sont présents.

126 leden zijn aanwezig.

105 votent non.

105 stemmen neen.

17 votent oui.

17 stemmen ja.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De

Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egemeers, Eicher, Erdman, Evard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de Mme Dardenne et consorts à l'article 304.

Wij stemmen over het amendement van mevrouw Dardenne c.s. bij artikel 304.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

128 membres sont présents.

128 leden zijn aanwezig.

119 votent non.

119 stemmen neen.

6 votent oui.

6 stemmen ja.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Barzin, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Buchmann, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Declerck, de Clippele, De Cooman, Delloy, De Loor, Mme Deruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egemeers, Eicher, Erdman, Evard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Glibert, Grosjean, Guillaume, Hasquin, Hatry, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Minet, Moens, Monfils, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Simonet, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Van Aperen, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van

den Broeck, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Thillo, Verhaegen, Verschueren, Waltniel, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Mmes Aelvoet, Dardenne, Harnie, M. Houssa, Mme Nélis et M. Vaes.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 304.

Ik breng artikel 304 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Hatry et consorts à l'article 308.

Wij stemmen over het amendement van de heer Hatry c.s. bij artikel 308.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

127 membres sont présents.

127 leden zijn aanwezig.

105 votent non.

105 stemmen neen.

18 votent oui.

18 stemmen ja.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemant, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aparen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 308.

Ik breng artikel 308 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Hatry et consorts tendant à insérer un article 308bis (nouveau).

Wij stemmen over het amendement van de heer Hatry c.s. er toe strekkend een artikel 308bis (nieuw) in te voegen.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

129 membres sont présents.

129 leden zijn aanwezig.

107 votent non.

107 stemmen neen.

18 votent oui.

18 stemmen ja.

4 s'abstiennent.

4 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemant, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aparen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus :

Onthouden hebben zich :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Nous devons procéder au vote sur l'article 311 amendé.

Wij moeten nu stemmen over het gewijzigde artikel 311.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, une erreur de traduction s'est glissée dans le texte néerlandais qui, de ce fait, ne correspond pas parfaitement au texte français. Les dernières lignes du texte néerlandais doivent, à mon sens, être rédigées comme suit: «... wanneer hij het materieel bewijs levert dat...» ce qui veut dire en français: «... lorsqu'il apporte la preuve...».

M. le Président. — Je ne connais évidemment pas la technicité de l'article, mais je pense que M. de Wasseige a raison. Il y a effectivement une différence entre «lorsqu'il apporte la preuve» et «lorsqu'on apporte la preuve».

La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, le texte français indique: «... lorsqu'il apporte la preuve...», c'est-à-dire lorsque l'usufruitier apporte la preuve que le démembrement de propriété existait avant le 1^{er} décembre 1989. C'est donc à celui qui souhaite continuer à bénéficier, pendant cette période transitoire, du régime fiscal existant et donc plus avantageux qu'il appartient d'apporter la preuve. Par conséquent, il me paraît que le texte néerlandais doit être corrigé de manière à être conforme au texte français.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben op de Franse tekst moeten wachten om de Nederlandse op te stellen. Het is waar dat de Nederlandse tekst een slechte vertaling is. De heer de Wasseige heeft op dat punt gelijk.

De Voorzitter. — Het gaat hier dus duidelijk om een tekstcorrectie, om de aanpassing van de tekst aan de bedoeling van de commissie.

Nous passons au vote sur l'article 311, tel qu'il a été amendé par la commission.

Wij stemmen nu over het door de commissie geamendeerde artikel 311.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'article 311 corrigé et amendé.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het verbeterde gewijzigde artikel 311.

129 membres sont présents.
129 leden zijn aanwezig.
124 votent oui.
124 stemmen ja.
5 s'abstiennent.
5 onthouden zich.

En conséquence, l'article est adopté.

Derhalve is het artikel aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Barzin, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bock, Bockstal, Boël, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Buchmann, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Clerdent, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, Declerck, de Clippele, De Cooman, Delloy, De Loor, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evers, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Geveno, Gijs, Glibert, Grosjean, Guillaume, Hasquin, Hatry, Henneuse, Henrion, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Houssa, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemant, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Monfils, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Seeuws, Simonet, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant,

Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Van Aperen, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van den Broeck, Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Van Thillo, Verhaegen, Verschueren, Waltniel, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Se sont abstenus:

Onthouden hebben zich:

Mmes Aelvoet, Dardenne, Harnie, Nélis et M. Vaes.

M. le Président. — Nous passons au vote sur les amendements A et B de M. de Clippele à l'article 313.

Wij stemmen over de amendementen A en B van de heer de Clippele bij artikel 313.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

128 membres sont présents.
128 leden zijn aanwezig.
106 votent non.
106 stemmen neen.
18 votent oui.
18 stemmen ja.
4 s'abstiennent.
4 onthouden zich.

En conséquence, les amendements ne sont pas adoptés.

Derhalve zijn de amendementen niet aangenomen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Mme Aelvoet, MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, Mme Dardenne, MM. De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Geveno, Gijs, Grosjean, Guillaume, Mme Harnie, MM. Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemant, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Mme Nélis, M. Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Glibert, Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Simonet, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Se sont abstenus:

Onthouden hebben zich:

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

M. le Président. — Je mets aux voix l'article 313.

Ik breng artikel 313 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Bij artikel 327 is er een amendement van de heren Buchmann en Van Thillo dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen. Wij stemmen dus over het artikel zelf.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over artikel 327.

Il procédé au vote nominatif sur l'article 327.

128 leden zijn aanwezig.

128 membres sont présents.

102 stemmen ja.

102 votent oui.

22 stemmen neen.

22 votent non.

4 onthouden zich.

4 s'abstiennent.

Derhalve is artikel 327 aangenomen.

En conséquence, l'article 327 est adopté.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerehe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loo, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Glibert, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Moens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Mme Dardenne, MM. Declercq, de Clippele, Mmes Delruelle-Ghobert, Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Mme Nélis, MM. Simonet, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

De Voorzitter. — Dames en heren, de andere artikelen van het ontwerp van wet werden reeds vroeger aangenomen. Wij moeten nu overgaan tot de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Les autres articles du projet de loi ayant déjà été adoptés, nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet.

Het woord is aan de heer Van Hooland voor een stemverklaring.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, het spijt mij u op dit late uur nog op te houden. Vanmiddag heb ik het wetsontwerp verdedigd omdat ik overtuigd was en nog ben dat het per saldo positief is. Ik heb ook mijn waardering uitgesproken voor het werk van de regering, de rapporteurs, de commissie, inclusief de voorzitter en alle medewerkers. Ik zal mij bij de

stemming onthouden hoewel de Volksuniefractie, zoals ik vanmiddag reeds meedeelde, het ontwerp zal goedkeuren.

Ik meen dat wij in deze fiscale materie, hoe complex ze ook moge zijn, beter kunnen en vooral beter moeten. Zoals er thans wordt gewerkt, en zoals wij inzake fiscale beleidsvoering georganiseerd zijn, beheersen wij de huidige fiscale dynamiek in onze maatschappij niet. De overheid en de wetgever zijn niet meer competitief met de privé-sector, die zeer gespecialiseerd is en die ons inzake fiscale inventiviteit altijd een stapje voor zal zijn.

Ik zal mij dus onthouden in de hoop dat wij in de toekomst snel een fiscale strategie zullen uitwerken met een geëigende organisatiestructuur, het niveau van de regering inbegrepen.

De Voorzitter. — Mijnheer Van Hooland, mag ik u vragen te besluiten. U beschikt over twee minuten voor uw stemverklaring en die zijn thans voorbij.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, ik kort in. Ik hoop dat wij een fiscale strategie zullen uitwerken opdat wij in de toekomst professioneel kunnen werken wanneer het gaat over fiscale materies of over een programmawet, en dit in het voordeel van de privé personen, de vennootschappen en zeker ook van de eigen overheid.

De Voorzitter. — Wij gaan over tot de stemming.

Nous passons au vote.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

129 leden zijn aanwezig.

129 membres sont présents.

100 stemmen ja.

100 votent oui.

23 stemmen neen.

23 votent non.

6 onthouden zich.

6 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerehe, Claeys, Collignon, Content, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loo, Deneir, Deprez, de Seny, de Wasseige, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Spitaels, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Mme Dardenne, MM. Declerck, de Clippele, Mme Delruelle-Ghobert, M. Glibert, Mme Harnie, MM. Hasquin, Hatry, Henrion, Houssa, Monfils, Mme Nélis, MM. Simonet, Vaes, Van Aperen, Van den Broeck, Van Thillo et Waltniel.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Bock, Cooreman, Evers, Seeuws et Van Hoo-land.

INTERPELLATIE VAN DE HEER DIERICKX TOT DE EERSTE MINISTER OVER «DE SAMENKOMST VAN REGERINGSLEIDERS VAN DE EG OP 18 NOVEMBER 1989, DE OOSTEUROPESE POLITIEK VAN DE EG EN VAN BELGIE EN DE UITSpraak VOOR DE TELEVISIE, WAARIN DE EERSTE MINISTER DE RAAD VAN REGERINGSLEIDERS VERGELIJKT MET EEN EUROPESE REGERING»

Stemming over de eenvoudige motie

INTERPELLATION DE M. DIERICKX AU PREMIER MINISTRE SUR «LA REUNION DU 18 NOVEMBRE 1989 DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA CE, LA POLITIQUE DE LA CE ET DE LA BELGIQUE A L'EGARD DE L'EUROPE DE L'EST, ET LA DECLARATION TELEVISEE AU COURS DE LAQUELLE LE PREMIER MINISTRE A COMPARE LE CONSEIL DES CHEFS DE GOUVERNEMENT A UN GOUVERNEMENT EUROPEEN»

Vote sur la motion pure et simple

De Voorzitter. — Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van de heer Dierickx tot de Eerste minister werden twee moties ingediend.

Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de M. Dierickx au Premier ministre.

De ene, de eenvoudige motie, door de heren Henneuse, Seeuws, Cerexhe, Vandekerckhove en De Seranno luidt:

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Dierickx en het antwoord van de Eerste minister,

Gaat over tot de orde van de dag. »

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Dierickx et la réponse du Premier ministre,

Passe à l'ordre du jour. »

De andere, door mevrouw Aelvoet en de heer Sprockeels luidt:

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Dierickx, alsook het antwoord van de Eerste minister,

Herinnert er de regering aan dat hij het wetsvoorstel dat ertoe strekte een referendum te organiseren over de grondwettelijke bevoegdheden van het Europees Parlement, heeft goedgekeurd na een belangrijk debat;

Herinnert ook aan de resolutie betreffende dezelfde thematiek die eenstemmig werd goedgekeurd in de Kamer van volksvertegenwoordigers;

Stelt vast dat de Eerste minister in zijn uiteenzetting met geen woord rept over het Europees democratisch deficit, noch over het feit dat het Europees Parlement niet te pas kwam bij het sociaal handvest. Hij gaat ervan uit dat aan de Europese toekomst niet alleen moet worden gewerkt in de geheime vergaderingen van ministers en regeringsleiders, maar ook in de meertalige, open en voor het publiek toegankelijke vergaderingen van het Europees Parlement;

Vindt derhalve dat het ongepast is de Europese Raad gelijk te stellen met een soort Europese regering;

Vindt dat de democratie niet alleen belangrijk is voor Oost-Europa, maar ook voor de EG;

Vraagt de regering van dit standpunt melding te maken op de vergadering van de Europese Raad te Straatsburg. »

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Dierickx, ainsi que la réponse du Premier ministre,

Rappelle au gouvernement qu'il a voté, à l'issue d'un important débat, la proposition de loi visant à réorganiser un référendum sur les compétences constitutionnelles du Parlement européen;

Rappelle également la résolution concernant le même thème qui a été adoptée à la Chambre des représentants;

Constate que le Premier ministre n'a rien dit, dans son exposé, sur le déficit démocratique européen, ni sur le fait que le Parlement européen n'ait pas été associé à la charte sociale. Il part du principe qu'il faut travailler à l'avenir de l'Europe non seulement dans les réunions secrètes de ministres et de chefs de gouvernement, mais aussi dans les séances plurilingues, ouvertes et accessibles au public du Parlement européen;

Estime dès lors qu'il est inconvenant d'assimiler le Conseil européen à une sorte de gouvernement européen;

Estime que la démocratie est importante non seulement pour l'Europe de l'Est, mais aussi pour la CE;

Invite le gouvernement à communiquer ce point de vue au Conseil européen à Strasbourg. »

Overeenkomstig ons reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

Conformément à notre règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan .

Il est procédé au vote nominatif.

118 leden zijn aanwezig.

118 membres sont présents.

97 stemmen ja.

97 votent oui.

17 stemmen neen.

17 votent non.

4 onthouden zich.

4 s'abstiennent.

Derhalve is de eenvoudige motie aangenomen.

En conséquence, la motion pure et simple est adoptée.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgeois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Claeys, Collignon, Content,

Cooreman, Crucke, De Belder, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Ottenbourgh, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Van-nieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschueren, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Mme Dardenne, M. Declerck, Mme Delruelle-Ghobert, M. Glibert, Mme Harnie, MM. Hatry, Henrion, Houssa, Mme Nélis, MM. Simonet, Vaes, et Van den Broeck.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Bock, Evers et Seeuws.

MEDEDELING VAN DE REGERING BETREFFENDE DE EUROPESE INTEGRATIE

Stemming over de gemotiveerde motie

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT RELATIVE A L'INTEGRATION EUROPEENNE

Vote sur la motion motivée

De Voorzitter. — Tot besluit van de bespreking van de mededeling van de regering betreffende de Europese integratie werden twee gemotiveerde moties ingediend.

Mesdames, messieurs, deux motions motivées ont été déposées en conclusion de la discussion de la communication du gouvernement relative à l'intégration européenne.

De eerste motie ingediend door de heren Gijs, Lallemand, Wintgens en Vandekerckhove, luidt :

« De Senaat,

— Gelet op de noodzakelijkheid dat de Belgische regering duidelijk haar standpunt en houding bepaalt met het oog op de Europese Raad te Straatsburg op 8 en 9 december aanstaande;

— Verwijzend naar de regeringsverklaring van 10 mei 1988 en in het bijzonder naar de passages inzake de Europese integratie — beklemtoneend de noodzaak van een Europese politieke identiteit en implicerend een verdere democratisering en versterking van de Europese instellingen — en inzake vrede en veiligheid;

— Gehoord de mededeling van de Eerste minister Wilfried Martens ter zake,

1. Roept de regering op om tijdens de Europese Raad van staatshoofden en regeringsleiders aan te dringen op een intergouvernementele conferentie waaraan mandaat verleend wordt om :

— De realisatie van de Economische en Monetaire Unie uit te werken met de nodige democratische garanties;

— En ook de uitbouw van een waarachtig sociaal Europa mogelijk te maken.

2. Betreurt de afzwakking van de oorspronkelijke inhoud van het Gemeenschappelijk Handvest voor de fundamentele sociale rechten van de werknemers en roept de regering op om tijdens de Europese Raad van Straatsburg aan te dringen op de verwezenlijking van een concreet sociaal actieprogramma.

3. Vraagt de regering om op de Europese Raad aan te dringen op een fiscale harmonisatie om een fiscale chaos te voorkomen bij de liberalisatie van het kapitaalverkeer.

4. Roept de Belgische regering op om op de Europese Raad een actieve gemeenschappelijke *Ost-politik* te bepleiten, gekoppeld aan een versneld integratieproces en gebaseerd op een concept van wederzijdse veiligheid.

5. Roept de regering op om de door verdere stappen in de richting van wapenbeheersing vrijgekomen middelen aan te wenden voor een hulpprogramma op lange termijn aan Oost-Europa en de derde wereld. »

« Le Sénat,

— Considérant que le gouvernement belge doit déterminer clairement sa position en vue du Conseil européen qui se tiendra à Strasbourg les 8 et 9 décembre;

— Se référant à la déclaration gouvernementale du 10 mai 1988 et notamment aux passages concernant d'une part, l'intégration européenne — qui soulignent la nécessité d'une identité politique européenne et impliquent la poursuite de la démocratisation ainsi que le renforcement des institutions européennes —, et d'autre part, la paix et la sécurité;

— Ayant entendu la communication faite à ce sujet par le Premier ministre Wilfried Martens,

1. Exhorte le gouvernement à insister, lors du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, pour que soit organisée une conférence intergouvernementale qui recevrait mandat :

— Pour mettre au point la réalisation de l'Union économique et monétaire, en prévoyant les garanties démocratiques requises;

— Et pour jeter les bases d'une Europe sociale véritable.

2. Déplore l'atténuation du contenu initial de la Charte commune des droits sociaux fondamentaux des travailleurs et exhorte le gouvernement à insister, lors du Conseil européen de Strasbourg, pour que soit mis en œuvre un programme d'action concret dans le domaine social.

3. Demande au gouvernement de réclamer, lors du Conseil européen, une harmonisation de la fiscalité afin d'éviter que la libre circulation des capitaux n'engendre le chaos sur le plan fiscal.

4. Exhorte le gouvernement belge à plaider, lors du Conseil européen, en faveur d'une politique commune active à l'égard des pays de l'Est, politique qui s'accompagne d'une accélération du processus d'intégration et soit basée sur un concept de sécurité mutuelle.

5. Exhorte le gouvernement à affecter les moyens libérés grâce aux progrès réalisés dans le domaine de la maîtrise des armements à un programme d'aide à long terme en faveur des pays de l'Est et du tiers monde. »

De tweede motie ingediend door mevrouw Delruelle en de heren De Backer en Hatry luidt :

« De Senaat,

Gehoord de mededeling van de Eerste minister over de aanstaande bijeenkomst van de Europese Raad en over de voorstellen die de Belgische regering daar wil verdedigen,

Betreurt, gelet op de echte uitdagingen waarvoor de Europese Gemeenschap thans wordt geplaatst, de onduidelijkheid en het gebrek aan samenhang van die voorstellen,

Wenst dat de regering het Parlement mededeelt welke visie zij op de politieke ontwikkeling in Centraal- en Oost-Europa heeft of zou moeten hebben,

Verzoekt de regering een politiek concept te ontwikkelen met betrekking tot de rol die de twee Duitse Staten in de komende jaren afzonderlijk of samen zullen moeten spelen. In dat verband

verwacht de Senaat van de regering dat zij ijvert voor het behoud van de politieke en economische voorwaarden voor de stabiliteit in Europa,

Verzoekt de regering het Parlement onverwijld mede te delen hoe de hulpverlening kan worden geregeld om de politieke en economische ontwikkelingen in Oost-Europa veilig te stellen en over welke middelen zij beschikt, waarbij zij ervoor moet zorgen dat pas financiële hulp wordt verleend wanneer het democratiseringsproces in de betrokken landen werkelijk op gang is gekomen,

Vraagt aan de regering dat de Europese Raad in Straatsburg een economische en financiële inventaris zou opmaken van de doelstellingen die met de externe hulp van de Gemeenschap, ook aan Oost-Europa, worden nagestreefd,

Dringt er bij de regering op aan dat men bij de totstandbrenging van de interne markt voor realistische oplossingen zou kiezen, dat die spoedig ten uitvoer zouden worden gelegd en dat men daarbij, meer dan vroeger, aandacht zou hebben voor de omzetting van de Europese richtlijnen in het Belgisch nationaal recht,

Beveelt aan dat men bij de totstandkoming van de Economische en Monetaire Unie regels zou volgen die analoog zijn aan die welke gelden voor de doeltreffende strijd tegen de inflatie die door de emissiebank van de Duitse Bondsrepubliek wordt gevoerd,

Stelt voor dat de intergouvernementele conferentie ook nagaat hoe de instellingen het huidige democratisch tekort kunnen wegwerken,

Verzoekt de regering het Handvest van de Europese sociale rechten goed te keuren, maar ook waakzaam te blijven om te voorkomen dat Europese initiatieven de, door de invoering, sedert enkele jaren, na nieuwe arbeidsregelingen herstelde concurrentiepositie van de Belgische ondernemingen aantasten. »

« Le Sénat,

Après avoir entendu la communication du Premier ministre sur la prochaine réunion du Conseil européen et sur les propositions que le gouvernement belge compte y défendre,

Regrette le caractère imprécis de ces propositions et leur inconstance eu égard aux véritables défis auxquels la Communauté européenne est actuellement confrontée,

Souhaite que le gouvernement informe le Parlement de la vision qu'il a ou devrait avoir de l'évolution politique en Europe centrale et orientale,

Invite le gouvernement à définir une conception politique du rôle que les deux Etats allemands seront appelés à jouer dans les années à venir, soit séparément, soit conjointement. A cet égard, le Sénat attend du gouvernement qu'il défende le maintien des conditions politiques et économiques de la stabilité européenne,

Invite le gouvernement à communiquer au Parlement, dans les délais les plus brefs, le schéma des mécanismes d'assistance aptes à assurer les développements politiques et économiques de l'Europe de l'Est ainsi qu'à préciser les moyens disponibles en veillant à ce que l'aide financière ne soit accordée que lorsque le processus de démocratisation est effectivement engagé dans les pays concernés,

Demande au gouvernement que soit dressé par le Conseil européen de Strasbourg un inventaire économique et financier des objectifs d'assistance extérieure de la Communauté (en ce compris l'Europe de l'Est),

Insiste auprès du gouvernement pour que l'achèvement du marché intérieur s'appuie sur des solutions réalistes et qui se concrétiseront rapidement tout en garantissant, mieux qu'il ne l'a fait dans le passé, la transposition des directives européennes en droit national belge,

Recommande que l'Union économique et monétaire se réalise dans le cadre de règles analogues à celles qui régissent la lutte efficace contre l'inflation telle qu'elle est pratiquée par la banque d'émission d'Allemagne fédérale,

Suggère que la conférence intergouvernementale examine aussi les institutions pouvant corriger le « déficit démocratique » actuel,

Demande au gouvernement d'approuver la Charte des droits sociaux européens, mais aussi de rester vigilant, pour éviter que des initiatives européennes ne mettent en cause la compétitivité retrouvée par les entreprises belges suite aux nouveaux régimes de travail introduits depuis quelques années. »

Overeenkomstig ons reglement stemmen wij enkel over de motie van de heren Gijs, Lallemand, Seeuws, Wintgens en Vandekerckhove die eerst werd ingediend.

Conformément à notre règlement, nous nous prononcerons uniquement sur la motion de MM. Gijs, Lallemand, Seeuws, Wintgens et Vandekerckhove qui fut introduite la première.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

119 leden zijn aanwezig.

119 membres sont présents.

98 stemmen ja.

98 votent oui.

18 stemmen neen.

18 votent non.

3 onthouden zich.

3 s'abstiennent.

Derhalve is deze gemotiveerde motie aangenomen.

En conséquence, cette motion motivée est adoptée.

Ja hebben gestemd :

Ont voté oui :

MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flaghothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Horyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Péciaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eertvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Van-nieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Neen hebben gestemd :

Ont voté non :

Mme Aelvoet, MM. Anthuenis, Boël, Buchmann, Clerdent, Mme Dardenne, M. Declerck, Mme Delruelle-Ghobert, M. Glibert, Mme Harnie, MM. Hatry, Henrion, Houssa, Mme Nélis, MM. Simonet, Vaes, Van Aperen et Van den Broeck.

Onthouden hebben zich :

Se sont abstenus :

MM. Barzin, Evers et Seeuws.

INTERPELLATIE VAN MEVROUW AELVOET TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND OVER «DE IMPACT VAN DE VERONTRUSTENDE, ONGEREGLDE ONDERHANDELINGEN MET GESLOTEN DEUREN BETREFFENDE DE HARMONISATIE EN COORDINATIE VAN EEN EUROPESE MIGRATIEPOLITIEK »

Stemming over de eenvoudige motie

INTERPELLATION DE MME AELVOET AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNES SUR « LES REPERCUSSIONS DES NEGOCIATIONS INQUIETANTES, IRREGULIERES ET MENEES A HUIS CLOS CONCERNANT L'HARMONISATION ET LA COORDINATION D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE EN MATIERE DE MIGRATION »

Vote sur la motion pure et simple

De Voorzitter. — Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van mevrouw Aelvoet tot de Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand werden twee moties ingediend.

Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Aelvoet au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes.

De ene, de eenvoudige motie, door de heer Seeuws luidt:

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van mevrouw Aelvoet en het antwoord van de regering,

Gaat over tot de orde van de dag. »

« Le Sénat,

• Ayant entendu l'interpellation de Mme Aelvoet et la réponse du gouvernement,

Passe à l'ordre du jour. »

De andere, door mevrouw Harnie, de heren Dierickx, Desmedt, Gryp, De Backer en mevrouw Delruelle luidt:

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van mevrouw Aelvoet over de aanvullende Schengenakkoorden en het antwoord van de regering,

Vraagt dat de regering de teksten van de aanvullende akkoorden van Schengen ter beschikking stelt van beide Kamers zodat hierover een grondig debat kan plaatsvinden.

Vraagt bovendien dat de aanvullende akkoorden van Schengen pas worden ondertekend na het parlementair debat. »

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de Mme Aelvoet sur les accords complémentaires de Schengen et la réponse du gouvernement,

Invite le gouvernement à mettre les textes des accords complémentaires de Schengen à la disposition des deux Chambres, afin de pouvoir y consacrer un débat approfondi.

Demande en outre que la signature des accords complémentaires de Schengen n'ait lieu qu'après le débat parlementaire. »

Overeenkomstig ons reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

Conformément à notre règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

Het woord is aan de heer Pataer voor een stemverklaring.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal uiteraard niet tegen deze motie stemmen om de eenvoudige reden dat mijn vertrouwen in de regering onwankelbaar is. (*Gelach.*)

Ik zal mij bij de stemming onthouden om er te kunnen op wijzen dat van de zes ondertekenaars van de gemotiveerde motie, alleen mevrouw Harnie aanwezig was op het ogenblik van de interpellatie en dat het dus zeer onwaarschijnlijk is vanwege de vijf andere ondertekenaars te beweren dat ze de interpellatie hebben gehoord.

Tevens wens ik er de aandacht op te vestigen dat de interpellatie grotendeels in het luchtledige heeft plaatsgehad bij gebrek

aan gedocumenteerde informatie over de zogenoemde Schengenakkoorden.

Ik hoop bovendien dat onze regering de komende dagen contact zal opnemen met de Nederlandse regering teneinde een gemeenschappelijke houding te bepalen omtrent de vraag of het Schengenakkoord volgende week al dan niet kan worden ondertekend.

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet voor een stemverklaring.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben, als groene partij, naar aanleiding van de vermoedelijke ondertekening van de aanvullende akkoorden van Schengen reeds drie keer een initiatief genomen in de Senaat. Wij zijn immers van oordeel — en verschillende groepen in de samenleving met ons — dat die akkoorden een gevaar inhouden voor de persoonlijke levenssfeer van het individu en het asielrecht verder aantasten. Ik wil erop wijzen dat de Nederlandse Tweede Kamer gisteren een hele dag heeft gedebatteerd over de akkoorden en de leden van de Nederlandse Commissie, zowel de christen-democraten, de socialisten, de groenen als de liberalen, hun regering hebben verzocht die aanvullende akkoorden niet te ondertekenen. De Nederlandse regering houdt haar houding voorlopig in beraad.

Ook wens ik uw aandacht te vestigen op het feit dat de inhoud van de gemotiveerde motie die tot besluit van mijn interpellatie werd ingediend, een weerspiegeling is van de hoofdeisen geformuleerd in een resolutie die in het Europees Parlement werd goedgekeurd op initiatief van de Vlaamse socialisten, gesteund door de voltallige socialistische familie in het Europees Parlement. In die resolutie worden de regeringen uitdrukkelijk verzocht de aanvullende akkoorden niet te ondertekenen alvorens in de respectieve Parlementen daarover een grondig debat werd gevoerd.

Ik vind het dan ook bijzonder goedkoop een morele signaalfunctie uit te oefenen in het Europees Parlement en in het Belgisch Parlement, waar men deelneemt aan de macht, er het bijltje bij neer te leggen. Wij vinden dat geen politieke stijl en daarom zullen wij uiteraard tegen de eenvoudige motie stemmen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder voor een stemverklaring.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens mijn houding ten aanzien van dit belangrijk internationaal akkoord toe te lichten.

Het aanvullend Schengenakkoord dat de regering op 15 december zal ondertekenen heeft betrekking op zeer uiteenlopende aangelegenheden zoals immigratie, vrij verkeer van personen, drugbestrijding, bestrijding van het terrorisme enzovoort.

De Nederlandse Staten Generaal en de Franse *Assemblée* hebben duidelijk hun standpunt kunnen bepalen. Vorige week werd hier gevraagd dat de Parlementen van de lid-staten de gelegenheid zouden hebben deze Schengenakkoorden te bespreken alvorens hun regering die akkoorden ondertekenen. Een kort debat heeft hier vorige week plaatsgehad, zij het met een minder talrijk publiek dan dat van vandaag. Ik heb dat debat aandachtig gevolgd en ik hoop dat de regering zorgvuldig nota heeft genomen van de opmerkingen die hier werden geformuleerd, en dat zij nog zal willen gebruik maken van de commissievergaderingen die volgende week zullen plaatsvinden, om het Parlement zo goed mogelijk in te lichten.

Nu ik deze verklaring heb afgelegd, kan ik samen met de Volksuniefractie de gewone motie goedkeuren.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Pataer heeft in eigen naam gesproken. Ik onthoud mij omdat ik afgesproken ben met mevrouw Herman.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over de eenvoudige motie.

Nous passons au vote sur la motion pure et simple.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

115 leden zijn aanwezig.

115 membres sont présents.

98 stemmen ja.

98 votent oui.

14 stemmen neen.

14 votent non.

3 onthouden zich.

3 s'abstiennent.

Derhalve is de eenvoudige motie aangenomen.

En conséquence, la motion pure et simple est adoptée.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Antoine, Appeltans, Arts, Baert, Bayenet, Bens, Mme Blomme, MM. Bockstal, Borin, Borremans, Bouchat, Bourgois, Mme Cahay-André, MM. Capoen, Cerexhe, Claeys, Collignon, Content, Cooreman, Crucke, De Belder, De Beul, De Bondt, De Bremaeker, De Cooman, Delloy, De Loor, Deneir, Deprez, de Seny, Didden, Diegenant, Donnay, Dufaux, Egelmeers, Eicher, Erdman, Evrard, Falise, Flagothier, Garcia, G. Geens, Gevenois, Gijs, Grosjean, Guillaume, Henneuse, Hismans, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Langendries, Jan Leclercq, Jean Leclercq, Leemans, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Marchal, Mathot, Minet, Moens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pécriaux, Peeters, Pinoie, Poulain, Schellens, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Tant, Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Mme Van den Bogaert-Ceulemans, MM. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van Hooland, Vanlerberghe, Van Nevel, Van-nieuwenhuyze, Van Rompaey, Verhaegen, Verschuere, Weyts, Wintgens, Wyninckx et Swaelen.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

Mme Aelvoet, MM. Boël, Buchmann, Clerdent, Mmes Dardenne, Delruelle-Ghobert, M. Glibert, Mme Harnie, MM. Hatry, Henrion, Houssa, Mme Nélis, MM. Vaes et Van Aperen.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Evers, Pataer et Seeuws.

INTERPELLATIE VAN DE HEER VAN HOOLAND TOT DE MINISTER VAN OPENBAAR AMBT OVER «HET REGERINGSBELEID INZAKE HET OPENBAAR AMBT»

INTERPELLATION DE M. VAN HOOLAND AU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR «LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIERE DE FONCTION PUBLIQUE»

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Van Hooland tot de minister van Openbaar Ambt over «het regeringsbeleid inzake het openbaar ambt».

Het woord is aan de interpellant.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben zeer gevoelig voor de nog grote belangstelling op dit late uur. Ik stel het ten eerste op prijs dat ik toch de gelegenheid krijg een

aantal vragen te stellen in verband met het Openbaar Ambt, dat ons allen na aan het hart ligt.

In het regeerakkoord van 10 mei van vorig jaar vinden wij een passus in verband met een vernieuwd personeelsbeleid en een beter management in en van de overheidssector in België. De passus luidt — en ik citeer met genoegen —:

«De regering zal ernaar streven kwaliteitsvolle en voor de burgers gemakkelijk toegankelijke en minder bureaucratische overheidsdiensten te organiseren. Dit vereist een nieuwe bestuurskundige cultuur...» — dit vindt men niet vaak in een regeringsverklaring — «... en de nodige maatregelen ter modernisering en ter verbetering van de doeltreffendheid en de productiviteit van de werking en de dienstverlening van de overheidsdiensten, met onder meer een betere kostenbeheersing tot gevolg. Zulks dient geschraagd door enerzijds gemotiveerde, verantwoordelijke en goed gevormde ambtenaren en anderzijds de herwaardering van de dienstverlenende en beleidsondersteunende functie van de administratie.»

Vandaag, ruim anderhalf jaar na de start, stellen wij een aantal vragen over de algemene principes van het Openbaar Ambt, de doelstellingen van het personeelsbeleid van de centrale overheid, de relatieve achteruitgang van het intern beheer en van de beleidsondersteuning in de centrale ministeries, de vermindering van de vorming, inzonderheid van de vorming in management voor ambtenaren, de nagenoeg totale afwezigheid van binnenlands wetenschappelijk onderzoek inzake Openbaar Ambt, de uitvoering van het regeerakkoord met betrekking tot de organisatie van een gemengde commissie voor de Herwaardering van het Openbaar Ambt.

Welke algemene principes zullen voortaan voor het Openbaar Ambt gelden? Tot nu toe werd daarover weinig meegedeeld, maar, naar verluidt, zal men een aantal principes als «verworven» beschouwen. Het gaat om het principe van een gemeenschappelijk vast wervingssecretariaat voor het geheel van de overheden, het principe van het enig statuut, het principe van de mobiliteit tussen het geheel der overheden, het principe van de Algemene Directie voor selectie en vorming, die ter beschikking staat van het geheel der overheden, het principe van de voorrang van de intersectoriële onderhandeling, het principe van het behoud van de pensioenen op het niveau van de nationale Staat.

Uit verscheidene officiële en semi-officiële documenten heb ik kunnen opmaken dat daar het volgende blijkt.

Inzake werving mogen de permanente behoeften van de besturen slechts worden gedekt door statutair personeel dat aangevallen is door het Vast Wervingssecretariaat. De principes van het enig statuut voor de «contractuelen», zoals bepaald in de programmawet van 30 december 1988, worden behouden. De mobiliteit van het personeel van de verschillende Executieven is gewaarborgd. Ook dit is een vorm van werving.

Inzake mobiliteit gelden volgende principes: wederzijdse erkenning van verworven kwalificaties, nodig om aangeboden betrekkingen te bekleden; elke Executieve klasseert de door haar opgerichte betrekkingen volgens niveaus, objectief bepaald door de diploma's die vereist zijn voor deelneming aan de examens van het Vast Wervingssecretariaat.

Inzake vorming gaat het om de integratie en valorisatie van de vorming in de loopbaan en het verzekeren van de vorming door programma's van de Algemene Directie voor selectie en vorming.

Wat de gemeenschappelijke organen betreft, is het belangrijk dat het Vast Wervingssecretariaat en de Algemene Directie voor selectie en vorming gezamenlijk door de Executieven wordt beheerd. Er zal een interministeriële conferentie van de ministers van Openbaar Ambt plaatshebben.

De laatste punten, autonomie, pensioenen, administratieve standen, tuchtregeling, toepassingsveld en administratieve parastatale instellingen vermeld ik enkel en laat ik verder buiten beschouwing.

In afwachting dat die principes — en het zijn er dus veel — bij koninklijk besluit worden vastgelegd, wat meer werk met zich brengt dan men had gedacht, heeft de Vlaamse minister bevoegd voor het Openbaar Ambt laten weten dat voor hem volgende krachtlijnen gelden.

Ten eerste moet de autonomie van iedere overheid, Gemeenschappen, Gewesten en nationale Staat, inzake het vaststellen van het administratief en geldelijk statuut van het eigen personeel, zo ruim mogelijk zijn.

Ten tweede is er een rechtsbescherming voor de personeelsleden doordat iedere overheid verplicht is om een groot aantal materies inzake aanwerving, loopbaan, bezoldiging enzovoort, vooraf op een veralgemeende en objectieve basis te regelen. Ik verwijs hiervoor naar het wetsontwerp betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, dat op 25 september 1989 werd ingediend.

Dit alles betekent vooral dat er weinig ruimte is voor een autonoom Vlaams openbaar ambt.

De Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten hebben nochtans hun specifieke bevoegdheden en dus ook specifieke verantwoordelijkheden voor hun personeelsbeleid, waarmee een administratief systeem staat of valt.

Persoonlijk vind ik dat de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat geen algemeen principe van het Openbaar Ambt is, integendeel. De Vlaamse Gemeenschap moet een eigen recrutingsbeleid uitstippelen.

Samenwerking met het Vast Wervingssecretariaat en de Algemene Directie voor selectie en vorming, alsook een hernieuwde samenwerking met de gespecialiseerde Vlaamse en andere universitaire centra voor bestuurskunde en overheidsbeheer, kan nuttig zijn. Wanneer deze instanties iets te bieden hebben, zal men er graag een beroep op doen. Anders zal men wellicht naar andere vormen en eigen organisaties grijpen.

Ten tweede, de oogmerken van het personeelsbeleid van de centrale overheid. Het is niet duidelijk welke oogmerken het Openbaar Ambt nastreeft. Ik heb ze ook niet kunnen terugvinden in het wetsontwerp op het personeel. Het komt ons voor dat het hier nog steeds meer gaat om een macro-economisch beleid dan om een beleid ter ondersteuning van de effectieve en efficiënte overheidsorganisaties, enerzijds en ter voldoening van de wensen en de behoeften van de medewerkers-ambtenaren, anderzijds.

De overheid heeft in bepaalde periodes, bijvoorbeeld in de jaren zeventig, meer dan elders in Europa — en terecht — duidelijk als vangnet gefungeerd voor de arbeidsplaatsen die in de particuliere sector verloren gingen. Vandaag vindt men echter nog geen budgettaire ruimte voor een investeringsbeleid in het Openbaar Ambt, voor meer marktconforme wedden enzovoort. Ik vermoed toch dat hierbij meer komt kijken dan louter tewerkstelling en sanering van overheidsuitgaven.

Het derde thema is de verminderde belangstelling voor het intern beheer en de beleidsondersteuning in de centrale ministeries. De oprichting van departementale moderniseringscellen en het aanstellen van vormingsdirecteuren zijn positieve maatregelen. Het intern beheer inzake personeelsbeleid, organisatie, informatica-burotica en financieel beleid is mijns inziens echter zwak, zowel op departementaal als op interdepartementaal vlak. Er is een verregaand gebrek aan samenwerking, zoals bijvoorbeeld tussen het VWS en het ABSV zelf!

De ambtelijke beleidsondersteuning en vooral de beleidsontwikkeling zijn vandaag totaal onaanpast. Ik heb het daarnet nog aangetoond, toen ik sprak over de fiscale beleidsvoering en over de ondersteuning van de fiscale beleidsvorming en de fiscale strategie. Zo bestaan er geen beleidsanalisten. Dit verklaart gedeeltelijk de bloei van de ministeriële kabinetten.

In de punten 2 en 3 van het regeerakkoord die handelen over het Openbaar Ambt, staan daarover nochtans hartenswaardige zaken onder meer dat de regering bij voorrang en na overleg met de overheidsvakbonden een aantal maatregelen zal nemen.

De procedure inzake wervingsmachtigingen zal worden vereenvoudigd en de aanwervingen zullen meer worden afgestemd op de functie door het uitvoeren van een functiestudie en door beter gedifferentieerde selectieproeven. Tot nu toe is hiervoor nog niet veel ondernomen, zodat elke aanwerving nog ongericht gebeurt.

Een andere maatregel betreft het aanmoedigen van de mobiliteit in allerlei richtingen. Ik had hieraan graag de mobiliteit van de privé-sector naar de overheidssector en omgekeerd toegevoegd.

Vervolgens is er sprake van de permanente vorming, de loopbaanplanning en van het valoriseren van de vorming in de loopbaan.

Men heeft het ook over het uitwerken van een «geobjectiverd» personeelsbeleid van het rijkspersoneel en van het personeel van de overheidsorganisaties. Dit is een belangrijk punt, zeker wanneer we de politisering van het Openbaar Ambt voor ogen hebben.

Voorts zullen de overheidsdiensten ertoe worden aangezet hun beheersmethoden te moderniseren en de aanwending van nieuwe technologieën te bevorderen. Wij voelen hier waarschijnlijk allemaal veel voor, vooral op het vlak van de informatica en de buretica. Het opstellen van informaticastuurplannen zal worden veralgemeend en er zal een oplossing worden uitgebouwd voor het aanhoudend tekort aan gekwalificeerd informaticapersoneel.

Tenslotte zal elke overheidsdienst binnen het jaar een verslag moeten opstellen over zijn organisatie en zijn werking voor de regering. Dit verslag zal worden megedeeld aan het Parlement en in bijlage van de begroting van dat departement worden opgenomen samen met de adviezen van de moderniseringscel van de betrokken overheidsdienst en van de gespecialiseerde cel van organisatieadviseurs van het Openbaar Ambt. Wat heeft de regering ter zake reeds ondernomen?

Het vierde punt betreft de verminderde belangstelling voor de vorming, inzonderheid de vorming in management, voor ambtenaren. Aan dit punt gaat men gemakkelijk voorbij, maar ik hecht er zeer veel belang aan.

Van 1960 tot 1980 was België in West-Europa koploper voor de *post experience* managementvorming voor leidinggevende ambtenaren, inbegrepen seminars voor de top zoals ambtenaren-generaal en directeurs-generaal. Na 1980 is men om budgettaire redenen opgehouden met deze vorming. Momenteel zijn er geen specifieke *top- of middlemanagement* programma's.

De toenmalige School voor management van de Rijksuniversiteit te Gent organiseerde reeds in 1974, onder mijn leiding, een vijftiental seminars van vijf tot twintig dagen waarvoor in totaal 440 ambtenaren waren ingeschreven.

Onlangs is op de eerste bladzijde van één van onze kranten een artikel verschenen over een seminarie voor ambtenaren dat in de USSR werd ingericht. Dat is nieuws. Welnu, reeds in 1974 werden in België, zonder enige ruchtbaarheid, seminars georganiseerd. Hier verliest de overheidssector momenteel zijn competitiviteit tegenover de privé-sector. Hierdoor creëren wij een gevaarlijk management-vacuüm, en vandaar — denk ik — de nogal ongebreidelde politisering. Waarom is men op een ogenblik dat men managementsontwikkeling in de overheidssector nodig had, opgehouden met het organiseren van die seminars voor management-vorming? Wat zijn de plannen ter zake voor de volgende jaren?

Binnenlands wetenschappelijk onderzoek over Openbaar Ambt bestaat bijna niet in ons land. Hoewel er vele jaren voor is gepleit, kan ik mij niet herinneren dat er enig wetenschappelijk onderzoek over de organisatie van onze overheidsdiensten is gebeurd. In 1990 zal 3,3 miljoen frank worden besteed voor een onderzoek inzake vorming van ambtenaren, uit te voeren door het Europees Instituut voor bestuurskunde in Maastricht en dat terwijl wij hiermee de langste traditie in Europa hebben. Verder is er weinig of niets, alhoewel men nu zo dikwijls spreekt over de falende Staat, de doorgelichte Staat, de schandalenstaat, met veel rapporten die dikwijls zonder gevolg blijven.

Het ware realistisch, en effectief, na te gaan hoe bijvoorbeeld de politisering, een complexer probleem dan wij ons misschien realiseren, eindelijk kan worden teruggedrongen. Welke plannen bestaan er om aan de schrijnende nood aan binnenlands wetenschappelijk onderzoek tegemoet te komen?

Het laatste punt betreft de uitvoering van het regeerakkoord en handelt specifiek over de organisatie van een Commissie voor de herwaardering van het Openbaar Ambt.

Dat was een positieve beslissing. Wij hopen dat er wat van komt, want ook op 26 september 1980 werd er bij koninklijk besluit een koninklijke commissie opgericht voor de studie van het overheidsbeleid. Echter zonder gevolg.

In het regeerakkoord lezen wij: « Onder verantwoordelijkheid van de regering zal een gemengde commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van het Parlement, de administratie, de overheidsvakbonden en uit experts worden opgericht, met als opdracht voorstellen te formuleren:

- Voor het nader bepalen van de algemene regels die op het Openbaar Ambt van toepassing zijn, waarbij o.m. de zelfstandigheid en de verantwoordelijkheid van de bestuursorganen zal worden versterkt;

- Voor het opstellen van een algemeen beleidsplan voor de overheidssector;

- Voor het onthaal, de introductie, de bevordering, de opleiding, de permanente vorming en de begeleiding tot zelfstandig en verantwoordelijk werken van alle ambtenaren;

- Voor de vorming en vervolmaking van overheidsmanagers;

- Voor de eventuele oprichting van een Hoge Raad voor het Openbaar Ambt;

- Voor een kwalitatief verantwoord tewerkstellingsbeleid.

De commissie zal haar besluiten neerleggen uiterlijk zes maanden na haar installatie. »

Ik besluit. Het Openbaar Ambt heeft een eigen filosofie en strategie nodig, een « huisstijl » en een meer zakelijke organisatiecultuur gericht op de ontwikkeling van de persoonlijke kwaliteit — in plaats van alleen de technisch-professionele — en ook op voldoening bij het werk. Zo zullen er meer slagvaardige, gedepoliteerde burgergerichte overheidsdiensten kunnen komen, met of zonder charter van de gebruikers van de overheidsdiensten, een ander punt van het regeerakkoord van 10 mei 1988. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, even een vraag aan de minister. Denkt de minister eraan het politiek verlov voor ambtenaren in te voeren, wat tijdens de vorige legislatuur bijna gebeurde, en dat het mogelijk moet maken dat staatsambtenaren tijdelijk lid worden van een of andere politieke assemblee, en nadien terug kunnen naar de administratie?

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Langendries.

De heer Langendries, minister van Openbaar Ambt. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal onmiddellijk antwoorden aan de heer De Belder. Ik ben het met hem eens en zal de regering de nodige maatregelen voorstellen.

De heer Van Hooland wil ik zeggen dat het niet mogelijk is in een tijdsspanne van 10 maanden 20 jaar achteruitgang van de Openbare Sector in te halen. Laat mij 10 jaar minister blijven en ik zal het nodige doen.

De heer Valkeniers. — Goed geantwoord.

De heer Langendries, minister van Openbaar Ambt. — Door de bijzondere wet tot hervorming der instellingen heeft de wetgever aan de Koning de zorg toevertrouwd de algemene principes aan te duiden die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten. Rekening houdend met het belang van dit koninklijk besluit, dat de

noodzakelijke samenhang moet vaststellen voor de goede werking van de openbare diensten en de fundamentele rechten van de ambtenaren moet waarborgen, met inachtneming van de door de wetgever gewilde autonomie, lijkt het gepast dit ontwerp vooraf te laten gaan door een zeer uitgebreid overleg waarin de verschillende Executieven worden betrokken, zelfs indien slechts hun advies moet worden ingewonnen. Ik ben nu in staat bij de regering een ontwerp ter tafel te leggen.

Ik heb de vorige keer gezegd dat ik wachtte op een intersectorieel akkoord om mijn ontwerp in te dienen. Vanavond heb ik langs de media vernomen dat ACOD ja heeft gezegd voor een dergelijk akkoord. Het is dus mogelijk spoedig een protocol te ondertekenen en nadien een koninklijk besluit uit te werken.

In deze context heb ik voorgesteld deel te nemen aan een algemeen debat over het Openbaar Ambt in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden en het Openbaar Ambt. Het is overigens niet uitgesloten dat ontwerpen van wet of decreten bij de wetgever aanhangig zullen worden gemaakt om de inwerkingstelling van sommige aspecten van de algemene principes te verzekeren, wat wij zeker nodig hebben.

De bedoelingen van de regering inzake personeelsbeleid zijn aan dit koninklijk besluit van de algemene principes gebonden. Zij beantwoorden onder meer aan de door de interpellant uitgedrukte bezorgdheid.

Het is vooral van belang te investeren in personen, op voorwaarde dat de mechanismen van bevordering en verantwoordelijkheid worden herzien. Het is bijvoorbeeld nutteloos een vorming in management te verstrekken indien deze nadien niet wordt gevaloriseerd in de functies die men ter plaatse effectief uitoefent.

De vorming is in de eerste plaats een investering, waaruit kosten voortvloeien die een verantwoordelijke aanvaardt op zich te nemen door tijdelijk af te zien van de diensten van zijn personeelsleden. Deze investering is zinvol in het licht van de verantwoordelijkheden die hij later aan die ambtenaren wil toevertrouwen. Het is derhalve belangrijk de vorming te integreren in loopbaanplannen en personeelsbeheer. Een instrument dienaangaande zal spoedig in werking worden gesteld, namelijk het stuurplan voor vorming. Het spreekt vanzelf dat de vormingskredieten in deze context gevoelig zouden moeten worden verhoogd. De begroting voor 1990 heeft met deze vereiste rekening gehouden.

Zo berust ook de versterking van het intern beheer op een vorming van de leidende ambtenaren en op een grotere effectieve verantwoordelijkheid in het beheer.

In dit opzicht betekent de wet die het indienen van program-mabegrotingen heeft bekrachtigd een belangrijke stap vooruit. Op voorwaarde dat het bedrag van het door de wetgever goedgekeurde programma wordt gerespecteerd, zal de leidende ambtenaar gemakkelijker de optimale verdeling van de middelen, nodig voor de verwezenlijking van dit programma, kunnen bepalen.

De nieuwe procedure van werving door het enveloppesysteem biedt het ontzaglijk voordeel dat de autoriteiten verantwoordelijk worden en dat zij niet meer worden onderworpen aan zware en bureaucratische procedures.

Belangrijk is eveneens — en mijn diensten zetten er zich actief voor in — dat de ambtenaren de mogelijkheid krijgen elkaar beter te leren kennen zodat zij hun beheersondervinding onder elkaar kunnen bespreken. Ik geloof in deze materie, noch in reglementen, noch in academische cenakels bevooroordeelde en voor iedereen eenvormig geachte methodologieën. Ik opteer daarentegen voor een logistiek kader waardoor elke verantwoordelijke experimenten kan testen, evalueren en, met de nodige bescheidenheid kan meedelen aan zijn collega's. Dit haalt de krantenkoppen niet, maar dit systeem is er niet minder doeltreffend om.

De institutionalisering van het college van secretarissen-generaal is eveneens een factor die een gemeenschappelijk beraad inzake beheer kan bevorderen.

Ik erken niettemin dat een aangepaste logistiek moet worden ontwikkeld, zowel op het centrale niveau, meer in het bijzonder

wat betreft de verschillende beheersfuncties, als in elke dienst om deze beheersfuncties te valoriseren. Deze diensten zijn: communicatie, begroting, personeel, informatie, studies van economische en financiële aard.

Maar eerst is het van belang te werken aan de mentaliteit en een verlangen naar deze middelen op te wekken. Ik stel vast dat mijn adviseurs van het Openbaar Ambt meer en meer worden geraadpleegd. Er is een ontwerp van koninklijk besluit in voorbereiding om dit korps te versterken. Ik voeg eraan toe dat hetzelfde zal gebeuren met het korps van inspecteurs van Financiën en dat de minister van Binnenlandse Zaken werkt aan een koninklijk besluit in verband met adviseurs voor informatica. Indien dit kan worden gerealiseerd in de komende maanden, dan zal het mogelijk zijn *task forces* in de administratie en de verschillende diensten aan het werk te zetten.

Het ontwerp van koninklijk besluit inzake het korps van adviseurs van het Openbaar Ambt beoogt eveneens de administratie van het Openbaar Ambt te doen evolueren naar een raadgevende dienst, veeleer dan dit bestuur de functie van rijkswachter te doen uitoefenen.

Het lijkt mij niet juist te spreken over het nagenoeg afwezig zijn van onderzoek inzake Openbaar Ambt. Verschillende universitaire centra zijn zeer actief op dit gebied.

Het regeerakkoord voorziet in de oprichting van een commissie die de parlementsleden betreft bij de herwaardering van het Openbaar Ambt. Dit punt wordt niet uit het oog verloren, maar het kwam er eerst op aan de nieuwe relaties te verduidelijken die er moeten komen tussen de verschillende Executieven en de vakorganisaties, dit ingevolge de hervorming van de instellingen.

Het is slechts wanneer dat «nieuwe landschap» van onze openbare diensten beter zal zijn bepaald en dat het autonomie-veld van elkeen zal zijn vastgesteld, dat deze commissie kan worden opgericht, aangezien het koninklijk besluit in verband met de algemene principes tot gevolg zal hebben dat opnieuw over de belangrijke mechanismen van de werking van onze openbare diensten zal worden nagedacht.

Mijnheer Van Hooland, wij zullen nog vaak de gelegenheid hebben hierover te spreken in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden. Eventueel kan er gedacht worden aan een gemengde commissie Kamer en Senaat, maar dat behoort niet tot mijn bevoegdheid. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hooland.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de minister hartelijk voor zijn antwoord. Officieel was dit een interpellatie, maar ik beschouw het liever als een interactief gesprek. Ik ken en waardeer ten eerste de inspanningen van de minister op het gebied van het beleid inzake Openbaar Ambt van de voorbije jaren. Ik hoop dat hij nog lang de gelegenheid zal hebben om het beleid waaraan hij de voorkeur geeft, uit te voeren. Toch maak ik nog enkele opmerkingen.

Een eerste opmerking betreft het wetenschappelijk onderzoek, hoewel het nu niet het ogenblik is om daarover te polemiseren. Er werden inderdaad een aantal «onderzoeksprojecten» uitgevoerd. Vijfentwintig jaar geleden werd een onderzoek gedaan naar de organisatiestructuur en het management van het ministerie van Financiën. De problemen waarmee dit ministerie vandaag wordt geconfronteerd, bleken toen reeds uit dit onderzoek, maar men hechtte er geen geloof aan, omdat men vond dat er geen beter ministerie was dan dat van Financiën. Dit jaar en in 1990 hebben wij echter nagenoeg geen binnenlands wetenschappelijk onderzoek, op een paar projecten van een paar honderdduizenden franken na. Daarom ben ik zo vrij geweest het project voor Maastricht te vermelden, waarvoor 3,3 miljoen is uitgetrokken.

De heer Langendries, minister van Openbaar Ambt. — Mag ik hierop onmiddellijk antwoorden? Misschien bevat de begroting van Openbaar Ambt weinig middelen voor wetenschappelijk onderzoek, maar ik meen dat staatssecretaris Chevalier op zijn begroting bijna 40 miljard voor onderzoek inzake Openbaar Ambt heeft ingeschreven. Ik zal dit nakijken en het u mededelen.

De heer Van Hooland. — Dat is zeer positief, mijnheer de minister. Wanneer ik echter spreek over wetenschappelijk onderzoek inzake Openbaar Ambt, bedoel ik onderzoek naar organisatiestructuren, procedures, problemen van politisering en management en objectieve elementen om deze problemen op te lossen.

Mijn tweede opmerking betreft de vorming. Voor 1990 is hiervoor inderdaad geld uitgetrokken, meer dan vroeger. Ik herinner mij de cijfers niet precies, maar meen dat het gaat om 80 miljoen.

De heer Langendries, minister van Openbaar Ambt. — Op mijn begroting is voor vorming 47 miljoen uitgetrokken. In de begroting van 1990 is echter ook een bedrag van 400 miljoen opgenomen in een interdepartementale post voor aanwerving en vorming.

Sur un article du budget 1990 des Voies et Moyens, le recrutement et la formation font l'objet d'un budget d'un montant total de 400 millions considéré comme interdépartemental. Donc, en plus des 47 millions que comporte mon budget, je soumettrai au gouvernement une proposition visant à consacrer une certaine de millions à un système interdépartemental, de manière à ce que chaque département, selon ses besoins propres et les exigences spécifiques qu'il peut rencontrer en matière de formation, puisse, sur base d'un schéma directeur de formation, introduire auprès du ministre de la Fonction publique une proposition susceptible d'être rencontrée grâce au montant fixé à cette fin.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de minister, wij kunnen dat alleen maar toejuichen, omdat het een van de weinige middelen is om bevoegde managers en leidinggevende functionarissen te bekomen, die men kan responsabiliseren. Responsabilisering van de hiërarchie is anders niet mogelijk en dan blijven wij verstrikt in formele aspecten en discussies.

Wij hebben geen traditie van herstructurering en reorganisatie. Al onze departementale organisatiestructuren zijn achterhaald. Zij zouden echter in toenemende mate het regeringsbeleid en het departementaal beleid moeten kunnen uitwerken, ontwikkelen en ondersteunen.

U zegt, mijnheer de minister, wij zullen *task forces* sturen om de departementen te helpen. Dit kan misschien leiden tot het aanpassen van een organisatie of tot andere aspecten van intern beleid en beheer.

Men moet, volgens mij, zonder uitstel, een agressieve strategie ontwikkelen voor de valorisatie van het management in de departementen en voor de organisatie van de overheidssector. De gevolgen van een dergelijke strategie zullen immers nog tien jaar op zich laten wachten. Een goed gerichte strategie zal uiteraard veel geld kosten. Iedereen is ervan overtuigd dat die investeringen gemakkelijk te financieren zijn omdat ze zichzelf snel, verscheidene keren terugbetalen.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Langendries.

De heer Langendries, minister van Openbaar Ambt. — Het enig statuut en een agressieve strategie, mijnheer Van Hooland, zullen inderdaad het enig agressieve instrument zijn om dit doel te bereiken.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Hiermede is onze agenda afgewerkt.

Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw maandag, 18 december 1989, te 14 uur.

Le Sénat se réunira le lundi 18 décembre 1989, à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 23 h 20 m.)

(La séance est levée à 23 h 20 m.)

